



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

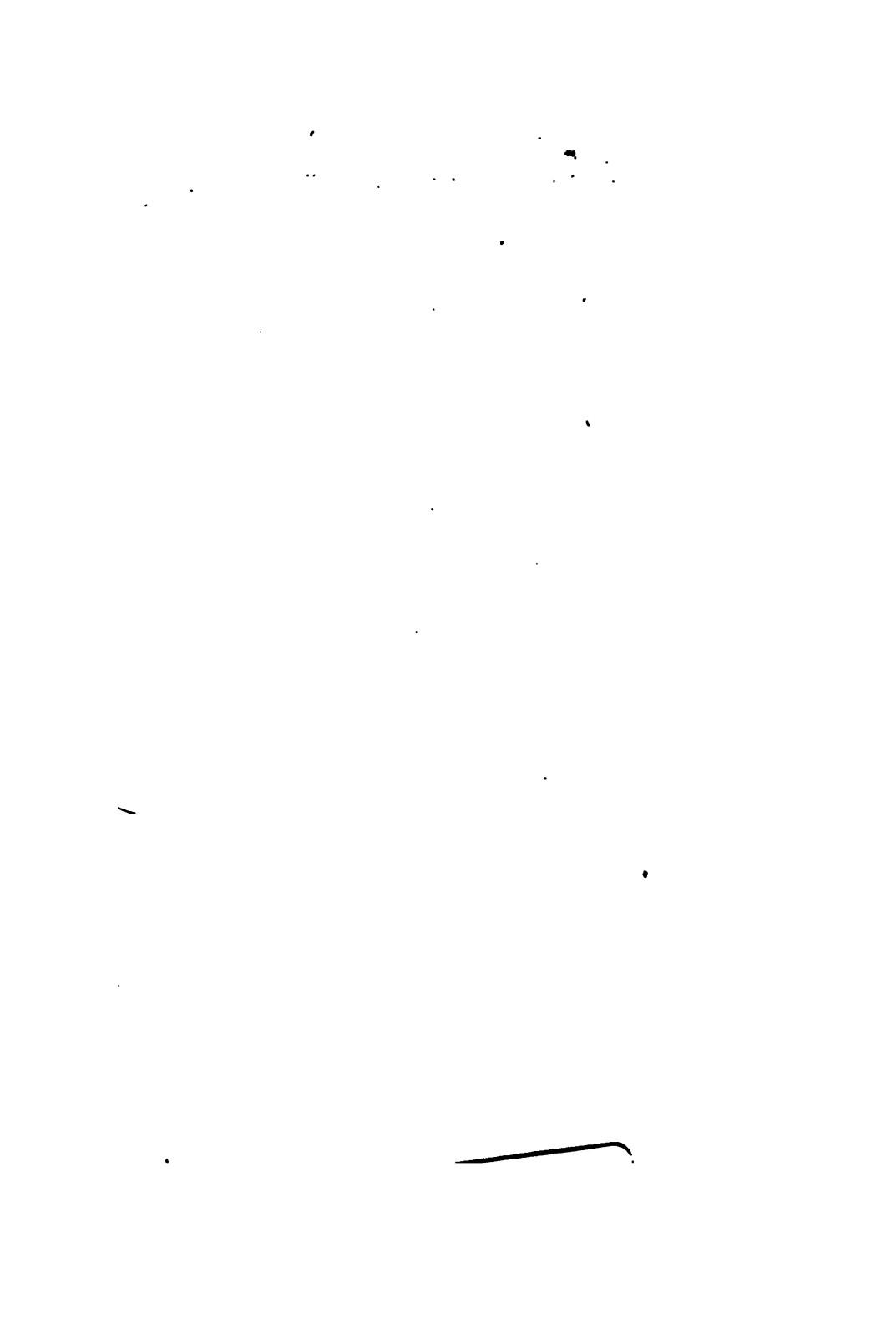
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06924623 3



Schindl
S. T.







PRINCIPES
DE LA
LÉGISLATION
UNIVERSELLE.

TOME PREMIER.

1930-1931
THE UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARIES

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION UNIVERSELLE.

*Nos Legem bonam a mala nutri a: a nisi naturæ
norma dividere possumus; hæc autem in opinione
existimare, non in natura posita, dementis est.*

CICERO, de Leg. L. I. n. 44.

Sedem illius utrūque legem

TOME PREMIER.



A AMSTERDAM,
Chez MARC - MICHEL RET,
M D C C L X X VI.

Inférant, par la voix générale, de
Votre amour pour le Bien public, &
de Votre application aux connaissances
utiles, jeose Vous présenter quelques
idées, relatives aux vérités qui Vous
occupent, & dont Vous favez déjà fait
un si bon usage. Vos lumières,
Monseigneur, Vous mettent en état
d'apprécier les règles d'une Législation
avantageuse, & Vos vertus Vous en-
gagent à les appliquer, pour Vous ren-
dre heureux par la félicité de Vos sujets.

Votre Averse Serénissime dai-
gnera, agréer mon hommage, comme
une faible marque de ma vénération
pour Ses grandes qualités, de mon re-
spectueux attachement pour Sa Person-
ne, & de ma vive reconnoissance pour
ses bontés.

SON ALTESSE SÉRÉNISSE, A

MONSIEUR

LE DUC REGNANT

DE SAXE-WEIMAR
ET EISENAC.

MONSIEUR,

Votre Altesse Sérenissime me permettra de lui offrir mes recherches sur les Principes d'une Science, qui traite des moyens pour assurer également le bonheur des Souverains & des Peuples.

VIII *INTRODUCTION.*

PARMI tant de causes qui reculent les progrès de la science de la Législation, il suffira d'en alléguer deux, relatives à la méthode employée jusqu'ici pour poser les principes propres à servir de base aux meilleures loix possibles. L'examen de ces causes fournira en même temps l'occasion, pour entrer dans quelque détail touchant le but & le plan de l'ouvrage présent.

La première cause du peu de succès dans les recherches sur la Législation, tient à notre paresse, & au respect pour l'antiquité qui en découle. Sur la réputation de sagesse de quelques peuples anciens, on se contente d'adopter celles de leurs loix, qui paroissent s'ajuster le mieux pour remplir les vides de l'édifice d'un nouveau code à construire. Mais en ramassant de cette manière des matériaux épars, on compose un ensemble sans liaison & sans consistance. Il devient nécessaire d'examiner de nouveau la justice & la convenance de chacune de ces loix, si l'on ne veut pas marcher dans les ténèbres & s'exposer à des méprises funestes. En discutant ces loix isolées, on risque

INTRODUCTION.

DE tout temps on paroît avoir reconnu la nécessité des bonnes loix pour faire la félicité des nations. Le sentiment connu de cette vérité a produit, sans doute, ces révolutions continues dans les gouvernemens & dans les loix des peuples, qui, comme des malades inquiets, n'ont cessé de s'agiter & de changer de position, pour trouver celle où il y auroit le moins à souffrir.

CEPENDANT, malgré ces tentatives multipliées, les hommes ne sont pas avancés dans l'étude de la Législation autant que le grand nombre de siecles, employés à une longue expérience, semble le promettre. Les preuves de cette imperfection des loix se rencontrent dans toutes les parties de notre globe. En réfléchissant sur notre essence, nous ne pouvons douter que nous ne soyions faits pour être heureux en suivant l'ordre de la nature: la quantité immense de malheureux, répartis dans toutes les Sociétés connues, prouve donc, que l'homme n'a pas découvert encore les vrais moyens pour parvenir à ce bonheur auquel il est destiné.

I N T R O D U C T I O N.

ceux qui ont prétendu mouler la science du gouvernement sur le modèle des siècles passés, formé d'après quelques faits mal décrits, mal vus, & mal appliqués.

TOUTE vérité générale résulte, il est vrai, de la combinaison d'un grand nombre de faits analogues, arrivés suivant des règles constantes : mais les faits qui nous apprennent les effets de la volonté inconstante ou de l'opinion capricieuse des peuples, ne produisent, par leur combinaison, que des erreurs ou tout au plus des opinions. C'est donc l'expérience d'un autre genre, celle des effets physiques & invariables de la nature des êtres en général, qui nous découvre des vérités incontestables.

PAR ces considérations on se convaincra de la nécessité de chercher les principes des loix qui régissent la Société, non dans l'arbitraire de l'Histoire ou dans le vague des spéculations abstraites, mais dans la nature de l'homme & des êtres qui l'environnent, & qui modifient continuellement son existence. En méditant sur ces objets, on trouvera que la science de la Législation se fonde, en effet,

d'ailleurs d'expliquer uniquement ce qui a été fait, sans apprendre jamais ce qu'il faudroit faire. On flottera au moins toujours entre des doutes & des contradictions, quand il s'agit de décider ce qui convient à la prospérité d'un Etat.

La seconde cause dépend d'une application erronée d'une vérité à l'égard de l'origine de nos connaissances. Elles nous viennent, sans doute, uniquement des inductions tirées des faits; & par conséquent les principes des loix dérivent, comme tout notre savoir, de l'expérience. Mais les faits & les expériences, nécessaires pour guider le Législateur, ne peuvent pas être fournis par l'Histoire, ou par l'exemple de la conduite successive du genre humain. Comme c'est l'opinion qui détermine les actions des peuples, les maximes, déduites des faits historiques, ne seront que des opinions, dont il faudra sans cesse examiner de nouveau la vérité ou la fausseté. De cette maniere nous parcourons toujours le même cercle, sans pouvoir nous assurer de parvenir au point qui sépare la vérité de l'erreur; embarras où sont tombés tous

quelques-unes paraîtront trop nourries, pendant que les autres auront un air décharné.

Ces rapports, quoique cachés en partie encore, s'étendent néanmoins à tous les objets qui concernent l'existence ou le bien-être de la Société & de ses membres. Il n'y a aucun de ces objets qui ne soit soumis à des loix fixes, résultantes de ces rapports invariables. Par cette raison la Législation embrasse un plus vaste champ que celui qui lui est assigné ordinairement. Elle ne se borne pas à dicter des loix civiles & criminelles, qui composent pour la plupart les codes des nations : elle comprend de plus toutes les règles qui dirigent l'administration d'un Etat, & que le Souverain prescrit à soi-même ou aux sujets suivant l'exigence des affaires.

Il est de l'intérêt des Sociétés qu'on se forme une idée plus juste de la Législation universelle, & qu'on reconnoisse toute son étendue. Les peuples, effarouchés par des atteintes fourdes données à leur liberté, sont trop souvent tentés de regarder les ordonnances, dont ils ne trouvent pas les traces dans leurs codes ordinaires, comme des effets d'une volonté momentanée & arbitraire du Souverain,

uniquement sur les rapports de l'homme avec la Nature & avec la Société. On examine dans cet ouvrage les plus frappants de ces rapports, & l'on tâche d'en déduire les loix les plus conformes à l'essence de l'Etre intelligent réuni avec ses semblables.

Tous ces rapports de l'homme ne sont pas encore bien connus. Une étude plus profonde de la nature, l'observation plus exacte des effets de l'action & de la réaction des Etres, & enfin la comparaison plus fréquente des phénomènes physiques avec le moral de l'homme, feront appercevoir des rapports que nous ne pouvons jusqu'ici qu'entrevoir. La perfection de la Législation sera le fruit des progrès de la raison, & par conséquent du temps & de l'application. Il seroit présomptueux de tracer actuellement un plan entier de Législation, auquel les penseurs de plusieurs siècles travailleront successivement, à mesure que le genre humain acquerra de nouvelles lumières. Pour le présent il faut se contenter, en traitant cette matière, de tâcher d'étendre les principes & de fermer les conséquences. Par cette raison l'ouvrage qu'on offre au public doit naturellement manquer d'une certaine proportion entre ses parties, dont

IL en est de- même de celles qui, paroissant au premier aspect étrangères aux fonctions du Législateur , en sont néanmoins une branche essentielle. Telles sont toutes celles qui reglent les institutions tendantes à l'instruction nationale, par laquelle le Souverain cimente son autorité, assure l'obéissance aux loix, & prépare les moyens pour arriver au bonheur à tous les membres de la Société.

LES hommes se soumettent aux loix pour obtenir un but commun, la félicité de tous ceux qui se font réunis en corps de nation. Pour juger si ce but s'obtient par les loix résultantes des rapports mentionnés, il est nécessaire d'examiner la nature du bonheur, & de quelle manière une Société peut être heureuse. Cet examen fournit l'occasion pour considérer plusieurs objets trop négligés ordinairement dans la Législation, & qui cependant, susceptibles d'être réduits à des règles plus fixes, influent puissamment sur la Félicité publique.

COMME en développant les principes on est obligé continuellement de les appliquer à des loix qui deviendront positives, il suffit de jeter un coup d'œil sur les loix de cette espèce, pour montrer leur identité avec les loix naturelles, & la manière

à laquelle ils obéissent à regret. Si au contraire ces peuples sentent la liaison intime entre ces ordonnances & les loix qu'ils sont accoutumés à respecter, s'ils voient qu'elles dérivent des mêmes principes que les loix auxquelles ils croient devoir obéissance ; ils se soumettent sans peine aux ordres de l'autorité souveraine, & toutes les opérations du gouvernement s'exécutent alors avec facilité. La Souverain de son côté, convaincu de la subordination nécessaire de chaque règlement particulier au système entier de la Législation, n'est plus tenté d'abuser de son pouvoir, ou d'assouplir son autorité pour satisfaire des fantaisies passagères.

On regardera sans doute les loix qui régissent les finances & le commerce intérieur, comme étant du ressort du pouvoir législatif : mais on doutera peut-être, si les loix relatives au Droit des Gens vulgairement dit doivent émaner aussi du même pouvoir. Ces loix cependant, fondées sur des rapports, ignorés communément du peuple, entre une Société particulière & celle du genre humain, ont besoin d'être publiées & de recevoir la sanction comme les autres loix ; & de cette manière elles font partie de la Législation universelle.

l'infini. Ainsi, pour traiter de l'influence de la Religion sur les opérations du Législateur, il est nécessaire d'entrer dans des discussions pour rectifier ces opinions, & d'emprunter à cet effet des principes tirés d'une source supérieure à celle d'où découlent les vérités ordinaires. On est donc obligé, pour éviter la confusion des idées, d'écartier de la théorie de la Législation universelle tout ce qui est particulier à quelques peuples privilégiés, & de réservé pour un ouvrage uniquement destiné à cet objet important tout ce qui regarde les loix religieuses.

QUAND il s'agit de généraliser les idées, & de les combiner pour en déduire de nouvelles, l'attention requise pour suivre ces raisonnemens fait paroître sec & aride un ouvrage dont la lecture demande quelque effort d'esprit. Un auteur ne devroit pas être dans le cas de faire des excuses à son siècle, quand il excite ses lecteurs à méditer les objets les plus importants malgré l'aridité prétendue des recherches, où il est impossible de semer ces fleurs éphémères dont les gens frivoles sont si avides. Demander uniquement des amusemens, sans se soucier de l'instruction, ce seroit soupirer dans

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

Il feroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain : ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés : les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, varient d'ailleurs à

Il en est de même de celles qui, paroissant au premier aspect étrangères aux fonctions du Législateur, en sont néanmoins une branche essentielle. Telles sont toutes celles qui reglent les institutions tendantes à l'instruction nationale, par laquelle le Souverain cimente son autorité, assure l'obéissance aux loix, & prépare les moyens pour arriver au bonheur à tous les membres de la Société.

Les hommes se soumettent aux loix pour obtenir un but commun, la félicité de tous ceux qui se sont réunis en corps de nation. Pour juger si ce but s'obtient par les loix résultantes des rapports mentionnés, il est nécessaire d'examiner la nature du bonheur, & de quelle manière une Société peut être heureuse. Cet examen fournit l'occasion pour considérer plusieurs objets trop négligés ordinairement dans la Législation, & qui cependant, susceptibles d'être réduits à des règles plus fixes, influent puissamment sur la Félicité publique.

COMME en développant les principes on est obligé continuellement de les appliquer à des loix qui deviendront positives, il suffit de jeter un coup d'œil sur les loix de cette espèce, pour montrer leur identité avec les loix naturelles, & la manière

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

Il feroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain: ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés: les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, variens d'ailleurs à

IL en est de même de celles qui, paroissant au premier aspect étrangères aux fonctions du Législateur, en sont néanmoins une branche essentielle. Telles sont toutes celles qui reglent les institutions tendantes à l'instruction nationale, par laquelle le Souverain cimente son autorité, assure l'obéissance aux loix, & prépare les moyens pour arriver au bonheur à tous les membres de la Société.

Les hommes se soumettent aux loix pour obtenir un but commun, la félicité de tous ceux qui se sont réunis en corps de nation. Pour juger si ce but s'obtient par les loix résultantes des rapports mentionnés, il est nécessaire d'examiner la nature du bonheur, & de quelle manière une Société peut être heureuse. Cet examen fournit l'occasion pour considérer plusieurs objets trop négligés ordinairement dans la Législation, & qui cependant, susceptibles d'être réduits à des règles plus fixes, influent puissamment sur la Félicité publique.

COMME en développant les principes on est obligé continuellement de les appliquer à des loix qui deviendront positives, il suffit de jeter un coup d'œil sur les loix de cette espèce, pour montrer leur identité avec les loix naturelles; & la manière

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

Il seroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain: ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés: les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, varient d'ailleurs à

2 PRINCIPES DE LA

Si nous multiplions nos observations, l'expérience nous montre une différence successive dans la façon d'exister de ces Êtres. Les Globes célestes changent continuellement de position : les Êtres vivants naissent, croissent, & disparaissent pour faire place à une autre génération : les végétaux tantôt se parent de verdure, tantôt se dessèchent, & par leur corruption préparent une production nouvelle. L'Homme, dans l'Enfance du genre humain, a pu être effrayé par cette confusion apparente.

CEPENDANT en continuant nos expériences, nous appercevons une certaine uniformité dans ces changemens de la manière d'exister des Êtres, ou dans leurs rapports avec le reste de l'univers. Après un temps fixé les corps célestes reviennent à la même situation : chaque être vivant est assujetti à des règles constantes pour son accroissement, pour ses actions, & pour sa durée : enfin toute cause produit les mêmes Effets. Cette subordination ininterrompue des causes & des effets, cette uniformité dans la manière d'exister des Êtres, ou de leurs rapports réciproques, nous fait entrevoir les Loix Physiques, auxquelles ces Êtres sont fournis. Plus nous examinons l'Univers, & plus nous trouvons de ces Loix universnelles & invariables.

Nous appellons Nature, cet ensemble immense des Êtres & des Loix éternelles qui leur sont prescrites. La Nature n'est donc point un Être réel

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

IL feroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain : ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés : les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, varient d'ailleurs à

Il en est de même de celles qui, paroissant au premier aspect étrangères aux fonctions du Législateur, en sont néanmoins une branche essentielle. Telles sont toutes celles qui règlent les institutions tendantes à l'instruction nationale, par laquelle le Souverain cimente son autorité, assure l'obéissance aux loix, & prépare les moyens pour arriver au bonheur à tous les membres de la Société.

Les hommes se soumettent aux loix pour obtenir un but commun, la félicité de tous ceux qui se sont réunis en corps de nation. Pour juger si ce but s'obtient par les loix résultantes des rapports mentionnés, il est nécessaire d'examiner la nature du bonheur, & de quelle manière une Société peut être heureuse. Cet examen fournit l'occasion pour considérer plusieurs objets trop négligés ordinairement dans la Législation, & qui cependant, susceptibles d'être réduits à des règles plus fixes, influent puissamment sur la Félicité publique.

COMME en développant les principes on est obligé continuellement de les appliquer à des loix qui deviendront positives, il suffit de jeter un coup d'œil sur les loix de cette espèce, pour montrer leur identité avec les loix naturelles, & la manière

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

Il feroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain: ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés: les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, variens d'ailleurs à

CHAPITRE II.

De la Nature de notre Globe.

NOTRE Globe nous présente, au premier aspect, une masse énorme de matière brute, quoique infiniment diversifiée. D'un côté nous voyons des continents étendus, traversés en tout sens par des chaînes de hautes montagnes; de l'autre côté nous voyons de vastes amas d'eau couvrir une étendue ressemblante au continent, dont les vallées sont les abîmes, & les montagnes des îles dispersées dans l'Océan. Tous ces monceaux de matière paroissent jetés sans choix, & composés d'une manière irrégulière.

EN les examinant avec plus de soin, on y trouve cependant quelqu'ordre & des traces de leur formation. Les couches parallèles de différentes espèces de terres & de pierres dont ces amas sont composés; les coquillages & les corps marins mêlés parmi ces pierres & ces terres, la position régulière des montagnes opposées qui entourent un vallon, font des vestiges du séjour des eaux, & de l'action de l'Océan sur le continent que nous habitons. Il faudroit s'aveugler volontairement, ou vouloir soutenir un paradoxe par opiniâtreté, pour douter, que la plus grande partie de notre conti-

la plus convenable de les promulguer. Quand il est question des principes de la Législation, on ne peut pas avoir en vue un code particulier.

Il seroit impossible d'ailleurs de former actuellement le plan d'un code complet & universel. Les principes généraux, fondés sur les rapports de l'homme, conviennent, il est vrai, également à tout le genre humain: ces rapports varient cependant, jusqu'à un certain point, selon la position physique des peuples, & sont modifiées par des institutions locales qu'on est obligé de respecter, au moins pour un temps. C'est dans ce sens qu'il faut entendre les maximes tant répétées, que chaque nation a besoin de loix particulières, & qu'on doit lui donner des loix qu'elle puisse supporter. Avec la connoissance de cette diversité dans la position & dans la constitution des Etats, il sera aisé à un homme familiarisé avec les bons principes, de dresser le plan d'un code adapté à chaque nation.

Les rapports entre l'Etre suprême & ses créatures sont très-différents de ceux qui déterminent les loix des Sociétés: les opinions des peuples, sur la nature & sur l'étendue de ces rapports cachés à une partie du genre humain, varient d'ailleurs à

8 PRINCIPES DE LA

sous des couches séparées de matières minérales de toute espèce : sous de pareilles couches des squelettes d'hommes, d'animaux, de végétaux, ou conservés dans leur état primitif, ou pétrifiés : des ossements d'animaux inconnus dont l'espèce a été anéantie. Ces couches, formées visiblement par le dépôt des eaux, ne sont pas les seules qui couvrent ces débris du règne animal & végétal : des lits entiers de lave sont entremêlés, & même à des profondeurs considérables, avec ces amas de terres différentes disposées en couches régulières.

No us ignorons également les époques, & les suites de ces grandes révolutions. L'histoire est trop récente, & la tradition trop obscure, pour que nous puissions avoir plus que de petites lueurs à l'égard de ces événemens intéressans. Si l'histoire d'un peuple nous offre le détail d'un de ces événemens, elle ne peut avoir en vue que celui qui a précédé immédiatement le monde renouvellé. Ceux de l'ancien monde nous feront toujours cachés pour le tems & la maniere ; mais dans ses débris nous avons les documens de leur réalité. Ce sont les Annales de notre Globe, écrites par les mains de la Nature même.

HEUREUSEMENT ces révolutions sont si anciennes, si distantes par l'immensité du tems, qu'elles étonnent plus notre imagination, qu'elles ne déçoivent de notre sort. Les forces inhérentes à notre

l'âge mûr après les jolies de l'enfance, & pourraient son incapacité à répondre à la destination de l'homme, qui doit être heureux par l'exercice de toutes ses facultés.

Plusieurs Auteurs ont cru remédier à cette sécheresse des vérités générales, en tâchant d'égayer les matières sérieuses & de rendre plus sensibles les abstraites par des traits d'Histoire. Mais ce moyen est plus propre à embrouiller les choses qu'à les éclaircir: les historiettes, bien loin de donner, par un repos apparent, de nouvelles forces à l'attention, l'affoiblissent en la détournant de son objet & en l'égarant dans sa marche.

Rien de plus facile que de trouver des exemples historiques, qui semblent s'accorder avec une vérité donnée: quand on est familiarisé avec les anomalies du genre humain, on n'est embarrassé que du choix. Mais ces exemples sont sujets au même inconvénient que les pensées uniquement plaisantes ou ingénieuses; c'est celui d'envisager un objet d'un seul côté, pendant qu'il est indispensable, pour le connaître à fond, de l'envisager sous toutes les faces possibles. Aucun événement ne reflète

50 PRINCIPES DE LA

la succession des saisons ne sont pas moins établies: la partie pluvieuse , & la partie seche de l'année , distinguent les tems où elle agit , & où elle se repose , & ces parties différentes de l'année déterminent les habitans dans la recherche , ou dans la culture de leur subsistance.

L'INCLINAISON de l'axe de la Terre sur le plan de son orbite ne diversifie pas moins l'état de sa surface. Suivant l'incidence plus ou moins oblique des rayons du soleil , l'action de cet Autre bienfaissant , se fait sensir plus ou moins à toutes les parties de la matière. La chaleur produite ou excitée par la présence du soleil , est un des agens les plus puissans dont se sert la Nature pour développer les germes , & pour faire éclore les phénomènes les plus importans. Sous l'Equateur elle est plus vigoureuse , que dans les pays qui ne sont pas toujours perpendiculairement sous le soleil: elle y précipite l'accroissement des animaux & des végétaux : elle y hâte également la vie & la corruption ; & au lieu de météores , elle y forme des bouleversemens , des ouragans , des tremblemens de terre . Cette plus grande énergie de la Nature dans la zone torride , est aussi la cause du nombre considérable de minéraux , & de la plus grande variété des espèces de plantes & d'animaux. Dans les climats glacés , peu échauffés par les rayons obliques du soleil , la Nature au contraire semble morte. Le

sentons son évidence. C'est donc renforcer les preuves d'une vérité, que de la présenter à plusieurs reprises comme la conséquence de différents principes qui au premier aspect paroissent avoir peu de liaisons avec elle. Dans ce but il devient nécessaire de répéter la même vérité en plusieurs occasions; & il faut alors estimer assez ses lecteurs pour ne pas les avertir toujours de ces répétitions, ou pour ne pas leur en demander pardon.

La bonne opinion qu'on doit avoir des lecteurs rend superflues encore toutes les citations: il est assez indifférent au public de qui viennent les vérités; & les gens éclairés en distingueront aisément la source. Il vaut mieux persuader au lecteur, en raisonnant & en conversant avec lui sans ton didactique, qu'il a découvert lui-même les vérités qu'on lui présente. Si ce lecteur se croit alors plus instruit que l'auteur, ce dernier est richement dédommagé des pertes de l'amour-propre par le plaisir d'avoir fait son devoir.

Des ouvrages, même médiocres, sur des matières importantes, sont toujours utiles, en réveillant l'attention des penseurs, & en occasionnant

PRINCIPES DE LA

tons où la matière de la chaleur, & le phlogistique qui la nourrit, sont répandus libéralement; où par conséquent la température est plus douce qu'elle ne devroit être suivant sa situation à l'égard du Pole, & où la Nature montre une vigueur inconnue aux cantons contigus. Souvent ces différences sont sensibles à de petites distances, & des Provinces voisines d'un même Empire paroissent situées dans des climats éloignés: différences qui varient par conséquent la maniere d'exister des habitans, & leurs rapports avec la Nature.

Ce Globe est entouré de l'athmosphère d'un fluide invisible, dont nous ne connaissons la présence que par ses effets. L'air, étant le réceptacle & le véhicule des vapeurs & des exhalaisons de tous les corps, participe à leurs bonnes ou mauvaises qualités. Favorable à l'existence des Etres, si ces exhalaisons sont appropriées à leur nature, il est destructif dans d'autres occasions, si des exhalaisons d'une espece différente contiennent des principes de corruption. Ses agitations amènent de la surface des mers & des terres ces nuages, qui interceptent quelquefois la lumière du soleil, & qui servent également à arroser la terre de pluies fertiles, & à la dévaster par des orages & par des inondations. Il concourt ainsi à l'ordre & au désordre des saisons; dans son sein se forment les météores les plus rians, comme les plus terribles, la rosée

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION UNIVERSELLE.

L I V R E I.

Des Rapports de l'Homme avec la
Nature.

C H A P I T R E I.

De la Nature en général.

EN jettant les yeux autour de nous, nous découvrons une infinité d'Etres différens, qui nous environnent. Accoutumés à chercher ce que nos sensations ont de commun entre elles, & par conséquent, à généraliser nos idées, nous sommes portés naturellement à regarder cette foule d'Etres comme un grand Tout, comme un immense ensemble.

Tome I.

A

la forme de vapeurs, qui, portées par les vents sur les terres, retombent en pluies: les eaux filtrées dans les couches des terres reparoissent en sources & en ruisseaux, dont la réunion forme des rivieres qui partagent les continens, & qui ramènent à la fin tout le surplus de leurs eaux, à ces grands réservoirs. Si ces ruisseaux, ces fleuves, coulent librement, ils portent partout, dans leur passage, la fraîcheur & l'abondance: mais les eaux arrêtées dans leur cours, au lieu d'arroser la terre, l'inondent, la détrempent, la convertissent en marais, & rendent aussi inutiles que mal sains des terreins étendus. Parmi les connoissances physiques, une des plus fécondes en conséquences, est celle de la progression suivie des montagnes, & de la séparation de leurs eaux; elle explique la raison de la température & de la fertilité d'un pays, & indique les limites naturelles des Nations.

Cet élément est, en effet, si indispensable à toutes les productions de la terre, que l'abondance ou la disette de l'eau décide à l'ordinaire de la fertilité d'un terroir. Ces plaines sablonneuses, ces déserts arides, ne sont condamnés à une stérilité insurmontable que par le défaut total de ce fluide second. Plusieurs Physiciens, fondés sur des expériences assez frappantes & sur des inductions plausibles, soupçonnent une diminution continue de l'eau sur notre Globe. Si elle ne diminue pas dans

& existant: elle est une abstraction de notre Esprit, une idée généralisée pour soulager le raisonnement, un terme fait pour éviter les circonlocutions. Si elle étoit un Etre réel, elle seroit l'Etre suprême; pendant qu'elle n'est que l'ouvrage de cet Etre infini, & le miroir dans lequel il nous montre sa puissance.

PAR cette raison nous ne pouvons pas envisager la Nature comme l'énergie, principe & cause du mouvement, donnée à la matière. Quelques Écrivains, en joignant, sans en avertir le Lecteur, cette idée au terme de Nature, sont tombés dans d'étranges méprises. La premiero impulsion est l'ouvrage de l'Etre suprême; & en considérant la Nature, nous n'en voyons que les effets dans les loix constantes & éternelles, qui en sont une suite visible. Dire, la Nature a produit un effet; c'est donc dire, tel effet est le résultat de l'action des êtres, qui agissent par les forces, imprimées par la puissance & suivant les loix données par la volonté du Créateur.

QUOIQUE nous croyions observer un nombre considérable de ces forces & de ces loix, ce grand nombre n'existe, suivant les apparences, que dans notre conception bornée. Nous entrevoyons dans la Nature une grande économie dans les agens, & une grande simplicité dans les moyens. Il est peut-être une force unique, dont toutes les autres, que

lée végétale, cause de la fertilité, & par conséquent de la vie des plantes & des animaux. Elle tire visiblement son origine de la décomposition de l'animal & du végétal, & elle se forme des débris de ces deux régnes. Il est difficile d'expliquer la formation de cette couche, sans tomber dans un cercle continuel. Quel nombre de siècles que l'on suppose, la question revient toujours: d'où les animaux dont les débris ont produit une partie de cette couche, ont-ils tiré leur nourriture avant l'existence d'un nombre suffisant de végétaux? Et comment ces végétaux ont-ils pu croître avant la formation d'une terre propre à leur fournir la substance?

CEPENDANT si nous observons avec soin les qualités des différentes terres, nous pouvons entrevoir la manière dont cette couche végétale a pris ses commencemens. Les expériences sur la décomposition du verre & des cailloux, démontrent la possibilité de la transformation du verre, & des pierres vitrifiables en argille. Les végétaux provenus dans ces terres argilleuses, sont composés de terres vitrifiables: mais les solides des animaux, nourris par ces végétaux, contiennent déjà plus de matières calcaires; & les os des animaux carnivores en sont plus riches encore. Toutes ces terres calcaires sont imprégnées d'une petite quantité de cette huile volatile, qui est le principe de toute

naturel à cet Etre ; & ce qui y répugne est appellé contraire à sa Nature.

Tout est lié dans la Nature ; & un changement arrivé au Corps céleste le plus éloigné, produit un changement dans tout l'Univers. Mais notre vûe est trop courte, pour appercevoir des effets, résultans d'une cause si lointaine & si compliquée. Nos besoins n'exigent pas une connoissance, qui surpasserait entièrement notre portée : l'homme doit se contenter de connoître la Nature des Etres, qui influent sensiblement sur son bonheur ou sur son malheur. Quand il s'agit d'examiner la maniere d'exister de l'homme, entant que cette maniere d'exister est modifiée par les Etres qui l'environnent, ou, pour le dire en un mot, quand il est question d'examiner les rapports de l'homme avec la Nature entière, il suffit de connoître la nature des êtres dont la proximité modifie sensiblement sa maniere d'exister. La nature de notre Globe & celle de l'homme connues, nous montreront avec évidence les rapports nécessaires entre l'homme & la Nature en général.

CHAPITRE II.

De la Nature de notre Globe.

NOTRE Globe nous présente, au premier aspect, une masse énorme de matière brute, quoique infinitement diversifiée. D'un côté nous voyons des continents étendus, traversés en tout sens par des chaînes de hautes montagnes ; de l'autre côté nous voyons de vastes amas d'eau couvrir une étendue ressemblante au continent, dont les vallées sont les abîmes, & les montagnes des îles dispersées dans l'Océan. Tous ces monceaux de matière paraissent jetés sans choix, & composés d'une manière irrégulière.

EN les examinant avec plus de soin, on y trouve cependant quelqu'ordre & des traces de leur formation. Les couches parallèles de différentes espèces de terres & de pierres dont ces amas sont composés, les coquillages & les corps marins mêlés parmi ces pierres & ces terres, la position régulière des montagnes opposées qui entourent un vallon, sont des vestiges du séjour des eaux, & de l'action de l'Océan sur le continent que nous habitons. Il faudroit s'aveugler volontairement, ou vouloir soutenir un paradoxe par opiniâtreté, pour douter, que la plus grande partie de notre conti-

ment n'ait été couverte par la Mer pendant une longue suite de siecles. Nous n'avons pas les mêmes indices à l'égard d'un déplacement supposé de la Mer : nous ignorons si son fond étoit une terre sèche , pendant que notre continent actuel étoit un Océan ; & l'existence des Archipels , qui paroissent les sommets d'une chaîne de Montagnes , laisse toujours cette opinion dans la classe des simples probabilités.

Si nous observons attentivement les Montagnes , nous y remarquons encore les traces de l'action d'un feu violent. Dans des hauteurs , où jamais on n'avoit soupçonné la présence d'un Volcan , ou grouve un bassin creusé par l'éruption des flammes : on trouve des couches de ce mélange vitrifié par la violence du feu , appellé lava. Tous les jours les observateurs intelligens découvrent de ces Volcans éteints , qui attestent la grande quantité de matière inflammable , dont l'intérieur de la Terre doit être rempli. Les explosions violentes des Volcans , qui actuellement vomissent des flammes sans interruption ou par intervalles , les tremblemens de terre , & les bouleversemens qui en sont la suite , nous montrent assez quels effets terribles des causes si puissantes ont produits dans la constitution du Globe.

Nous trouvons partout des preuves des révolutions causées par l'action de l'eau & du feu : des forêts entières , enterrées à une grande profondeur ,

CHAPITRE III.

De la Nature de l'homme.

PARMI les êtres qui nous entourent, & avec lesquels nous avons quelques rapports, celui qui nous est le moins connu est peut-être l'homme. Quand nous descendons en nous-mêmes pour chercher quelle est notre essence, quelles sont nos forces, nous trouvons tout notre être enveloppé d'obscurités & d'incertitudes. Quelques phénomènes exceptés, qui à peine, comme causes secondes, peuvent servir de fil à un raisonnement solide, le reste de nos connaissances à cet égard est un labyrinthe de conjectures. Il paroît singulier, à la première vûe, qu'il nous soit possible de connoître les corps les plus éloignés, & que nous soyons réduits à ignorer une grande partie de notre propre nature.

Si cependant on réfléchit sur la maniere dont nous sommes obligés d'acquérir nos connaissances, on explique cette contradiction apparente. Pour former des idées générales, nous comparons les particulières entr'elles pour trouver leur ressemblance, ou leur dissemblance: pour connoître l'essence d'un être, il faut l'envisager sous toutes ses faces, & comparer ces faces encore avec celles des êtres des espèces les plus prochaines. Si ces points de com-

Globe ne sont pas suffisantes pour produire de tels changemens universels, qui semblent indiquer plutôt quelque impulsion d'un corps étranger. Ces changemens ne peuvent pas influer directement sur la maniere d'exister de l'habitant actuel de la terre; leur considération lui apprendra uniquement à connoître mieux l'intérieur de son habitation, & à juger de son ancienmeté.

Il est des changemens plus fréquens & plus doux dans la position de notre Globe, qui ont un rapport plus marqué avec les êtres qui le peuplent. Des forces imprimées à cette vaste masse, lui donnent un mouvement de rotation autour de son axe en 24 heures, & un autre progressif autour du soleil dans le cours d'une année. Le premier, causé du retour réglé du jour & de la nuit, marque aux êtres vivans les heures du sommeil & de la veille, le tems du travail & du repos. Le second, en variant sans cesse la position de la Terre à l'égard du soleil, occasionne la succession presqu'in sensible des saisons, où la Nature, tantôt rajeunie & agissante, invite l'homme à féconder ses opérations, & où tantôt engourdie, & ramassant ses forces dans une espece de repos apparent, elle ordonne à l'homme de se reposer à son tour, ou de se contenter de préparer à son usage les productions dont elle l'a enrichi. Dans les pays fortunés, où la Terre semble parée d'un printemps éternel, ces loix pour

22 PRINCIPES DE LA

prééminence sur les animaux, & la différence de sa Nature. Quoique la foiblesse de notre vue, & la grossièreté des dissections ne nous permette pas de distinguer toutes les nuances de cette organisation, les effets nous montrent à quel point elle est supérieure à celle des animaux. Les fibres & les nerfs du corps humain doivent être d'un tissu plus délicat & plus mobile; susceptibles d'impressions plus fines & plus vives. Si un animal paroît avoir un sens particulier plus parfait, les autres ne le sont pas au même degré; les sens de l'homme au contraire, pris dans leur totalité, sont plus exquis. La subordination de ces sens aux besoins des êtres animés, en est une preuve complète. Le toucher est le sens le plus relatif à la connoissance: la vue ne parvient à un haut degré de finesse que par le toucher; l'ouïe, distinguant les nuances les plus délicates des sens, ne sert qu'à la communication, & à la liaison des êtres animés; aussi avons-nous sûrement ces sens infiniment plus parfaits que ne les ont les animaux. Le goût & l'odorat étant au contraire les sens les plus relatifs à l'instinct, & ayant quelque chose de plus matériel, les animaux nous surpassent à l'égard de la vivacité de ces deux sens, dont nous n'avons qu'un besoin léger. Outre cet avantage de la perfection des sens, la vie de l'homme est plus longue, & sa force est plus grande, à proportion de sa masse, que celle d'aucun

petit nombre de végétaux osé à peine se montrer pendant quelques semaines libres de froids; & le peu d'espèces d'animaux, capables de supporter les excès du froid, sont sans vie, sans force, & presque sans instinct pour satisfaire à des besoins sans cesse renâissans, & si difficiles à satisfaire. La Nature n'est modérée, riante, & pleine de grâces, que dans ces climats tempérés, où l'influence proportionnée du Soleil opère les gradations nécessaires dans les développemens, & où un mélange successif du froid & de la chaleur, semble faire parvenir les êtres physiques, comme l'être intelligent, à leur véritable degré de perfection.

A cette cause de la différence des climats, dépendante des divers aspects du soleil, se joint encore une autre cause, dépendante de l'organisation même de notre Globe. La température d'un pays n'est pas toujours en proportion avec son éloignement du Pole; elle est souvent déterminée par la nature du Sol, & par la position des grandes chaînes de hautes Montagnes. Un terrain élevé est plus froid, que les belles plaines éloignées de ces hauteurs; la proximité des montagnes couvertes de neiges & de glaces semble rapprocher un pays de la Zone glaciale: les vapeurs grossières, qui s'élèvent d'une terre couverte de forêts épaisse & de marais, amortissent l'action du soleil, & augmentent la rigueur des saisons. Il est, au contraire, des can-

l'existence de la substance pensante en lui, qu'il ne peut se convaincre de l'existence ni des autres corps, ni du sien propre. Mais il nous est également impossible de connoître la nature de notre corps, & de notre ame. Tout ce qu'il nous est permis d'entrevoir, ce sont quelques qualités de ces substances, que nous envisageons comme des facultés séparées, quoiqu'elles ne soient que la même substance, vûe sous des faces différentes.

CETTE manière d'envisager les faces de la substance pensante, est l'origine des distinctions de ses facultés, qui au fond se réduisent à une seule & unique, à l'Entendement. Mais nous appellons cette faculté unique, Mémoire, quand nous la voyons reproduire & reconnaître les signes des impressions ou des idées: Imagination, quand notre âme combine ces impressions ou ces images-mêmes: Jugement, quand elle joint ou sépare les idées suivant leur convenance ou leur diversité; & ainsi de suite nous classifions ces opérations simples de la substance pensante suivant notre manière de concevoir.

QUAND il s'agit de chercher les rapports de l'homme avec la Nature & la Société, il seroit inutile & déplacé de traiter en détail tout ce qui regarde la Nature de l'ame & de notre corps. Cet examen fourniroit la matière à plusieurs ouvrages curieux peut-être, mais sûrement obscurs. Il suf-

& la pluie, comme le tonnerre & les ouragans. Cause accessoire de la fertilité & de la stérilité, de la santé & des maladies, il a les rapports les plus marqués avec les habitans de notre Globe.

UN fluide plus sensible couvre une partie de la surface de la Terre, ou coule dans différens canaux par le milieu des continents. L'eau conservant sa dureté primitive uniquement dans les régions glacées sous les Poles, reste fondue dans les climats chauds & tempérés. Les vastes réservoirs de cet élément servent également à la communication & à la séparation du genre humain. En facilitant les voyages par la navigation, la mer rapproche les hommes, &, en opposant aux nations point civilisées des espaces, trop difficiles à franchir, elle pose des bornes naturelles à une partie des régions de la terre. Elle-même lutte continuellement contre ces bornes, & nous trouvons partout des preuves des efforts de l'Océan, qui entame les terres, qui les mine, & qui finit par les engloutir. Son sein est rempli de matières minérales, & peuplé par un nombre infini de poissons de toutes les espèces, quelques-unes libres dans les abîmes, & d'autres sujettes à l'empire de l'homme, qui fait les chercher dans leurs retraites pour les employer à son usage.

Si ces réservoirs d'eau ressentent l'action du soleil, cet élément s'élève en partie dans les airs sous

24 PRINCIPES DE LA

la forme de vapeurs, qui, portées par les vents sur les terres, retombent en pluies: les eaux filtrées dans les couches des terres reparoissent en sources & en ruisseaux, dont la réunion forme des rivières qui partagent les continents, & qui ramènent à la fin tout le surplus de leurs eaux, à ces grands réservoirs. Si ces ruisseaux, ces fleuves, coulent librement, ils portent partout, dans leur passage, la fraîcheur & l'abondance: mais les eaux arrêtées dans leur cours, au lieu d'arroser la terre, l'inondent, la détrempe, la convertissent en marais, & rendent aussi inutiles que mal fains des terrains étendus. Parmi les connaissances physiques, une des plus fécondes en conséquences, est celle de la progression suivie des montagnes, & de la séparation de leurs eaux; elle explique la raison de la température & de la fertilité d'un pays, & indique les limites naturelles des Nations.

CET élément est, en effet, si indispensable à toutes les productions de la terre, que l'abondance ou la disette de l'eau décide à l'ordinaire de la fertilité d'un terroir. Ces plaines sablonneuses, ces déserts arides, ne sont condamnés à une stérilité insurmontable que par le défaut total de ce fluide second. Plusieurs Physiciens, fondés sur des expériences assez frappantes & sur des inductions plausibles, soupçonnent une diminution continue de l'eau sur notre Globe. Si elle ne diminue pas dans

la totalité, elle paraît abandonner au moins quelques parties du continent. Nous connaissons des pays, autrefois bien habités & arrosés par des ruisseaux, qui, arides aujourd'hui, sont presque déserts, & qui ne connoissent plus ces ruisseaux que par les lits secs qui en subsistent. Cet élément paraît, en effet, concourir à sa propre destruction: les montagnes sans celle abaissées par les pluies n'attirent plus la même quantité de vapeurs: les plaines, lavées par ces mêmes pluies, qui emportent la bonne terre, ne nourrissent plus de ces végétaux qui produisent les vapeurs: les pluies deviennent rares, & l'humidité nécessaire disparaît. Des pays fertiles & peuplés se changent en déserts; & ceux, qui perdent peu-à-peu leurs eaux, deviendront, après une longue suite de siècles, inhabitables.

Les couches qui composent la surface de notre Globe, & son intérieur, aussi loin qu'il nous est possible d'y pénétrer, montrent partout les vestiges de l'action du feu, & du séjour de la Mer. Les pierres les plus dures paraissent les restes d'une vitrification universelle: les pierres calcaires, semblent au contraire formées, en grande partie, par la décomposition des coquillages, & tenir par conséquent plus du règne animal, dont les restes ont été déposés par les eaux. Mais la plus singulière de ces couches, est celle de la bonne terre appel-

lée végétale, cause de la fertilité, & par conséquent de la vie des plantes & des animaux. Elle tire visiblement son origine de la décomposition de l'animal & du végétal, & elle se forme des débris de ces deux regnes. Il est difficile d'expliquer la formation de cette couche, sans tomber dans un cercle continuel. Quel nombre de siecles que l'on suppose, la question revient toujours: d'où les animaux dont les débris ont produit une partie de cette couche, ont-ils tiré leur nourriture avant l'existence d'un nombre suffisant de végétaux? Et comment ces végétaux ont-ils pu croître avant la formation d'une terre propre à leur fournir la substance?

CEPENDANT si nous observons avec soin les qualités des différentes terres, nous pouvons entrevoir la maniere dont cette couche végétale a pris ses commencemens. Les expériences sur la décomposition du verre & des cailloux, démontrent la possibilité de la transformation du verre, & des pierres vitrifiables en argille. Les végétaux provenus dans ces terres argileuses, sont composés de terres vitrifiables: mais les solides des animaux, nourris par ces végétaux, contiennent déjà plus de matières calcaires; & les os des animaux carnivores en sont plus riches encore. Toutes ces terres calcaires sont imprégnées d'une petite quantité de cette huile volatile, qui est le principe de toute

végétation, & qui est si abondante dans le règne animal. Il est des terres, comme la marne, qui en sont si remplies, qu'elles ne sont pas seulement une cause mécanique, mais une cause efficiente de la fertilité. Dans les pays chauds, on trouve, qui plus est, des terres propres dans toute leur substance à la nourriture des animaux: nos eaux les plus faines, les plus pures, sont chargées d'une semblable terre nourrissante. Il est donc probable que la Nature rapproche sans cesse la terre brute de celle qui est plus propre à l'organisation: elle a païtri de ses propres mains le premier levain de la couche de terre, analogue aux besoins des habitans dont elle a voulu peupler le globe. L'homme ne doit jamais craindre de voir son habitation dégradée; l'action bienfaisante de la Nature, secondée par les soins de l'Être intelligent, tend sans cesse à lui rendre son séjour plus fertile & plus délicieux.

LA marche de la Nature paroît en général dirigée vers la production des êtres vivans & organisés. Aussi la surface de notre Globe est-elle couverte d'êtres de cette espèce, &, sans des obstacles insurmontables, leur nombre, bien loin de diminuer, augmente continuellement.

CETTE tendance à la vie est cependant inégalement partagée. Les êtres vivans dont la masse exige pour leur composition une grande quantité de matière organisée, & dont la durée retient

18 PRINCIPES DE LA

cette matière longtemps dans la même position, sont plus rares que ces êtres dont la petiteur les soustrait presque à notre vue. Pour un Eléphant il y a des milliards d'insectes, & pour un Pin à singe des milliards de mousses & de champignons. A côté de cette tendance à la vie, la circulation rapide de la matière organisée paraît entrer aussi dans le plan de la création. Les forces de la Nature sont si vives que tout doit être dans un mouvement non interrompu; & le repos, qui sans examen nous semble l'état le plus naturel des corps, est l'état le moins conforme à leur Nature. Cet état même n'existe pas peut-être, & n'est qu'une fausse conception de notre esprit, fruit de notre incapacité de voir le mouvement continu, dont tous les êtres sont agités.

La Nature, en mettant tant de diversité dans ses productions, les varie cependant suivant des règles fixes, & les place, suivant leurs besoins & leur constitution, dans des endroits convenables. Chaque élément, le feu excepté, a ses propres habitants; chaque climat a ses plantes & ses animaux, qui lui sont particulièrement affectés; & chaque sol produit des plantes, qui ne viennent pas, ou, au moins, qui ne prospèrent pas si bien dans tout autre terroir. Beaucoup d'animaux & beaucoup de plantes, transportées hors du lieu de leur naissance, ou du climat qui leur sert de partie, périssent.

lent, ou si cette expatriation ne leur coûte pas leur vie individuelle, ils perdent la vie de l'espèce, & ne peuvent pas la propager.

IL est néanmoins de ces productions de la Nature, qui peuvent être transplantées, & qui se familiarisent avec des climats différents de leur climat natal; jusqu'à perpétuer leur race dans cette terre étrangère. Ces plantes, ces animaux dépayrés, sont les vraies conquêtes de l'homme, qui par ce moyen enrichit & embellit le lieu de son séjour. Il est encore des productions des climats éloignés qui servent à la santé, aux plaisirs, au vrai bien-être des habitans d'un autre climat, & dont la privation, sans les rendre malheureux, diminueroit la somme de leur bonheur. Une communication soutenue entre les différentes parties de notre Globe, est donc dans la Nature, & conforme au plan général de la création.

C'EST l'homme, c'est l'être intelligent, qui est le lien destiné à unir les différentes parties de ce vaste plan. Parmi la foule des Êtres vivans, dont la terre est peuplée, il est le seul dont les rapports avec toute la Nature soient si étendus, & si multipliés. Sa situation est unique, & le sépare entièrement du reste des animaux. Elle est cependant le résultat de sa Nature plus élevée; & nous connoîtrons ses rapports, si nous comparons sa propre Nature avec celle de notre Globe.

CHAPITRE III.

De la Nature de l'homme.

PARMI les êtres qui nous entourent, & avec les-
quels nous avons quelques rapports, celui qui nous
est le moins connu est peut-être l'homme. Quand
nous descendons en nous-mêmes pour chercher
quelle est notre essence, quelles sont nos forces,
nous trouvons tout notre être enveloppé d'obscuri-
tés & d'incertitudes. Quelques phénomènes excep-
tés, qui à peine, comme causes secondes, peu-
vent servir de fil à un raisonnement solide, le reste
de nos connaissances à cet égard est un labyrinthe
de conjectures. Il paraît singulier, à la première
vue, qu'il nous soit possible de connoître les corps
les plus éloignés, & que nous soyons réduits à
ignorer une grande partie de notre propre nature.

Si cependant on réfléchit sur la maniere dont
nous sommes obligés d'acquérir nos connaissances,
on explique cette contradiction apparente. Pour
former des idées générales, nous comparons les
particulières entr'elles pour trouver leur ressembla-
nce, ou leur dissemblance: pour connoître l'essence
d'un être, il faut l'envisager sous toutes ses faces, &
comparer ces faces encore avec celles des êtres des
espèces les plus prochaines. Si ces points de com-

paraïson nous manquent, un être sera pour nous incompréhensible. Mais l'Etre intelligent est unique: l'espèce humaine est, comme nous verrons, une espèce isolée dans la Nature. Ne pouvant être comparée à aucune autre, son essence demeurerà toujours pour nous une énigme indéchiffrable. Heureusement il suffit pour nous de savoir autant de la Nature de l'homme, qu'il est nécessaire pour déterminer ses rapports avec la Nature en général, & avec ses semblables. Nous avons des faits tirés d'une expérience exacte, qui nous fournissent les lumières requises à nous guider vers le bonheur, sans recourir à celles qui surpassent notre portée.

TROMPÉS par quelques analogies imparfaites, plusieurs Philosophes ont placé l'homme dans le premier rang de la classe des animaux. Les ressemblances superficielles dans l'organisation extérieure ne suffisent pas pour confondre l'homme avec l'animal; les différences essentielles sont encore plus grandes, que les ressemblances, aussi bien dans l'intérieur que dans la conformation extérieure. L'espèce humaine forme une classe particulière, entièrement distincte de celles des autres êtres vivans. Malgré les déclamations des Sophistes atrabilaires, l'homme restera toujours le chef-d'œuvre de l'Etre Suprême, & occupera une place séparée, & le premier grade dans la création.

UNE organisation plus parfaite prouve déjà la

primitive , pour se prêter à des vicissitudes qui à la premiere vue devroient détruire sa constitution. Enfin l'habitude , avec le concours de l'opinion , forme le caractere & les mœurs de chaque individu de notre espece.

L'HOMME n'est pas fait pour rester longtems dans une disposition uniforme , & les impressions des êtres qui l'environnent , le forcent à changer sans cesse d'état. Tantôt calme & tranquille , il paroît indifférent pour tous les objets : mais bientôt de nouvelles impressions le portent avec violence vers un objet , ou l'en éloignent avec une répugnance visible. Les Peuples les plus bornés ayant observé ces agitations , leur ont imposé différens noms , suivant leur différente capacité pour en discerner les différences . On les comprend toutes sous la dénomination générale de *passions*.

QUAND il s'agit de parler des passions , on est nécessairement embarrassé . L'imperfection des langues , formées par les Peuples grossiers & ignorsans , & cultivées jusqu'à un certain point par des générations gueres plus riches en notions claires , nous refuse les termes requis pour exprimer les nuances si variées des mouvemens qui agitent notre ame. Nous sommes accoutumés , qui plus est , à prendre aisément le signe pour la chose , & à confondre des termes vides de sens avec les idées réelles . Tantôt une de ces nuances est rendue par

petit nombre de végétaux osé à peine se montrer pendant quelques semaines libres de froids ; & le peu d'espèces d'animaux, capables de supporter les excès du froid, sont sans vie, sans force, & presque sans instinct pour satisfaire à des besoins sans cesse renouvelés, & si difficiles à satisfaire. La Nature n'est modérée, riante, & pleine de grâces, qu'à dans ces climats tempérés, où l'influence proportionnée du Soleil opère les gradations nécessaires dans les développemens, & où un mélange successif du froid & de la chaleur, semble faire parvenir les êtres physiques, comme l'être intelligent, à leur véritable degré de perfection.

A cette cause de la différence des climats, dépendante des divers aspects du soleil, se joint encore une autre cause, dépendante de l'organisation même de notre Globe. La température d'un pays n'est pas toujours en proportion avec son éloignement du Pole ; elle est souvent déterminée par la nature du Sol, & par la position des grandes chaînes de hautes Montagnes. Un terrain élevé est plus froid, que les belles plaines éloignées de ces hauteurs ; la proximité des montagnes couvertes de neiges & de glaces semble rapprocher un pays de la Zone glaciale : les vapeurs grossières, qui s'élevent d'une terre couverte de forêts épaisse & de marais, amortissent l'action du soleil, & augmentent la rigueur des saisons. Il est, au contraire, des can-

96 P R I N C I P E S D E L A

lemens relatifs au plaisir ou à la douleur. Pour vouloir fortement , nous avons besoin d'avertissemens continués , de secousses réitérées , propres à surmonter l'inertie de notre ame. Un ébranlement isolé ne suffit pas pour nous agiter: ce sont des ébranlemens , ou des sensations durables , revenant à chaque instant pendant un long espace de tems , qui constituent l'état de l'homme en passion. Cette fréquence des ébranlemens cause les agitations appelées passions , parce qu'elles paroissent involontaires , & arriver à l'ame pendant qu'elle se tient passive.

L'E F F E T est le même , quelle que soit la première cause de ces ébranlemens , ou les impressions actuelles produites par l'action des objets présens sur les sens extérieurs , ou les impressions passées de ces objets , conservées & reproduites par le sens intérieur. Les animaux sont remués par préférence par les objets qui agissent immédiatement sur leurs sens , & leur imagination n'est pas assez féconde pour reproduire si abondamment des sensations passées.

L'H O M M E a dans la fidélité de sa mémoire , dans la vivacité de son imagination , dans la Loi de l'association des idées , & dans la finesse des organes de ses sens , une cause sans cesse renaissante de la durée & de la multiplicité de ses passions. En qualité d'être intelligent , s'il a cette facilité de se

& la pluie, comme le tonnerre & les ouragans. Cause accessoire de la fertilité & de la stérilité, de la santé & des maladies, il a les rapports les plus marqués avec les habitans de notre Globe.

UN fluide plus sensible couvre une partie de la surface de la Terre, ou coule dans différens canaux par le milieu des continents. L'eau conservant sa dureté primitive uniquement dans les régions glaciées sous les Poles, reste fondue dans les climats chauds & tempérés. Les vastes réservoirs de cet élément servent également à la communication & à la séparation du genre humain. En facilitant les voyages par la navigation, la mer rapproche les hommes, &, en opposant aux nations point civilisées des espaces, trop difficiles à franchir, elle pose des bornes naturelles à une partie des régions de la terre. Elle-même lutte continuellement contre ces bornes, & nous trouvons partout des preuves des efforts de l'Océan, qui entame les terres, qui les mine, & qui finit par les engloutir. Son sein est rempli de matières minérales, & peuplé par un nombre infini de poissons de toutes les espèces, quelques-unes libres dans les abîmes, & d'autres sujettes à l'empire de l'homme, qui fait les chercher dans leurs retraites pour les employer à son usage.

Si ces réservoirs d'eau ressentent l'action du soleil, cet élément s'élève en partie dans les airs sous

26 PRINCIPES DE LA

mi les qualités les plus estimables de l'homme.

ON doit faire encore la plus grande attention à la supériorité du sens de la vue sur les autres sens. L'ébranlement causé par l'impression des objets extérieurs dure plus longtemps dans l'œil, que dans les autres organes : l'œil étant un nerf presque unique, peut être regardé comme une continuation du cerveau, ou du sens intérieur. Les idées que nous recevons par cet organe sont plus claires, plus vives, plus spirituelles : la plus grande partie de nos idées, & toutes les images, sont dues au sens de la vue : l'imagination n'en compose guères, que des images visuelles, qu'elle représente avec la plus grande facilité, dans les songes même, pendant le temps du sommeil. Tout ce qu'on peut mettre sous les yeux des hommes, s'imprime avec plus de force, & d'une manière plus durable ; & tout ce qui peut devenir spectacle pour eux, est de la plus grande efficacité pour déterminer leurs actions. D'autant plus longtemps que durent ces ébranlements, d'autant plus souvent ils sont répétés, d'autant plus les idées se fixeront dans la mémoire, & les images se reproduiront plus aisément dans l'imagination.

Si nous avons divisé arbitrairement en plusieurs parties la faculté unique de la substance pensante, nous ne mettons pas moins une inutile subtilité dans la considération du principe moteur de nos

A totalité, elle paraît abandonner au moins quelques parties du continent. Nous connaissons des pays, autrefois bien habités & arrosés par des ruisseaux, qui, arides aujourd'hui, sont presque déserts, & qui ne connaissent plus ces ruisseaux que par les lits secs qui en subsistent. Cet élément paraît, en effet, concourir à sa propre destruction : les montagnes sans cesse abaissées par les pluies n'attirent plus la même quantité de vapeurs : les plaines, lavées par ces mêmes pluies, qui emportent la bonne terre, ne nourrissent plus de ces végétaux qui produisent les vapeurs : les pluies deviennent rares, & l'humidité nécessaire disparaît. Des pays fertiles & peuplés se changent en déserts ; & ceux, qui perdent peu - à - peu leurs eaux, deviendront, après une longue suite de siècles, inhabitables.

Les couches qui composent la surface de notre Globe, & son intérieur, aussi loin qu'il nous est possible d'y pénétrer, montrent partout les vestiges de l'action du feu, & du séjour de la Mer. Les pierres les plus dures paraissent les restes d'une vitrification universelle : les pierres calcaires, semblent au contraire formées, en grande partie, par la décomposition des coquillages, & tenir par conséquent plus du règne animal, dont les restes ont été déposés par les eaux. Mais la plus singulière de ces couches, est celle de la bonne terre appel-

28 PRINCIPES DE LA

flexion ? Nous agissons sûrement en beaucoup d'occasions sans avoir raisonné d'avance ce que nous devrions faire , & de quoi il seroit convenable de s'abstenir. Les enfans montrent de si bonne heure des penchans décidés , & avant l'époque où ils pourroient être guidés par des idées comparées ! les adultes agissent souvent par des impulsions secrètes , plus fortes que les raisonnemens. Il est par conséquent dans notre constitution un principe inné , qui nous pousse à des actes d'une espece déterminée , & qui ne dépend pas du raisonnement à l'égard de son origine , quoiqu'il en puisse dépendre à l'égard de sa direction.

S U I V A N T la face sous laquelle on a envisagé ce principe , suivant l'hypothèse adoptée pour en expliquer la Nature , on lui a imposé différens noms. On l'appelle tantôt sens moral , expression métaphysique qui implique une contradiction dans les termes : tantôt sensibilité physique , nom emprunté d'une hypothèse plausible , mais point démontrée : tantôt instinct , par analogie aux Phénomènes ressemblans que nous observons dans les animaux. On entend par l'instinct des animaux , la facilité d'agir convenablement à leur nature , sans avoir besoin d'aucune réflexion : on pourroit appliquer le même terme à l'homme , en prenant pour son instinct , son penchant à des actions d'une espece déterminée , qu'il exécute sans raisonner.

végétation, & qui est si abondante dans le règne animal. Il est des terres, comme la marne, qui en sont si remplies, qu'elles ne sont pas seulement une cause mécanique, mais une cause efficiente de la fertilité. Dans les pays chauds, on trouve, qui plus est, des terres propres dans toute leur substance à la nourriture des animaux: nos caux les plus faines, les plus pures, sont chargées d'une semblable terre nourrissante. Il est donc probable que la Nature rapproche sans cesse la terre brute de celle qui est plus propre à l'organisation: elle a pattri de ses propres mains le premier levain de la couche de terre, analogue aux besoins des habitans dont elle a voulu peupler le globe. L'homme ne doit jamais craindre de voir son habitation dégradée; l'action bienfaisante de la Nature, secondée par les soins de l'Etre intelligent, tend sans cesse à lui rendre son séjour plus fertile & plus délicieux.

LA marche de la Nature paraît en général dirigée vers la production des êtres vivans & organisés. Aussi la surface de notre Globe est-elle convertie d'êtres de cette espèce, &, sans des obstacles insurmontables, leur nombre, bien loin de diminuer, augmente continuellement.

CETTE tendance à la vie est cependant inégalement partagée. Les Etres vivans dont la masse exige pour leur composition une grande quantité de matière organisée, & dont la durée retient

50 PRINCIPES DE LA

de la trempe originelle des caractères, antérieure à l'éducation ; c'est celle des différens degrés du développement de ce penchant. Il est des enfans qui regardent les objets avec assez d'indifférence, & qui n'en reçoivent de foibles impressions que par des actes multipliés : il est d'autres enfans, qui, entourés des mêmes objets, les parcourent avec attention, & comparent déjà ces impressions qu'ils semblent chercher avec empressement. Ces derniers auront sûrement plus d'esprit & de talens, pendant que les premiers, malgré la même éducation, resteront dans la médiocrité. Dans tous les âges une curiosité soutenue pour des connaissances vraiment intéressantes, est une indice du génie, ou au moins une preuve de l'aptitude à l'esprit.

Le goût pour la nouveauté & pour la variété, est une suite de la curiosité, jointe à cette inquiétude naturelle, que tout animal vivant ressent par le désir d'exercer ses forces. Il est destiné pour connoître & pour jouir : il est donc obligé de porter successivement son attention sur différens objets, & par préférence sur ceux qui lui sont inconnus : il est obligé encore, par des loix nécessaires, à essayer quelle influence ces objets, s'il peut les mettre sous son pouvoir, ont sur son état : s'il en a espéré du bonheur, & si son attente est trompée, comme elle l'est à l'ordinaire, il est nécessaire de tenter la même expérience sur un objet nou-

sent, ou si cette expatriation ne leur coûte pas leur vie individuelle, ils perdent la vie de l'espèce, & ne peuvent pas la propager.

IL est néanmoins de ces productions de la Nature, qui peuvent être transplantées, & qui se familiarisent avec des climats différents de leur climat natal, jusqu'à perpétuer leur race dans cette terre étrangère. Ces plantes, ces animaux dépayrés, sont les vraies conquêtes de l'homme, qui par ce moyen enrichit & embellit le lieu de son séjour. Il est encore des productions des climats éloignés qui servent à la santé, aux plaisirs, au vrai bien-être des habitans d'un autre climat, & dont la privation, sans les rendre malheureux, diminueroit la somme de leur bonheur. Une communication soutenue entre les différentes parties de notre Globe, est donc dans la Nature, & conforme au plan général de la création.

C'EST l'homme, c'est l'être intelligent, qui est le lien destiné à unir les différentes parties de ce vaste plan. Parmi la foule des Etres vivans, dont la terre est peuplée, il est le seul dont les rapports avec toute la Nature soient si étendus, & si multipliés. Sa situation est unique, & le sépare entièrement du reste des animaux. Elle est cependant le résultat de sa Nature plus élevée; & nous connoîtrons ses rapports, si nous comparons sa propre Nature avec celle de notre Globe.

jeunes gens viifs & étourdis, ce sont des hommes doués d'une imagination vive & active qui n'est pas réglée par la réflexion; ce sont des personnes du peuple de tous les rangs, uniquement dominées par l'imagination passive. Cependant malgré le peu de mérite de ce talent, le goût pour l'imitation est un des ressorts cachés de nos actions, & une des causes de la formation de la Société. Sans ce goût les enfans, surtout ceux des classes inférieures, ne recevroient presque aucune éducation; les moeurs n'auroient pas tant d'empire sur notre conduite; & l'homme ne sentiroit pas un attrait si puissant à se joindre & à se communiquer à des Etres de son espece.

IL est difficile à comprendre d'où vient l'avènement mélancolique de quelques prétendus Sages, qui veulent nous persuader que l'homme est de sa Nature un animal sauvage & solitaire. Sans examiner pour le présent les motifs plus raisonnés, tirés de la considération de notre vrai bonheur dont nous parlerons après, & qui nous nécessitent à nous mettre en société, tout amonuce dans l'homme un Etre sociable, & sa pente irrésistible à vivre avec ses semblables. L'enui, cette sensation si douloureuse, le pousse vers des êtres de son espèce; la joie d'en rencontrer le délivre d'un vide insupportable; & le plaisir cimente cette union sans l'intervention d'aucun raisonnement. Les gradations

tions dans le sentiment, qui nous fait souffrir de la douleur des Etres sentans, suffiroient pour prouver cette liaison secrète entre les individus de notre espece. Envers un insecte nous sommes cruels sans remords; mais à mesure que les êtres sentans, par leur conformation & par leur instinct, s'approchent de l'espece humaine, à mesure nous souffrons plus de leur douleur, & nous avons plus de répugnance à les détruire. Nous ne pouvons pas douter de ce penchant inné, antérieur à toute réflexion, de l'homme pour la Société.

Ces penchans sont fortifiés & soutenus par un attribut reconnu de la Nature humaine. Plus nous répétons des actes de la même espece, & plus nous acquérons d'aptitude & de facilité à reproduire ces actes de nouveau à l'avenir. Cette facilité acquise est l'habitude, appellée proverbialement, par cette raison, la seconde Nature. Elle peut, en effet, modifier de telle sorte notre maniere présente d'exister, qu'elle ne ressemble plus à la passée. Par des impressions réitérées d'une espece différente, les impressions originelles & leurs traces s'effacent avec le temps, & font place à des impressions d'une autre nature. L'habitude nous rend supportables des impressions qui au commencement nous paroisoient rebutantes; comme, de l'autre côté, elle nous dégoûte de celles qui d'abord nous sembloient délicieuses. Elle donne à l'homme une souplesse plus grande que la

32 PRINCIPIES DE LA

jeunes gens vifs & étourdis, ce sont des hommes doués d'une imagination vive & active qui n'est pas réglée par la réflexion; ce sont des personnes du peuple de tous les rangs, uniquement dominées par l'imagination passive. Cependant malgré le peu de mérite de ce talent, le goût pour l'imitation est un des ressorts cachés de nos actions, & une des causes de la formation de la Société. Sans ce goût les enfans, surtout ceux des classes inférieures, ne recevraient presque aucune éducation; les mœurs n'auroient pas tant d'empire sur notre conduite; & l'homme ne sentirait pas un attrait si puissant à se joindre & à se communiquer à des êtres de son espèce.

Il est difficile à comprendre d'où vient l'aveuglement mélancolique de quelques prétendus Sages, qui veulent nous persuader que l'homme est de sa Nature un animal sauvage & solitaire. Sans examiner pour le présent les motifs plus raisonnés, tirés de la considération de notre vrai bonheur dont nous parlerons après, & qui nous nécessitent à nous mettre en société, tout amonuce dans l'homme un Etre sociable, & sa pente irrésistible à vivre avec ses semblables. L'ennui, cette sensation si douloureuse, le pousse vers des êtres de son espèce; la joie d'en rencontrer le délivre d'un vide insupportable; & le plaisir cimente cette union sans l'intervention d'aucun raisonnement. Les gradations

tions dans le sentiment, qui nous fait souffrir de la douleur des Etres sentans, suffiroient pour prouver cette liaison secrète entre les individus de notre espece. Envers un insecte nous sommes cruels sans remords; mais à mesure que les êtres sentans, par leur conformation & par leur instinct, s'approchent de l'espece humaine, à mesure nous souffrons plus de leur douleur, & nous avons plus de répugnance à les détruire. Nous ne pouvons pas douter de ce penchant inné, antérieur à toute réflexion, de l'homme pour la Société.

Ces penchans sont fortifiés & soutenus par un attribut reconnu de la Nature humaine. Plus nous répétons des actes de la même espece, & plus nous acquérons d'aptitude & de facilité à reproduire ces actes de nouveau à l'avenir. Cette facilité acquise est l'habitude, appellée proverbialement, par cette raison, la seconde Nature. Elle peut, en effet, modifier de telle sorte notre maniere présente d'exister, qu'elle ne ressemble plus à la passée. Par des impressions réitérées d'une espece différente, les impressions originelles & leurs traces s'effacent avec le temps, & font place à des impressions d'une autre nature. L'habitude nous rend supportables des impressions qui au commencement nous paroisoient rebutantes; comme, de l'autre côté, elle nous dégoûte de celles qui d'abord nous sembloient délicieuses. Elle donne à l'homme une souplesse plus grande que la

32 · P R I N C I P E S D E L A

jeunes gens vifs & étourdis, ce sont des hommes doués d'une imagination vive & active qui n'est pas réglée par la réflexion; ce sont des personnes du peuple de tous les rangs, uniquement dominées par l'imagination passive. Cependant malgré le peu de mérite de ce talent, le goût pour l'imitation est un des ressorts cachés de nos actions, & une des causes de la formation de la Société. Sans ce goût les enfans, surtout ceux des classes inférieures, ne recevraient presque aucune éducation; les mœurs n'auroient pas tant d'empire sur notre conduite; & l'homme ne sentirait pas un attrait si puissant à se joindre & à se communiquer à des Etres de son espece.

IL est difficile à comprendre d'où vient l'aveuglement mélancolique de quelques prétendus Sages, qui veulent nous persuader que l'homme est de sa Nature un animal sauvage & solitaire. Sans examiner pour le présent les motifs plus raisonnés, tirés de la considération de notre vrai bonheur dont nous parlerons après, & qui nous nécessitent à nous mettre en société, tout amonuce dans l'homme un Etre sociable, & sa pente irrésistible à vivre avec ses semblables. L'ennui, cette sensation si douloureuse, le pousse vers des êtres de son espece; la joie d'en rencontrer le délivre d'un vide insupportable; & le plaisir cimente cette union sans l'intervention d'aucun raisonnement. Les gradations

un mot dans une langue , dont une autre langue n'aura point de terme correspondant : tantôt on se servira d'un mot d'une langue trop métaphysique , & l'on croira avoir une idée , pendant qu'on prononce un son . Toutes ces distinctions des passions sont uniquement les différentes manières d'observer le même phénomène suivant des points de vue particuliers . Ces distinctions seront toujours vagues & arbitraires .

Il sera plus utile de considérer ces passions uniquement à leur source , & dans leur simplicité primitive . A parler exactement , il est un seul principe de ces mouvements de l'ame , suivant les loix de la Nature ; une seule passion , le désir de notre conservation : mais comme ce principe se présente sous deux aspects , ou sous deux effets , de la tendance vers un objet , ou de la répulsion d'un autre objet , on peut dire , si l'on veut , que nous avons deux passions , l'amour du plaisir , & la fuite de la douleur . Toutes subdivisions usitées des passions , sont des manières différentes de concevoir ce principe unique ; & toutes les classifications sont des abstractions toujours superflues , & souvent sujettes à erreur . L'amour du plaisir & la fuite de la douleur répondent à tous les rapports de l'homme avec la Nature .

La loi de notre conservation n'exige pas seulement la vivacité , mais encore la durée des échan-

56 PRINCIPIES DE LA

lemens relatifs au plaisir ou à la douleur. Pour vouloir fortement , nous avons besoin d'avertissemens continués , de secousses réitérées , propres à surmonter l'inertie de notre ame. Un ébranlement isolé ne suffit pas pour nous agiter: ce sont des ébranlemens , ou des sensations durables , revenant à chaque instant pendant un long espace de tems , qui constituent l'état de l'homme en passion. Cette fréquence des ébranlemens cause les agitations appellées passions , parce qu'elles paroissent involontaires , & arriver à l'ame pendant qu'elle se tient passive.

L'EFFET est le même , quelle que soit la première cause de ces ébranlemens , ou les impressions actuelles produites par l'action des objets présens sur les sens extérieurs , ou les impressions passées de ces objets , conservées & reproduites par le sens intérieur. Les animaux sont remués par préférence par les objets qui agissent immédiatement sur leurs sens , & leur imagination n'est pas assez féconde pour reproduire si abondamment des sensations passées.

L'HOMME a dans la fidélité de sa mémoire , dans la vivacité de son imagination , dans la Loi de l'association des idées , & dans la finesse des organes de ses sens , une cause sans cesse renaissante de la durée & de la multiplicité de ses passions. En qualité d'être intelligent , s'il a cette facilité de se

passionner, mais de pouvoir résister par la raison à des mouvemens trop tumultueux, il peut la regarder comme un avantage de plus pour parvenir au bonheur. L'imagination cependant peut devenir la source de nos chagrins, comme elle l'est de nos plaisirs.

PUISQUE dans la passion les ébranlemens vifs de la même espece sont répétés à chaque instant, ils occupent toute la capacité de l'ame de l'homme passionné, & ne laissent aucune place à des ébranlemens d'une autre espece. Il n'y a que les idées répondantes à ces ébranlemens qui subsistent, & les autres idées ne trouvent aucun accès. La passion est donc une vraie folie. Nous appellons fous ceux dont toutes les facultés sont absorbées par une seule idée, qui les domine avec une telle force, que d'autres idées propres à rectifier, par la comparaison, la dominante, s'évanouissent tout-à-fait, ou ne reparoissent que par intervalles. Un homme qui s'abandonne aveuglément à la passion, sans laisser le tems à la raison de reprendre son empire sur l'imagination passive, differe uniquement, par le degré & par la durée de son égarement, de ceux qui sont en démence.

PAR la loi de l'habitude, nous fortifions, en nous livrant trop souvent à ces agitations, la facilité de nous passionner de nouveau; & par la loi de l'association des idées, il y a un nombre considéra-

ble d'idées, propres, par leur liaison avec les plus prochaines, à exciter les ébranlemens continus, qui nous précipitent dans l'état de passion. Plus nous caressons ces idées, plus elles se plaisent à reparoître, & à nous importuner: plus nous souffrons la fréquence de ces ébranlemens sans les interrompre, plus ils nous deviennent familiers & nécessaires. Si ces idées & ces agitations sont d'une même espèce, elles donnent avec le temps exclusion à toutes les autres, & s'emparant despotaquement de toutes nos facultés, elles forment notre caractère, qui est cet ensemble de nos idées & de nos passions dominantes. Le caractère d'un homme dépend ainsi en partie de son organisation originelle, & en partie de l'habitude, ou, comme nous disons, de l'éducation. Il s'annonce déjà à l'extérieur par la phisyonomie, ou par l'assemblage des traits, formés ou par l'action naturelle des organes, ou par les ébranlemens habituels, contraires à la constitution primitive. Par les passions dominantes la phisyonomie change: mais elle reste, malgré ses altérations accidentelles, comme un si-gne, imprimé à chaque être, & destiné à nous avertir de ses qualités.

Les passions tirent leur origine du sens intérieur, du principe matériel; leur empire trop absolu jette l'homme dans une folie passagere, & le rapproche des animaux; un état passionné sans in-

terruption, ne peut pas être l'état naturel de l'être intelligent; il seroit par conséquent contraire à son bonheur. Mais si les passions sont propres à faire le malheur de l'homme, sont-elles mauvaises par leur nature? Faut-il les détruire, ou les régler seulement en s'y livrant? Quel est le moyen de les régler, & de quel usage peuvent-elles être alors pour former nos rapports avec la Nature & la Société?

SE figurer un être intelligent sans idées & sans sensations, ce seroit se figurer un être de raison; se figurer ainsi un tel être sans désirs & sans aversion, ce seroit encore forger une chimere. Les passions essentielles à l'homme, celles qui tendent à sa conservation, ne sont bonnes & mauvaises, que suivant l'usage & l'abus qu'il en fait: il n'existe, il ne vit, que par le moyen du plaisir & de la douleur. Mais les esprits tristes & austères voient uniquement les abus, & ils déclament contre les passions naturelles, parce que les ignorans sont incapables de modérer & de régler leurs appétits; parce qu'il y a des intempérans, qui ruinent leur santé par des excès, la faim & la soif seroient-elles des mouvements criminels, & faudra-t-il par cette raison, se priver de toute nourriture? Sous peine de mort & de destruction, le Créateur oblige l'homme de désirer vivement ce qui sera à son bien-être, & d'éviter avec répugnance ce qui contribue à son

malheur. Si des passions outrées, ou chimériques, sont nuisibles à la Société & aux individus, nous devons nous accuser nous-mêmes de cet inconvénient, car elles sont notre ouvrage. Les déclamateurs contre les passions, ressemblent aux Japonois, qui s'indignent contre les Idoles; qu'ils ont forgées eux-mêmes: ils déclament contre les passions factices, dont leurs déclamations sont précisément la source. Pendant qu'ils déprécient les affections les plus essentielles, la maniere dont ils parlent de l'enthousiasme est singulièrement réjouissante.

Les Panégyristes des passions ne sont pas moins outrés dans leurs éloges. Ils trouvent dans les passions les plus matérielles, l'origine des talents & de l'esprit; ils regardent ces passions, ne seulement comme les ressorts des actions de l'individu, mais encore comme le premier mobile de l'administration des sociétés. Cette opinion nuisible est fondée sur une méprise presque inévitable. Il est difficile, en effet, quand il est question d'examiner nos passions, de discerner ce qu'elles tiennent de la Nature, & ce que les hommes y ont mis successivement. On confond les besoins réels avec des agitations factices, & en sentant l'utilité des agitations qui nous nécessitent à veiller à notre conservation, on attribue la même utilité à des agitations excitées par des chimeres qui peuvent causer plutôt notre destruction. La première impulsion de ces

ébranlemens vient d'une cause extérieure & matérielle: ce que l'homme y ajoute, pour continuer ces ébranlemens, sont à l'ordinaire des illusions de son imagination. Auffitôt que la passion sort des limites prescrites par la Nature, nous ne désirons plus un objet réel, mais un fantôme produit par notre imagination, & qui n'a jamais pu exister. Les passions, par conséquent, tant par leur essence toute dépendante d'un principe matériel, que par la nécessité où elles sont de nous jeter dans l'erreur, ne peuvent jamais être la source des facultés intellectuelles, & ne doivent jamais servir de ressort unique à la conduite de l'être intelligent.

ELLES serviront aussi peu de vrai ressort au mouvement régulier, & à l'ordre de la Société. Quelle société, en effet, qu'une troupe d'hommes toujours agités, toujours dupes des prestiges de leur imagination, & obéissants uniquement aux impulsions du principe animal? Quel est le Souverain qui voudroit entretenir ses Sujets dans cet état habituel de démence, si ce n'est pour les abrutir, pour les tromper, & pour abuser de leur foiblesse & de leur égarement, en faveur d'un intérêt mal entendu? Les passions, bien loin de concourir au maintien de la Société, sont plutôt propres à la renverser, ou à déranger son organisation: ce sont des efforts d'un malade en délire, qui le conduisent à la mort, ou à un épuisement funeste.

42 PRINCIPES DE LA

RIEN ne peut donner la vie à une société, & en assurer la durée, que les intérêts communs, évidemment connus, & vivement sentis, du Chef & des Membres. Cette connoissance vive des loix, fondées sur ces rapports réciproques, nous pousse à l'action avec autant de force, que les agitations aveugles des passions factices; & étant plus éclairée, elle nous conduit plus sûrement au bien-être, but de toute société: son impulsion est également douce & puissante, vive & durable; celle des passions au contraire dure peu de tems, se détruit elle-même par ses efforts, & se dissipe entièrement, aussitôt que la vérité rectifie les erreurs de l'opinion. Tous les peuples, animés uniquement par ces passions factices, n'ont eu que des succès éphémères, & n'ont brillé que d'un éclat passager. Qui voudroit leur envier leurs succès & leur gloire, en considérant qu'ils ont été réellement malheureux par leurs dissensions, leurs troubles, & leurs querres? Ils ignoroient les loix éternelles qui unique-
ment auroient pu faire leur Bonheur.

Les passions étant un présent si dangereux, dont on abuse si facilement, l'homme ne doit point se laisser emporter par leur fougue; mais les tenir en bride, & diriger leur course suivant la disposition de la carrière qu'il est obligé de fournir. Quel est le moyen le plus efficace pour modérer, & pour régler ces agitations de l'âme, pour qu'elles ré-

pondent à leur destination ? On ordonne communément d'armer une passion contre une autre, & d'opposer des habitudes d'une espece différente à celles qu'on tâche d'abolir. Cette méthode peut avoir quelque succès pour changer les habitudes, & pour combattre quelque passion particulière & isolée ; mais ce remede palliatif, bien loin de guérir radicalement la maladie, ne fait que la renforcer, & d'en empoisonner de nouveau la source. Un homme auquel pour le calmer on prépare de nouvelles agitations, prendra de plus en plus l'habitude des passions, & tombera à la fin entièrement sous leur joug. C'est agir comme les yvrognes, qui continuent à boire pour faire passer leur yvresse, & qui finissent par ruiner leur tempérament.

La connoissance évidente des rapports de l'homme avec l'homme & avec la Nature, est l'unique moyen pour contenir les passions dans leurs justes bornes, & pour les diriger vers leur vrai but. Cette connoissance est si simple, qu'elle ne surpasse pas la portée de l'homme le plus ordinaire ; & les vérités qui en découlent, sont si frappantes qu'il suffit de les présenter pour opérer une pleine conviction. L'expérience de l'individu est sans doute insuffisante pour découvrir ces vérités ; mais l'expérience de l'espece vient à notre secours, & nous fournit assez de vérités générales, propres à régler nos actions. C'est donc la raison, la facul-

44 PRINCIPES DE LA

té de concevoir & d'appliquer ces vérités générales, qui dirige les passions, & qui gouverne également l'individu & la Société, si l'ignorance ne s'oppose pas à son empire.

ON regarde communément la raison, comme une faculté froide & passive, nullement faite pour donner les impulsions nécessaires pour mettre en mouvement l'être intelligent. On nous accuse en même tems de n'agir que suivant nos intérêts, ou vrais, ou imaginaires. Il est contradictoire d'accorder à l'intérêt le pouvoir de nous déterminer à l'action, & de refuser ce pouvoir à la faculté qui nous fait connoître cet intérêt, & qui le présente à notre Esprit.

Quoi qu'il en soit de cette opinion, nous sommes sûrs de surmonter les passions, si elles sont visiblement opposées à notre bien-être; & si elles nous trompent par les fausses apparences de bonheur, nous sommes sûrs qu'en écoutant la raison, nous pouvons dissipier les fantômes de l'imagination qui nous tourmentent & nous égarent: nous sommes sûrs d'agir & de ne jamais tomber dans l'inertie, si la raison nous offre les motifs de notre conduite. Les ignorans sont agités sans dessein, & cèdent à l'impression des mouvements les plus nuisibles: l'homme éclairé agit avec tranquillité, mais avec vigueur si la raison l'ordonne. Les lumières unissent l'ordre & les mouvements réglés; mais

l'ignorance cause plus de désordre, & de tumulte, que les passions les plus violentes.

C H A P I T R E IV.

De l'influence des Etres Physiques sur l'état de l'Homme.

DANS l'ensemble immense de tous les êtres, aucun n'est isolé; & la subordination des causes & des effets s'étend depuis la Planète la plus éloignée, jusqu'à l'insecte le plus imperceptible. L'action & la réaction continue des corps, suite de l'énergie de leur nature, modifie sans cesse réciprocement leur état, & produit l'ordre éternel & admirable de la destruction & de la reproduction. L'homme placé au milieu de ces êtres physiques, en reçoit à chaque instant des modifications qui changent sensiblement son état, & qui font son malheur ou contribuent à sa félicité.

PARMI cette infinité de modifications, il en est cependant qui influent plus directement sur notre existence, & qui sont plus aisées à découvrir, que celles qui sont l'effet de causes très éloignées. Des corps qui nous touchent de près, dont l'action sur nous est plus immédiate & plus durable, sont destinés, par préférence, à modifier notre état, & sont, par leur destination encore, les plus analogues à l'homme.

gues à notre faculté de concevoir. En cherchant les rapports de l'homme avec la Nature, on peut se contenter d'observer ces causes prochaines, dont les effets sur notre manière d'exister se manifestent avec la plus grande évidence.

LE corps dont nous sentons à chaque instant, depuis le premier moment de notre vie, le besoin le plus indispensable, c'est l'air, ce fluide ambiant dont la Nature est encore si incertaine. Quelques Physiciens le regardent comme un corps déterminé, doué d'attributs qui lui sont propres; d'autres doutent de son existence, & s'imaginent qu'il est uniquement l'amas des matières flottantes dans aucun milieu: matières, dont l'air, suivant l'opinion des premiers, n'est que le véhicule. Quelle que soit son essence, ses effets, ou ceux des matières dont il est chargé, sur notre manière d'exister, ne sont pas moins certains & moins frappans. Nous ignorons, il est vrai, la valeur réelle de nos expressions, si nous parlons de la pureté de l'air; un air parfaitement pur est peut-être une chimère, & cet air pur est rempli peut-être d'un grand nombre de corps étrangers. Nous pouvons cependant appeler air pur, celui qui est le moins chargé de ces corps étrangers, ou qui contient au moins, des corps d'une espèce dont l'action est favorable à notre constitution.

PARMI les matières dont l'air est composé ou

rempli, il y en a qui sont indispensables à l'existence de tout être vivant, & dont la privation cause la mort ou des maladies. Ce fluide vivifiant se communique à notre corps en tout tems, & de toute maniere; nous l'attirons, en respirant, dans le poumon, & par le moyen de cet organe, dans la masse du sang: toutes les extrémités des vaisseaux de notre corps, pompent l'air, & le mêlent avec les humeurs: notre nourriture en est richement chargée, &, par l'assimilation des alimens, cet air entre dans toute notre substance. Une seule observation suffiroit pour prouver la nécessité de ce fluide pour la conservation de notre machine; les alimens largement pourvus d'air fixe sont moins sujets à la corruption, pendant que ceux où cet air fixe est en petite quantité, augmentent le penchant naturel des êtres organisés à la dissolution.

Nous connaissons cependant si peu l'essence de ce fluide, que c'est l'expérience seule qui peut nous apprendre ses effets salutaires ou nuisibles, suivant les matieres qu'il contient. Ces effets s'étendent également sur l'organisation du corps, & sur sa santé actuelle, comme sur les facultés de l'ame & sur leur exercice. Un air pur, sec, souvent rafraîchi & agité, est le plus avantageux à notre constitution. Tel est celui des montagnes, ou des plaines un peu élevées, dont les habitans sont plus beaux, plus sains, plus vigoureux, & à

l'ordinaire plus spirituels, que ceux des plaines basses & humides. Quelle différence entre les paysans qui habitent le penchant des Apennins, & ceux qui cultivent les plaines trop fertiles & trop humectées de la Lombardie ! Dans les plaines basses l'air est chargé de vapeurs grossières ; l'humidité relâche les fibres, détruit leur ressort, & en affoiblissant le corps, dérange ses mouvements, de sorte qu'en ôtant aux habitans le sentiment de leur force, il leur ôte leur activité, comme il dérange leur santé. Cette humidité, en absorbant la matière du feu, enlève encor le principal mobile du parfait développement des corps organisés.

Si ces vapeurs humides & grossières se joignent à des exhalaisons des corps en putréfaction, leur effet sur notre corps est d'autant plus prompt & plus pernicieux. L'air des pays remplis de marais & d'eaux stagnantes, est chargé d'exhalaisons de cette espèce. La quantité de végétaux & d'insectes, qui pourrissent dans ces eaux, infecte par leurs parties dispersées toute l'atmosphère de ces contrées dégoutantes. Tout corps en putréfaction est une espèce de ferment, propre à mettre aussi en putréfaction tout corps organisé, exposé à son action. Ces fermens putréfiés sont l'origine des maladies contagieuses & épidémiques, qui désoient le genre humain, & qui se montrent sous des formes si différentes. La Peste proprement dite,

qui

qui n'est qu'une fièvre maligne des plus violentes ; prend sa source dans ces exhalaisons putrides fort exaltées , & se propage par des fermiers contagieux de la même espece. Les habitans des pays marécageux , s'ils ne sont pas toujours sujets à des contagions si déstructives , se ressentent au moins de l'action de ces exhalaisons par un état habituel de langueur , qui abrège leurs jours. Les chevaux des marais des environs de Rome ne résistent pas à cette malignité , & pourrissent avant de mourir. Cette corruption de l'air & des eaux fait pulluler des essaims d'insectes venimeux & malfaisans , dont la quantité & l'importunité est un nouveau tourment & un nouveau principe de destruction aux colons languissans de ces plaines fangeuses.

IL est des exhalaisons d'une autre espece , qui dépendent plus de la qualité du sol , & qui , répandues dans l'air , n'attaquent pas moins le principe de vie des corps organisés. Ce sont les vapeurs minérales , qui s'échappent souvent de la terre par des éruptions imperceptibles ; dont l'effet est une intempérie subite & inexplicable ; mais qui se manifestent plus sensiblement dans les pays féconds en mines , ou affligés par des volcans ; les animaux ne supportent pas ces vapeurs , & les végétaux même périssent dans le voisinage des mines. Dans ces tristes & arides régions de l'Afrique , où l'or est d'une abundance excessive , les habitans malfaisans ,

50 PRINCIPES DE LA

souffrant sans cesse de leurs fausses richesses, sont à l'âge de trente ans des vieillards décrépits, & parviennent rarement à l'âge de quarante. Si l'action des feux souterrains élève des vapeurs acides ou arsenicales, l'atmosphère est empoisonnée, & les êtres vivans qui la respirent, & qui en sont continuellement abreuvés dans toute leur surface, ne pouvant pas résister à l'action de ces poisons, languissent & sont détruits.

La matière du feu, dispersée sur la surface de notre Globe, est un des plus puissans agens de la Nature. L'excès ou la rareté de cette matière, répandue dans l'atmosphère, doit y causer des températures, dont l'influence sur notre manière d'exister sera des plus sensibles. Un grand degré de chaleur, qu'il provienne de l'aspect du soleil ou d'une cause locale, relâche les fibres en les rendant plus délicates: en agitant trop les humeurs, il énerve les corps par une transpiration trop copieuse. Dans nos pays tempérés, nous avons des exemples de personnes, qui pendant les grandes chaleurs perdent la mémoire, & tombent dans une espèce d'imbécillité, & qui recouvrent l'usage de leurs facultés à mesure que les fraîcheurs de l'automne se font sentir. Les habitans des climats ardents éprouvent des ébranlemens des organes plus fréquens, plus vifs, quoique moins forts & moins durables; ils ont peu de mémoire, & plus d'imagination que

de raison; ils sont timides & emportés par les passions les plus effrénées; comme leurs corps énergiques sont peu propres à l'action, & comme ils ont peu de besoins à satisfaire, ils s'abandonnent à l'inertie & à la paresse. Tout étant précipité dans ces climats par la force de la chaleur, les facultés de ces peuples sont précocees, & la décadence de leur peu de talents est rapide. Les descriptions de la Zone torride nous peignent ses habitans avec des couleurs si noires; ce sont des hommes sans talents, excepté celui de l'imitation; cruels, traîtres, sans mœurs, indolents, paresseux, & dont tous les penchans se réduisent à la brutalité.

Le froid, en resserrant les fibres, leur donne plus de force, & plus de confiance. Un habitant des climats du Nord aura des organes moins faciles à ébranler; mais leurs ébranlements feront plus vigoureux, & plus durables. Les peuples septentrionaux auront plus de raison que d'imagination, des passions modérées, & soumises à l'empire de la raison, des corps plus robustes, & une santé plus fermé. Ils seront plus généreux, plus francs, plus hardis, plus actifs, & plus industriels: le sentiment de leur force leur inspire du courage, & les porte à l'action; en même tems qu'un sol peu riche en productions spontanées, & se refusant à leurs nombreux besoins, doit nécessairement exciter une industrie, dont les habitans des régions

52 PRINCIPES DE LA

chaudes & fertiles peuvent se passer. Cependant, dans les climats glacés, l'excès d'un froid rigoureux produit presque les mêmes effets que l'excès de la chaleur dans les climats ardents: l'absence du principe vivifiant empêche le développement des facultés de l'âme & de l'organisation: les habitans sont stupides & sans courage, & leur race est une espece dégénérée.

QUOI QUE l'homme par sa constitution puisse se prêter à tous les climats, & supporter des degrés assez éloignés du froid & de la chaleur, il a été obligé de se garantir de l'inclémence des saisons & des intempéries de l'air; excepté les habitans des climats les plus doux & les plus secs, les hommes ont un vrai besoin de l'habillement & du logement. Ces deux besoins négligés, produisant des effets physiques, peuvent être regardés aussi comme des êtres physiques, dont l'influence sur notre état est sensible. Si ces habits sont misérables, la santé de l'homme souffre des injures de l'air: si cet habillement est mal propre, la matière de la transpiration arrêtée se corrompt, & devient une source féconde de maladies. Il en est de même à l'égard du logement: une habitation obscure, malpropre, peu aérée, & peu sûre, donne à l'homme une humeur triste, affoiblit sa santé & ses forces en le baignant dans un brouillard de vapeurs corrompues & destitué du renouvellement

du fluide vivifiant, & l'expose aux vicissitudes des saisons, tout comme s'il étoit sans abri. Le bétail même souffre étant enfermé dans une étable triste & mal-propre : des animaux languissans & tristes dans un réduit infect, marquent leur joie en entrant dans un lieu propre & éclairé, s'y rétablissent, & recouvrent leur gaieté.

SOUVENT les circonstances locales, dépendantes des qualités du sol & de ses productions, changent la température de l'air, & ses influences sur les corps vivans. Les terrains incultes exhalent une malignité inconnue, qui dévore néanmoins les habitans épars sur une grande surface. Ces pays privés de la culture, sont hérissés ordinairement de forêts épaisses, dont la transpiration abondante inonde l'air de vapeurs grossières, qui réfroidissent le climat en détruisant la matière de la chaleur, en interceptant l'action du soleil, & en produisant des pluies trop fréquentes. Le grand nombre de végétaux corrompus, les plantes parasites, les mousses, les champignons qui se multiplient, achevent d'altérer, par leurs exhalaisons malfaisantes, la salubrité de ces régions dépeuplées. Les colonies d'Amérique ne deviennent un séjour sain & agréable, qu'à mesure qu'on avance dans les défrichemens.

IL y a encore une cause mécanique, qui agit d'une maniere imperceptible sur l'état habituel des

54 PRINCIPES DE LA

habitans qui errent dans ces tristes déserts. Nous ne résistons pas à l'impression journalière des objets sauvages & lugubres, & notre caractère se moule sur ces impressions. L'aspect hideux & ennuyant d'un paysage sauvage, remplit l'imagination d'idées tristes ; & ces idées reproduites continuellement, tournent en habitude, & forment un caractère triste, dur & féroce. Tel est en effet le caractère des Sauvages, qui peuplent quelques coins des terrains immenses, abandonnés aux opérations de la Nature seule, dénuée du concours de l'être intelligent. Un pays bien cultivé excite au contraire des idées douces & riantes, qui concourent à l'adoucissement des mœurs, & préparent cette aménité de caractère, qui désigne des peuples policiés.

P A R M I les Etres avec lesquels nous avons des rapports, ceux qui se transforment en notre substance, auront, sans doute, la plus grande influence sur notre état habituel. Les alimens, qui, par les forces digestives, s'assimilent à nos humeurs & aux solides de notre corps, renouvellent sans cesse les parties déperdues de notre organisation. Suivant la nature des matières dont les alimens sont composés, les élémens de notre corps éprouveront des changemens proportionnels. Les qualités des alimens sont différentes, en raison de la diversité des climats, & de la nature du sol ; & par conséquent les qualités des hommes qui en font leur

nourriture, effuyeront les mêmes différences. Chaque climat a des productions, qui lui sont affectées; & les habitans de ces climats seront modifiés suivant la nature de ces productions. Si des habitans d'un climat froid se nourrissent des productions d'un climat chaud, leur corps en recevra sans doute des modifications étrangères à leur pays natal. Depuis que les peuples de l'Europe emploient les épiceries des Indes, & qu'ils font leur boisson d'un fruit de l'Arabie, leur tempérament a subi des changemens; l'usage plus fréquent du vin dans les pays du Nord, détruit le scorbut; & le sucre, devenu plus commun, contribue, par sa vertu de résister à la corruption, à rendre plus rares les maladies putrides. Des effets semblables sont une des causes pourquoi une communication plus intime entre des peuples si éloignés, diminue l'influence d'un climat propre à un pays; & heureusement pour nos pays tempérés cette diminution tourne à notre avantage.

Les végétaux, tirant immédiatement leur nourriture des sucs de la terre & des exhalaisons répandues dans l'air, participent plus que les animaux de la nature du climat; & les animaux qui s'en nourrissent sont, à leur tour, plus exposés aux influences du même climat, que ne le sont les animaux carnassiers, dont les alimens, ayant déjà subi une altération dans le corps des frugivores, ne

56 PRINCIPES DE LA

contiennent plus les principes, sortis du sol, dans leur pureté primitive. Parmi les animaux nourris de végétaux, il y a, en effet, des variations considérables, dans leur figure, dans leur taille, & dans leur instinct, suivant les qualités du terroir qui produit leur nourriture. Quelle différence entre un Bœuf vivant dans les plaines de l'Ukraine & de la Tartarie, & un autre presque affamé dans les maigres paturages d'un pays aride ! entre une brebis d'Islande & une brebis de Barbarie ! L'Espagne & la Syrie, dont l'air & les productions favorisent la production des espèces, ont des animaux de la plus belle forme, de la plus grande vigueur, & de l'instinct le plus développé. Il en est de l'homme comme des animaux : les pays fertiles en plantes succulentes, en fruits d'une saveur exaltée, dont les habitans font leur unique nourriture, forment des hommes d'une constitution différente de celle des habitans d'une contrée, où les végétaux sont faibles & insipides.

Sous le même ciel, sur le même sol, la nourriture exclusive, ou avec des matières végétales, ou avec des matières animales, met une différence sensible dans l'état de notre corps. Les fruits & les plantes, composés de beaucoup de parties aquueuses & d'un petit nombre de molécules nourrissantes, relâchent les solides, & ne remplacent pas si aisément les déperditions de la substance. Les

née des êtres physiques, qui ont été considérés à part, sur l'état de l'homme dans nos climats. Après l'invasion destructive des barbares du Nord, l'Europe dévastée & privée de ses habitans, retomba presque en entier dans cet état inculte & sauvage, d'où les conquêtes des Romains l'avoient tirée. Les provinces les plus fertiles, recouvertes de forêts, converties en marais, offroient aux habitans dispersés peu de productions propres à leur nourriture; ils la chercherent en grande partie dans les eaux; l'intempérie, causée par les vapeurs grossières, rendoit leur séjour humide & mal fain. Ce peuple mal nourri ne connoissoit ni les arts, ni l'industrie; il ne favoit ni se préparer des alimens plus salutaires, ni se mettre à l'abri de l'intempérie de l'air; logé dans des cabanes obscures, humides, & dégoutantes, couvert à peine par des habits grossiers, il souffroit de l'action des élémens même bienfaisans. Un gouvernement de brigands, une superstition lugubre, & la vûe de sa propre misere, le remplirent de craintes & de tristesse. Quel fut le résultat de l'influence de ces causes réunies, capables de faire disparaître l'espèce humaine? Des maladies horribles & inconnues avant cette époque fatale; la lepre, le scorbut, des épidémies affreuses, dont nos historiens parlent comme de pestes véritable: la vie de l'homme devint courte, & n'alloit gueres à la moitié des années où

58 PRINCIPES DE LA

fectes ; tels sont encore les animaux, ou les végétaux qui, par quelques qualités secrètes, deviennent pour l'homme un poison mortel ; on connoit l'endémie affreuse causée en Amérique par les serpens, les lézards, & les coquillages immondes, dont se nourrissoient les Sauvages indolens : dans l'orient de pauvres peuples abregent leurs jours, & s'attirent des maladies vermineuses, par l'usage des fauterelles. Beaucoup de poissons occasionnent à ceux qui en mangent habituellement des maladies provenantes de la corruption entière des humeurs. Quel effet feront-ils sur ces peuples abrutis, qui entassent corruption sur corruption, & qui n'aiment que le poisson pourri, & pourri dans leurs habitations ? On connoit les ravages causés dans nos climats par la dégénération du blé que nous appellons blé ergoté ; le feu des ardens du tems de nos barbares ancêtres, & la gangrene la plus horrible de nos jours, étoient les effets de cette nourriture corrompue. Il existe, sans doute, encore plusieurs alimens empoisonnés, qui nous sont inconnus, & dont nous soupçonnons l'existence par des épidémies, qui, sans des causes de cette nature, seroient aussi inexplicables, que la maladie du feu des ardens l'étoit dans les ténèbres du moyen âge.

UN tableau raccourci de ce malheureux tems du moyen âge, sera une preuve de l'influence combl-

différens sous la même latitude. Dans les régions les plus arides, comme aux Indes & en Afrique, on rencontre des peuples furieux par jalouſie, voisins d'autres peuples qui font gloire de prêter leurs femmes: on voit dans des pays séparés par de petits intervalles, tantôt le despotisme le plus absolu, tantôt un gouvernement féodal, tantôt des espèces de Républiques: un peuple foible & timide habite à côté d'une nation robuste & belliqueuse. Ainsi les agens physiques concourent pour former le caractère des Peuples; mais ces agens sont secondés encore par l'opinion.

Ceux qui ne reconnoissent que l'effet des causes morales, n'ont pas fait attention à la dépendance de ces causes morales des agens physiques. L'homme sans cesse exposé, comme nous avons vu, aux impressions des êtres qui l'entourent, modèle ses habitudes & ses opinions conformément à ces impressions. Mais étant aussi doué, comme nous verrons, de facultés propres à agir sur la Nature, les changemens qu'il est capable d'opérer dans la constitution de son séjour, occasionnent de nouvelles impressions d'une autre espece, qui modifient encore son existence d'une maniere nouvelle. Il y a une action & une réaction continue entre l'homme & la Nature, entre le moral & le physique de notre globe. Un peuple sauvage ou barbare reçoit toutes les impressions de la Nature brute: il de-

60 PRINCIPES DE LA

elle s'étend de nos jours. Les mœurs étoient féroces, & toutes les Nations plongées dans la plus profonde barbarie. Et nous osons vanter encore nos ancêtres, & regretter leur stupide & malheureuse simplicité !

Ce que nous avons observé de l'action de ces différens êtres par rapport à notre état, suffira peut-être pour éclaircir une question, agitée depuis quelque tems, sur le degré de l'influence du climat sur le caractere & les mœurs des Peuples, comme sur leurs loix & leur forme de gouvernement. Des Auteurs estimables ont expliqué la diversité dans l'état de l'homme, uniquement par la force du climat ; d'autres ont nié cette influence, & ont rapporté tout à des causes qu'ils appellent morales. Ces deux extrêmes dans les opinions font présumer déjà que la vérité doit se rencontrer dans le juste milieu. On a disputé sans fixer la signification des termes, & sans faire attention à la différente force des agens physiques, qui modifient notre état.

Si par le climat on entend uniquement la position d'un pays à l'égard du soleil, qui occasionne tout au plus les degrés du froid ou de la chaleur, ces degrés ne sont pas suffisans pour produire toutes les diversités qu'on remarque dans l'espèce humaine. Quoique la chaleur agisse puissamment sur l'organisation & sur nos facultés, on trouve cependant des passions & des gouvernemens très-

CHAPITRE V.

De l'influence de l'Etre intelligent sur la Nature.

LA Nature abandonnée à elle-même, présente un aspect que des esprits noirs appellent sublime, parce qu'il est triste & effrayant. Que voit-on dans ces pays malheureux où l'homme n'a jamais posé ses pieds, & où il n'a pu laisser aucune trace de son intelligence & de son travail ? Des hauteurs, & souvent aussi des plaines, hérissées de forêts épaisse, sombres, impénétrables, où des arbres pourris & entassés étouffent peu-à-peu la végération, & où l'humidité surabondante ne fait éclore que des plantes naïfles, qui tirent de la corruption leur nourriture : des plaines tantôt couvertes d'un amas de végétaux détruits, qui empêchent la reproduction, tantôt submergées ou détrempees par les eaux courbassantes, & converties en marais. Le sol rempli d'infection, & l'air empesté par les exhalaisons malignes qui s'en élèvent, favorisent préférablement la propagation des insectes & des reptiles : le petit nombre d'animaux utiles, qui peuplent de loin à loin cette terre sauvage, y trouve difficilement une subsistance insuffisante ; & leur multiplication est arrêtée par les animaux carnassiers qui exercent libre-

ment leur ardeur pour la destruction. Tous les objets sont lugubres & rebutans; la vaste solitude & le silence universel, mêlé de cris terribles ou discordans, inspirent l'horreur & la mélancolie.

QUELLE différence entre cet aspect attristant, & celui de la Nature cultivée & embellie dans un pays habité par un peuple policé? Tout y est riant & agréable; tout y annonce la paix, la joie & l'abondance; & rien n'y retrace les images dégoutantes de corruption, de stérilité, & de délaissement. Quelle est la cause de cette différence immense? Dans les pays déserts la Nature est imparfaite; elle manque du concours de l'Etre intelligent à ses opérations: dans les pays polis, l'homme exerce son empire sur la Nature, empire légitime & dans l'ordre de la création, où le bien-être du tout est obtenu toujours par le concours des parties intéressées, où la Nature a besoin, pour arriver à sa perfection, du concours de l'homme, & où la Nature perfectionnée, concourt à son tour à augmenter & à achever notre bonheur.

Ce n'est pas par la force que l'homme acquiert son pouvoir: la vigueur de ses bras ne pourroit pas surmonter sans secours la résistance de la matière brute; & il est des animaux qui le surpassent en force, en courage, & en adresse. C'est son intelligence qui lui donne & qui lui assure l'empire sur la partie de la création, qui peut devenir son do-

main

maine : c'est en lui faisant le don de la raison , que l'Etre suprême lui a déférē l'exécution des Loix éternelles prescrites à la Nature , & l'a constitué chef de la création. Par la raison , par la penitée , l'homme fait subordonner les moyens à ses fins , & employer l'action des êtres physiques pour modisier ; suivant ses desseins , les autres êtres de cette espèce : c'est en suivant un plan raisonné ; qu'il peut dompter & multiplier les animaux , & qu'il peut diriger & étendre la végétation à sa volonté.

PLACÉ au milieu de tant d'êtres vivans , dont plusieurs mettent sa vie en danger , le premier soin de l'homme est de se défendre de ces animaux voraces , de les détruire , ou de les repousser. En faisant cette guerre nécessaire , il apprit à se nourrir de la chair de ces animaux libres & innocens , qui servoient de proie aux animaux carnaciers. Quelques-uns de ces animaux , qui vivent de végétaux , étant d'un naturel doux ; & faciles à apprivoiser , il vit bientôt ; qu'en les approchant de lui & en les multipliant , il augmentoit les moyens de sa subsistance. Par cette multiplication , il seconde même les vues de la Nature , qui paroît tendre par préférence à la production des animaux qui se nourrissent de végétaux. Ces animaux dépendant d'une nourriture précaire qui disparaît dans les saisons mortes , ne feroient pas en si grand nombre sans le secours de l'homme , qui leur prépare &

conserve des alimens. Le cercle continual de dégat & de réproduction, exige la multiplication des Etres dont la mort violente doit servir au soutien d'autres êtres vivans; & l'homme, étant un des plus grands destructeurs des êtres vivans, est obligé de favoriser la propagation nécessaire à cette circulation.

LA première conquête de l'homme, ce sont les animaux domestiques, dont il s'est emparé à tel point, qu'il n'est pas seulement le maître d'augmenter ou diminuer leur multiplication, mais encore de changer leur forme & leur naturel. Il est de ces animaux, dénaturés par ses soins, dont la première souche est difficile à reconnoître, & dont l'instinct est altéré. Par le choix des individus pour la propagation, il occasionne des variétés, ressemblantes à des races nouvelles: par le même choix dans des espèces voisines, il crée des mullets, des espèces qui n'existaient pas dans la Nature: par l'éducation qu'il leur donne, il varie & perfectionne leur instinct, de manière qu'il peut les associer à ses travaux, & même à ses plaisirs: enfin il dispose de tout leur être, de leur vie & de leur mort, en se nourrissant de leur viande & de leur chair, en s'habillant de leur peau & de leur laine.

SON pouvoir sur le règne végétal est plus étendu encore. Il anéantit, où il lui plaît, les plantes inutiles & dangereuses, & met à leur place les plan-

tes les plus agréables & les plus propres à sa nourriture, ou à celle des animaux, compagnons de ses travaux. En cultivant dans ses jardins des légumes & des arbres, au lieu d'herbes amerces & de fruits agrestes, il recueillit des fruits succulens, & d'une saveur délicieuse. Ces arbres & ces herbes s'améliorent entre ses mains & changent leur nature, de manière que ces végétaux ne semblent plus appartenir à ceux de leur espèce, qui sont abandonnés à leur état sauvage. Par l'art de la greffe il crée de nouvelles espèces, plus parfaites que les naturelles, & force la Nature à produire des êtres qu'elle ne paroîssoit pas connoître.

PARMI les parties des végétaux, ce sont les graines qui contiennent le plus de parties nourrissantes, & analogues aux substances animales. Guidé par l'expérience, l'homme a tâché de cultiver & de multiplier les plantes dont les graines flattoient le plus son gout, & dont la culture étoit la plus profitable. Malgré toutes les recherches, on n'a trouvé aucun endroit de notre Globe, où la plante du bled vienne naturellement, & où elle soit indigene. Il semble donc qu'elle n'est pas une production de la Nature ; ces caractères sont, de l'autre côté, si ressemblans à ceux de quelques espèces de gramens de nos champs & de nos prairies, que nous devons soupçonner que la plante du bled est un produit de l'art, & un gramen perfectionné par une

longue culture. Quelle que soit l'origine du bled, l'homme apprit à augmenter la fertilité de la terre en la remuant; & ses forces n'étant pas suffisantes pour ameublir cette terre, il appella à son secours les animaux domestiques. Il se servit de la vigueur du cheval & de la masse du bœuf, pour rompre le sol, & pour l'exposer aux influences fécondes des élémens: ces animaux, nourris en partie par ce sol, lui rendirent à leur tour un nouveau principe de fertilité, & contribuerent à multiplier de plus en plus les subsistances. La terre, au lieu du chardon & des épines, se trouva couverte de moissons.

A cette nourriture saine & abondante, l'homme fut ajouter des assaisonnemens, & des boissons salutaires. Il fut adoucir, par la culture, l'amertume du fruit de l'olivier, & le forcer à lui prodiguer une graisse, propre à rendre l'aliment yégétal plus vigoureux & moins sujet à s'aigrir. Il prit la vigne des forêts, dont le fruit acerbe rebute l'organe du gout, & en la transplantant, en l'élaguant, en la cultivant, il remplit ses grappes d'un suc doux, qui par la fermentation devient une boisson fortifiante, qui excite à la joie, & qui résiste au penchant de nos humeurs à la corruption. Il employa encore ce grand agent physique, la fermentation, à corriger la contexture glutineuse du Bled, &, en changeant ses qualités, il se prépara un aliment léger, & facile à digérer.

Si l'homme s'est approché de sa véritable destination, c'est en inventant l'agriculture, qui est, sans doute, la branche la plus importante de son pouvoir sur les êtres physiques. La seule connaissance du bled suffit pour civiliser, avec le temps, une Nation. Une nourriture que celui qui la produit ne peut pas consommer seul, qui se conserve long-temps, & qui est d'un transport aisément, doit faire naître parmi un peuple grossier des classes d'hommes, qui n'ayant aucun besoin de produire leur subsistance, ont assez de loisir pour cultiver leur esprit, & pour inventer & exercer les arts.

POUR conserver ses provisions, & pour se garantir des intempéries de l'air, l'homme a besoin d'un abri sain & commode. Il s'est procuré une telle habitation en déployant encore son pouvoir sur la Nature, & en dirigeant l'action réciproque des êtres physiques. En profitant également des forces vives & de la gravité, il a construit des machines, qui lui facilitent le transport de ces lourdes masses, requises pour faire des bâtiments solides; il a tiré, par le même moyen, de la terre les pierres, la chaux, le sable: il a creusé les mines pour y trouver la matière des instrumens durs, capables de préparer la matière brute à ses usages.

POUR opérer tous ces effets, il a trouvé l'art de créer à chaque moment un nouvel être, dont l'existence est cachée dans la Nature, & se développe

70 P R I N C I P E S D E L A

rarement sans le secours de l'homme , le feu actuel , Sans cette production de l'intelligence humaine ; les métaux , enveloppés dans leur minéral , nous seroient inutiles , où même inconnus ; nous serions privés des instrumens nécessaires à tous les arts ; nous ignoreroissons parmi ces arts , tous ceux qui exigent l'action du feu ; nous manquerions de la meilleure maniere d'approprier la plupart des alimens à nos facultés digestives ; enfin , dans les climats rigoureux , nous ne saurions subsister sans le feu matériel , qui remplace la chaleur de l'atmosphère . Cette seule invention suffiroit pour montrer que l'homme est le chef des animaux : les singes accourent au feu pour se chauffer , mais ils n'ont pas assez d'intelligence pour l'entretenir .

DANS les pays froids ou tempérés , la sensibilité du corps de l'homme exige qu'il se garantisse contre les impressions du froid & de l'humidité ; & dans les climats ardents , cette précaution est aussi nécessaire contre les ardeurs du soleil . Il a besoin d'un habillement , & , pour se procurer la matière de ses habits , il met encore une partie de la Nature à contribution . Il nourrit & multiplie ces animaux & ces troupeaux , dont la peau ou la toison servent à la fabrication des étoffes chaudes & légères : il transporte des climats éloignés , & propage dans le sien , cet insecte utile qui file une matière encore plus légère & plus brillante ; il sème , il

cultive ces plantes dont la dépouille lui fournit de même des matières propres à cet usage. Pour former le tissu des étoffes composées de ces matières, il emploie également ses bras, & l'action des êtres physiques, de l'eau, du feu, de l'air, & des êtres de toute espèce. Pour embellir, pour orner ces étoffes, pour leur donner des couleurs plus vives & plus agréables à la vue, il dirige vers son but l'action réciproque des sels, des minéraux, & des plantes.

L'ENTRETIEN du bétail & la culture des végétaux demandent un terrain étendu, & propre à la végétation. L'homme va conquérir une partie de ce terrain sur la nature brute ; il abat les forêts superflues, il déracine les ronces & la fougère, il fait écouler les eaux stagnantes, il dessèche les marais, & les convertit en champs & en prairies. En débarrassant la Nature de ces encombres, il n'augmente pas seulement la fertilité du sol, il change encore les qualités de l'atmosphère ; & en tarifiant la source des exhalaisons grossières, il rend son séjour plus sain, plus riant, & plus commode.

Si les rivieres, par où ces eaux s'écoulent, menacent d'envahir sa nouvelle conquête, il arrête leurs débordemens par des digues : si elles trouvent des obstacles dans leur cours, il fait écarter ces embarras, & des torrens impétueux il fait faire des moyens de communication entre des con-

72 PRINCIPES DE LA

trées éloignées. Pour faciliter plus encore cette communication, il produit, en creusant des canaux, des rivieres artificielles; ou il se fraie des routes par les terreins les plus difficiles; il perce, il applanit, à cet effet, les montagnes les plus escarpées; il coupe les rochers, il subjugue les fleuves par des ponts; & en faisant agir suivant ses désseins tant d'êtres physiques, il construit des chemins aisés, qui en rapprochant les hommes adoucissent les mœurs, & produisent les échanges des subsistances.

L'HOMME, qui connaît ses forces, ne se contente pas de son empire sur la partie de la Nature qui est le plus à sa portée; il cherche à étendre son domaine en franchissant les mers, qui paraissent en borner les limites. Par la navigation l'homme ne devient pas seulement habitant de tous les climats, mais il acquiert encore le pouvoir de changer la Nature de celui de sa Patrie. A côté des effets sur les mœurs, causés par la communication des Peuples gouvernés par une si grande diversité d'opinions, les voyages de long cours ont encore un effet immédiat & physique sur la nature d'un pays, & sur le caractère de ses habitans. Les plantes étrangères, les animaux inconnus, transplantés d'un climat éloigné, & familiarisés avec le nôtre, alterent nos rapports avec notre climat natal. Des subsistances nouvelles, douées de qualités dif-

férences & plus vigoureuses que les productions de notre sol, influent sur notre état habituel, & en diversifient les nuances.

Cet empire de l'homme n'est pas cependant un pouvoir irrévocable, & les effets de son action sur les êtres physiques ne sont pas d'une durée indéfinie. Pour peu qu'il relâche son travail, & qu'il suspende ses efforts, la Nature reprend ses droits, & rentre dans son ancienne liberté sauvage ; la terre devient déserte, & les traces de l'Etre intelligent disparaissent. Si l'homme, destiné par les loix éternelles de l'ordre à déployer ses facultés pour embellir son séjour, transgresse ces loix en tournant ses forces contre ses semblables, toute la Nature en souffre, & porte les tristes marques de cette désobéissance. Les belles plaines de l'Orient, dévastées par des tyrans despotiques, ne présentent plus que le squelette d'un pays florissant ; & l'Empire Romain, si cultivé & si peuplé, fut changé en désert par l'invasion destructive des Barbares du Nord.

CHAPITRE VI.

De l'ordre dans la conservation de l'Individu.

L'INFLUENCE des êtres physiques sur l'état de l'homme, & l'influence réciproque de l'homme sur ces êtres, forment les rapports entre lui & la Nature. De ces rapports découlent les Loix, qui, par leur essence, sont naturelles à l'être intelligent & sensible, & dont l'observation est d'une nécessité absolue.

Ces loix lui sont annoncées par l'amour du plaisir, & accompagnées par la sanction de la douleur ou de la destruction, inévitables en cas de désobéissance. Si l'homme pouvoit oublier ou négliger ces loix, ses besoins sans cesse renâissans lui en rappelleroient le souvenir, & le forceroient à en suivre les commandemens. Sans satisfaire à ses besoins pressans, il se trouve dans un état de souffrance continue, & dont il voudroit abréger la durée. Il ne peut donc être heureux, ou se procurer une maniere d'exister & de sentir dont il souhaite la continuation, que par toutes les joies possibles qui font cesser ces besoins impérieux. Par sa nature il est nécessité à chercher le bonheur & le plaisir, & à éviter la douleur &

la destruction. La douleur est un don de la bonté suprême, qui par un remède amer, mais salutaire, a voulu prévenir l'oubli de la conservation dans un être peu sensible au plaisir.

TELS sont les rapports admirables entre l'homme & la Nature, que tout ce qui sert à nous conserver nous cause des plaisirs réels, & que tout ce qui menace notre existence excite des sensations douloureuses. Ces rapports nous obligent au premier & au plus sacré de nos devoirs, à celui de veiller à notre conservation, & à augmenter la somme de notre bonheur. Les mêmes rapports nous mènent à l'ordre naturel dans lequel, & par lequel nous devons observer ce devoir.

LES êtres physiques, qui constituent ces rapports avec nous, sont diversifiés, & en grand nombre. Il ne suffit pas à l'homme, qui n'est pas réduit à un instinct aveugle, d'en ressentir machinalement les impressions, pour le déterminer à en faire usage; doué de la raison, il doit connoître, pour décider son choix, ces êtres & leurs qualités, ou favorables ou nuisibles à la conservation. Il est donc obligé d'exercer ses facultés intellectuelles, pour s'instruire de la Nature des êtres qui peuvent satisfaire ses besoins, ou multiplier ses plaisirs. L'expérience d'un seul individu ne pouvant pas être assez longue pour acquérir ces connaissances, il doit profiter de l'expé-

76 PRINCIPES DE LA

rience de ses ancêtres , & s'instruire par l'éducation.

PARMI nos besoins , le premier qui se fait sentir c'est celui de la nourriture. La sensation importune de la faim nous avertit de la nécessité de remplacer la déperdition des parties de notre corps , qui s'usent par le frottement de la machine. Des matières propres à fournir ces matières nourrissantes , il en est dont les effets , comme nous l'avons vu , sont plus ou moins favorables à notre constitution : l'homme doit choisir les plus analogues à sa nature , les plus nourrissantes , les mieux faites pour entretenir ses forces , sa vigueur , & l'harmonie des mouvements de son corps : obligé en même tems d'augmenter son bonheur , il doit donner la préférence à celles , qui , à qualités égales , flattent le plus son goût , & qui affectent ses organes de la manière la plus agréable. Son organisation exigeant de la variété dans les mets , il ne doit pas se contenter d'une nourriture unique , quoiqu'elle ne soit pas contraire à sa santé , il doit profiter de tous les dons que lui présente la Nature entière. Il doit régler encore la quantité de ses alimens suivant les besoins & les forces de sa machine ; & il le fera , si l'ignorance ne le précipite pas dans des excès.

Les productions spontanées de la Nature , qui peuvent servir à notre nourriture , sont , surtout dans

les pays froids ou tempérés, rares & de mauvaise qualité. Des fruits aigres ou sans suc, des herbes aueuses ou amères, des racines insipides & grossières, sont tous les alimens qu'elle offre au Sauvage affamé. Les especes des animaux, dont la chair pourroit suppléer au défaut des végétaux, ne sont pas assez nombreuses pour suffire à la subsistance de l'homme, malgré des fatigues énormes auxquelles l'expose la chasse de ces animaux; fatigues qui troublent encore son bien-être, & abrègent ses jours. On connoit la vie dure & précaire que menent les Sauvages chasseurs, & les famines affreuses qui les détruisent quand ils ont diminué le gibier par des chasses trop fréquentes, ou quand les saisons sont contraires à leurs excursions. C'est même dans ces disettes, ordinaires chez les peuples abrutis, qu'il faut chercher l'origine des antropophages: une peuplade isolée s'est vue dans la nécessité de se nourrir, pendant une famine, de la chair de ses semblables, & elle conserva cette habitude par stupidité & par paresse. Les Jagues font, par leurs loix, familiarisés avec cette nourriture barbare, pour ne jamais manquer de subsistance, pendant leurs courses, dans des contrées arides & désertes. Parmi nous au dixième siecle, dans le tems d'une disette générale, des bouchers vendirent publiquement de la chair humaine dans la ville de Tournus.

POUR prévenir de si terribles inconveniens, & pour conservcer son existence & son bien-être, l'homme est obligé de forcer la Nature à produire pour lui une nourriture plus abondante, plus agréable & plus assurée. Il est doué de toutes les facultés nécessaires pour opérer cet effet sur la terre, & pour modifier, comme il lui plaît, ses productions : il est par conséquent dans l'obligation la plus rigide d'exercer son pouvoir sur la terre pour en trier sa subsistance. Parmi ces productions de la terre, les plus saines, les plus nourrissantes, & les plus aisées à garder pour subvenir aux besoins futurs, sont, comme nous avons vu, les graines de quelques végétaux, comme le bled & le ris, & leurs especes voisines. Ces graines, avec le produit des animaux domestiques, des fruits, & des légumes cultivés, forment sa nourriture naturelle. Ainsi l'homme est nécessité par son essence, & par ses rapports avec le reste de la création, à se faire pasteur, jardinier, & cultivateur. L'agriculture, avec toutes ses branches, est sa vraie destination ; elle lui est ordonnée par des loix éternelles & immuables ; & bien loin de sortir, en défrichant un champ, de son état naturel, il n'entre dans cet état qu'en se faisant cultivateur. C'est le Sauvage, le Barbare, le Chasseur, qui est hors de la Nature, ou plutôt qui, par ignorance & par imbécillité, méconnoit sa destinée ; & qui par l'oubli des arts a dégénéré de son état précédent.

IL ne suffit pas, pour notre bien-être, de nous assurer la nourriture: nous avons d'autres besoins à faire pour conserver une existence agréable. Nous avons vu quelle est l'influence des élémens, & principalement de l'air & des saisons, sur l'état habituel de notre corps, & combien les intempéries, ou les effets mal appliqués de ces êtres physiques, peuvent déranger notre constitution. Nous avons vu comment l'homme par son incelligence, & par son empire sur la Nature, trouve des moyens pour se mettre à couvert des impressions désavantageuses de ces élémens sur son corps. Il le fait en construisant un logement commode, & en se préparant un habillement convenable au climat & aux saisons. Le devoir de sa conservation lui impose ainsi un devoir aussi rigide de ménager sa santé & son existence en se logeant, & en s'habillant suivant l'exigence de ses besoins.

IL ne peut s'acquitter de ce devoir, qu'en changeant la forme des matières destinées aux bâtimens, aux meubles, aux habits; matières qui, en sortant des mains de la Nature & du sein de la terre, sont rarement, dans leur état brut, propres à l'usage auquel il doit les employer. On appelle un art la manière de changer la forme d'un être, ou par la force seule de l'homme, ou par l'intervention d'autres agens physiques, dont il dirige l'action à son but; l'exercice des arts si variés est nommé indus.

8^e PRINCIPES DE LÀ

trie. Par les loix de notre conservation nous sommes obligés de cultiver les arts, de les perfectionner, & de les appliquer à notre bien-être. Parmi ces arts ; il en est qui sont de la premiere nécessité, & qui nous imposent aussi le premier devoir d'acquérir toutes les connaissances & tous les talens requis pour les exercer avec succès.

IL en est, au contraire, de purement agréables, destinés, à ce qu'il semble, uniquement pour amuser le loisir de l'homme désœuvré, & auxquels l'homme occupé ne devroit attacher aucun prix. Cependant ces arts, faits pour réjouir notre imagination, pour embellir nos demeures, & pour orner nos personnes, sont de la plus grande importance pour notre conservation. L'ennui & la tristesse sont un poison lent, mais assez agissant pour détruire notre bien-être & notre santé. Les Sauvages & les Barbares, dénués des arts agréables, sont tristes & ennuyés ; cette tristesse & cet ennui habituels les rendent mécontents de leur existence ; & ce mécontentement renforce leur inquiétude, leur turbulence, leur férocité, & leur penchant à la cruauté. Tout ce qui sert à nous défennuyer & à nous égayer, contribue à notre bonheur. Par la loi de l'amour du plaisir nous sommes obligés de nous rendre heureux, non seulement en écartant les sensations douloureuses, mais de nous rendre plus heureux encore en tâchant d'attirer des sensations agréables.

bles. La culture des arts d'agrément est ordonnée par les loix naturelles, & elle est pour nous un vrai devoir.

UN pays inculte, rempli de forêts & de marais, dévore ses habitans. L'homme, à côté de l'obligation de tirer de la terre sa subsistance, est obligé encore de la cultiver pour assurer la salubrité de son séjour. Il a les facultés requises pour détruire, par des agens physiques, ces forêts humides, & pour dessécher ces marais mal faisans: le devoir de sa conservation lui impose la loi d'améliorer & d'embellir la terre qui le nourrit, & dont les influences, si elle a senti les effets du pouvoir de l'homme, assuarent la durée du corps humain.

SANS parler encore du bonheur résultant de la Société, le soin pour le simple bien-être oblige l'homme à se ménager tous les moyens d'une communication aisée avec ses semblables. Il augmente ce bien-être en profitant des productions des contrées voisines, ou même des climats étrangers, si la Nature refuse les productions de cette espèce à sa Patrie. Il est de son devoir de faciliter le cours des rivieres, & de construire des routes commodes, qui soulagent le travail des bêtes de somme & les fatigues du voyageur, & qui préviennent les dangers des transports. Par les mêmes raisons, ce devoir s'étend encore à la navigation, & à tous les arts qui concourent à la perfectionner. Ce com-

82 PRINCIPES DE LA

merce entre les différentes parties du Globe est sûrement dans l'ordre de la Nature: sans cette intention l'Etre suprême n'eût pas accordé à l'homme ni l'intelligence nécessaire à ces longs voyages, ni le desir de les entreprendre.

Si, malgré toutes nos précautions, l'influence de quelques êtres physiques dérange des parties de notre organisation, ou trouble l'harmonie des mouvements de notre corps, l'expérience nous montre d'autres êtres physiques, dont l'action est capable de rétablir cette harmonie, d'éloigner la douleur & de ramener la santé. Le desir de notre conservation nous prescrit le devoir de connoître ces êtres, & d'appliquer leur action à notre corps, si nous sommes en souffrance, & si les ressorts de notre machine ne suffisent pas pour nous tirer de cet état dououreux.

La connoissance de ces Etres, & leur application à notre corps, constituent la médecine; science naturelle à l'homme; & qu'il est obligé de cultiver par devoir pour sa conservation.

CHAPITRE VII.

De l'ordre dans la conservation & dans la multiplication de l'espèce:

L'ORGANISATION d'un corps n'est pas permanente ; & elle se dissout avec le temps par le jeu continué de ses propres ressorts, ou subitement par l'action violente d'un autre être vivant, ou d'un agent physique. Il est dans les vues de la Nature, que la matière organisée circule sans interruption, que tout se renouvelle, que rien ne s'anéantisse, & que la destruction d'un être soit toujours la cause de la reproduction d'un autre. Ce cercle de dissolution & de récomposition de la matière, ne comprend cependant que les individus qui peuvent naître, se développer, & mourir sans altérer l'ordre de la création, & qui au contraire, par leur succession, conservent cet ordre dans sa fraîcheur primitive.

IL n'en est pas de-même des modèles immuables de la Nature, des espèces des êtres vivans, qui se perpétuent, sans changement, & sans altération. La propagation constante des espèces est une de ces loix éternelles, fondée sur les rapports inaltérables des êtres organisés avec la Nature. Nous avons, il est vrai, des vestiges de quelques espèces d'an-

maux qui ont disparu de la face de notre Globe; nous connaissons quelques autres espèces qui auront probablement le même sort. Mais ces espèces contenoient ou des animaux monstrueux, incapables de résister aux révolutions de la Terre, ou sont composées d'animaux défectueux qui, faute de ressources pour soutenir leur existence individuelle, ne peuvent conserver celle de leur espèce.

C'EST par la loi touchante du plaisir que la Nature annonce ses ordres pour la propagation de l'espèce de tout être vivant, & de celle de l'homme en particulier. L'attrait puissant, qui attire un sexe vers l'autre, force les animaux à obéir à cette loi; & l'homme privilégié, qui sent cet attrait en tout temps, & pas seulement, comme les animaux, par intervalles, doit oublier moins encore son obligation à continuer son espèce.

MAIS il doit s'acquiter de ce devoir suivant l'ordre de la Nature. Parmi toutes les espèces d'animaux, le nombre des individus des deux sexes est égal, si non qu'à la naissance le nombre des mâles surpasse un peu celui des femelles. Toutes les espèces d'animaux cependant ne s'apparentent pas avec une seule femelle, qui est, ou commune à plusieurs mâles, ou partage en commun avec plusieurs femelles aux plaisirs d'un seul mâle. L'égalité approchante du nombre des mâles & des femelles, dans l'espèce

humaine , pourroit paroître une loi insuffisante pour ordonner à l'homme une association avec une seule femelle , & pour lui défendre de varier , à l'exemple des animaux , ses gouts suivant sa volonté. Mais la longue & foible enfance de l'homme , les secours & l'éducation qu'il attend de ses parens , & sans lesquels il périrroit nécessairement , semblent exiger de l'homme une liaison plus particulière & plus durable avec sa femelle. Le mariage est donc le moyen le plus convenable pour la propagation de l'espèce , quand les circonstances d'une Société dégénérée ne dispensent pas quelques individus de ce devoir.

LA Nature , marchant toujours d'un pas égal & mesuré , balance ses productions avec économie & règle ses moyens sur sa dépense. Elle établit un équilibre entre les êtres vivans , de sorte qu'elle multiplie les individus des espèces qui servent de nourriture à d'autres animaux , pendant qu'elle diminue le nombre des individus des espèces qui pour leur subsistance consomment des êtres vivans. Dans les pays abandonnés de l'homme , les animaux sauvages multiplient & s'emparent de la terre : dans les pays , au contraire , où l'espèce humaine est nombreuse , les animaux qui ne sont pas ses domestiques , lui cedent la place , se réfugient dans les déserts , & diminuent promptement La rareté

86 PRINCIPES DE LA

des animaux féroces est une preuve complète des progrès de la population, depuis le tems de la splendeur de l'Empire Romain.

L'HOMME se trouve compris dans cet équilibre des êtres vivans; mais la Nature ne l'assujettit pas à une proportion déterminée: elle favorise, au contraire, sa multiplication aux dépens de celle des animaux sauvages & inutiles. Tant de rapports avec la Nature lui ordonnent d'augmenter continuellement le nombre des individus de son espece, de sorte que le devoir de la multiplication devient égal à celui de la propagation.

Tous les changemens que l'homme est destiné d'opérer dans la Nature, ne peuvent s'exécuter que par la combinaison des forces de plusieurs individus, & par le concours d'une multitude de ses semblables. Il n'est fort que par le nombre, & une petite peuplade ne pourra ni résister aux animaux, ni créer les ouvrages nécessaires pour se garantir de l'action désavantageuse des êtres physiques sur son état. Tant de pays déserts qui lui reprochent l'abandon d'une partie de son domaine, & qui semblent lui demander des secours, lui montrent assez qu'il n'a pas encore rempli en entier sa destinée.

DANS les pays cultivés & policés, le nombre des hommes ne répond pas non plus aux intentions de la Nature. Il n'est aucun de ces pays qui n'offre à

une race nouvelle des places délaissées à cultiver ; dans les endroits mis en valeur , on n'a jamais demandé à la terre ce qu'elle est prête à nous donner ; le plus haut degré de sa fécondité n'est pas connu , & il surpassé sûrement celui dont nous avons jusqu'ici l'expérience. Il y a tant d'arts possibles , ou existans , que nous pouvons & que nous devons inventer , exercer & perfectionner ! nous sommes obligés d'acquérir toutes les connaissances relatives à nos besoins ; mais ces arts & ces sciences , pour faire des progrès & pour approcher de leur perfection , exigent un grand nombre d'individus qui s'en occupent ; & ce grand nombre d'individus occupés aux arts , & aux sciences , exige à son tour un plus grand nombre d'autres individus , qui puissent tirer du sein de la terre un superflu de subsistances suffisant pour entretenir les premiers : ordre qui renforce l'obligation de l'homme à cultiver la terre .

Les faits ne prouvent pas moins la tendance de la Nature à la multiplication de l'espèce humaine. Dans tous les pays connus , le nombre des naissances surpassé le nombre des morts ; desorte que , sans des événemens destructifs , la population d'un pays double dans un court espace de tems. Ce surplus des naissances est souvent emporté , il est vrai , pour la plus grande partie , par des épidémies , par des

88 PRINCIPES DE LA

guerres, & par les périls de la navigation. Cependant tous les indices, fournis par l'histoire ancienne, comparés à l'état actuel du Globe, sont autant de preuves de la multiplication de l'espèce humaine, qui, malgré les paralogismes des adorateurs de l'antiquité, est plus nombreuse aujourd'hui que dans les tems les plus florissans de l'ancien monde. Elle deviendra plus nombreuse encore, si l'homme, écoutant sa raison, ne tourne plus si souvent ses forces contre ses semblables, & n'emploie ces forces que pour cimenter son empire sur la Nature.

IL n'est jamais à craindre que cette multiplication de notre espèce trouble l'équilibre des êtres vivans. La Nature prévient le désordre, en établissant un autre équilibre entre le nombre des hommes & la quantité des subsistances. Dans toutes les contrées où regne l'abondance, où la terre produit plus que ce qui est requis pour la consommation de ses habitans actuels, la population augmente: elle déperit dans tous les pays, où les habitans trouvent à peine leur propre subsistance, & où ils n'ont ni le pouvoir ni la volonté de former un superflu de subsistances pour l'entretien des races futures. Tout ce que nous avons à faire à cet égard, c'est de ne point intervertir l'ordre, de ne point semer des hommes avant d'avoir semé du bled, & de ne point appeler de nouveaux habitans avant d'avoir

pourvu à leur subsistance. Dans un pays bien cultivé & bien gouverné, la population augmente d'elle-même: si elle n'augmente point, sa multiplication est arrêtée par un vice intérieur, ou du sol, ou du gouvernement.

C H A P I T R E VIII.

De la Place de l'homme dans l'ordre de la Nature.

UN préjugé, né de l'inattention & du désir orgueilleux de quelques atrabilaires de nous humilier, fait méconnoître le rang de l'homme dans la Nature. On le regarde comme le premier des animaux, & en lui appliquant, à l'exemple des anciens, ce qui convient également à la Nature de l'homme & à celle de l'animal, on cherche dans cette conformité l'origine des loix naturelles. On n'a pas considéré que la situation de l'homme est unique; que ses rapports avec la création sont différens de ceux de toutes les autres espèces; qu'il n'est pas un simple individu; qu'il n'est pas isolé, comme l'est l'individu de l'animal; & qu'il n'est circonscrit ni par le tems ni par l'espace.

Si des ressemblances extérieures nous approchent

PRINCIPES DE LA

des animaux, c'est un effet de la chaîne des êtres, par laquelle la Nature, en paroissant essayer ses forces, remonte de l'imparfait au parfait, & de la matière brute au plus haut degré de la vie. Cependant entre l'animal & l'homme la distance est si grande, que la chaîne est presque rompue. L'espèce humaine se trouve séparée ; sa situation particulière, & les facultés qui lui sont propres exclusivement, annoncent des êtres destinés à un rôle plus noble & plus sublime, que n'est l'existence animale ; à celui de dominer les animaux & d'embellir la création.

L'INTELLIGENCE est le premier, & le plus marqué des points de séparation, qui nous distinguent du reste des êtres, & qui forment ces rapports uniques qui nous lient avec l'univers entier. C'est le don divin de la raison, qui met, comme nous avons vu, l'homme en état de répondre à sa destination, en exerçant son empire sur la Nature, & en concourant à ses opérations. Un de ses grands devoirs, c'est de cultiver ce don précieux, & de ne point prêter l'oreille à ces imposteurs, qui le préviennent & qui le mettent en garde contre sa raison.

IL est le seul parmi les êtres vivans, doué de la faculté de former des sons articulés, propres à servir de signes à ses idées. Si les animaux se font

entendre à l'homme, ou entr'eux, c'est par des sons monotones, ou au moins inarticulés, qui sont l'expression simple de leurs besoins ou des passions qui les agitent. Mais l'organisation de l'homme est telle, que les ébranlemens, causés ou par les sensations ou par les idées, excitent également des ébranlemens dans les organes de la voix qui produisent des sons; & ces organes artistement construits, varient ces sons avec tant de nuances & d'une manière si distincte, que chaque idée peut être désignée par un son différent. L'action de ces organes est déterminée suivant leur liaison intime avec les mouvemens du cerveau; l'articulation des sons répond naturellement aux qualités des idées qu'ils doivent exprimer ou rappeler, & elle imite les sensations que nous avons éprouvées. L'origine des langues n'a rien d'arbitraire, & peu d'artificiel,

C'est par la parole que l'homme devient vraiment l'Etre intelligent, & qu'il acquiert l'usage de la raison. Sans le secours des signes de ses idées, son entendement seroit nul ou borné; sans ces signes matériels, il lui seroit impossible de fixer les traces des impressions extérieures, de les reconnoître, & de les comparer: il lui seroit impossible de généraliser les idées, de faire des abstractions, & de tirer de ces idées, particulières ou générales, des jugemens. Dénue de ce point d'appui de ses con-

ception, l'homme resteroit dans une enfance continuelle; ou, ressemblant aux brutes, il ne s'en distingueroit que par une plus grande adresse pour de certains mouvemens des mains, & un talent plus marqué pour l'imitation. On connoit les exemples de sourds, qui privés de la parole, & imitant dans leur état animal les actions humaines, n'avoient néanmoins presque point d'idées.

Le langage est donc essentiel à notre Nature; & il est impossible d'imaginer deux hommes, vivant ensemble, sans qu'il se forme une langue entr'eux, par la fréquente répétition des mêmes sons naturels, dont ils adoptent la signification par un accord tacite. Nécessités par notre essence à parler une langue, nous pouvons perfectionner cet effet de notre constitution, & nous y sommes obligés par la considération du concours indispensable de la parole au développement de la raison. Il importe infiniment à notre bonheur de nous servir d'une langue cultivée, dont les mots ont une signification fixe & nette: sans cet avantage, enclins comme nous sommes par notre paresse à prendre le signe pour la chose, nous sommes dupes des mots, les victimes des vaines disputes, & les jouets de l'erreur.

Cet exercice de la faculté de la parole donna lieu à une invention qui, quoiqu'aussi naturelle à

l'homme, est cependant plus difficile & plus compliquée. Des observateurs ingénieux ayant remarqué la possibilité de réduire les articulations des fons, qui semblent si variés, à un petit nombre d'articulations élémentaires & essentielles à la Nature des organes, essayèrent d'exprimer par des caractères ces articulations. L'invention admirable de l'écriture ferre les liens entre toutes les parties de l'espèce humaine ; elle transmet aux générations futures l'expérience & les opinions des générations passées ; & par ce moyen elle établit de nouveaux rapports entre l'individu & son espèce, comme entre l'espèce & les êtres en général. L'imprimerie, l'art de copier si promptement l'écriture, & d'en multiplier si aisément les copies,acheve d'étendre ces rapports, en répandant libéralement le dépôt de ces connaissances utiles, qui nous enseignent à déployer notre pouvoir sur la Nature.

PAR le moyen du langage, ou parlé ou écrit, l'homme jouit de sa plus belle prérogative, de la faculté de perfectionner continuellement son état. Les animaux sont aujourd'hui ce qu'ils ont été en tout tems, & la portion bornée de leur intelligence ne reçoit aucun accroissement ; leur instinct mécanique fait les mêmes choses, toujours de la même maniere : l'oiseau construit son nid, comme il l'a construit, sans y ajouter aucune nouvelle commo-

94 PRINCIPES DE LA

dité ; & les castors bâtiſſent actuellement comme ils ont bâti immédiatement après la création. L'homme au contraire change sans cesse son état ; & marche , quoique d'un pas lent & inégal ; vers un plus haut degré de perfection : capable par l'inſtruction d'apprendre les connoiſſances des ſiecles antécédens & d'en profiter ; il grossit la masse de ces connoiſſances par ſes propres découvertes : il perfectionne les arts dont il a hérité de ſes ariçêtres ; & en combinant des agens différens , il invente de nouveaux arts , qu'il peut à ſon tour léguer à ſa poſtérité. L'Histoire des arts & des ſciences nous montre leurs foibles commençemens & leur augmentation ſuccéſſive , & nous les repréſente comme ces ſources presque cachées , qui dans leur cours reçoivent les eaux d'une infinité de ruiſſeaux , & qui deviennent , après un long eſpace parcouru ; des fleuves maſtueux.

CETTE perfeetibilité de l'homme , qui ſuffit pour lui donner le premier rang dans la création ; & qui le diſtingue de tout être vivant , change encore ſon état individuel. L'animal ne tient à ſon eſpece que par l'ordre des naiffances , & par la reſemblance de l'iniſtinct ; il eſt purement individu. Mais l'homme éclairé n'eſt plus un ſimple individu ; il ſe met à la place de l'eſpece , & il la repréſente ; il poſſede lui ſeul les rезультats de l'intelligence de

la série d'individus qui la précédé , & qui compose l'espece entiere: il convertit, ce semble , dans sa propre substance , les qualités particulières des individus qui ont été avant lui, ou qui l'environnent actuellement, tant dans sa Patrie que dans les pays les plus éloignés. Quelle foule de nouveaux rapports , qui naissent de cette sublime prérogative entre l'être intelligent par excellence , & l'universalité des êtres! Quelle obligation ne lui imposent-ils pas d'acquérir des lumières , de perfectionner les facultés de son ame , & de répondre à sa haute destination ! & on ose déclamer encore contre les sciences & les arts! on ose douter de leur utilité , & on ose même les accuser de pervertir & de perdre le genre humain !

La situation de l'espece humaine à l'égard de la partie de l'espace qu'elle doit occuper , est différente de celle des autres especes. Chaque espece parmi les animaux est attachée à un climat particulier , & ne peut ni vivre ni propager que dans un endroit déterminé du Globe, où les qualités de l'air & du sol sont conformes à la constitution de l'animal. Par cette raison, l'animal est plus sujet que l'homme aux influences du climat: le Lion qui erre dans les déserts fablonneux , semble un animal d'une autre espece de celle du Lion timide qui vit dans l'air frais des montagnes.

Tous les climats, au contraire, conviennent à l'espèce humaine ; & elle se soutient & multiplie également dans les Zones ardentes, & dans les terres voisines du Pole. Notre organisation est telle qu'elle se prête à l'action diversifiée des grands agens physiques, sans que notre Nature soit sensiblement altérée : quoique susceptibles de recevoir notre part des influences du climat, nous ne sommes pas fixés à un sol particulier, & nous ne sommes pas modifiés en tout par les qualités de ses productions. Les variétés dans notre espèce ne dépendent pas uniquement du climat ; elles dépendent autant de nos opinions & de nos habitudes. L'espèce est toujours une, malgré l'éloignement des lieux où habitent les individus ; le Negre & le Lapon pourroient à la longue se succéder réciproquement dans leur séjour, & le premier vivre sous le Pole, comme le dernier sous l'Équateur.

QUELLE est la raison de cette différente constitution de l'homme & des animaux ? L'homme est destiné à régner sur ce Globe, & il doit habiter également toutes les parties de son domaine : il doit agir sur la nature brute des terres nouvelles de l'Amérique, tout comme il a exercé son pouvoir sur les terres de l'ancien continent. Cette aptitude de l'homme à vivre dans les climats les plus dissemblables, ajoute de nouveaux rapports entre lui

&

& la Nature : elle l'oblige à se disperser sur toute la surface de la terre , pour y former une famille immense de freres , unis , quoique séparés par l'espace , par la parité de leur essence : elle l'oblige d'entretenir une communication amicale avec ces peuplades de freres , pour profiter de leur intelligence , & des fruits de leur industrie , en leur faisant part à son tour , du produit de ses facultés.

Les animaux ne sentent le desir de la propagation & ne peuvent même obéir à ce desir , que par intervalles , & dans des tems fixes ; l'homme n'est point assujetti à ces époques , & il a en tout tems également la volonté & la faculté de propager son espece. Cette différence si légere au premier coup d'œil , est cependant une preuve réelle de sa supériorité sur les animaux. La continuité de ses désirs augmente ses rapports avec la Nature & avec ses semblables ; elle détermine l'ordre de la conservation de l'espece ; & en donnant l'origine à la Société domestique , elle contribue à la formation de la Société en général.

PLUSIEURS grands hommes ont marqué leur surprise sur la courte durée de l'Etre intelligent , dont le corps déchoit quand ses facultés intellectuelles sont dans leur plus grande force , & qui disparaît entièrement , quand par son expérience il seroit en état d'avancer le plus les progrès de nos

connoissances. Leur étonnement eût cessé s'ils avoient envisagé l'homme éclairé dans sa vraie situation, comme représentant l'espèce : l'individu périt, comme tout composé se décompose nécessairement, mais l'espèce reste : un jeune homme acquiert toutes les connaissances de ce vieillard qui vient de mourir ; il part du point où le mourant s'est arrêté, & continue la chaîne des vérités découvertes. Par ce moyen, dans une série d'individus représentans l'espèce, l'être intelligent persiste, & devient un, par l'ensemble des successions.

LES animaux parviennent à l'ordinaire au terme prescrit par leur nature ; & après avoir vécu sans infirmités, ils meurent de vieillesse : ce ne sont gueres que les animaux domestiques, qui, gênés dans l'exercice de leur instinct, soient exposés à des maladies épidémiques. L'homme meurt à tout âge, & il arrive rarement au bout d'une carrière de cent ans, qui est cependant proportionnée à la durée possible de son organisation. Qui plus est, il est sujet à des maladies, & à des contagions sans nombre qui moissonnent souvent une partie de notre espèce, qui font traîner au reste des jours remplis de douleurs, & qui, en nous accablant de langueurs, précipitent notre décrépitude. Sous cet aspect l'homme paraît inférieur aux animaux, qui, endurant plus rarement cet état de souffrances, jouissent d'un bonheur moins interrompu.

MAIS quoique la disposition aux maladies soit une suite essentielle de notre organisation compliquée, nous nous attirons ordinairement les infirmités actuelles par notre imprudence, & par notre désobéissance aux ordres de la Nature. Elle nous donne la raison pour régler notre conduite, & nous obéissons aveuglément aux impulsions insensées de nos passions. Ce sont ces passions, excitées tantôt par des objets physiques, & tantôt plus fortement encore par les fantômes de notre imagination, qui agissent d'une manière désordonnée sur notre corps, & qui en troublent l'harmonie. Les seules passions tristes, quoique factices, telles que les chagrins, tuent plus d'individus de notre espèce, qu'il n'en pérît par le fer & par les flammes, dans les guerres les plus cruelles. A ces passions se joignent encore les méprises de l'appétit physique, qui, quand il n'est pas dirigé par la raison, nous jette dans des excès qui hâtent notre destruction. Si l'expérience nous manque, ou si nous ne l'écoutons pas, nous nous exposons plus hardiment à l'action nuisible des êtres, que ne font les animaux guidés uniquement par leur instinct.

LA Nature cependant ne soumet les êtres à des besoins, qu'à proportion qu'elle leur accorde les facultés requises pour satisfaire à ces besoins. Elle assujettit un Etre d'une organisation sensible & dé-

licate aux influences plus marquées des êtres qui l'environnent ; mais elle donne en même tems à cet être l'intelligence nécessaire pour connoître ce qui agit sur ses organes ; afin de pouvoir éviter les causes de ses infirmités , & de choisir les moyens propres pour les guérir. Cette disposition à de fréquentes maladies , est une nouvelle preuve de la supériorité de l'homme en qualité d'être intelligent , & des rapports étendus avec toute la Nature : & cette considération renforce son devoir pour exercer sa raison , & pour augmenter ses connaissances.



PRINCIPES
DE LA
LÉGISLATION
UNIVERSELLE.

L I V R E II.

Des Rapports de l'Homme avec la
Société.

C H A P I T R E I.

.De l'Etat de Nature.

QUAND nous examinons la nature des Etres qui peuplent notre Globe, nous supposons d'abord que ces Etres ont été toujours ce qu'ils sont actuellement. L'ordre invariable qui regne dans la création, & les loix éternelles qui la gouvernent, ne nous permettent pas d'imaginer aucune altération dans les espèces: il seroit absurde d'admettre un changement dans l'essence de ces êtres, puis-

que , en la changeant , ce ne seroit pas continuer les êtres , mais en créer de nouveaux.

Ce raisonnement , trouvé si simple & si juste quand il s'agissoit de l'état naturel du reste des êtres vivans & sensibles , n'a pas été appliqué à l'homme , lorsqu'il étoit question de découvrir son état le plus naturel . On avoit remarqué , il est vrai , des différences entre l'homme dans différens pays & dans différens siecles , & l'on supposa gratuitement ces différences plus considérables encore dans l'enfance du Monde . Mais on ne fit pas attention à la cause de ces différences , produites uniquement par le développement progressif de notre nature ; développement dépendant de notre perfectibilité , par laquelle nous pouvons mettre en activité nos facultés engourdis , & jamais les changer . Si donc l'état de Nature , imaginé par quelques auteurs , est également contraire à notre nature & à nos rapports avec l'univers , cet état , comme nous verrons , n'a jamais existé ; & il n'est que le fruit de notre malheureuse facilité de faire des abstractions , quand , dépouillant les êtres de leurs qualités les plus essentielles , nous formons des idées chimériques , en croyant les rendre plus générales . Cet état de Natura ressemble au point en Géométrie , qui , devant être sans aucune étendue , n'a jamais pu exister qu'en idée ; mais le point géométrique sert à simplifier la théorie des surfaces , au lieu que

l'état idéal de Nature embrouille tout, & mène à l'erreur.

IL n'y a que l'amour du paradoxe, qui puisse reproduire une telle chimere dans un siecle où l'homme est mieux connu. Les observateurs placés dans des tems, où une nouvelle race d'hommes, existante dans des pays nouvellement découverts ou plus fréquentés, frappoit, par ses singularités, les esprits fraîchement sortis des ténèbres du moyen âge ; ces observateurs ont pu être éblouis par les apparences d'une nature plus simple dans les Sauvages, jusqu'à prendre leur état, en le simplifiant encore plus, pour le vrai état de Nature. Mais aujourd'hui, que nous avons augmenté les observations, sur cette partie abrutie de notre espece, il est difficile à comprendre comment on peut confondre l'état de nature de l'homme avec l'état de Sauvage ; ou comment la maniere d'exister de ce dernier peut fournir des indices sur l'état primitif du genre humain.

L'EXEMPLE des Sauvages, bien loin de nous instruire sur l'état de l'homme dans la pure Nature, nous embarrassse plutôt dans nos recherches. Il est plus aisé de se former l'idée d'un être qui obéit à son instinct, & qui exerce ses facultés, que d'un être négligeant son instinct, & laissant ses facultés en friche ; il est plus aisé de trouver l'origine d'une Société policée, que de deviner l'origine d'une af-

sociation superficielle d'hommes, qui, ne faisant aucun usage de leur perfectibilité, rétrogardent plutôt qu'ils n'avancent vers le but de la destination de notre espece. Au lieu d'être dans l'état de pure Nature, le Sauvage est sorti de cet état; il est hors de la Nature, & il a quitté la place assignée à l'homme dans la création. Toujours en guerre, toujours brûlant du desir de détruire ses semblables, il étouffe les sentimens d'humanité: stupide & parfesseux, il méconnoit le bonheur, en réprimant l'esfor des facultés qui lui sont données pour le mener à la félicité: ensin désobéissant sans cesse aux loix de la Nature, il est puni par le dépérissement de sa race, qui, au lieu de multiplier, diminue, & disparaît peu-à-peu de la surface de la Terre négligée.

PAR ces indices les Sauvages paroissent des hommes dégénérés, qui, séparés des Sociétés policées, ont oublié leur état naturel. Ce sont de petites peuplades échappées aux grandes révolutions; ou des fugitifs, qui, obligés de quitter leur patrie, ont préféré la licence des Bois à l'ordre de la Société; ou des colonies errantes, qui, abandonnées par leur métropole, & placées dans des régions peu favorisées par la Nature, ont perdu la mémoire des arts & des moeurs de leurs ancêtres. La misere présente, la crainte de celle de l'avenir, & la nécessité de se défendre contre les bêtes féroces, oc-

cupent uniquement une telle peuplade délaissée ; & le soin continual de se procurer une subsistance précaire , absorbant toutes les facultés de l'ame de ces hommes dispersés , les jette dans un prompt abrutissement. La connoissance qu'ont les Sauvages de leur état précédent , appuie cette présomition : tous ont quelque tradition des révolutions qui les ont rassemblés dans des lieux élevés , ou de leurs migrations des pays éloignés dans celui où ils se trouvent actuellement . Tous en effet habitent des pays nouveaux , qui déposent en faveur de la vérité de ces migrations & de ces révolutions.

ON nous dit : l'état de Sauvage est l'état de l'homme dans la pure Nature ; car tous les Peuples ont commencé par être des Sauvages , & nos ancêtres l'ont été comme le sont aujourd'hui les habitans de l'Amérique Septentrionale. Mais nous savons trop peu de l'histoire de l'ancien monde , pour assurer si positivement que ces premiers habitans aient été des Sauvages ; & les vestiges , subsistans dans les plaines de l'Asie , des travaux de Nations puissantes & policées dont l'histoire ne parle pas , semblent prouver le contraire. Dans des contrées aussi favorables à la perfection de notre espece , comme sont celles de l'Orient , l'homme ne peut pas avoir tardé à développer ses facultés , & à se former en société. Tout ce que nous pouvons deviner de l'histoire obscure des premiers habitans de

l'Europe , c'est qu'ils ont été tous des colonies sorties de ces régions fortunées de l'Orient ; colonies , qui , placées dans un climat moins favorable , sont tombées dans la barbarie , d'où elles ont été tirées encore avec le tems par de nouvelles colonies de l'Orient , qui apporterent en Europe les lumières & les mœurs de l'Asie.

Nous avons trop d'indices des changemens arrivés dans notre espece par des révolutions ou par des migrations , pour douter de la possibilité du retour d'un peuple policé à une parfaite barbarie . Que sont devenues ces colonies Grecques de la Crimée , des bords du Boristhene , & de la mer Caspienne ? Ces villes bâties dans la Bucharie , & peuplées de Grecs par Alexandre & par ses successeurs ? Ces colonies de Carthaginois , établies au pays du Sénégal & en Guinée ? Ces établissemens ont disparu sans laisser de traces : les colons n'ont pas été exterminés , & leur postérité subsiste encore ; mais mêlée , par des révolutions , avec les habitans naturels du pays , elle a perdu , en adoptant les mœurs de ses voisins , tous les arts , toutes les sciences , & même la langue de ses Peres . Les Kalkas , les descendants des Tartares de Kin , policiés à la Chine & chassés de cet Empire par les Mongols , ont repris , en retournant aux bords du Kerlon , leur ancienne ignorance & leur ancienne grossièreté . Des Chinois , expatriés par une révo-

lution & relégués en Tartarie, ont changé entièrement sous ce ciel rigoureux leur caractère national, & sont aussi stupides & aussi barbares que leurs voisins. Après l'invasion de l'Empire Romain par les Nations du Nord, quelques degrés de plus de férocité & d'ignorance eussent converti en Hurons tous les Habitans de l'Europe. Un exemple récent montre à quel point les colonies perdent le souvenir de leurs mœurs nationales, & même de leur origine : les Peuples de Taïti, & ceux de la nouvelle Zélande, parlant la même langue, doivent avoir une origine commune : cependant leurs mœurs, leurs habitudes & leurs connoissances ne se ressemblent plus, & chacune de ces nations ignore même l'existence de l'autre.

De quel côté qu'on envisage le Sauvage, il ne présente que le portrait de l'homme dénaturé ; & l'examen de sa manière d'exister ne nous apprend rien, ni à l'égard de notre état naturel, ni à l'égard de nos rapports avec nos semblables. Il seroit inutile de s'arrêter à une discussion aussi superflue, si la chimere de cet état de Nature, & de sa conformité avec l'état de Sauvage, n'étoit pas une erreur nuisible, & toute propre à nous dégouter de notre vrai bonheur. Des esprits atrabilaires, pour établir la supériorité de leur individu sur l'humiliation de l'espèce, & pour s'annoncer comme des

hommes élevés au-dessus des préjugés & des foiblesse de leurs concitoyens, ont tâché de calomnier les Sociétés policées, dont en effet eux seuls devroient être mécontents, & se sont efforcés de tracer un tableau flatté de l'état des Sauvages, qui, suivant l'avis de ces enthousiastes, est l'original & le modèle de l'état naturel de l'homme. Leurs déclarations éblouissantes séduisent des imaginations vives & foibles, qui, persuadées par ces sophismes spécieux, se préviennent contre les avantages de leur situation présente, & se relâchent dans l'observation de leurs devoirs envers la Société: ce sont des hommes en parfaite santé auxquels des charlatans font accroire qu'ils sont malades, & qui se ruinent, dans cette persuasion, par l'usage de drogues pernicieuses.

QUE voient ces enthousiastes misanthropes de si admirable dans l'état de Sauvage, & qui mérite d'exciter les regrets de l'homme civilisé? Le Sauvage, disent-ils, est libre & indépendant; l'homme en société est esclave. C'est bien méconnoître la liberté que de l'attribuer à l'homme soumis au joug insupportable du droit du plus fort, & de la refuser à l'homme qui plie sa volonté suivant les rapports nécessaires des choses, & nullement suivant les caprices du plus fort que lui. Le Sauvage, dit-on, a peu de besoins, satisfaire ~~difficile~~

ment les besoins naturels, & ignore les factices. Quand on connoit bien les rapports de l'homme, il est difficile de comprendre qu'il puisse se forger des besoins que la Nature ne lui prescrit point; & après un mûr examen on trouve la plupart de ces besoins, réputés factices, aussi naturels que ceux de première nécessité? Quel bonheur d'ailleurs que celui d'avoir peu de besoins, & de manquer par conséquent des plaisirs attachés au devoir de les satisfaire? Le dernier, le plus insensible des infestes, seroit-il plus heureux que l'homme? Et l'homme devroit-il renoncer à sa prééminence, fondée précisément sur ses facultés distinguées, propres à satisfaire ces besoins nombreux, & à lui faire goûter cette multitude de jouissances agréables, qui en sont la suite? Vanter dans le Sauvage ce défaut de besoins, c'est faire l'éloge de son ignorance, & de l'engourdissement de ses facultés. Mais l'homme le plus barbare ne se trompe pas sur sa destination pour s'approcher de la Société policée, & il adopte avec empressement des besoins que lui présente l'homme civilisé. Tous les Sauvages marquent la plus grande avidité pour les commodités apportées de l'Europe; & les Hottentots, auxquels on a voulu attribuer de l'aversio[n] pour notre habillement, se parent de tout ce qu'ils peuvent obtenir des Hollandois. Le Sauvage, ajoute-t-on, est plus fort, plus vigoureux, & moins sujet aux maladies.

PRO PRINCIPES DE LA

Ces assertions sont directement démenties par les faits: quoique le Sauvage, à force d'exercice, soit plus agile à la course, il est moins fort & moins vigoureux que l'homme civilisé; il est plus cruel & moins courageux; il vit moins longtemps, &, par sa façon de vivre, il est exposé à des maladies plus fréquentes, qui détruisent des peuplades entières.

POUR rehausser par des ombres l'éclat du tableau des Sauvages, on fait une peinture lugubre des malheurs de la Société. Le paralogisme éternel des sophistes, c'est de prendre l'abus de la chose pour la chose-même. Il est, sans-doute, des Sociétés, sorties de l'ordre de la Nature, qui souffrent tous les maux attachés à la transgression de cet ordre divin: le Sauvage est malheureux parce qu'il est dénaturé, & les Sociétés dénaturées sont malheureuses à leur tour. Mais les Sociétés policées, ayant toutes les dispositions, & toutes les facilités nécessaires, qui manquent au Sauvage, pour rentrer dans l'ordre de la Nature, peuvent redresser les malheurs résultans du désordre sans ramener l'homme dans les forêts, où il auroit de plus grands maux à essuyer. Ce seroient uniquement ces pantomistes de la stupidité & de la barbarie: qu'il faudroit, pour faire leur bonheur, renvoyer dans les forêts, où ils jouiroient du plaisir de s'abandonner à leur humeur sombre, & de rendre, par

leurs tristes conceptions, les Sauvages plus sauvages encore.

PARMI ces spéculateurs il en est, qui distinguent la situation du Sauvage d'avec l'état le plus naturel de l'homme. Ils imaginent un état de Nature si éloigné de la Société, qu'il faudroit plus de tems pour arriver de cet état brut à celui du Sauvage, qu'il n'en est requis pour civiliser ces Sauvages-mêmes. Rien de plus aisé à une imagination livrée à ses rêves, que de se forger des chimères dénuées de toute apparence de probabilité; mais il n'est permis de les débiter sérieusement que dans un exercice de collège, & dans une déclamation de Rhétorique. Aucun fait n'indique la possibilité d'une situation semblable: elle est directement contraire à l'essence de l'homme, qui, comme nous verrons, ne connaît d'autre état naturel que celui de la Société.

C H A P I T R E II.

De l'Origine de la Société.

ACCOUTUMÉS à voir quelques espèces d'animaux rassemblés en Société, nous sommes surpris en rencontrant des individus isolés de ces espèces;

& nous les supposons séparés de leurs semblables par un événement particulier: nous cherchons la cause de l'exil des castors terriers, & de l'égarement de ces abeilles qu'on trouve dans des endroits déserts, & jusqu'au sommet glacé des Alpes. Nous regardons le penchant pour la Société dans ces espèces comme une partie de leur essence, & l'individu hors de la Société nous paroit dénaturé.

RIEN de plus simple que d'appliquer le même raisonnement à notre espèce, si jamais nous eussions découvert de tels individus solitaires, & séparés de toute Société. Mais de tels individus n'existent pas actuellement, & nous n'avons pas le moindre indice de leur existence dans les tems reculés. Au lieu de chercher la raison pourquoi les hommes se sont joints en Société, on devroit chercher la raison du contraire, si le hazard pouvoit nous faire connoître une peuplade composée de Sauvages errans, se fuyant comme les lions & les tigres. Il est contradictoire d'imaginer pour l'homme un état de Nature différent de celui où il se trouve, & où il s'est trouvé toujours par la nécessité de sa constitution & de l'exercice de ses facultés.

IL seroit superflu de traiter de l'origine de la Société, qui a existé aussitôt qu'il a existé des hommes, si en considérant ce qu'on appelle son origine, nous ne pouvions en même tems examiner les rap-

rapports avec la Nature & avec nos semblables, par lesquels la Société nous devient aussi indispensable que la conservation de notre existence.

EN parcourant rapidement les principaux traits de la Nature humaine, nous avons rencontré comme un des plus marqués, un penchant décidé de l'homme à se joindre à ses semblables. Ce penchant est accompagné de toutes les dispositions nécessaires pour le mettre en activité. Nous sommes susceptibles d'une multitude d'affections qui, hors de la Société, ne sont d'aucun usage, & qui ne peuvent convenir à un être solitaire. Telles sont le désir de la distinction, la compassion, la bienfaisance, en un mot toutes les passions dépendantes de l'instinct d'une âme bien née, & qui nous donneront le besoin singulier de répandre sur autrui une partie de notre existence. Ces affections sociales seraient une cause sans effet, si elles n'entraient dans le plaisir de la création pour cimenter les rapports nombreux qui lient entre eux les individus de notre espèce. Puisque l'homme ne peut, qu'en société, se livrer à ces affections, il est nécessaire de former une société; & même une société aussi nombreuse que possible; puisqu'il éprouvera ces affections plus facilement parmi une multitude d'objets sur lesquels il pourra les répandre.

- L'AMOUR du plaisir & la fuite de la douleur, renforcent cette obligation de rechercher la so-

ciété. Parmi les plaisirs que nous pouvons goûter, les physiques, dépendant de la satisfaction des besoins physiques, ne s'offrent que par intervalle, durent peu, & laissent après eux un vide, qui nous avertit de leur insuffisance pour opérer notre bien-être. L'ennui de l'homme solitaire lui annonce que l'âme a ses besoins comme le corps, & qu'il ne peut satisfaire ces besoins, qu'en se livrant aux affections sociales. En obéissant à cette voix, il goutte des plaisirs infiniment plus vifs que ne sont les physiques, & sans lesquels tout plaisir physique tiendroit trop de l'appétit des bêtes brutes. Ainsi, c'est le désir du bonheur, auquel l'homme est obligé de céder, qui le force de se réunir en société, avant qu'il puisse faire aucune réflexion sur la perfection de son état, & aussi-tôt qu'il emploie sa faculté de sentir.

UNE autre espèce d'ennui, résultant de l'absence des idées requises pour occuper l'activité de notre âme, excite l'homme à rechercher les instructions propres à satisfaire son besoin pressant de la curiosité. Obligé, comme nous l'avons vu, par l'amour du plaisir & par l'aversion pour la douleur, de connaître les êtres physiques qui influent sur son bonheur ou sur son malheur, il est forcé de choisir la situation où il peut acquérir ces connaissances indispensables. Mais la vie de l'individu est trop courte, pour amasser le nombre d'expériences nécessaires pour d'éclairer sur la nature des êtres qui ont

des rapports avec son existence ; il doit appeler à son secours l'expérience de son espece , & se mettre à cet effet en société. Par le moyen de la parole écrite , il est en société avec les observateurs qui l'ont dévancé de tant de siecles , & il profite de leurs lumières , comme de celles de ses contemporains . La possibilité d'augmenter sans cesse ses connaissances , & de perfectionner ses facultés , lui impose le devoir le plus stricte de s'associer avec ses semblables pour hâter ses progrès .

Le don de la parole suffiroit pour prescrire à l'homme la loi de la sociabilité . Ce n'est pas intuitivement que l'Etre suprême a donné à notre espece une organisation unique parmi les êtres vivans , & qu'il nous a accordé le pouvoir de nous communiquer réciproquement nos idées . Sans la société telle présent seroit nul , & une cause sans effet ; dès que l'homme a été doué de la faculté de parler une langue , il a été nécessairement destiné à vivre en société .

Nous ne sommes pas seulement obligés à la conservation de notre individu , mais encore à la multiplication de notre espece . Il est impossible de répondre aux vues du Créateur , qui ordonne visiblement l'augmentation du genre humain , sans l'établissement d'une société policée . Pour multiplier le nombre des hommes , il est indispensable de produire d'avance les subsistances nécessaires à leur ent-

116 PRINCIPES DE LA

tretien, & de tirer ces subsistances du sein de la terre par une bonne culture. Mais les hommes isolés sont hors d'état d'arracher à la terre une nourriture suffisante pour un grand nombre d'individus, & ils manquent, pour le faire, de volonté comme de pouvoir. C'est dans une société policée uniquement, que la culture peut être assez florissante pour opérer une population nombreuse ; & rien n'annonce si bien une nation anciennement réunie, que l'agriculture perfectionnée. Cet art, par la diversité de ses instruments, & par ses méthodes fondées sur une longue expérience, exige le concours des hommes associés : comme le plus ancien, & le plus nécessaire des arts, il est également la cause & l'effet de la Société, à laquelle il conduit l'homme par une nécessité physique.

PAR la loi de veiller à sa conservation, & par la loi d'augmenter continuellement son bien-être, il est ordonné à l'homme de cultiver les arts qui servent à le garantir des impressions nuisibles des êtres physiques, & qui lui procurent des sensations agréables. L'invention de ces arts demande des connaissances, qu'il n'acquiert que dans le commerce de ses semblables ; & quand il perfectionne ces arts bruts pour les rendre plus propres à faire son bonheur, il a un plus grand besoin encore de l'expérience de son espèce. Pour exercer ces arts, il ne peut se passer du concours de plusieurs individus ; & sans ce con-

cours il lui feroit impossible de se pourvoir, ni de l'habillement le plus nécessaire, ni du plus simple logement. L'Homme solitaire manqueroit également des nécessités & des agrémens de la vie: pour cultiver les arts, qui lui offrent l'utile & l'agréable, & qui par conséquent le rendent plus heureux, il est forcé de se polir, & de se joindre en société.

DANS le plan de la création, l'homme est destiné à seconder les opérations de la Nature, à la changer & à l'embellir, à orner son séjour & à lui donner des qualités plus convenables à la subsistance & à la santé de ses habitans. Il n'ose se soustraire aux travaux, exigés pour répondre à cette destination, sans être rebelle à la volonté du Créateur, & sans s'attirer des malheurs par sa désobéissance. Mais il ne peut exécuter ces travaux, souvent immenses, sans le secours d'un grand nombre d'individus de son espece, qui réunissent leurs forces & leurs volontés pour obtenir le même but. Il est donc obligé de former une société, & de se joindre à ses semblables.

ENFIN tous les rapports de l'homme avec la Nature & avec ses semblables, ne lui imposent pas seulement un devoir, obscur ou difficile à appercevoir, de se réunir en société, mais le nécessitent à cette réunion sans l'intervention d'aucun raisonnement. Tout lui fait sentir qu'il n'est fort que par le nombre; qu'il n'est puissant qu'en joignant

ses forces à d'autres forces ; qu'il n'est intelligent qu'en combinant l'intelligence de son espece avec la sienne propre ; & qu'il n'est homme qu'en vivant avec des hommes. La société lui est aussi naturelle que son existence , & il est impossible de s'imaginer un homme isolé , quand il n'a pas perdu l'usage de ses facultés.

C H A P I T R E III,

De la Société Universelle.

Si l'état social est essentiel à l'homme , il est clair qu'il aura formé des sociétés , aussi-tôt qu'il a été placé par le Créateur sur ce Globe encore informe & presque désert. Il est difficile de juger quelle étoit la Nature de ces sociétés primitives ; & tout ce que nous pouvons en savoir , c'est qu'elles étoient composées d'abord d'un petit nombre d'individus , & que par la réunion de ces petites sociétés il s'en est formé peu-à-peu de plus grandes & de plus nombreuses. Les recherches sur l'état de ces sociétés primitives sont enveloppées de tant d'obscurité , qu'elles deviennent très incertaines ; & par cette raison elles font pour nous d'une utilité médiocre.

Mais il existoit avant la formation des sociétés primitives , & il existe après leur formation en tout

tems, une Société tacite, universelle, indépendante de toute convention; Société qui réunit toutes les parties & toutes les branches du genre humain, quoique séparées suivant les apparences par le tems, par l'espace, par les mœurs, ou par des intérêts exclusifs mal entendus. Tout homme, par droit de sa naissance, est membre de cette société universelle; & l'habitant du fond de l'Amérique est frère du Negre, comme le Negre l'est de l'habitant de l'Europe.

CETTE assertion paroît un lieu commun de Morale, une maxime vague & usée, par laquelle on exhorte depuis si longtems les hommes à l'exercice de l'humanité. Un lieu commun si généralement adopté, indique cependant quelque vérité obscurément apperçue, & qui, pour devenir évidente, demande une observation plus exacte de la constitution de notre espece. En examinant avec plus de soin la nature de l'homme & ses rapports universels, on trouve en effet que, comme les individus, toutes les sociétés particulières ont des intérêts communs, & que tout le genre humain n'est qu'une seule grande société.

Tous les Etres sentans qui ont la même conformation & la même nature, s'aiment, se recherchent, se secourent mutuellement. Il est une vraie attraction entre les êtres homogenes de la même espece, comme l'attraction physique est le pouvoir

qui unit les parties homogènes de la matière brute. Ce penchant inhérent à l'essence des êtres sentans, a toujours son effet, si des intérêts pressans, si des besoins impossibles à satisfaire dans la Société, ne s'opposent à son action. Parmi les animaux il n'y a de solitaires, & d'ennemis nés de leur espèce, que ceux, comme les carnassiers, dont la subsistance précaire ne peut être gagnée qu'aux dépens de la subsistance de leurs semblables : tous les animaux, au contraire, dont la subsistance est facile à trouver, sont sociables, & se rassemblent en troupeaux. Bien loin que l'intérêt de la subsistance éloigne l'homme des hommes, cet intérêt les rapproche, puisque l'abondance des subsistances ne s'obtient que par les travaux combinés d'un grand nombre d'individus. Ainsi les mêmes besoins qui armènent les animaux contre ceux de leur espèce, ordonnent la paix à l'homme, & ferment les liens qui l'unissaient déjà à la masse du genre humain.

Les faits attestent, à quel point cette confraternité entre tous les hommes est généralement sentie & reconnue. On a découvert peu de nations assez abruties & dont l'instinct soit assez dénaturé, pour qu'elles regardent tous les étrangers qui abordent dans leur pays, comme des ennemis, & pour qu'elles les traitent en conséquence. Le peu de Barbares, dont les voyageurs ont effuyé la férocité sans l'avoir provoquée, étoient des peuplades errantes, ou

effarouchées par les attaqués des ennemis voisins, ou par les insultes des voyageurs précédents. Tous les autres peuples, s'ils ne sont pas retenus par les motifs d'une juste défiance, traitent les étrangers en frères, leur font le plus tendre accueil, & les secourent dans leurs besoins.

L'UNIFORMITÉ des rapports de tous les hommes avec la Nature, établit mieux encore la nécessité absolue de cette société universelle. Ces rapports, n'étant pas fondés sur des conventions, mais sur les loix immuables de la Nature, ne peuvent aucunement être altérés par les institutions particulières. Les résultats de ces rapports influent également sur le bonheur ou sur le malheur de tous les hommes, malgré leurs divisions artificielles; & pour obtenir ces résultats, tout le genre humain, & pas simplement une partie séparée, doit réunir ses forces & ses volontés. Les sociétés particulières ne sont que des Provinces de l'Empire de la Nature, dont chacune se ressent de la prospérité ou du dérangement du tout & des parties.

Tous les hommes sont également destinés à cultiver leurs facultés intellectuelles; à se procurer des jouissances agréables par l'exercice des arts; à augmenter les subsistances, en provoquant, par le travail, la fécondité de la terre; à se ménager, en ornant la surface du Globe, une habitation plus saine & plus riante; à échanger les lumières, &

122 PRINCIPES DE LA

les produits de l'industrie par une communication soutenue entre les climats les plus différens, & les plus éloignés ; enfin à chercher le plus haut degré de bonheur auquel notre espece puisse parvenir. Dans toutes les parties du Globe, sans distinction, les hommes sont destinés à se multiplier jusqu'à ce que leur nombre soit de niveau avec la quantité des subsistances possibles à produire dans les pays qu'ils habitent. Par la liaison des causes & des effets, l'état de chaque homme en particulier doit avoir une influence, quelqu'imperceptible qu'elle soit, sur l'état des hommes en général : à plus forte raison cette influence de l'état d'une société entière, se fera sentir sur l'état des autres sociétés. Si toutes les Nations répondent à leur destination, sans un consentement exprès leurs forces seront combinées, & le genre humain se trouvera au plus haut point de prospérité possible.

Si seulement quelques nations obéissent aux loix éternelles, émanées des rapports avec la Nature, ces nations contribueront toujours, sans même le faire, au bien-être de toute l'espece humaine. Eclairées & industrieuses, elles communiquent leurs lumières & leurs subsistances à leurs voisins, & de proche en proche à des nations fort éloignées. Les nations au contraire, qui, rebelles à ces Loix, méconnoissent leur destination, diminuent toujours, par leur négligence, la masse du bonheur

des peuples qui les entourent. Ignorantes & peu nombreuses, elles ne peuvent concourir ni à l'instruction, ni à la multiplication, ni à la subsistance, ni aux plaisirs des autres nations ; & elles anéantissent d'avance toutes les jouissances, que leur industrie pouvoit préparer pour les échanger avec des Sociétés plus policées, qui en eussent augmenté leur bien-être. Dans notre Europe une guerre, une disette, une maladie épidémique, qui ruinent la culture, les richesses, ou la population d'un Etat, se font sentir par leurs contre-coups d'un bout d'un continent à l'autre ; & toute nation qui a tenté de profiter du malheur des autres au lieu de les secourir, a toujours encouru le châtiment attaché aux transgressions de l'ordre de la Nature.

CETTE dépendance intime & réciproque de l'Etat des Sociétés particulières, prouve la nécessité où se trouvent les hommes de réunir leurs forces pour obtenir un bien-être commun : & par conséquent elle prouve la nécessité physique de la Société universelle. Jamais on n'a senti mieux les avantages de cette Société, que quand elle a été troublée ou interrompue dans cet tems de vertige, où le genre humain, par des guerres, par des invasions, par des conquêtes, paroisoit conjuré contre la Nature, & méditer sa propre destruction. De ce bouleversement de l'ordre naissent la famine les ma-

124 PRINCIPES DE LA

ladies contagieuses ; par des cruautés & par tous les fléaux réunis les hommes & les richesses disparaissent , & la prospérité des Nations s'évanouit comme un songe. Les Peuples de l'Europe d'aujourd'hui , qui s'approchent de plus en plus de l'ordre , présentent au contraire le spectacle attendrissant d'une Société générale qui commence à faire la félicité du genre humain , en facilitant la circulation des connaissances , des arts , des loix , des mœurs ; dont elle paroît en même tems hâter les progrès par des efforts communs.

La Société universelle n'est donc pas une idée chimérique , comme des esprits légers , ou absorbés dans la routine ordinaire des affaires , voudroient le faire entendre. Elle a toujours nécessairement existé ; elle existe actuellement , & , qui plus est , elle est clairement sentie , quoique obscurément reconnue. En examinant les rapports réciproques entre les Sociétés particulières , nous aurons occasion de considérer le développement plus étendu & l'application plus féconde des loix qui établissent cette Société universelle.

CHAPITRE IV.

De la Société Domestique.

Puisque les sociétés primitives doivent leur origine à la réunion de plusieurs petites sociétés, il est naturel de commencer l'examen de leur constitution par la plus simple & la plus ancienne. Telle est la Société Domestique, que l'attrait du plaisir forme entre deux individus de sexe différent, & qui persiste entre les peres & leur postérité, par les soins que les premiers se donnent pour l'éducation de leurs enfans, & par les secours rendus par ces derniers à leurs peres affoiblis par la vieillesse.

La nature & l'état de l'homme sont, sans doute, très distincts de l'état & de la nature des animaux; & conclure des rapports de l'un aux rapports des autres, est le plus souvent un raisonnement très-vague & très-incertain. Il est cependant des appétits physiques, tels que ceux pour la nourriture & pour la propagation, il est des modifications de l'être vivant, telles que la génération & l'accroissement, que l'homme & l'animal ressentent également & de la même maniere. Il est donc requis, quand il s'agit de fonctions purement animales, d'employer l'analogie pour trouver les

loix physiques de ces fonctions, & en conclure de l'animal à l'homme ; méthode d'autant plus nécessaire, que l'animal conservant mieux son instinct, & ne l'altérant pas comme l'homme par des opinions & des moeurs factices, indique mieux la marche de la Nature à l'égard de la multiplication des êtres vivans.

EN considérant la Société Domestique uniquement sous ce point de vue physique & général, il est difficile de déterminer de quel nombre de femelles, jointes à un seul mâle, elle a été composée dans son commencement. Des loix positives, d'un ordre supérieur, & prescrites à quelques nations par des raisons à nous inconnues, décident, il est vrai, en faveur de la société d'un seul mâle avec une seule femelle. Mais par les lumières de la raison, en examinant simplement les rapports de l'espèce humaine, au lieu de vérités démontrées, nous ne trouvons à ce sujet que des conjectures.

POUR prouver la nécessité de l'association d'un mâle à une seule femelle, on cite l'égalité du nombre des individus des deux sexes, & même, du temps des naissances, un petit excédent dans le nombre des mâles. Cet argument est bien foible, & sujet à beaucoup d'exceptions. Le fait, de l'égalité du nombre des deux sexes, est vrai dans les pays où les loix ont établi la société entre deux individus des deux sexes ; mais dans les pays où

regne la polygamie, cette égalité est renversée, & il naît beaucoup moins de mâles que de femelles. Quelques Naturalistes regardent cette surabondance des femelles, comme l'effet & non comme la cause de la Polygamie: ils croient avoir découvert par l'expérience, que dans le concours des deux sexes à la génération, la puissance prédominante ou du mâle ou de la femelle, rapprochera la progéniture plus de la nature ou du pere, ou de la mere; ainsi le mâle, partagé entre plusieurs femelles, emploie dans la génération moins de puissance que la femelle, & le nombre des femelles doit surpasser celui des mâles, sans quoi la polygamie finiroit bientôt par sa propre marche.

Quoi qu'il en soit de la vérité ou de la probabilité de cette explication du nombre excédent des femelles parmi les peuples où la pluralité des femmes est usitée, il est sûr au moins que la Polygamie n'est pas si défavorable à la multiplication de l'espèce, puisqu'elle augmente les instrumens de la population. Elle peut diminuer le nombre des hommes, si elle se fonde, comme dans beaucoup de pays de l'Orient, sur des idées religieuses, & si elle est ordonnée plutôt par l'orgueil & par le faste que par les désirs; elle augmentera au contraire le nombre des habitans, si elle est, comme parmi les Negres, plutôt un objet d'économie que de luxe, & si elle n'excède point les proportions fixées.

qui unit les parties homogènes de la matière brute. Ce penchant inhérent à l'essence des êtres sentants, a toujours son effet, si des intérêts pressans, si des besoins impossibles à satisfaire dans la Société, ne s'opposent à son action. Parmi les animaux il n'y a de solitaires, & d'ennemis nés de leur espèce, que ceux, comme les carnassiers, dont la subsistance précaire ne peut être gagnée qu'aux dépens de la subsistance de leurs semblables : tous les animaux, au contraire, dont la subsistance est facile à trouver, sont sociables, & se rassemblent en troupeaux. Bien loin que l'intérêt de la subsistance éloigne l'homme des hommes, cet intérêt les rapproche, puisque l'abondance des subsistances ne s'obtient que par les travaux combinés d'un grand nombre d'individus. Ainsi les mêmes besoins qui arment les animaux contre ceux de leur espèce, ordonnent la paix à l'homme, & ferment les liens qui l'unissent déjà à la masse du genre humain.

Les faits attestent, à quel point cette confraternité entre tous les hommes est généralement sentie & reconnue. On a découvert peu de nations assez abruties & dont l'instinct soit assez dénaturé, pour qu'elles regardent tous les étrangers qui abordent dans leur pays, comme des ennemis, & pour qu'elles les traitent en conséquence. Le peu de Barbares, dont les voyageurs ont effuyé la férocité sans l'avoir provoquée, étoient des peuplades errantes, ou

effarouchées par les attaques des ennemis voisins, ou par les insultes des voyageurs précédents. Tous les autres peuples, s'ils ne sont pas retenus par les motifs d'une juste défiance, traitent les étrangers en frères, leur font le plus tendre accueil, & les secourent dans leurs besoins.

L'UNIFORMITÉ des rapports de tous les hommes avec la Nature, établit mieux encore la nécessité absolue de cette société universelle. Ces rapports, n'étant pas fondés sur des conventions, mais sur les loix immuables de la Nature, ne peuvent aucunement être altérés par les institutions particulières. Les résultats de ces rapports influent également sur le bonheur ou sur le malheur de tous les hommes, malgré leurs divisions artificielles; & pour obtenir ces résultats, tout le genre humain, & pas simplement une partie séparée, doit réunir ses forces & ses volontés. Les sociétés particulières ne sont que des Provinces de l'Empire de la Nature, dont chacune se ressent de la prospérité ou du dérangement du tout & des parties.

Tous les hommes sont également destinés à cultiver leurs facultés intellectuelles; à se procurer des jouissances agréables par l'exercice des arts; à augmenter les subsistances, en provoquant, par le travail, la fécondité de la terre; à se ménager, en ornant la surface du Globe, une habitation plus saine & plus riante; à échanger les lumières, &

par la Nature, qui annonce ses volontés par l'ordre dans les naissances.

Si nous consultons l'analogie dans les mœurs des animaux à l'égard de la propagation, nous trouvons, parmi une grande uniformité dans le fond, une aussi grande diversité dans la manière de se livrer aux impulsions de l'instinct. La plus grande partie ne connaît que des associations vagues & fortuites; tantôt une femelle est commune à plusieurs mâles; tantôt un mâle rassemble plusieurs femelles destinées à ses plaisirs; les oiseaux exceptés, presque aucun animal ne forme avec sa femelle une Société qui puisse être comparée à un mariage. Malgré cette diversité dans les mœurs & dans les conjonctions, le nombre des mâles & des femelles est égal à-peu-près, dans les espèces même où la polygamie de l'un ou de l'autre sexe est exercée dans toute son étendue; nouvelle preuve du peu de validité de l'argument tiré de l'égalité des naissances en faveur de la Société entre un homme & une seule femme. Par cette égalité dans le nombre des individus des deux Sexes, la Nature paraît assurer la fécondité nécessaire à la multiplication des espèces; fécondité qui manque souvent par les disparates de l'organisation des individus, & qui ne peut être obtenue qu'en appariant ces individus de nouveau avec d'autres de leur choix. Cette considération regarde la question singulière & absurde

traité de la communauté des femmes , qu'on suppose plus fécondes si elles peuvent varier leurs gouts.

P A R M I le petit nombre d'animaux qui s'affoient pour la propagation , la durée de cette Société est en proportion des besoins des jeunes animaux qui en proviennent. Si la mere suffit pour les nourrir & pour les élever , le pere n'en prend aucun soin ; & son indifférence va jusqu'à méconnoître & ses enfans , & leur mere. Dans les espèces où le pere & la meré soignent leurs petits en commun , la Société dure aussi longtems que dure l'éducation de la jeune famille. Il paroît en général que l'habitude de vivre ensemble , de joindre leur travail pour construire une habitation , & de partager les soins requis pour le développement des petits jusqu'à leur état d'adulte , forme les noeuds de ces Sociétés , qui finissent , par conséquent , avec l'occasion d'exercer cette habitude. Par la même raison , comme on l'a remarqué , dans les classes inférieures d'un peuple policié , où les peres & mères , s'occupent eux-mêmes & en commun de l'éducation de leurs enfans , les mariages sont plus unis & plus stables que dans les classes supérieures , où l'éducation est confiée à des mains étrangères , & où le mari & la femme ne connoissent pas la douce habitude de travailler ensemble ;

130. P R I N C I P E S D E L A

& de soulager de leurs propres mains les besoins de leurs Enfans.

L'ÉDUCATION des animaux n'exige pas un tems considérable : en suivant son instinct, & en imitant quelques actions de sa mère, un jeune animal apprend en peu de mois tout ce qu'il doit savoir pour le reste de sa vie, & il peut se passer de secours & d'instruction. Ainsi les animaux rompent leur société à la fin de chaque saison, & en forment une nouvelle avec d'autres individus, à chaque renouvellement de la saison de leurs amours. L'éducation de l'homme est toute différente : elle ne doit pas seulement, comme nous avons vu, comprendre celle de l'individu, mais encote celle de toute l'espèce. Pour devenir membre utile de la Société, un enfant doit acquérir toutes les connaissances relatives à sa place future parmi ses concitoyens ; connaissances tirées de l'expérience de l'espèce entière : il doit prendre encore les habitudes conformes aux moeurs de cette espèce perfectionnée. Il faut bien des années avant que ces organismes fortifiés le rendent susceptible d'une instruction suivie, & il faut un plus grand nombre d'années encore pour enrichir sa mémoire, pour rectifier son jugement, pour exercer ses talens, & pour lui donner les habitudes nécessaires, avant qu'abandonné à lui-même il puisse se séparer de la So-

société Domestique, & que la direction & les secours de ses parens lui deviennent superflus.

La grande foiblesse de l'homme nouveau né, sa longue enfance; & son éducation plus longue encore, semblent donc exiger une société intime & permanente entre un homme & une femme. Bornez sa durée, en la déterminant par la fin de l'éducation des enfans, seroit contrarier la Nature, qui rend ordinairement les parens inhabiles à la propagation; quand leurs derniers enfans n'ont plus besoin de leur assistance: l'habitude de vivre ensemble, le souvenir des plaisirs passés, & l'intérêt de la famille en général, ordonnent aux conjoints d'achever leur carrière dans une Société, qu'ils ne pourroient dissoudre sans troubler l'ordre de la Société en général.

Il est cependant également contraire à la Nature de rendre cette société indissoluble, sans avoir égard aux circonstances qui en ordonnent la rupture: faute dans laquelle tombent les peuples qui mêlent des idées religieuses aux effets purement physiques, & qui regardent comme sacrées des conventions naturelles, dont la sanction dépend tout au plus des formalités des loix civiles. La vicissitude des choses humaines amene tant d'événemens imprévus, capables de troubler l'union dans le mariage: des vices où des défauts cachés se démasquent; les caractères s'alterent; la bonnefoi des

promesses disparaît; & deux individus, après avoir cru se choisir réciproquement de la manière la plus convenable, se trouvent à la fin dans une incompatibilité, ou dans un dégoût total, qui fait leur malheur commun. Ce penchant irrésistible à la variété qui entraîne l'homme vers le changement, quand son état présent le fait souffrir, sera un présent inutile du créateur, si nous n'osions pas nous tirer de toute situation désagréable, pour nous placer dans une autre plus analogue à nos désirs. Dans ces cas de inconvenance entre le mari & la femme, le divorce est ordonné par la Loi Naturelle. Sans ce remède si propre à prévenir les effets dangereux d'une désunion intestine, la Société Domestique sera l'esclavage le plus dur, & l'état le plus opposé avec nos rapports, & le moins conforme au devoir, qui nous oblige à chercher notre plus grand bien-être.

En accordant le droit du divorce, on craint des inconveniens à l'égard du partage & de la sustentation des enfans. Mais la Nature prévient ces difficultés, en donnant la propriété des enfans à la mère, pendant qu'ils ne peuvent appartenir au père que par une convention sociale. C'est la mère uniquement qui a une certitude physique que ses enfans sont une partie de sa propre substance, & qui, par cette raison, les aime avec une tendresse nécessaire, physique, & point réfléchie: le père, manquant de cette évidence, ne peut les aimer qu'avec

une tendresse d'opinion, fondée sur des probabilités, fortifiée par ce penchant de l'homme, qui l'attache à tout ce qu'il croit lui appartenir & à ce qu'il peut gouverner. Un pere peut ressentir, comme nous voyons tous les jours, pour un enfant supposé le même degré d'affection qu'il ressent pour les siens propres. Les enfans appartiennent donc à la mere exclusivement, si des conventions, relatives à la distribution des richesses dans la société civile, ne chargent pas le pere de la propriété de toute la famille ; cas facile à déterminer par des loix conformes à l'ordre de chaque société particulière. Il en est de même des enfans, provenus de liaisons qui ne sont pas autorisées par les loix civiles ; le pere étant si incertain, ils sont à la mere, à moins que la société civile elle-même, par des motifs tirés de l'inégalité des fortunes, n'adopte de jeunes Citoyens, nés sous sa tutele, quoique contre l'ordre de ses institutions. Dans toute la Création, dans toutes les especes d'êtres vivans & sentans, les petits appartiennent uniquement à leur mere.

UNE société étant une convention libre entre des individus pour leur avantage commun, les membres qui la composent devroient jouir, ce semble, d'une égalité parfaite. L'harmonie cependant & le bon ordre, indispensables à toute société, demandent un chef qui dirige ses opérations, & qui, dans des cas douteux, décide ses incertitudes. Au-

quel des deux sexes convient le gouvernement de la Société Domestique ? Question rebattue, décidée tantôt par un despotisme aveugle, tantôt embrouillée par la flatterie. Les femmes se plaignent de l'injustice des hommes, qui, par la force seule, usurpent, suivant leur avis, un empire auquel ils n'ont point de droit ; & la fausse galanterie applaudit à ces plaintes, en les appuyant de sophismes, souvent assez réjouissans par leur singularité. Interrogeons la Nature : elle nous donnera des réponses plus vraies que celles des tyrans de l'Orient, ou des agréables de l'Europe.

La différence considérable entre l'organisation de l'homme & de la femme, détermine les fonctions particulières à chaque sexe, & la place qu'il doit occuper dans la Société Domestique. Le corps de la femme est plus délicat, & ses muscles plus arrondis, n'ont pas la même force, que les muscles nerveux & durement exprimés de l'homme : étant par cette raison plus foible, elle ne peut pas avoir le sentiment de ses forces ou le courage ; & étant moins robuste, elle ne peut pas supporter les fatigues. Les fibres de ce corps délicat sont plus souples pour se prêter aux changemens périodiques de la machine, & à ses altérations dans les tems de grossesse : ses nerfs sont plus mobiles & plus sensibles pour recevoir plus aisément les impressions propres à exciter cette tendresse physique pour leurs

enfans, si nécessaire à la conservation de l'espèce.

CETTE souplesse des fibres & cette sensibilité des nerfs, donnent au sexe la plus grande aptitude à créer, à reproduire des images; & à les animier par les couleurs les plus vives: mais elles rendent difficiles, pour des têtes si délicatement organisées, les efforts d'une attention soutenue par lesquels uniquement nous pouvons découvrir & discerner la vérité. L'extrême mobilité de tout le système d'un corps, préparé à des changemens continuels de son état, expose le sexe à une succession d'impressions variées, & de cette maniere à des vicissitudes plus marquées dans leur humeur, leurs penchans, & leurs idées. Par des rapports constants il est clair que les femmes ont plus de douceur, plus d'imagination, plus de graces, & plus de sensibilité que les hommes; & que ces derniers surpassent le sexe en force, en courage, en fermeté, en prudence, & en sagacité; qualités dépendantes d'une fibre plus forte, de nerfs moins sensibles, & d'une organisation en général moins destinée à subir des altérations régulières.

Ainsi la constitution entière de la femme indique qu'elle est l'instrument principal de la conservation de l'espèce, & des agrémens de la vie domestique. Occupée de ces soins intéressans dans l'intérieur de la maison, elle manque de tems, de force & de talens, pour vaquer aux travaux extérieurs.

136 PRINCIPES DE LA

rieurs, fatiguans, dangereux, & souvent conteneurs, qui doivent fournir le soutien de la famille. L'homme, au contraire, est doué de toutes les qualités, & jouit de tous les avantages qui constituent le chef d'une société: par son courage, par sa fermeté, par la solidité de son jugement, il est fait pour protéger & pour conduire sa compagnie, & il n'est pas détourné du gouvernement de sa maison par des occupations relatives à la propagation de l'espèce.

QUAND il s'agit de chercher les rapports particuliers de chaque sexe, & d'en former des inductions pour décider de l'ordre de la Société Domestique, ces inductions générales n'excluent nullement les exceptions. Il est parmi le sexe des ames privilégiées, qui, joignant au brillant des qualités propres à leur sexe, la solidité de celles des hommes, ont tout ce qui est nécessaire pour gouverner une société avec succès & avec sagesse. Si même ces exceptions étoient rares dans la vie privée, elles ne le sont point & elles ne doivent pas l'être à l'égard de plusieurs souveraines que nous avons vu, & que nous voyons régner avec tant de gloire. Les femmes, quoiqu'elles ne soient pas destinées par la Nature pour gouverner la Société Domestique, sont plutôt propres à gouverner des nations entières. Les personnes nées pour la fonction sublime de souverain, sont d'une classe, qui, uniquement attachée à la culture

de l'esprit, ne rétrécit pas les ames par les détails de l'intérieur d'une maison, ou de la première éducation des enfans. Le sexe, habile à découvrir les talents & à distinguer les nuances des caractères, choisira bien les agents subalternes du pouvoir suprême; & par la douceur & les grâces qui sont son appanage, une souveraine adoucira la rigueur & la pente au despotisme, dont ces agents de l'autorité prennent trop aisément l'habitude.

DANS le mariage la prééminence du mari n'implique pas cependant un pouvoir illimité ou tyannique; & la femme ne peut jamais, quoique se soumettant à l'ordre de cette Société, perdre sa liberté personnelle. Elle peut réclamer cette liberté imprescriptible par le moyen du divorce, si le mari abuse de son autorité, & s'il l'étend plus loin qu'à la direction des intérêts de la famille. On a parlé beaucoup de l'esclavage des femmes, & de la servitude domestique, établie par les loix de plusieurs peuples policiés: mais en approfondissant mieux les mœurs de ces nations, ce phantôme de servitude disparaît, & avec lui tous les raisonnemens ingénieurs tirés de la forme du gouvernement pour expliquer les causes de l'esclavage des femmes. Cet esclavage ne peut avoir lieu que chez des peuples dénaturés, qui méconnaissent également l'instinct de l'homme & l'ordre de la Nature. Parmi quel-

ques hordes de Sauvages; le sort des femmes est en effet si affreux, que les mères étouffent, par pitié leurs petites filles, pour les préserver du malheur de devenir des femmes si maltraitées.

Quoique les enfans appartiennent directement à la mère, le droit du mari pour gouverner sa femme, lui donne le même droit sur les enfans de la femme, incapables encore de se gouverner eux-mêmes. Il importe au bien-être de la petite Société, que le mari exerce son autorité sur tous les enfans qui composent sa famille; que lui, ou un autre, en soit le pere n'importe. En les protégeant, en les dirigeant, en travaillant à leur subsistance, il s'attache à ces enfans comme à une espece de propriété, & son attachement pour eux tourne à l'avantage de leur éducation. Cette autorité & cet esprit de propriété du père, sont un arrangement de la sagesse de l'Être suprême, qui ménage au bonheur de la jeune famille un soutien plus solide, que n'est le frêle appui de l'opinion de la paternité.

Les enfans restent sous la puissance du pere, aussi longtems qu'ils sont censés membres de la Société Domestique; c'est-à-dire, aussi longtems que durent leur besoin de secours pour l'éducation & pour l'entretien, & aussi longtems que leur faible raison ne leur permet pas de se conduire sans guide. Ils rentrent dans le plein exercice de leur liberté personnelle, quand pouvant fournir à leur subsistance,

& sachant régler leur conduite, ils sont en état de former de nouvelles Sociétés Domestiques. La puissance du pere, n'étant fondée que sur le bon ordre & sur les besoins de la Société, ne peut s'étendre jamais sur la personne des membres: sans quoi l'autorité du chef, au lieu de contribuer au bien-être de la Société, ne seroit que son malheur. Les Loix de quelques nations, qui accordent au pere des droits sur la vie & sur la liberté de ses enfans, sont visiblement des restes de l'état sauvage, d'où ces nations ont eu de la peine à se tirer.

IL existe, entre les parents & leur postérité, une convention tacite & nécessaire, énoncée par les rapports naturels entre le chef d'une Société & ses membres. Celui qui a le droit de commander, a le droit d'exiger l'obéissance; & celui qui donne des biensfaits, a le droit à la reconnaissance de l'obligé. L'obéissance des enfans est d'autant plus dans l'ordre de la Société, que sans cette soumission aux volontés du pere, le but de la Société, l'éducation, ne seroit pas obtenu: & sans les secours des enfans, rendus à la vieillesse de leurs pères, la Société manqueroit encore de stabilité. Cette obéissance stricte, & cette soumission parfaite, ne peuvent durer que jusqu'à la sortie des enfans de la famille; pour les adultes, l'autorité du pere est celle de l'âge & de l'expérience, & sa puissance est celle du bienfaiteur sur celui qu'il a comblé de biensfaits.

LA considération du mariage comme il est établi parmi tant de nations policées, est une recherche des plus scabreuses : il est si difficile de distinguer le réel de l'arbitraire, & de concilier les rapports naturels de l'homme avec les rapports artificiels dont il est enveloppé de tout côté dans les sociétés qui ne sont pas dans l'ordre ! Une matière si obscure, & si embrouillée, ne permet que des doutes, & oblige à proposer uniquement des questions détachées, ou des problèmes isolés : il n'appartient qu'aux penseurs de les méditer, & de les résoudre.

QUELLE est la raison de l'attention des Historiens de tous les peuples, à nous transmettre les noms des inventeurs du mariage ? invention qu'ils attribuent à des Législateurs très postérieurs à la formation des Sociétés Civiles. Il ne faut pas un grand effort d'esprit pour imaginer une Société si simple : inventer, dans cette occasion, paroit signifier, changer l'ordre usité, & impliquer quelque chose d'arbitraire. Quelles étoient donc les coutumes des plus anciennes Sociétés à l'égard de la conservation de l'espèce ?

Le gout de l'homme pour la beauté en général, est un de ses penchans les plus vifs & les plus naturels. Sa vivacité l'empêche-t-elle de se fixer irrévocablement à un seul objet, qui rendroit nuls pour lui les charmes du reste du sexe ?

L'ESPECIE humaine jouit du privilege de gouter en tout tems les plaisirs de l'amour; & l'homme en particulier ne cesse pas de les desirer, quand même les circonstances ne permettent pas à sa compagne de les partager. Cette surabondance de desirs & de forces, feroit-elle une cause sans effet, un don inutile, accordé pour le tourment de cclui qui l'a reçu? Quels sont les moyens de combiner ces rapports naturels avec ceux de la Société donnée?

ON accuse les peuples chez lesquels la clôture des femmes est usitée, & dont la jalousie fait une partie du caractère national, d'être durs, farouches, tristes, & grossiers: on trouve, au contraire, plus de douceur, de gaïté & de politesse, chez des nations où les femmes jouissent de la plus grande liberté, & où les hommes les prêtent même à leurs amis par civilité. Est-ce un caractère doux, gai & humain, qui détermine ces dernières nations à choisir des mœurs plus analogues à l'esprit social? ou est-ce là jalousie d'opinion, & l'estime outrée de la prétendue fidélité des femmes, qui donne aux peuples, dont le sexe est enfermé, cette dureté, cette austérité de mœurs, qui les rend misanthropes, cruels & ombrageux? La dépravation, la fausseté, tant reprochées aux femmes, n'ont-elles pas leur source dans le choc continual entre des penchans naturels, & des mœurs factices?

LA liberté personnelle est le plus bel appanage de l'homme , & auquel il ne peut renoncer sans renoncer à son existence. Un individu ose-t-il céder la propriété de sa personne à un autre individu ? & une cession semblable , faite pour toujours & sans condition , n'est elle pas , comme l'esclavage , contraire à la Nature ? Un être foible , sujet à tant d'altérations & à tant de vicissitudes , a-t-il le droit & le pouvoir de promettre la stabilité de ses affections , de la chose du monde la plus sujette aux variations & aux changemens ? N'est-ce pas ébranler la solidité de tous les contrats , que d'en souffrir dont les conditions trop dures & trop témeraires sont impossibles à observer ?

LES Sociétés , par des institutions contraires à l'ordre des choses , mettent ordinairement elles-mêmes des obstacles à la formation des Sociétés Domestiques , conformes aux loix trop souvent arbitraires. Cependant il est tant d'individus auxquels la Nature commande impérieusement , & qui obéissent à sa voix sans être autorisés par les institutions civiles ! La Société peut-elle punir une faute , dont elle-même est la cause ? Ose-t-elle attacher de la honte à une observation forcée des loix de la Nature , & répandre même cette honte sur la tête de jeunes innocens qui viennent se mettre sous sa protection ? N'est-elle pas obligée , au contraire , de les accueillir , & de servir de

Mère à ces nouveaux Citoyens, dont elle occasionne l'existence ?

CHAPITRE V.

De la Société Civile.

PAR des loix éternelles l'homme est destiné, comme nous avons vu, à concourir aux opérations de la Nature, & à multiplier à cet effet son espèce autant qu'il est possible ; mais la multiplication de l'espèce ne pouvant s'étendre que jusqu'à ce qu'elle soit au niveau des subsistances, il est obligé d'augmenter continuellement ces subsistances par le moyen de la culture.

LA terre, sans être sollicitée, ne donne point de ces subsistances les plus convenables aux besoins de l'homme, & pour exciter sa fécondité cachée nous devons lui sacrifier des travaux & des dépenses ; c'est alors qu'elle rend avec usure les dépôts qu'on lui a confiés, & qu'on lui redemande. Avant de lui confier les sémences de nos subsistances, il est nécessaire de la préparer pour les recevoir, & d'écartier les obstacles qui s'opposent à sa fertilité. Il faut arracher les ronces & les épinés, détourner les eaux, & remuer le sol, pour l'exposer aux influences favorables des élémens.

IL est contre la nature de l'Homme de sur-

monter, sans des motifs tirés de son intérêt, la tentance au repos, & d'employer, en vain & sans aucun avantage, ses soins & ses peines. Pour l'engager à travailler, & à se retrancher des joissances présentes en faveur des productions futures, il faut qu'il soit assuré de jouir du fruit de ses travaux & de ses avances; pour l'empêcher de consommer tous les grains, & pour le déterminer à ériger une partie à la terre, dans le but d'une production plus abondante, il faut qu'il puisse ré cueillir les moissons sans obstacle, & en disposer à sa volonté.

Si dans la Société universelle, dont nous avons prouvé l'existence, il eût été impossible à un individu d'enlever le produit du travail d'un autre individu, & de le troubler dans la disposition de ce produit, il n'y eût eu aucune nécessité de former des sociétés particulières. Mais quoique la plus légère attention aux loix de la Nature apprenne à respecter le produit du travail d'autrui, les passions de l'homme brut, exaltées par l'ignorance, offusquent son intelligence, & lui font perdre de vue les ordres de la Nature. Pour se mettre à l'abri des violences de l'homme obéissant uniquement à l'impulsion de ses forces, il a fallu lui opposer des forces supérieures pour le contenir. Cette supériorité se trouve dans la réunion des forces de plusieurs individus pour obtenir un but commun,

qui

qui est leur sûreté commune : réunion à laquelle on donne le nom de Société Civile.

C'EST donc la propriété, ou le droit & la faculté de disposer d'une chose à l'exclusion de tout autre individu, qui a donné naissance à cette Société, & qui en perpétue la durée. Toutes les autres causes, auxquelles nous avons attribué l'origine nécessaire de la Société en général ; ont concouru sans doute aussi à leur tour à la formation de la Société Civile. En considérant l'étendue d'une Société, requise pour procurer à ses membres le plus grand bonheur possible, nous trouverons encore d'autres causes, qui ont nécessité les hommes à réunir leurs forces, & à donner à cette réunion la plus grande extension possible. Mais le motif le plus pressant pour accélérer cette réunion, est toujours le soin de s'assurer la propriété, & par son moyen de rendre les subsistances plus abondantes & moins précaires.

La Propriété se divise en trois branches, suivant la nature des objets dont nous avons le droit de disposer exclusivement : la première, la plus importante, & celle qui est la source des autres, c'est la Propriété Personnelle. L'Homme est doué de toutes les facultés nécessaires à sa propre conservation, & par le don de ces facultés le Créateur lui impose le devoir de veiller à la conservation de

son individu, & à celle de son espece. Il nous seroit impossible d'observer ce devoir, sans le droit & le pouvoir d'exercer ces facultés suivant leur destination, & sans disposer entièrement de toute l'énergie de notre être suivant nos besoins. La Propriété Personnelle est donc pour nous le premier de nos droits : elle est aussi nécessaire que notre existence, puisque sans jouir de ce droit, nous ne pourrions pas nous conserver ; & elle est par conséquent un droit inaliénable.

Si nous avons la propriété de notre personne, nous devons posséder aussi en propre tout ce que nous acquérons par l'exercice légitime de nos facultés personnelles. Nous appellons les biens acquis par l'exercice de nos facultés, des Propriétés Mobiliaires ; par la raison que ces biens peuvent ordinairement être transportés, & qu'ils ne sont pas toujours attachés & fixés à la Terre. Cette Propriété Mobiliare, qui n'est qu'une suite de la personnelle, est aussi nécessaire & aussi naturelle que la première.

La troisième branche, la Propriété Fonciere, ou le droit & le pouvoir de disposer exclusivement de quelque partie de la surface de la Terre, ne paraît pas, au premier aspect, ni aussi juste, ni aussi nécessaire. La terre semble appartenir en commun au genre humain ; & un individu qui s'empare

d'une portion uniquement à son usage ; pourroit être censé chercher son bien-être aux dépens de toute l'espèce.

Nous avons vu cependant que, satis l'assurance de jouir du fruit de son travail, l'homme refuseroit ses soins à cette Terre, qui alors, contre le plan de la création, resteroit inculte & inhabile à produire un superflu de subsistances. L'ordre & le bien de la Société exigent que l'homme s'attache à cette portion de la Terre par le droit de pouvoir en disposer sûrement & sans obstacle. Rien de plus juste d'ailleurs que de lui accorder la pleine propriété de cette portion de la surface, qu'il a préparée par ses travaux & par ses dépenses à la culture, & dans laquelle il a incorporé une partie de sa propriété personnelle & mobiliaire. La Propriété Foncière est donc encore une suite, & une conséquence des deux premières branches de la Propriété, & aussi nécessaires qu'elles.

POUR s'assurer ces Propriétés, & pour les préserver de toute invasion, les chefs des Sociétés Domestiques ont réuni leurs forces & leurs volontés, pour en former une volonté unique, & une seule force prépondérante, assez puissante pour contenir les volontés & les forces particulières, tentées d'enfreindre l'ordre de la justice. Mais pour obtenir ce but, la force unique doit être agissante. On a donc confié le soin de diriger les forces combinées

de la Société à l'Autorité Souveraine ou Tutélaire , qui représente la Société entière , étant qu'elle est chargée du dépôt de toutes les forces & de toutes les volontés. Cette Autorité acquiert , par l'exercice de ce pouvoir déposé entre ses mains , une espece de propriété des forces du Corps Social , puisque c'est elle seule qui a le droit de disposer exclusivement de ces forces ; & cette propriété lui donne , en même tems , le droit à tous les moyens qui sont indispensables pour mettre ces forces en action.

L'ÉTABLISSEMENT de la Société Civile n'exige aucunement des conventions formelles ou arbitraires : la Nature elle-même dresse ce contract , & en énonce les conditions. On parle beaucoup d'un Contract Social ; mais ou il n'a jamais existé , ou il existe & il se conclut encore aujourd'hui , comme il l'a été du tems des premiers contractans supposés. La Nature des êtres ne change pas ; & les rapports , qui en sont une suite , persistent sans altération. En cherchant la sûreté , les hommes , sans concerter longtems , réunissent leurs volontés & leurs forces ; & l'avantage qu'ils trouvent dans cet arrangement , les engage à continuer la réunion. L'Autorité dépositaire de ces forces ne peut les employer , suivant la volonté réunie de la Société ou suivant son but , qu'à la sûreté commune & au bien-être de tous les membres ; chaque mem-

bre de l'autre côté, pour obtenir le but de la Société, soumet sa volonté & ses forces particulières à la volonté générale, qu'il fait vouloir le bien de tous, sans quoi cette Autorité ne feroit qu'un vain nom.

Ce Contract tacite est si bien fondé sur la Nature, qu'il se renouvelle tous les jours sans notre entremise, & sans notre consentement déclaré. Un enfant né d'un membre d'une Société, est reconnu membre de la même Société; & cet enfant devenu adulte, n'a besoin d'aucune déclaration ou d'aucune formalité, pour jouir de tous les droits, ou pour être assujetti à tous les devoirs attachés à l'état de Citoyen. Il en est de même à l'égard d'un étranger, qui vient s'établir dans une Société, différente de celle du lieu de sa naissance: aussitôt qu'il est reçu dans cette nouvelle Société, il est censé, sans avoir besoin d'aucun contrat, se soumettre aux loix de sa nouvelle Patrie, & participer à toutes les prérogatives de la Société, à laquelle il vient de s'unir. Si la nature de la chose ne suffissoit pas pour déterminer ces droits & ces devoirs réciproques, un acte formel feroit nécessaire en toute occasion.

La nature de cette convention tacite décide aussi de sa durée: elle ne subsiste entre la Société & un membre, qu'aussi longtems que ce membre restera uni à cette Société, en habitant le pays qui

PRINCIPES DE LA

l'autorité souveraine. L'Homme ne peut absolument pas aliener la Propriété Personnelle : il ne peut remettre à l'Autorité Souveraine que la disposition de ses forces particulières, pendant que la force générale le protège ; & l'Autorité Souveraine n'a aucun autre droit que de disposer des forces de cet individu pendant qu'il est membre de cette Société. Mais aucune puissance humaine n'a le droit d'empêcher cet individu de porter ses forces dans une autre Société particulière, & de se soumettre à telle autorité tutélaire qu'il lui plaira de choisir.

Les Sociétés Civiles, composées par la réunion de quelques familles, auront été à leur origine peu nombreuses. Plusieurs événemens, joints à la multiplication progressive de l'espèce, ont pu augmenter le nombre des membres, &, en répandant la Société sur un plus vaste terrain, former des Empires & des Nations. On attribue communément l'origine des grands Etats à l'ambition des premiers conquérans, qui, abusant du pouvoir confié à leurs mains par une Société particulière, forcerent les sociétés voisines à se confondre avec la Société victorieuse, & à composer avec elle un seul Peuple. Il n'est pas douteux que les passions déréglées des chefs n'aient pu de bonne heure se servir des membres de leur Société, comme d'un instrument de leur ambition ou de l'esclavage des voisins.

CEPENDANT le vrai intérêt bien reconnu des

sociétés particulières suffissoit pour leur conseiller la réunion; & le penchant inné de l'homme à se joindre à ses semblables, acheva de rapprocher continuellement les petites sociétés, jusqu'à les rassembler en grandes Nations. On prétend communément, que l'homme aime naturellement à se séparer, à se cantonner, & que la faction est son goût dominant. Ce goût pour la faction, pour la séparation, n'est cependant qu'un effet de l'ordre des choses intervertis, quand, par ignorance ou par des viles ambitieuses, le Législateur ou l'opinion opposent les intérêts d'une classe, aux intérêts d'une autre classe, ou de la même Société ou des Peuples différens. Pour dominer plus sûrement un petit Etat, on fait croire aux habitans que leurs intérêts sont isolés, & contraires à ceux des petits Etats voisins: on excite la passion factice d'un amour aveugle de la Patrie, qui éloigne un peuple des autres, en même tems qu'il détruit son bonheur, & qu'il lui fait oublier les devoirs de l'humanité. Si l'homme suit l'ordre de la Nature, rien ne le sépare de l'homme que les bornes posées par la Nature même.

IL est essentiel pour le bien-être d'une Société que l'étendue du terrain qu'elle occupe, & le nombre des membres qui la composent, soient en proportion avec les rapports de l'homme avec toutes les parties de la création. Dans un petit Etat il est impossible à l'homme de répondre en entier à

sa destination , & d'observer ses devoirs. Il est obligé de cultiver ses facultés intellectuelles , & d'augmenter ses connaissances : un petit peuple isolé ne sauroit jamais faire les progrès nécessaires dans les sciences & dans les arts , pour les pousser au point de perfection requis à notre félicité. L'existence d'un petit Etat est précaire , puisqu'il manque de forces pour se soutenir : il est exposé aux invasions , ou au moins aux insultes : dans les événemens malheureux il est abandonné à lui-même , & ne trouve point de secours à sa portée dans des tems de disette , ou d'épidémie. Si les loix de la Société universelle ne sont pas en vigueur , une Société particulière ne peut être heureuse , si elle ne contient pas une Nation assez nombreuse pour représenter en petit de genre humain.

CETTE étendue des Etats n'est pas cependant indéterminée , & la nécessité de former de grandes sociétés ne peut pas encourager la furur des conquêtes. La Nature elle - même pose les limites des Empires ; limites qu'une Nation ne peut passer sans affoiblir ses forces , & dont la durée promet aussi la durée des Etats qui s'en contentent. Les mers & les chaînes des hautes Montagnes désignent pour l'ordinaire des portions du Globe , où le climat n'est pas assez différent pour empêcher la formation d'un caractère national , où le sol est assez diversifié pour produire les secours nécessaires aux Provinces qui

manquent de subsistances, & où le nombre des habitans est suffisant pour garantir leur patrie d'une invasion étrangère.

Tous ces objets, indiqués sommairement dans ce Chapitre, se développeront avec plus de clarté en examinant en détail, dans les livres suivants, les rapports les plus essentiels de l'homme avec la Société.

C H A P I T R E VI.

Des Droits de l'Homme en Société.

LA chimere d'un prétendu état de Nature, enfante une erreur nuisible, quand il s'agit des droits de l'Homme dans l'état de Société. Comme dans le premier de ces états, on imagine l'Homme indépendant & sans propriété particulière, on le croit entièrement libre, indépendant de toute loi, & ayant des droits également à tout & sans distinction. De cette idée chimérique on tire des conséquences nécessairement fausses: si l'Homme se met en Société, dit-on, il sacrifie la plus grande partie de sa liberté pour en conserver un petit reste; il renonce à ses droits illimités pour se contenter de très bornés; il devient enfin esclave des loix en se soumettant à des volontés étrangères. La Société fait donc notre mal-

heur, en nous privant des prérogatives de notre nature.

Ces loix cependant, dont on se plaint, ne sont pas l'ouvrage de la Société; & l'homme nécessité à chercher son bonheur, est forcé à obéir à ces loix de l'ordre, qui seules peuvent le rendre heureux, dans quelle position qu'il se trouve placé. Bien loin de faire le sacrifice de sa liberté, il ne peut être véritablement libre que dans la Société Civile, où il n'est pas exposé à la violence de ses semblables, & où un individu plus fort ne trouble pas le plus faible dans l'usage de ses facultés. Quelques-uns de ses droits, trop vagues par leur étendue, reçoivent des limites, qui les mettent plus à sa portée, & qui lui en assurent l'exercice: les autres droits plus précis sont conservés religieusement, & renforcés par la Société, qui leur donne une sanction plus claire & plus frappante. Par cette sanction, que la Société ajoute à l'exercice des droits de l'homme, il jouit de tous les avantages de sa nature. Si des passions aveugles entraînent des membres à troubler les droits de leurs associés, la Société, en vertu de la convention tacite, est autorisée à faire souvenir de leur devoir ces membres égarés. En cas de besoin, elle peut employer les motifs les plus puissans, pour obliger à l'observation des loix: & comme l'attrait du plaisir, & l'aversion pour la douleur, sont des motifs de cette espèce, elle peut cimenter

la surté publique , en infligeant des privations dou-
loueuses à ceux qui la troubilent , & en gratifiant
de jouissances agréables ceux qui concourent au bien
public. Voilà l'origine du droit des peines & des
récompenses , auquel se soumettent les hommes en
vertu de leur association.

SANS le droit à la conservation , l'individu ne fau-
roit exister : & sans le droit à la propriété , qui dé-
coule du premier , la Société seroit détruite. Elle
s'est formée pour assurer , pour protéger la propriété ;
& si elle agissoit contre son but , elle s'anéantiroit
elle-même. Aussi l'histoire nous montre des révo-
lutions funestes & continues dans les Sociétés où
la propriété n'est pas respectée.

LE droit à la Propriété Personnelle ne peut être
exercé dans toute sa plénitude , que dans la Société
Civile. Ce droit s'étend à l'emploi de toutes les
facultés tant intellectuelles que corporelles de l'hom-
me , qui , ne pouvant pas les employer avec toute
la vigueur & toute l'étendue possibles , ne jouiroit
pas , hors de la Société Civile , de sa Propriété Per-
sonnelle. C'est uniquement la Société qui lui four-
nit les moyens & les occasions pour faire valoir les
droits sur son individu.

IL en est de même de la Propriété Mobiliaire ,
& de la Propriété Fonciere. Les hommes se sont
réunis pour assurer par la combinaison des forces
particulières la possession de ces droits , qui sont

garantis solennellement par la Société dans le moment de son origine. Ces droits sont si essentiels, que sans la propriété la Société feroit plutôt une association de brigands, qu'un Etat policé.

C'EST l'amour du bonheur, le desir d'augmenter son bien-être, qui rassemblent les hommes, & qui les engagent à se mettre en société. Chaque membre a le droit d'attendre de la Société, dans laquelle il vit, toute l'assistance pour se procurer les moyens d'être heureux, & pour éviter les sensations dououreuses.

PAR la même raison, il a le droit d'exiger de la Société toute la sûreté possible pour ses propriétés, & toute la protection nécessaire pour se mettre à l'abri des insultes de ses concitoyens, ou des ennemis étrangers. La Société qui ne protège pas ses membres, les unit, par sa négligence, à une autre Société.

IL a le droit d'attendre de sa Société toutes les institutions propres à faciliter à l'homme la perfection de ses facultés, & l'augmentation de ses connaissances. L'éducation & l'instruction sont des motifs puissans, & des causes réelles de la réunion des hommes; la Société, qui laisse ses membres croupir dans l'ignorance, ou qui contribue à les abrutir, prépare les causes fourdes de sa dissolution.

POUR rendre leur séjour plus sain, plus sûr, & plus commode, les hommes ont été obligés d'exé-

cuter en commun des travaux , dont le produit peut être regardé comme la Propriété de la Société. Cette Propriété s'étend encore sur des êtres physiques ou trop étendus pour appartenir à un seul membre, ou trop nécessaires à l'usage de tous pour pouvoir devenir la propriété d'un particulier. Chaque individu a cependant un droit fondé sur cette Propriété Sociale , produite par les forces communes: destinée à l'usage de la Société , les membres sont en droit de s'en servir suivant leurs besoins. Dans l'ordre des choses , la mer , les rivières , les grands chemins , & tous les ouvrages publics , sont une possession commune dont l'usage ne doit être interdit à personne , ni directement ni indirectement.

L'HOMME obligé à la conservation , & à la multiplication de l'espèce , est en droit d'obéir à cet ordre de la manière la plus conforme à sa nature. Il a donc aussi le droit d'exiger de la Société , qu'elle ne dérange pas , par des institutions arbitraires , l'ordre de la Nature , & qu'elle n'anéantisse pas ce droit , en mettant des entraves factices à son exercice.

TOUT droit est nul , quand celui , qui le possède , est empêché , par une force supérieure , de le faire valoir. La Société ne peut mettre aucun obstacle à ce que ses membres n'usent de tous leurs droits ; & par conséquent l'homme y jouit de la plus grande liberté possible. Sans cette liberté il n'arroît

158 PRINCIPES DE LA

aucun droit, & la Société ne fauroit ni se former ni se perpétuer. La liberté est le plus grand avantage gagné par la réunion des hommes; & les attentats contre cette prérogative essentielle à notre nature; sont des crimes contre le Créateur, contre l'Humanité, & contre la Société. Pourvu que l'homme exerce ses droits, sans entreprendre sur les droits de ses semblables, la Société ne peut pas le gêner dans ses actions.

Nous ne pouvons pas nous dépouiller de la liberté pour en faire présent à la Société, qui au fond n'en fauroit faire aucun usage. Elle n'a pas des facultés ni des droits, différens des droits & des facultés de ses membres: son intérêt n'est que la somme des intérêts de ses membres; son bonheur est la somme de leur bonheur, & sa liberté la somme des libertés particulières. Sans se tromper, ou sans vouloir tromper, il est impossible d'envisager la Société comme un être séparé des membres: elle est uniquement une idée abstraite & collective d'une certaine quantité d'individus existans.

CETTE considération nous fera juger de la valeur de ce dicton bannal: Le salut du Peuple doit être la première des loix. Si ce prétendu axiome s'entend dans le sens, que le salut de tous les individus, qui composent le Peuple, doit être le plus grand devoir de la Société, il énonce une vérité claire & simple; mais on débite cet axiome, quand

il est question de pallier des démarches, par lesquelles, en faveur d'un bien public imaginaire, l'on croit nécessaire d'attenter à la liberté des particuliers. Cet axiome est donc un sophisme dangereux, dont la signification équivoque sert à autoriser les violations des droits de l'homme, quand ces droits sont contraires aux passions du puissant ambitieux.

De cette manière le Patriotisme cause la ruine de tant de Nations. Des enthousiastes, des ignorants emportés par leur imagination, ou des imposteurs abusant de l'ignorance du vulgaire, persuadent au peuple, que le bien public, l'intérêt de la Société, est d'un ordre supérieur à l'intérêt des individus; qui par conséquent doivent sacrifier l'usage de leurs droits au bien public. Ils donnent de ce bien public imaginaire une idée conforme à leur enthousiasme, ou à leurs desseins intéressés; & faisant passer au peuple cette idée, qui devient l'opinion dominante de la Nation, ils obtiennent, par la force de l'opinion, tous les sacrifices exigés par l'ignorance ou par l'intérêt particulier. Le Peuple ébloui par ce phantôme du bien public, & étourdi par les clamours de ces charlatans, ne sent pas approcher sa misère, & appelle Patriotes les ennemis de son bien-être: mais ces Patriotes, en intervertissant l'ordre, & en sappant les fondemens de la Société par la violation des droits, épuisent la Nation, & la menent imperceptiblement au bord de sa ruine.

C H A P I T R E VII.*Des Devoirs de l'Homme en Société.*

Tous ces droits, qui forment le patrimoine de l'homme, lui imposent, quand il veut les exercer en plein, des devoirs analogues à ces droits; & l'observation de ces devoirs lui assure la jouissance de ses droits dans toute leur étendue. Ce cercle de droits & de devoirs, établi par la Nature, est le plus ferme appui de la Société: il est la cause, & en même tems l'effet le plus utile de la réunion des hommes. Sans cette convention tacite qui oblige de respecter les droits d'autrui, & qui par cette obligation donne le droit à celui qui les respecte de faire respecter aussi les siens, la Société ne seroit qu'un vain nom, & ne pourroit jamais se conserver. C'est être juste que d'user de ses droits sans troubler les autres dans l'exercice de leurs droits: la justice est donc le premier & le plus sacré des devoirs de l'homme en Société.

MALGRÉ l'observation de la justice, la Société pourroit rester dans un état languissant, & manquer de parvenir à la prospérité, à laquelle elle est destinée par la Nature. L'homme est obligé d'approcher continuellement de la perfection, & d'augmenter son bonheur autant que le lui permettent ses facultés. Mais ne pouvant obtenir ce bonheur que par le secours de ses semblables, qui étant misérables

bles ne sauront lui prêter leur assistance, ce droit au plus grand bonheur possible lui prescrit en même tems le devoir de concourir de toutes ses forces au bien-être de ses associés. C'est être bienfaisant que d'exercer ses droits pour augmenter le bien-être de ses semblables; & la bienfaisance est le second devoir principal de l'homme, cestant qu'il est membre d'une Société.

DE ces deux devoirs découlent tous les devoirs particuliers qui répondent à chaque droit particulier. Il seroit trop long & même superflu de parcourir en détail tous ces devoirs, dont le développement se présentera plus naturellement quand nous examinerons avec plus d'étendue chaque rapport essentiel de l'homme avec la Société. Pour se former d'avance une idée de ces devoirs particuliers, on n'a qu'à parcourir tous les rapports ou tous les droits de l'homme, & joindre à chaque droit l'obligation d'en user pour soi, & le devoir de ne point troubler les autres, mais de les assister dans l'usage de leurs droits. Quand nous soutenons que l'homme est obligé d'user pour soi de ces droits, c'est soutenir qu'il est sujet, quoique vivant en société, au devoir primitif de faire usage de ses droits pour sa conservation & pour son bien-être. Sans observer ce devoir, il ne seroit plus membre de la Société, qui, établie pour conserver le bonheur de ses membres, renforce de cette manière l'obligation à ce devoir, ou à la sagesse, qui n'est que l'emploi

éclairé des droits de l'homme , suivant ses rapports avec toute la Nature.

EN suivant la marche de la Nature , & en considérant les devoirs dans leur subordination essentielle aux droits , nous évitons de tomber dans les pieges , tendus par l'imposture qui enlace le genre humain , & qui cause une grande partie de ses maux . On est parvenu à persuader à l'homme qu'il est soumis à des devoirs qui contrarient la Nature , qui détruisent ses droits , ou qui au moins le tourmentent , sans lui être d'aucune utilité . Cette persuasion le rend doublement malheureux , en le privant de jouissances qui lui sont dues , & en le remplissant de vains remords sur des transgressions imaginaires de Loix qu'il est impossible d'observer . Ceux qui par des vûes intéressées trompent les nations sur leurs vrais devoirs , & qui pour dominer plus sûrement exigent des sacrifices des droits inaliénables de l'homme , ne sentent pas combien doit être vacillante une domination fondée sur l'erreur & sur l'injustice .

MAIS pour nous préserver de ces erreurs , & pour distinguer les devoirs naturels des factices , nous avons heureusement une marque insaillible . Quand on nous propose un devoir à remplir , dont l'observation nous assure la possession ou l'exercice d'un droit naturel , ce devoir est fondé dans les rapports de notre nature , & il nous oblige sans exception ; si au contraire , en remplissant ce prétendu devoir , nous n'en tirons aucune utilité , ni pour nous ,

ni pour nos associés , notre obligation est nulle. Le Créateur a lié si intimement les intérêts des individus & de la Société , que tous les efforts des membres pour arriver à leur vrai bien - être , tournent en même tems au bien - être du tout.

IL est triste de voir à quel point on abuse de la crédulité des peuples , en les exhortant à la pratique de la vertu. Par ignorance , ou par le dessein de tromper , on néglige d'attacher à ce terme une idée claire & précise , de maniere qu'il est presque impossible de rencontrer deux hommes , qui , en se servant du même mot , conviennent de sa signification. On envisage tantôt la vertu comme un effort , comme une abnégation de soi - même , une excursion de l'ame au-delà de ses devoirs ; sentiment très favorable aux fripons & aux enthousiastes , qui profitent de ces efforts , & de cette abnégation des âmes simples , incapables de sentir qu'il ne leur est pas permis de renoncer à leurs droits essentiels , sans encourir le châtiment des souffrances. Tantôt on fait consister la vertu dans l'observation rigide des loix , sans déterminer si ces loix sont naturelles ou arbitraires. Il n'est pas permis à un Législateur d'enchaîner les volontés du peuple par des loix absurdes & pernicieuses ; & ce peuple aveugle seroit censé vertueux en travaillant à son propre malheur , pendant que son premier devoir est de se rendre heureux.

QUELQUEFOIS on parle de la vertu avec enthousiasme , avec cette chaleur si vantée & si équi-

voque, sans daigner nous apprendre ce que c'est que la vertu. Des esprits sauvages, bornés par leur situation, paroissent jeter nos devoirs dans le moule de leur conception étroite, pour en tirer un simulacre de vertu ressemblant aux phantômes de leurs rêves; tout ce qui n'est pas conforme aux préjugés de leur peuplade, tout ce qui est contraire aux lieux communs dont ils ont été nourris dans leur peuplade, est vice dans leur opinion. Des esprits ardents font des déclamations empoulées, où la vertu reçoit des éloges éternels; mais, en se gardant bien d'expliquer le terme, ils parviennent à faire passer pour actions vertueuses, toutes les extravagances de leur imagination échauffée. La plupart des Moralistes ressemblent aux prêtres des idoles, qui présentent au culte des pauvres barbares des dieux factices, dont la Divinité dépend de la stupidité des adorateurs.

Il seroit plus convenable, peut-être, de s'abstenir d'un terme si vague, si sujet à l'abus, & si équivoque; en lui substituant celui des droits & des devoirs réciproques, dont la signification moins incertaine ne pourroit pas être si aisément altérée, on reconnoitroit avec plus de clarté & avec plus de facilité les devoirs de l'homme vraiment vertueux. Si cependant on croit un ouvrage imparfait, parce qu'il ne s'y trouve point de déclamations sur la vertu, on pourra toujours employer ce terme quand il s'agit de la pratique de la sagesse, de la justice & de la bonté, suivant les rapports de l'homme avec la Nature & la Société.

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION UNIVERSELLE.

L I V R E III.

De la Propriété & de la Liberté.

C H A P I T R E I.

De la Propriété Personnelle.

PARMI les droits de l'homme, le premier en ordre comme en importance, le plus indispensable, & le plus imprescriptible, est celui de disposer exclusivement de ses facultés, & de toute sa personne. La première des propriétés est donc la Propriété Personnelle ; les autres, comme nous avons vu, en découlent, & elle mérite, par cette raison, d'être considérée dans quelques-unes de ses branches.

PROPRIÉTAIRE absolu de ses organes corporels, l'homme est maître de leur emploi, & par conséquent de la direction & du fruit de son travail. Aucune puissance ne peut l'obliger de préférer une occupation à une autre, quand il ne trouve pas son avantage dans cette préférence. On ne peut pas nous soumettre à la nécessité de travailler pour un autre individu, si cet individu ne nous dédommager pas de la perte de notre travail en nous offrant un équivalent. Ces réflexions suffisent pour montrer l'injustice des corvées, restes barbares des tems de servitude, & pour prouver l'absurdité des constitutions qui forcent les habitans, sans distinction, à embrasser l'état militaire ; mais nous aurons occasion de voir par d'autres preuves encore, combien ces moyens violents, d'usurper la Propriété Personnelle, sont peu dignes d'un gouvernement sage, & combien ils sont directement contraires à ses vrais intérêts.

Nous avons également la propriété entière de nos facultés intellectuelles, qui nous ont été données pour nous mettre en état d'opérer notre bien-être. Nous sommes obligés de les diriger, & de les exercer suivant cette destination ; & personne n'est en droit de nous prescrire un emploi de notre intelligence, qui soit inutile ou même nuisible à notre manière d'exister. Les pensées sont si bien notre propriété, qu'il ne dépend pas de notre vo-

lonté de les avoir telles que nous les souhaiterions, ou ressemblantes à celles d'autrui: chaque individu a nécessairement des idées propres à lui, déterminées par son organisation individuelle, & par des impressions particulières, souvent différentes de celles des autres.

Si l'homme use de ses droits suivant l'ordre de la Nature, s'il est sage, juste, & bienfaisant, ses concitoyens sont obligés de reconnoître en lui ces qualités utiles, & de lui accorder leur estime: l'intérêt de la Société exige que ses membres honorent une conduite qui contribue au bien public. Ce devoir de ses associés donne à l'homme sage, juste & bienfaisant, un droit à l'estime publique: la part de cette estime, qui lui revient avec justice, forme son honneur, & fait une partie de sa Propriété Personnelle. Propriétaire de son honneur, il tâchera d'autant plus à le conserver, en évitant des actions nuisibles à la Société; il a le droit alors d'empêcher qu'on ne le trouble dans la jouissance de la propriété de l'estime de ses concitoyens.

Ce que l'on appelle vulgairement l'honneur d'une femme, fait aussi une partie essentielle de sa propriété personnelle. Tout individu du sexe est en droit de disposer de ses faveurs suivant son goût; & nul homme n'est en droit d'y prétendre que suivant la volonté de celle qui peut les accorder. Nul pouvoir ne peut avec justice gêner ce choix, qui,

s'il étoit dépendant de la volonté d'autrui, ne dé-
couleroit plus du droit sacré de disposer de toutes
ses facultés. Cette propriété est d'autant plus né-
cessaire à la femme, que les enfans appartenant à
la mère, il lui importe de choisir le pere de ses
enfans.

LA vie peut être regardée comme la somme de
toutes les parties de la Propriété Personnelle, qui
est détruite par la mort de la personne qui en jouis-
soit. Les attentats contre la vie d'un homme
ont été jugés, avec raison, les plus contraires
au but de la Société, & ont été punis avec la plus
grande rigueur chez toutes les Nations policiées.
Il ne convenoit qu'à des barbares de se jouer de la
vie de l'homme, en la compensant avec de l'ar-
gent, & en évaluant la somme des propriétés par
une petite portion de la propriété mobiliaire.

M A I S si l'homme est propriétaire de sa vie, a-t-il
le droit d'en disposer comme du reste de ses pro-
priétés? Sans être insensés, injustes & criminels,
nous ne pouvons user de nos droits que suivant les
rapports éternels, qui sont l'origine de ces droits,
& suivant le but pour lequel ils nous ont été ac-
cordés. Mais, comme nous avons vu, nous jouis-
sons de tous ces droits pour pouvoir observer le
premier & le plus essentiel de nos devoirs, celui
de veiller à notre conservation. Si nous étions les
maîtres d'aliéner notre vie, nous aurions le droit de

détruire tous nos rapports, tous nos droits & tous nos devoirs : ce qui feroit le comble de l'absurdité. Le Créateur nous avertit de notre impuissance à cet égard, par la sanction de la douleur, dont il a fortifié notre devoir pour notre conservation; devoir qui ne peut être enfreint que par un homme tombé en démnence, & qui, par conséquent, comme nous verrons, ne jouit plus de sa Propriété Personnelle.

Si l'homme n'a pas le droit de disposer de sa vie, il peut moins encor céder à la Société un droit qu'il n'a jamais eu. C'est néanmoins par cette cession imaginaire, d'un droit imaginaire, qu'on prétend établir le droit de la Société d'infliger des peines capitales aux infracteurs de la sûreté publique. Elle ne peut cependant pas acquérir ce droit par convention; elle peut encor moins l'avoir par son institution, qui vise uniquement à la conservation de ses membres. La peine de mort ne peut donc jamais être l'exercice d'un droit : elle est, comme on l'a dit, une guerre de la Société contre un de ses membres qu'elle immole à sa sûreté. Mais cet état violent de guerre est-il indispensable au soutien de l'ordre dans la Société? Dans le cours ordinaire des choses ce seroit plutôt un spectacle d'une atrocité ridicule, que de voir toute la Société armée pour détruire un seul citoyen, sans la

170 PRINCIPES DE LA

dernière nécessité. Cette nécessité ne peut gueres exister que dans quelques malheureuses dissensions civiles, où la destruction d'un seul peut paroître assurer la tranquillité de tous. Cet état de guerre est encore d'un exemple dangereux, en accoutumant les hommes à voir froidement verser le sang de leurs semblables. Qui plus est, les peines capitales ne répondent pas au but, qui, dans un Etat bien organisé, fait ajouter des châtiments à la transgression des loix: ces châtiments doivent prévenir les délits par la crainte de la douleur, empêcher les criminels de troubler à l'avenir la Société, & effrayer le reste des Citoyens par l'exemple. Mais d'autres châtiments, plus durables & plus exposés aux yeux de la multitude, obtiennent ce but d'une maniere plus sûre; la peine de mort n'effraie pas plus que beaucoup de peines d'une autre espece; son exemple est fugitif, & elle fait perdre un Citoyen dont la Société auroit pu faire usage. La loi du talion, alléguée pour déterminer la punition du meurtre, n'est pas une idée fondée sur des rapports réels; mais une convenance enfantée par l'ignorance de ces rapports, & qui n'a frappé que les Barbares.

POUR jouir de la Propriété Personnelle il faut avoir la connoissance de ses droits, & des moyens requis pour les exercer d'une maniere légitime. Les personnes qui ont perdu l'usage de la raison, ou

chez lesquelles cette faculté n'est pas encore assez développée, ne peuvent disposer d'aucunes de leurs propriétés. Tels sont les hommes atteints d'une folie déclarée; incapables de se gouverner eux-mêmes, ils tombent sous la direction de ceux aux- quels la Société confie le soin de les gouverner. Tels sont encore les enfans mineurs, qui se trouvent naturellement, jusqu'à l'âge de raison, sous la puissance paternelle: privés de cet appui par la mort de leur pere, ils ont besoin d'un Tuteur, ou d'une personne qui se charge de l'administration de leurs propriétés, & qui leur tienne lieu de pere. Cette charge convient le mieux à celui qui prend le plus grand intérêt au bien-être de ces enfans; & les liens du sang étant censés produire cet intérêt, les orphelins se trouvent naturellement sous la tutelle de leur plus proche parent. La tuteure appellée Garde-noble, que le Souvraint s'arroge dans quelques Etats & qu'il fait exercer par ses officiers, paroît contraire au but de la tuteure, & plutôt être un reste de la féodalité & de l'esprit du fisc dans les tems d'ignorance.

CHAPITRE II.

De la Liberté.

SANS être libre l'homme ne pourroit jouir d'aucun de ses droits, ni disposer d'aucune de ses propriétés. Si une force supérieure met des empêchemens à l'exercice des droits, ils sont comme nuls, & la propriété personnelle est détruite. La Société & ceux qui la représentent, n'ont aucun droit d'empêcher un membre d'user de ses droits légitimes, puisque la Société a été établie pour assurer l'usage de ces droits, au lieu de les restreindre. Attenter à la liberté de l'homme & du Citoyen, libertés qui se confondent pour l'ordinaire dans la Société Civile, est l'injustice la plus manifeste.

PARMI les administrateurs de l'autorité, il se trouve souvent des esprits bornés & des ames rétrécies, avides de faire valoir un pouvoir tombé par hazard dans leurs mains, gens intéressés à multiplier les délits, en multipliant les loix, qui ignorent l'ordre de la Nature, & qui méconnaissent la force des moeurs & de l'instruction. Les Magistrats de cette espece, en réglant arbitrairement les actions les plus indifférentes, renversent la liberté, & avec elle tous les liens de la Société: qui plus est, ils se dégradent eux-mêmes, & au lieu d'être

des hommes qui gouvernent des hommes par la raison, ils deviennent des nourrices qui menent des enfans par la lisiere. Rien, en effet, n'est moins digne d'un gouvernement sage, que cette inquiétude minutieuse de dominer; & rien n'est plus contraire, comme nous aurons occasion de voir, à la prospérité du Souverain & de la Nation. C'est encore la fausse idée du bien public qui sert de prétexte à cette foule d'ordonnances & de prohibitions: comme si le bien de la Société pouvoit subsister sans l'usage des droits des associés, & comme si la liberté de la Société n'étoit pas la somme de la liberté particulière de tous les membres.

Il est de ces réglemenſ & de ces défenses qui choquent tous les droits, & qui anéantifſſent la liberté de l'homme & du Citoyen sans aucun avantage pour l'Etat. Parmi les ordonnances appellées Loix de police, il en est un grand nombre qui gênent la propriété personnelle sans aucune nécessité, & qui font d'autant plus nuisibles au bonheur de la Société, que dépendantes, comme le sont à l'ordinaire les objets d'une administration momentanée, du bon plaisir du Magistrat, elles n'ont rien de fixe, & laissent l'homme dans l'incertitude de ses vrais devoirs. Nous aurons occasion de considérer les mauvais effets de plusieurs de ces ordonnances, en parcourant les différentes branches de l'ordre de la Société. Il suffira pour le présent de jeter un

coup-d'œil sur des réglemens qui attaquent directement la liberté de l'homme.

TELLE feroit une loi qui nous défendroit de sortir d'un pays où le hazard de la naissance nous a placés. Une défense semblable ne peut être prescrite qu'à des esclaves, ou à des serfs attachés à la glebe; & il est contre la Nature d'y assujettir des Citoyens d'une Société policée. En nous empêchant de quitter notre patrie, on nous prive du droit imprescriptible de disposer de notre personne & du droit plus sacré encore d'augmenter notre bien-être. Sans la conviction, ou au moins sans l'espérance, d'être mieux dans un autre pays, nous n'abandonnons jamais la patrie à laquelle nous attachent les liens de toute espèce. La Société qui a le droit d'expulser de son sein des Citoyens dangereux à son repos, ne peut avoir aucun droit d'y retenir malgré leur volonté, ceux qui veulent en sortir pour chercher ailleurs une situation plus conforme à leur bonheur. Cette loi est donc injuste: elle est également inutile au but qu'on se propose, & nuisible aux intérêts de la Société.

IL est impossible de convertir en prison un pays d'une certaine étendue; & les sorties possibles d'une enceinte, difficile à garder, se multiplient à proportion de la rigidité des défenses. Il n'est pas faisable non plus de retenir les sujets en retenant leurs propriétés: dans l'état actuel des Nations les confis-

cations sont si faciles à éluder ! & sans bouleverser toute la propriété, le fisc ne pourra pas entrer dans les affaires de chaque particulier. Qui plus est, ces défenses sont toutes propres à exciter dans l'ame des sujets un violent desir de quitter une Société, qui leur dit elle-même par ces défenses de sortir, qu'ils sont moins heureux qu'ils ne pourroient être dans une Société voisine. On calomnie l'homme en l'accusant de se porter aux choses défendues, uniquement parce qu'elles sont défendues. Chacun consulte dans son cœur un juge incorruptible de la rectitude de ses actions; si la défense est juste, nous acquiesçons à la décision de notre juge intérieur; mais si la défense est arbitraire ou injuste, la connoissance innée, quoiqu'obscurement apperçue, de nos droits, révolte notre penchant à la liberté; & pour redresser cette injustice, nous désirons d'autant plus fortement ce qui nous est défendu. Tout homme sent vaguement combien cette défense est injuste, & il sentira en même tems une envie d'autant plus décidée de sortir d'un pays où il est enchaîné.

CETTE défense est nuisible à un Etat, puisqu'elle diminue nécessairement sa population, & dégrade sa culture. Les peines, attachées à la transgression de la loi, empêchent les Citoyens expatriés de suivre l'attrait pour la terre natale & de revenir au sein de leur famille. Si ces peines tombent sur les

biens des coupables, elles affoiblissent & troublent le crédit public; & comme la propriété mobiliaire s'y soustrait plus aisément, elles affectent principalement la fonciere. Personne ne voudra acquérir des fonds sur lesquels la main du gouvernement s'appesantit; & la propriété fonciere, qui, dans un état bien organisé, doit être favorisée préférablement comme la source de la culture & des richesses, sera avilie & négligée. Les étrangers effrayés par cette servitude de la Glebe, ne viendront pas augmenter la population; & personne n'aura le courage de se mettre dans la grotte d'un Lion, où l'on n'aperçoit que les traces des entrants, & aucune des sortans. Enfin si la Société veut conserver ses membres, elle ne peut le faire qu'en les enchaînant par le bien-être: & si elle veut attirer de nouveaux sujets, elle doit les amorcer par le bonheur dont on peut jouir dans son sein. Un gouvernement qui rend heureux les peuples confisés à ses soins, au lieu de faire des loix contre l'expatriation, auroit plutôt occasion d'en promulguer contre la trop grande affluence de ses voisins, empêssés à se réfugier sous les ailes d'une Société protectrice & nourricière.

La liberté est plus lézée encore, si à la défense de s'expatrier on joint celle de s'absenter d'un pays sans une permission expresse. Il est dur de demander, pour l'action la plus libre, une permission, qui

qui peut être refusée par un caprice, ou par une petite passion du Magistrat, & qui, quoique accordée, fait sentir à chaque instant la cruelle dépendance des fantaisies d'autrui.

Les prétextes économiques, qu'on allegue pour colorer ces actes d'un pouvoir arbitraire, sont frivoles, puisque ce sont des prohibitions qui font perdre plus au peuple qui gêne, qu'à celui qui est gêné. La puissance & les richesses d'une Société dépendent des connoissances & des talens de ses membres; mais ces talens & ces connoissances ne se perfectionnent que par un commerce réciproque entre les Nations. Comment le Gouvernement pourroit-il connoître dans un assez grand détail les facultés & les circonstances de chaque individu, pour juger si les voyages lui sont nécessaires, & pour accorder ou refuser des permissions avec prudence & avec impartialité? Cette police ressemble à celle d'un Régent de Collège.

Il en est de même des loix & des coutumes, qui, d'une maniere directe ou indirecte, mettent des entraves à la volonté de l'homme, quand il s'agit de choisir un état conforme à ses talens & à ses inclinations. Il ne convenoit qu'à des peuples ignorans & à demi barbares d'obliger des enfans à embrasser la profession de leurs peres, comme si les talens & l'esprit étoient une hérédité acquise par droit de succession. Que devons-nous juger de la

liberté & de la prospérité d'une Nation, dont la plus grande partie est avilie par la constitution, qui, en éloignant les classes les plus nombreuses des emplois du Gouvernement, les force à enterrer des talents supérieurs, ou à tourner l'énergie de l'ame & de l'esprit vers des objets mécaniques? Donner des loix semblables, c'est ordonner la médiocrité, & jeter la nation dans la langueur. Jamais un Etat ne sera florissant sans accorder une liberté entière & au développement & à la direction du génie de ses sujets, & sans donner une carrière, ouverte à l'émulation dans tous les genres, au lieu de la borner en assignant des limites aux talents dans différentes classes.

LA propriété de nos pensées est une partie importante de notre propriété personnelle: sans être les maîtres de chercher & de trouver les vérités nécessaires à notre bonheur, nous ne saurions conserver notre existence. Nulle autorité n'est en droit de nous troubler dans la jouissance de cette propriété légitime; & la liberté de penser est une prérogative essentielle de tout homme qui n'est pas en démence.

TOUTE force supérieure qui tâche de mettre des entraves à la liberté de penser, est également injuste & absurde. Elle est injuste, en entreprenant sur un droit sacré de l'homme: elle est absurde, en employant des moyens inutiles pour obtenir un but

impossible. La foi ne se commande pas, puisqu'elle dépend de la maniere d'envisager & de combiner les idées de celui qui doit être convaincu. La force n'a de prise que sur des actions visibles, & ne peut jamais dominer que sur les signes extérieurs des pensées. Par la force on peut contraindre un homme à prononcer certaines paroles: mais aucune puissance humaine ne peut faire répondre ces paroies aux pensées de celui qui les prononce.

Le Gouvernement a le pouvoir, il est vrai, de former des hypocrites, en formant les sujets à parler contre leur sentiment; ou des imbécilles, en abrutissant le peuple, & en le laissant croupir dans l'ignorance, pour lui faire accroire les plus grossières absurdités. Mais quel Gouvernement que celui qui donne à ses sujets un caractère faux, en leur enseignant la duplicité, & qui les rend inhabiles à tout, en les retenant dans un stupide aveuglement? Une nation, dégradée par l'hypocrisie & par l'ignorance, tombera dans le mépris, & ne pourra jamais jouir d'une prospérité durable. Si en cherchant les causes de la décadence des Peuples, on fait attention à la dégradation lente, produite par le défaut de la liberté de penser, on trouvera, dans la superstition & dans l'abrutissement des esprits, des causes fréquentes du malheur & de la foiblesse des Etats.

Un Gouvernement sage, bien loin d'attenter à la
M 2

liberté de penser , favorisera plutôt par ses loix le droit & le devoir de chaque homme , de contribuer , suivant ses lumières , à l'instruction de ses semblables. Nous devons à l'imprimerie le précieux avantage d'une communication plus facile des connaissances , & du changement étonnant opéré par cette communication , qui nous donne une supériorité si marquée sur le reste des habitans du Globe : nous devrons encore à cette invention la durée de cette supériorité , & l'impossibilité de retomber dans la barbarie. . Borner ou gêner l'exercice d'une invention si utile , c'est nous ramener dans les siecles obscurs de nos ancêtres , & nous soumettre de nouveau à la domination des Goths & des Vandales. La liberté de la presse & de la lecture est un droit incontestable , qui nous est acquis par notre droit à l'instruction.

CETTE liberté de la presse & de la lecture n'est sujette à aucun inconvénient ; la vérité ne peut jamais être nuisible. Si les ouvrages imprimés contiennent des vérités , quelque étranges , quelque éloignées que ces vérités paroissent des opinions communes , au lieu d'être dangereuses , elles feront toujours utiles. Si les livres enseignent des erreurs , leur publication & leur lecture répandues serviront précisément à rectifier ces erreurs , & à détromper les hommes , qui souvent nourrissent en secret les mêmes erreurs sans le savoir. La liberté

entière de discuter les matières devant le tribunal du public, & le choc raisonné des opinions, feront reconnoître la vérité, & assurer son évidence. Si même des auteurs malheureux donnoient des ouvrages contraires aux mœurs, l'indignation du public éclairé & le mépris versé à pleine main sur ces productions ténébreuses, préviendront tout le danger, & les feront retomber dans la fange d'où elles sont sorties. Parmi une nation éclairée cette liberté est avantageuse, & il est même du devoir d'un Gouvernement d'instruire ses sujets.

Si l'homme a le droit à la liberté de penser en général, il doit l'avoir encore plus sur les matières qu'il regarde comme les plus essentielles à son bonheur. Telles sont les dogmes religieux, parmi lesquels nous avons le droit de choisir ceux dont la vérité nous paroît le mieux prouvée. Sans cette conviction, l'inquiétude sur notre sort futur nous rend malheureux; & il ne seroit pas seulement injuste, mais cruel encore, de troubler notre tranquillité, en forçant nos consciences à adopter des dogmes que nous croyons faux ou dont au moins nous ne sommes pas convaincus. La Tolérance est donc un résultat nécessaire de notre propriété & de notre liberté; & le Souverain qui ne l'établit pas, ne connoit ni ses intérêts ni les droits de l'homme, qu'il doit gouverner.

Les raisons qu'on allegue en faveur de l'intolé-

M 3

rance sont des sophisines, dictés par l'intérêt propre, souvent mal entendu, de gens avides de dominer les esprits. Ces gens émus de compassion, disent-ils, pour les hommes égarés du chemin de leur salut, tâchent de les y ramener par la force, afin de les préserver de la vengeance divine. Est-ce à des hommes si bornés, si foibles, & si sujets eux-mêmes à l'erreur, à décider despotalement de ce qui est vrai, ou de ce qui est faux. Est-ce à des hommes à venger Dieu, & à distinguer ce qui lui est agréable, ou ce qui lui est désagréable? Si Dieu désaprouve un culte ou un dogme, n'a-t-il pas dans sa main puissante des moyens, reconnus même par ces intolérans, pour subjuguer les esprits, pour les éclairer, & pour les entraîner à la connaissance de la vérité? Si l'Etre Suprême ne se sert pas, pour terminer les disputes, de ces moyens efficaces, c'est une preuve que ces discussions abstraites sont peu intéressantes pour notre vrai bonheur, ou qu'il les abandonne à la décision de notre raison, dont il nous a fait présent dans cette vue.

IL est impossible d'ailleurs d'obtenir cette uniformité tant désirée dans la croyance des dogmes abstraits. Les idées de cette classe sont si éloignées des idées ordinaires, qu'il est impossible de les fixer dans notre esprit, sans leur donner l'appui d'un point de comparaison avec quelqu'idée résultante d'une sensation. Mais ces idées & ces images, qui

forment les idées abstraites, sont dans chaque individu modifiées avec tant de diversité, qu'il sera difficile de trouver deux individus dont l'esprit combine ces idées de la même manière. Les hommes en fait de dogme peuvent aisément convenir dans les termes: mais les idées qu'ils y attachent sont si différentes, qu'il est plus que probable que chaque homme à sa propre religion, résultante de sa façon particulière d'apercevoir.

ON effraie les Souverains par le tableau chargé des troubles causés par cette multiplicité de sectes, dont les opinions se choquent, & qui par leurs dissensions interrompent la tranquillité publique. Mais c'est précisément l'intolérance qui produit ces troubles; quand le Souverain favorise préférablement une de ces sectes, en lui permettant de dominer ou de persécuter les autres, chaque secte persécutée devient opiniâtre & turbulente: le sentiment intuitif de son droit à la liberté de penser la roidit contre l'oppression, & son premier mouvement est de se défendre contre cette injustice. La Tolérance au contraire soutient l'ordre, & ramène la tranquillité: car, ou les disputes entre ces sectes manifestent la vérité, & alors tous les esprits se soumettent à son évidence; ou ces disputes roulent sur des matières au-dessus de la portée de notre conception; alors un peuple éclairé reconnoit la frivolité de ces discussions, elles tombent dans l'oubli qu'elles méritent,

& tout est appasé. Si ces sectes font animées par la folie du fanatisme, le ridicule, jeté par les esprits éclairés de la nation sur l'extravagance des opinions, suffit pour abattre leur délice religieux : ce sera la poignée de sable jettée dans un essaim d'abeilles égarées.

Le Gouvernement a d'autant moins de motifs à désirer cette uniformité dans le dogme & dans le culte, qu'il n'est pas dans son pouvoir de l'établir même à l'extérieur. Les maladies de l'âme ont leurs symptômes & leur cours comme les maladies du corps, & les symptômes des deux espèces sont également difficiles à supprimer. Toutes les têtes bornées & toutes les imaginations fortes font attaquées de l'insirmité de la superstition, ou de celle du fanatisme, qui toutes deux se réduisent à une maladie si naturelle à l'esprit humain, à celle de l'idolâtrie. Les têtes foibles demandent toujours, pour fixer leur attention, un objet sensible de leur culte, & elles adorent tantôt un bœuf & tantôt un agneau. Il faut laisser leur cours à ces maladies, qui s'aigrissent par les remèdes, & qui, semblables à une fièvre éphémère, disparaissent d'elles-mêmes au retour de la lumière. Ces sectes ridicules ne méritent que la compassion & non l'animadversion du Gouvernement.

Il n'en est pas de-même si la fourberie se masque du manteau de la dévotion, & si le fanatisme,

sous le prétexte de la communion des biens, attente à la propriété des Citoyens. Le devoir du Souverain est alors de protéger ses sujets, de garantir leur crédulité des embuches de la fraude, & de prévenir des associations & des conventicules contraires à l'ordre de la Société. Mais en se servant de son autorité pour dissiper des sectes de cette espèce, il ne défend pas la liberté de penser: il punit l'infraction des loix de la propriété, & le crime d'abuser de la foiblesse des esprits bornés pour les porter à des actions contraires au bonheur des sujets.

C H A P I T R E III.

De l'Esclavage.

L'ORIGINE de l'Esclavage est un de ces événemens, dont on ne découvre pas aisément ni l'époque ni les causes. On ne comprend pas par quels moyens un homme est parvenu à subjuger un autre homme, jusqu'à se rendre maître de la vie & de la personne de son esclave; ni par quel avilissement de notre espèce, des hommes, à qui tout ce qui les environne crie qu'ils sont libres, ont été assez lâches pour porter ce joug avec patience. Il faudroit dire avec les anciens, qu'il y a des peuples nés pour l'esclavage; & cependant on n'auroit dit

qu'une vérité triviale , savoir que les peuples foibles & timides sont plus exposés aux violences que les peuples fiers & courageux. Un grand homme a cru devoir combattre cet attentat contre la liberté , en badinant sur l'absurdité des raisons par lesquelles on tâche de l'excuser. Mais comme il y a encore des gens assez durs & assez effrontés pour prendre sérieusement le parti de cette coutume barbare , il ne sera pas inutile d'examiner les inconvénients de l'Esclavage. Pour ce qui regarde l'injustice de cet état de l'homme , elle est si manifeste , puisqu'elle détruit toute propriété & toute liberté , qu'il seroit superflu d'insister sur les preuves que l'Esclavage est la violation la plus criminelle de tous les droits de l'humanité. Qu'on n'allegue point contre cette assertion l'exemple des Grecs & des Romains , peuples polis & éclairés , chez lesquels l'Esclavage étoit toléré : toutes les institutions , toutes les actions de ces peuples anciens , nous montrent combien peu ils ont connu , ou combien peu ils ont respecté l'ordre de la Nature.

POUR établir le droit de faire des Esclaves , on se sert d'un sophisme ridicule. On suppose un droit de tuer l'ennemi après la victoire ; si le vainqueur renonce à ce droit imaginaire , il en acquiert un autre sur la vie & la personne du vaincu. Mais dans quelle occasion ai-je le droit de tuer mon ennemi ? c'est quand , dans une attaque imprévue , je ne puis

mettre en sûreté ma vie qu'en lui arrachant la sien-ne: quand le péril est passé, quand j'ai vaincu l'ennemi, & quand je l'ai mis hors d'état de me nuire, le tuèr de sang froid seroit commettre un assassinat, & non user du droit de la défense naturelle.

AUCUN rapport de l'homme avec ses semblables ne peut donner à un homme la propriété d'un autre homme. Tous ces rapports, qui sont parfaitement égaux pour tous les individus de l'espèce humaine, prouvent au contraire l'égalité de leurs droits, qui, en effet, ne pourroient être détruits que par de nouveaux rapports introduits dans notre Nature. La force ne produit pas de nouveaux rapports; elle anéantit plutôt ceux de notre espèce, sans pouvoir les remplacer.

CETTE institution si injuste n'est avantageuse ni au Maître, ni à l'Esclave, ni à la Société. Le Maître, accoutumé d'abuser de son pouvoir, entouré d'êtres qui plient sous toutes ses fantaisies, s'expose à oublier qu'il est homme, & à devenir, sans s'en appercevoir, dur, cruel & capricieux: il ne peut s'attendre à aucun attachement de la part de ces êtres dénaturés qui doivent être nécessairement ses ennemis, & qui rendent précaire, au milieu de sa famille, sa sûreté personnelle. L'Esclave, en perdant ses droits, perd la meilleure partie de son existence; son ame se dégrade, & si sa stupidité & son abrutissement ne l'approchent pas des bêtes, il sent l'a-

néantissement de son être, & les regrets de ce qu'il a perdu font son malheur. Quel effet produira dans l'Etat une Société Domestique, dont les membres se corrompent sans cesse réciprocement? Cette corruption particulière ne se répandra-t-elle pas sur la masse entière, & n'altérera-t-elle pas la constitution? En tolérant l'injustice la plus criante, le Souverain n'autorise-t-il pas toutes les injustices & toutes les violences? Les Esclaves ne servent jamais à la défense de l'Etat, & ils augmentent rarement sa population: ils forment une classe morte, qui ne subsiste que par des recrues continues, qui ne contribue en rien aux progrès des connaissances ou de l'industrie, & qui affoiblit l'intérieur d'une nation, au lieu d'en multiplier les forces. Tous les ouvrages d'ailleurs peuvent se faire & se font mieux par des hommes libres, qui, espérant par l'habileté & la diligence améliorer leur sort, ont un motif de plus pour perfectionner leur travail; motif qui manque entièrement aux esclaves.

IL s'est introduit dans ces tems modernes une espèce d'Esclavage, plus odieux encore que celui qui étoit usité parmi les anciens. Nous allons enlever ou acheter une race d'hommes très différente de la nôtre, & dont l'aspect désagréable à nos yeux nous fait plus aisément succomber à la tentation de maltraiter des êtres si dissemblables à notre forme extérieure. Le mélange des races, des couleurs,

des formes, occasionné par la transplantation des Negres parmi les blancs, a d'ailleurs quelque chose de choquant & d'humiliant pour la Nature humaine.

MAIS ce quiacheve de rendre l'Esclavage des Negres révoltant au dernier degré, c'est qu'il cause les plus grands désordres, & qu'il est la plus grande infraction des loix de la Société universelle. Ces loix nous obligent à augmenter au possible la masse du bonheur parmi les habitans du Globe. Au lieu d'observer ce devoir de bienfaisance universelle, nous désolons une partie considérable de l'Afrique, & nous faisons le malheur d'une infinité de peuples; au lieu de les éclairer & de contribuer à l'adoucissement de leurs mœurs, nous les rendons plus cruels & plus barbares. Sans cet indigne commerce d'Esclaves, les Negres ne se détruiraient pas sans cesse par leurs guerres & par leurs brigandages, & ils n'oublieroient pas tous les liens du sang & toutes les regles de la justice, pour se trahir & pour s'asservir réciprocement. Il est inconcevable que des Nations éclairées & policées ne tâchent pas, en abolissant cette coutume monstrueuse, de fermer une des plus profondes plaies qu'on ait faites à l'humanité.

ON appelle quelquefois Esclavage réel la servitude du laboureur, qui cultive les fonds d'autrui sans avoir la propriété ni de sa personne ni de son mobilier; Esclavage que nous connoissons aussi sous le

nom de servitude de la Glebe. Cette espece d'Esclavage tire son origine de la férocité & de la paixie d'un peuple conquérant, qui , occupé uniquement des armes & dédaignant le travail & les arts paisibles, força le peuple vaincu de chercher dans la culture sa propre subsistance , & celle du vainqueur. Ces Maîtres barbares, abusant du droit de conquête , regarderent avec le tems comme une propriété le Colon obligé à faire valoir la propriété fonciere des premiers conquérans , & cet abus fut autorisé comme un droit par plusieurs constitutions. Le premier coup-d'œil montre cependant toute l'injustice d'un établissement qui dépouille de toutes les propriétés la partie la plus laborieuse & la plus utile d'une Nation : établissement qui d'ailleurs est aussi contraire à la prospérité de l'État qui le tolere , qu'il est essentiellement injuste. Si l'on prive l'homme de la perspective d'un meilleur sort , & si on lui ôte l'espérance de pouvoir sortir de sa classe par le moyen de ses talens & de son travail , il retombe dans l'inertie & dans le découragement: le ferf de la Glebe ne peut avoir ni émulation , ni industrie ; & malgré les dispositions naturelles les plus brillantes , il ne peut jamais concourir aux progrès ni des arts , ni des connoissances. Un pays où la servitude de la Glebe est établie , aura nécessairement une culture languissante ; les arts négligés ; & tous ses habitans seront condamnés à la médiocrité.

Des Gouvernemens sages ont commencé, en affranchissant les serfs, à remédier à ces inconvénients. Mais on rencontre des difficultés dans les affranchissemens subits, qui rendent à la Société des Citoyens libres, il est vrai, mais dénués de toute propriété, excepté la personnelle. Deux moyens paroissent propres à lever ces difficultés, quoique avec des succès différens; ou le Seigneur cede la propriété fonciere, avec la mobiliaire attachée au fonds, pour un cens annuel; ou si ce Seigneur veut convertir son serf en fermier, il sera obligé de lui céder la propriété mobiliaire requise pour l'exploitation des fonds. Nous verrons, en examinant l'emploi des richesses, lequel de ces deux moyens est le plus conforme aux intérêts du propriétaire, & à ceux de la Société en général.

C H A P I T R E IV.

De quelques autres lésions de la Propriété Personnelle.

Le délit qui détruit la personne même, est sans doute le plus contraire à la Propriété Personnelle. Tel est le meurtre qui, par cette raison, est puni avec la plus grande rigueur par les peuples barbares comme par les policiés. Ce n'est que la féroce

& l'ignorance de nos barbares ancêtres , qui a pu imaginer de mettre un taux à la vie de l'homme , & de convertir le châtiment dû au meurtre , en amendes pécuniaires évaluées en bétail.

De quelle nature doit être ce châtiment , qui fait la sanction de la loi de respecter la propriété de la vie & de la personne de nos semblables ? Celui qui ôte la vie à un homme , doit - il perdre la sienne à son tour ? En répondant par l'affirmative , on fait un jeu de mots , & l'on prend une phrase compassée pour une raison . Toute peine attachée à un délit a pour but d'empêcher les hommes de le commettre , & de réparer le tort que la transgression de la Loi a causé aux Particuliers & à la Société . Nous avons vu que la peine de mort est moins propre à servir de frein aux infracteurs des Loix , que ne l'est toute autre peine douloureuse & de longue durée . Celui qui a été tué n'en tirera sûrement aucun avantage , ni aucune réparation , de la mort de son assassin ; & la Société ne peut recevoir aucun dédommagement par une peine qui , au lieu d'un seul , la prive de deux de ses membres . La nature du délit exige qu'on mette le délinquant hors d'état de troubler l'ordre à l'avenir , & qu'on lui inflige un châtiment répondant à l'atrocité de son crime , & capable d'effrayer continuellement ceux qui seroient tentés d'en commettre de pareils . Cette vérité a été sentie obscurément par plusieurs peu-

peuples chez lesquels le meurtrier devient l'Esclave des plus proches parens de celui qui a été tué. C'est dans ces circonstances en effet, que l'Esclavage est permis, & que celui qui a enfreint la propriété personnelle d'un autre, doit perdre la sienne : asservi par la Société, il peut réparer en partie le tort qu'il lui a causé ; & son Esclavage, ses souffrances, & sa honte, seront des exemples permanens, mis sans cesse devant les yeux des Citoyens.

Il est des actions réputées infractions contre la Propriété Personnelle, qui cependant choquent plutôt la propriété vraie ou imaginaire, que les pères sont censés avoir de la personne de leurs enfans. Si ces actions dérogent, en effet, au droit d'un tiers, en le dépouillant d'une propriété légitime, elles rentrent dans la classe des vols, & par conséquent elles seront punies par un dédommagement imposé au délinquant.

Le droit à l'estime du public faisant partie de la Propriété Personnelle, les actions qui attaquent l'honneur d'un Citoyen attaquent aussi cette propriété. Il sera conforme à la justice de faire perdre à celui qui en injurie un autre, autant de la considération publique qu'il en a voulu ôter à son concitoyen. Une peine infamante, ou, au moins, qui couvre de honte l'agresseur, est la peine naturelle des délits contre l'honneur.

Dès toutes les institutions humaines, celles qui
Tome I. N

favorisent le plus la liberté, ou qui peuvent l'anéantir entièrement, ce sont les loix qui déterminent les crimes, & qui décident de leur châtiment. Si ces loix sont fondées sur les rapports naturels, l'homme est libre; si elles sont arbitraires, dictées par l'intérêt, ou par l'ignorance, la Propriété Personnelle est précaire, & exposée à des violations continues. Sommes-nous libres si les loix font un crime d'une action indifférente ou peu nuisible à la Société, & si le Magistrat, pour empêcher des peines disproportionnées, emploie des formes qui les doublent encore?

Si nous examinons dans ce point de vue la Jurisprudence criminelle de la plupart des nations policiées, quel triste spectacle s'offre à nos yeux? Nous voyons un amas de loix informes, incohérentes, faites dans des siècles barbares, & adoptées aveuglément par la postérité de ces cruels Législateurs. Nous voyons des crimes imaginaires, difficiles à constater, ou fondés sur de ridicules préjugés; des peines atroces sans proportion & sans convenance avec les délits; & des formes pour prouver ces crimes, plus absurdes, s'il est possible, que les crimes même. Le Législateur ne semble respirer que le sang & le carnage, & au lieu d'être un protecteur bienfaisant qui redresse le mal par une correction paternelle, il paroît un ennemi en fureur qui a une injure particulière à venger. Ce code sanguin-

naire décide néanmoins de notre liberté & de notre vie, qui sont à la merci des interprètes de ces volontés funestes d'un Législateur étranger, & peu éclairé. Le Souverain qui, en réformant les loix criminelles suivant l'ordre de la Nature, fera rentrer l'humanité dans ses droits, & la délivrera de l'oppression du préjugé, se préparera une gloire immortelle.

P A R M I les formalités de l'exécution des loix criminelles, il suffit de nommer la question, pour affliger les ames en qui les sentimens de justice & de compassion ne sont pas éteints. On a prouvé si bien l'inutilité, l'insuffisance & l'atrocité de cette coutume barbare, qu'il seroit superflu de la combattre davantage : elle ne peut plus être conservée à l'avenir que par des Magistrats cruels de sang froid, ou supersticieusement attachés à toutes les absurdités de leurs ancêtres.

I L est une autre formalité de cette espece, celle de l'emprisonnement, qui paroît moins dure, & qui cependant, par l'abus que l'on en fait, ne devient pas moins injuste. Priver un coupable de sa liberté, est déjà une punition rigoureuse ; l'infliger légèrement à un homme qui n'est pas reconnu coupable, & qui peut être entièrement innocent, est un attentat formel contre la Propriété Personnelle. La nécessité seule de s'assurer de la personne d'un homme soupçonné, qui pourroit se soustraire aux

loix par la fuite , peut excuser la pratique de mettre en prison avant la découverte des preuves du délit. Mais il est essentiel à la liberté du Citoyen que les loix déterminent avec netteté les degrés de probabilité requis pour soupçonner un homme , & pour s'assurer de sa personne , sans laisser au Juge le pouvoir d'apprecier ces probabilités à sa volonté. On peut dire , en général , que le Citoyen ne jouit pas de sa liberté légitime dans un pays où le Magistrat peut emprisonner un homme sous le moindre prétexte , où cet homme n'a pas le droit de rester maître de sa personne en donnant caution de sa conduite , & où il n'est pas ordonné , au moins , de faire , dans un tems fixé , le procès à un homme arrêté , sans le laisser languir dans un cachot.

C H A P I T R E V.

De la Propriété Mobiliaire.

Tous les êtres physiques produits par l'art ou par la Nature , les fonds de terre exceptés , dont nous pouvons disposer exclusivement , forment notre Propriété Mobiliaire. Elle paroît au premier coup-d'œil distinguée de la propriété personnelle : on pourroit encore aisément la confondre avec une partie de la Propriété Fonciere. Par la suite nous

verrons l'importance d'une distinction nette entre ces deux propriétés.

Quoique différente de la Propriété Personnellement, la Mobiliaire n'est cependant qu'une suite ou une extension de la première. Nous avons un droit en toute rigueur, sur tous les êtres produits ou acquis par l'usage légitime de nos facultés. Sans jouir de ce droit nous perdrons celui sur notre personne, qui ne peut être exercé que par l'emploi des facultés dont nous sommes doués. C'est notre travail, ou celui des autres qui nous ont transmis leurs droits, qui nous rend maîtres des résultats de ce travail. Le fruit de nos sueurs & de nos veilles nous appartient comme notre personne.

Les êtres, qui constituent la Propriété Mobiliaire, ne sont pas fixés à la terre, & supportent ordinairement de fréquents déplacements. On leur a donné, sous cet aspect, le nom de biens meubles, ou d'effets mobiliers. Souvent même ces êtres sont représentés par l'argent, le signe commun des valeurs véniales; ce qui augmente encore la facilité des déplacemens. Les propriétaires de biens aisément déplacés, ne sont pas attachés aussi intimement à la Société dont ils sont membres, que les possesseurs des fonds de terre. Les premiers sont donc moins Citoyens que les derniers.

Cette facilité des déplacemens des effets mobiliaires les expose plus aux usurpations, que n'y sont

exposées les autres propriétés. Les effets mobiliaires sont cependant, comme nous verrons, la cause principale de la prospérité des fonds, & de la richesse des productions. Ils doivent être sacrés, comme la Propriété Personnelle ; & un Gouvernement juste & sage est obligé d'accorder à la Propriété Mobiliaire toute la liberté & toute la sûreté possibles.

CHAPITRE VI.

Des Lésions de la Propriété Mobiliaire.

Des hommes ennemis de l'ordre se laissent emporter quelquefois par toutes les passions, jusqu'à troubler les autres dans la possession de leurs propriétés. L'action par laquelle on s'empare injustement de la propriété d'autrui, s'appelle le vol : on se sert plutôt du terme d'usurpation, quand il s'agit d'un délit semblable commis contre la propriété foncière. Le vol désigne plus particulièrement la violation de la Propriété Mobiliaire ; & par des raisons, alléguées précédemment, il doit être plus commun que l'usurpation.

ON peut s'emparer de la propriété d'autrui par finesse, par ruse, & d'une maniere cachée, ce qui constitue alors le vol simple ; ou on la ravit à for-

ce ouverte & avec violence, ce qui fait le brigandage. Dans une Société policée la violence, qui trouble la tranquillité & la sûreté publiques, ajoute au délit de la lésion de la propriété d'autrui; le brigand est plus criminel que le simple voleur. Les Germains, barbares encore & accoutumés à estimer la force, pardonnaient le brigandage, & punissoient le vol adroit; les Chinois, dont le Gouvernement repose sur l'ordre & la tranquillité, châtiennent rigoureusement les vols faits avec violence, pendant qu'ils ont plus d'indulgence pour la subtilité des fripons.

QUAND il est question de trouver la peine due au vol suivant la nature du délit, il faut considérer le double effet qui en résulte dans la Société. Le voleur prive un membre de sa propriété légitime: il dérobe de plus à la Société le produit qu'elle est en droit d'attendre de l'emploi des forces de tous ses membres pour le bien-être général. Un voleur, au lieu d'user de ses facultés pour augmenter par son travail la masse des productions utiles à tous, abuse de ces facultés pour troubler le travail des autres, & pour détruire leur industrie: il est coupable envers la Société, comme envers le particulier volé; & il peche également contre la justice, & contre la bienfaisance. Il doit un dédommagement à la Société comme au particulier.

LA peine naturelle du vol est donc la restitution

400 P R I N C I P É S D E L A

de la chose volée, jointe à une juste compensation des embarras & des pertes causées à la personne lésée par l'enlèvement de sa propriété. Les loix de plusieurs nations déterminent cette compensation au double, ou au triple de la valeur de l'effet volé. Mais comme les volereurs sont communément des gens de la lie du peuple, & dénués de toute propriété, cette restitution & cette compensation deviennent souvent impossibles. Il est juste alors que la Société soit dédommagée au moins de sa perte, & que le coupable redresse ses torts par son travail & par son exemple. La condamnation aux travaux publics, utiles à tous les membres de la Société & par conséquent aussi à celui qui a été volé, répond parfaitement à ce but, & elle est le châtiment qui peut tenir lieu de la restitution. Cette peine sera rendue plus douloureuse, ou plus ignominieuse suivant la gravité des cas : un brigand, un volereur de grand chemin, mérite une peine plus rigoureuse, que celui qui, tenté par l'occasion, a succombé au désir de s'approprier subtilement un effet de quelle valeur qu'il soit.

IL seroit presque honteux de discuter sérieusement, si le vol mérite d'être puni du dernier supplice. Quelle proportion y a-t-il entre la valeur de la vie d'un homme, entre la valeur de la perte d'un membre de la Société, & entre un effet dérobé souvent par le motif de la misère, ou

du plus pressant besoin? La Société, au lieu de se dédommager, perd doublement encore par la destruction d'un Citoyen. Sans nous arrêter à prouver une chose si claire, déplorons plutôt l'inconséquence de quelques législations modernes. On adopte le code d'une nation, dont les mœurs & la constitution étoient entièrement différentes des nôtres; & sous le prétexte que ce code est une chose sacrée, on punit inhumainement des crimes suivant les loix de ce code, qui ne mériteroient qu'une réprehension de la part des Magistrats: de l'autre côté on rejette la loi humaine de ce code, qui ordonne la restitution & la compensation du vol pour tout châtiment, & l'on pêche hardiment contre cette loi sacrée en punissant le vol par un meurtre juridique.

IL est une espece de brigandage, dont les Nations policiées tâchent de pallier l'injustice en changeant sa dénomination. Le Pirate si odieux sous son vrai titre, devient sous le nom d'Armateur un homme public, & ses déprédatiōns sont autorisées par le Gouvernement. Mais le changement du nom & l'approbation de la Société mal instruite de ses intérêts, ne rend pas permis ce qui est contraire à la justice essentielle. Les loix de la Société universelle ordonnent de faire le moins de mal possible à ses ennemis, dans le triste cas même d'une guerre inévitable: ces loix par conséquent ne donnent au-

cun droit à la propriété des membres d'une socié-
té avec laquelle nous sommes en guerre : elles
donnent tout au plus le droit de s'emparer des pro-
priétés publiques de cette Société. Ces pirateries,
si contraires à la justice universelle, sont d'ailleurs,
comme nous verrons en son lieu, directement con-
traires à l'intérêt de la Société qui les encourage.

LA contrebande privant la Société d'une partie
de l'impôt, est sans doute un vol fait aux revenus
publics. Quoique le Gouvernement la punisse com-
me un vol, ce délit cependant n'a rien de honteux
suivant l'opinion générale. Quelle est la raison de
cette contradiction apparente, d'attacher de l'infâ-
mie à la violation des propriétés particulières, &
de regarder sans cette indignation flétrissante ceux
qui fraudent la propriété de l'Etat ? C'est que par
un sentiment ineffaçable des droits à la liberté & à
leur vrai bien-être, tous les hommes apperçoivent
confusément combien les prohibitions sont injustes
& nuisibles à la Société. Il est impossible de joindre
l'idée de la honte à la transgression de régle-
mens, qui révoltent nos sentiments intérieurs.

IL seroit hors de sa place de prouver, avant d'a-
voir posé les principes des preuves, quel tort font à
la Propriété Mobiliaire les impôts indirects. Pour
le présent, il suffit de les indiquer d'avance comme
une des plus grandes lésions de cette propriété.

C H A P I T R E VII.

De la Propriété Fonciere.

POUR augmenter les productions requises au bien-être de la Société, il est nécessaire de cultiver la terre, & de la préparer à cette culture. Pour engager les hommes à vouer leurs soins à cette culture & à cette préparation, il est nécessaire, comme nous avons vu, qu'ils puissent disposer exclusivement d'une partie de la surface d'un pays, & de ses productions: c'est ce droit de disposer exclusivement d'un fond & de ses productions, que nous appellerons Propriété Foncière.

LA PROPRETÉ est également nécessaire &

Elle découle directement des besoins, & elle en est le résultat le permettant de mettre un terrain en état de débarrasser les obstacles qui s'opposent à l'exploiter la terre par des lames, de mettre à l'abri les instruments de la culture. A cet effet on peut faire une Personnelle par le travail, & une autre par les dépenses. Il est nécessaire de riger de jouir de la Propriété sur laquelle nous avons incorporé nos intérêts légitimes. Personne n'a droit

à mon travail & à mes dépenses; personne ne peut avoir droit au fruit de mes dépenses & de mon travail, qui est le terrain que j'ai défriché & cultivé, ou par mes mains, ou par celles qui m'ont transmis leurs droits. Ce droit est d'autant plus juste que son exercice tourne, par la multiplication des productions, entièrement à l'avantage de la Société. Il étoit bien digne de l'inconséquence d'un prétendu sage de s'écrier ; celui qui le premier s'est avisé d'entourer d'une haie un terrain, a perdu le genre humain ! Cet homme si mal avisé, qui le premier s'est emparé d'un fonds, étoit le plus grand bienfaiteur de l'humanité.

Les déclamations contre la Propriété Foncière, & contre le mien & le tien en général, sont l'effet de l'ignorance, du fanatisme, & de l'amour du paradoxe. La communauté des biens est surtout une idée tout à fait monacale, qui répugne à l'ordre de la Nature. Pour appuyer cette chimere par des faits, on ne peut pas alléguer sérieusement l'exemple du Gouvernement affreux de Lacédémone; & l'on ne citera plus la République tant vantée des Guarans, qui, à l'expulsion de ses tyrans, s'est trouvée composée d'un ramas de sauvages abrutis, esclaves, & malheureux.

SANS la Propriété Foncière il n'y a point de culture, ou au moins elle seroit si languissante, qu'elle ne pourroit jamais répondre aux besoins de la Société.

La terre bien cultivée étant la source unique de toutes les richesses , si une Société desire d'être heureuse & puissante , & si par conséquent elle desire d'augmenter ses richesses & sa population , elle ne pourra obtenir ni l'un ni l'autre but , qu'en protégeant & en favorisant la Propriété Fonciere.

UNE raison de plus peut engager le Gouvernement à tourner préférablement son attention vers le maintien de cette Propriété. Les hommes qui jouissent uniquement de la Propriété Personnelle , ou de la Mobiliaire , ceux surtout qui n'ont pour patrimoine que leurs talens & leur industrie , quittent un pays avec la plus grande facilité , & s'établissent où il leur plait. Ils sont moins citoyens d'un Etat , que membres de la Société universelle.

LES possesseurs des fonds de terre sont plus intimement attachés à l'Etat , dans l'enciente duquel sont situées leurs possessions : ils n'ont ni la volonté ni le pouvoir de s'expatrier à la moindre fantaisie , & qui plus est , ils participent directement au bien-être , ou au malheur de la Société dont ils font partie. C'est la classe des propriétaires fonciers qui forme principalement la nation , qui est florissante , si ces propriétaires se trouvent dans une situation heureuse. Il importe donc infiniment à un Empire , que l'état des possesseurs des fonds de terre soit l'état le plus avantageux parmi les différentes classes de la nation : ces avantages exciteront

les desirs des autres classes pour l'acquisition des fonds, & les engageront à confier préférablement à la terre leur Propriété Mobiliaire. Nous sommes bien éloignés encore du tems, où les hommes ne sauront plus où placer dans les fonds leur travail & leurs dépenses; toute l'étendue de la fécondité de la terre n'est pas encore connue, & on ne lui a jamais demandé tout ce qu'elle est prête à donner.

Si de sages loix favorisent de cette maniere la Propriété Fonciere, elles font d'accord avec l'intérêt & l'inclination des Citoyens. Par un penchant inné & naturel nous aimons notre patrie, & nous desirons de nous y fixer, en assurant notre fortune. La Propriété Mobiliaire est exposée à trop de dangers, & à trop de vicissitudes; la possession des fonds, moins sujette aux révolutions, offre le seul moyen stable pour jouir du fruit de notre travail, & pour le transmettre à notre postérité. Si des gênes ou des vexations n'avilissent pas la Propriété Fonciere, l'état de possesseur de fonds de terre sera toujours l'état le plus justement & le plus généralement ambitionné.

C H A P I T R E VIII.

Des Loix contraires à la Propriété Fonciere.

L'USURPATION proprement dite de la Propriété Fonciere , ne peut gueres avoir lieu que dans des tems d'invasion & de conquête. Si le peuple conquérant dépouille le peuple vaincu de la Propriété des fonds , le conquérant agit contre la justice , & blesse ses propres intérêts. La conquête ne peut lui donner aucun droit sur la Propriété Fonciere des membres de la Société conquise , aussi peu que la victoire le peut mettre en droit de disposer de la Propriété Personnelle des vaincus. Le droit du conquérant ne s'étend que sur la Propriété publique de la Société dont il devient le maître.

HORMIS ces cas de bouleversement de la Société , il est impossible à un particulier de s'emparer , par la force , des fonds d'autrui ; il peut uniquement s'approprier ces fonds dans les cas où sa fraude se couvre du manteau de la justice , & où il peut par des vexations troubler le possesseur dans la jouissance tranquille de sa propriété. Les bonnes loix préviennent les fraudes & les vexations de toute espèce , & par conséquent en même tems celles qui attaquent la Propriété Fonciere.

MAIS il est des loix & des coutumes , qui , sans aucune violence ou fraude apparentes , minent cette

Propriété, & l'affoiblissent d'une maniere sourde & indirecte. La plupart de ces loix ont leur source dans le Gouvernement féodal, ou subsistant, ou dont on conserve les effets après l'avoir aboli; ou elles tirent leur origine de l'avidité du fisc, qui, connoissant mal ses intérêts, cherche un revenu où il ne doit pas le trouver.

ON se trompe en attribuant l'origine du Gouvernement féodal à l'esprit de liberté dominant chez les peuples du Nord, nos Conquérans & nos Légitimateurs. Nous verrons en son lieu, combien cette forme de Gouvernement est répandue, qu'elle se trouve dans tous les climats, qu'elle s'allie avec le despotisme ; qu'elle s'établit naturellement par la conquête d'un peuple foible, faite par un peuple féroce & paresseux ; & qu'elle se conserve dans des tems de barbarie & de troubles en faveur du service militaire. Ce Gouvernement vicieux par son origine & par ses effets, doit disparaître nécessairement à mesure que les nations adoucissent leurs moeurs, & font des progrès dans les connoissances les plus utiles. Plusieurs nations se sont, en effet, débarrassées de ces entraves gothiques ; mais, suivant la coutume trop ordinaire aux hommes, de s'arrêter à la moitié du bon chemin, ces nations, en se délivrant de la tyrannie des despotes féodaux, ont gardé beaucoup de leurs droits abusifs, si nuisibles à la prospérité de l'Etat.

Sur

SUIVANT le but de leur institution, les fiefs, servant de récompense & d'engagement aux officiers de ces barbares indisciplinés, étoient d'abord amovibles, &, à la mort du jouissant, on donnoit le bénéfice vacant à un autre chef de Barbares. Cette espece de fiefs amovibles ne se rencontre plus gueres aujourd'hui que dans l'Indostan, en Pologne, & parmi les Turcs. En tenant la Propriété précaire, elle n'attache pas le possesseur à son fonds; & en ne lui accordant qu'une jouissance limitée, elle l'empêche de faire les dépenses requises pour améliorer la terre. Ces possessions incertaines seront toujours négligées, & l'Etat perd tout le surplus des productions, que les avances foncieres d'un vrai propriétaire eussent créées pour l'avantage de la Société.

PRESQUE chez toutes les Nations les fiefs sont devenus héréditaires, & ce changement a remédié à une partie de leurs inconveniens. Il en est cependant de considérables encore qui sont inhérents à la nature de cette constitution. Les fiefs ont donné naissance à la noblesse héréditaire, & cette noblesse a produit à son tour l'inaliénabilité des fiefs sans le consentement du Seigneur Suzerain. On s'est persuadé, sans favoir pourquoi, qu'il importoit au bien de l'Etat de perpétuer un nom, souvent déshonoré, & de conserver dans la splendeur une race, souvent dégénérée. Il falloit à cet effet assurer à ces familles leurs possessions, en les séparant de la masse

commerçable des propriétés , & en les rendant in-communicables aux autres Citoyens.

CET arrangement arrête la circulation des fonds , qui gagnent ordinairement en changeant de maîtres : il affoiblit le crédit public , en dispensant le possesseur actuel du fief de payer les dettes de son prédecesseur : il ralentit encore l'émulation & l'industrie , en rendant si difficile l'acquisition des terres aux autres classes de la nation , avilies par ces difficultés humiliantes. Dans le cas prévu du passage du fief aux collatéraux , ou du retour au Suzerain , cette possession devient aussi précaire que celle des fiefs amovibles. Le dernier possesseur se croit simple jouissant , & ne se privera pas de son bien-être actuel pour faire des améliorations , dont le profit revient à des étrangers , & point à ses filles. La Société perd par cette détérioration des fonds , & personne n'y gagne , pas même le Seigneur , qui est véritablement l'esclave de son fief.

LE préjugé sur la nécessité de soutenir l'opulence de certaines familles , est encore l'origine du retrait lignager , & du retrait féodal. Un fonds négligé pendant une année , cause un dommage réel à la Société : mais un fonds sujet au retrait n'a point de Propriétaire pendant cette année , & par conséquent personne n'est intéressé à le soigner. Si la perte de l'Etat étoit récompensée par un avantage réel de celui qui jouit du droit de retrait , ce droit , quoiqu'in-

juste, auroit un prétexte spécieux; mais son exercice n'est d'aucune utilité & ne dépend que du désir puéril de posséder un fonds, parce que des personnes d'un même nom l'ont possédé autrefois.

DANS les pays, où les autres classes du peuple ont la liberté d'acquérir des fiefs comme les nobles héréditaires, cette liberté s'achète en payant la permission & une redevance. Ce droit de franc-fief est un impôt indirect, qui diminue la valeur du fonds sur lequel il est assis, & engage les particuliers à préférer l'acquisition des terres qui ne sont pas sujettes à ce droit onéreux. Un tel impôt est d'ailleurs contraire à l'ordre : les loix de la Nature ordonnent que les fonds contribuent aux besoins de l'Etat, à proportion de leur produit & de leur fertilité: l'état de la personne qui possède un fonds, n'a pas le moindre rapport avec l'augmentation de sa part aux contributions publiques.

TEL est aussi l'impôt connu sous le nom de lods & ventes. Il empêche la circulation des fonds, avantageuse à la Société & à ses membres, par les améliorations faites le plus souvent par l'acquéreur amoureux de sa nouvelle propriété: il retient l'ancien possesseur de vendre son fonds, quoique les circonstances exigeassent qu'il se défit d'une terre qui lui est à charge. Cet impôt, quoique payé en apparence par l'acheteur, tombe toujours sur le vendeur, qui, par cette considération, n'ose pas disposer de sa propriété.

412 PRINCIPES DE LA

en la transférant à une autre , puisqu'il est forcé de le faire avec désavantage. Ce droit des lods & ventes est donc un impôt contraire à la Propriété Fonciere. Une redevance annuelle seroit plus utile au Seigneur , qui percevroit cet impôt d'une manière plus égale , & pour le possesseur d'un fonds qui jouiroit mieux de son droit de propriété.

IL est défendu dans quelques Etats de vendre les terres sans une permission expresse , ou de jouir de leur revenu si le possesseur ne réside pas dans l'enceinte du pays où ses terres sont situées. Par cette défense on croit enchaîner les possesseurs à leur sol , & les forcer à dépenser leur revenu dans le lieu de sa production. Ces loix sont injustes , en tant qu'elles privent entièrement l'homme du droit sacré de sa propriété ; en l'empêchant d'en disposer suivant sa volonté & ses besoins : elles sont vaines , parce qu'il est si aisément de les éluder par des conventions tacites : elles sont inutiles , puisque par les rapports avec la Société universelle , il est assez indifférent , comme nous verrons , dans quelle Société se dépendent les revenus nés dans une autre Société : elles sont pernicieuses même , puisqu'elles avilissent les biens fonds , & qu'elles retardent les progrès de la population. Les gênes & vexations par lesquelles on accable la Propriété Fonciere , en dégouttent les habitans , qui , au grand détriment de l'Etat , donneront la préférence à la Propriété Mobiliaire. Quel sera l'étranger assez ennemi de sa liberté , pour ac-

quérir un fonds de terre dont il ne sera pas le maître , mais serf attaché à la Glebe ? Les anciens possesseurs ne feront-ils pas tous les efforts possibles pour se débarrasser de leurs terres comme des instrumens de leur esclavage , & pour s'enfuir après avoir jetté leurs chaînes ?

Les servitudes , auxquelles on assujettit les fonds de terre , blessent sans doute le droit de propriété. Mais il en est d'indispensables , sans lesquelles les autres possesseurs ne sauroient exercer leurs droits. Celui qui s'impose le devoir d'accorder un passage nécessaire à son voisin , acquiert un droit d'exiger à son tour le même devoir de la part des possesseurs qui entourent son fonds. Il y a donc une juste compensation de gain & de perte , dans l'échange réciproque des servitudes indispensables , dont les loix détermineront la nature & les bornes.

MAIS il est des servitudes , qui font un tort réel à la Propriété Foncière , sans utilité pour celui qui a le droit de les exiger , & sans dédommagement pour celui qui est obligé de les souffrir. Tels sont les droits de chasse & de pâturage , qui troublent la possession tranquille des fonds , & qui empêchent le propriétaire d'en disposer de la maniere la plus convenable à ses intérêts.

C'EST dans les siecles les plus ignorans & les plus barbares qu'on trouve l'origine du droit malheureux de courir après les bêtes sauvages , en foul-

lant le patrimoine de ses concitoyens. Une classe d'hommes féroces & oisifs, accoutumés au carnage & à la fatigue, ne savoit remplir le vuide de son ennui que par des amusemens cruels & violens. Ces hommes durent regarder la chasse comme une prérogative de leur état, &, comme leur unique occupation, de tuer les bêtes quand ils étoient réduits à la triste nécessité de ne pouvoir tuer des hommes. Malgré les changemens dans les mœurs, on a conservé à ces tyrans des bois un droit qu'ils exercent sur les possessions d'hommes libres, pendant que leurs ancêtres l'exerçoient au moins sur leurs propres possessions, cultivées par de misérables Esclaves. Quelle doit être la sensation d'un propriétaire, quand il voit ses champs ravagés par le gibier, contre lequel il ne lui est pas permis de se défendre? ou quand il voit ce prétendu maître du gibier, fouler les moissons du cultivateur en poursuivant sa proie? Peut-il se croire libre, ou membre d'une Société policée? Suivant l'ordre de la Nature, les bêtes qui se trouvent dans l'enceinte d'une terre devroient appartenir au propriétaire; & il vaudroit mieux voir périr toutes les especes des bêtes sauvages, que de souffrir qu'elles consument impunément la subsistance des hommes. Si un Gouvernement cependant aimoit mieux multiplier le gibier que les hommes, il seroit toujours nécessaire de limiter le droit de chasse, pour conserver au moins

la subsistance & la propriété aux habitans qui restent.

Le droit de pâturage est d'une très petite utilité à ceux qui en jouissent, & cause un grand dommage à ceux dont les possessions sont sujettes à ce droit absurde. Pour procurer à quelque bétail une nourriture incertaine, on dérange entièrement le propriétaire dans la disposition la plus avantageuse de ses fonds. Ce droit est la suite d'une pauvre culture, quand la négligence, ou le petit nombre des habitans, laissent en friche des terreins qui ne pouvoient servir qu'au pâturage. Sans l'abolition de ce droit, la culture n'arrivera jamais à un état florissant: le propriétaire doit jouir de son droit dans toute son étendue, & pouvoir employer son fonds en tout tems, & pour toutes les productions les plus convenables à ses intérêts & à ses circonstances.

C H A P I T R E IX.

Du Transport des Propriétés.

Le droit à la propriété implique naturellement le droit d'en disposer à la volonté de celui qui jouit de la Propriété. Excepté la Propriété Personnelle, qui par son essence est inaliénable, chaque homme à le droit de céder à un autre telle partie de ses propriétés dont il lui plait de se défaire.

Sa volonté cependant doit avoir un motif, assez

puissant pour transporter à un autre un droit, dont l'usage concourroit au bien-être de celui qui le perd par ce transport. Ce motif ne peut guères contester que dans une affection particulière du cédaït pour celui à qui il cede son droit: ou dans un équivalent que le second offre au premier pour le dédommager de sa cession.

CET équivalent d'une propriété, donnée pour acquérir une autre propriété, est ce qui forme un Contract, qui s'appelle Achat, Vente, Louage, &c. Suivant la maniere d'acquerir une nouvelle propriété, ou son usage, tout homme jouissant de sa Propriété Personnelle, tout homme qui n'est ni mineur, ni insensé, ni assujetti à un tuteur légal, peut contracter validement, & transporter sa propriété. Les loix naturelles ordonnent, pour rendre un tel contrat légitime, que la volonté de contracter soit clairement manifestée, & qu'il n'y ait ni fraude reconnue, ni lésion énorme de la part d'aucune des personnes contractantes. Les loix positives peuvent statuer sur les formes de ces contrats suivant les mœurs particulières d'un peuple, pourvû que les formalités soient les plus courtes, les plus claires, & les moins dispendieuses possibles.

LA cession présente d'une propriété en faveur d'une personne aimée, produit les donations. Elles doivent être libres comme le sentiment qui en est le motif. Celles que se font les personnes unies par

le lien du mariage, ont été néanmoins sujettes à l'animadversion de quelques Législateurs, qui ont limité les donations entre les Epoux, tantôt avant, tantôt après le mariage. Souvent on est embarrassé de voir quelle de ces loix est conforme à la justice & à l'ordre de la Société: le génie, les moeurs, les opinions d'un peuple en décident en partie. Il est plus dangereux cependant d'encourager la séduction, que de gêner la reconnaissance; & il n'est gueres de l'intérêt d'aucun Etat, de fournir au sexe de nouvelles armes pour augmenter son influence dans la Société Domestique.

ON peut regarder comme une donation, la dot qu'on accorde aux filles en les mariant. Si les mœurs introduisent la coutume de faire la dot trop considérable à proportion de la fortune de la famille, cette coutume devient préjudiciable à l'ordre, & mérite l'attention du Législateur. Elle est sujette aux mêmes inconvénients que les héritages disproportionnés des filles, dont nous parlerons; & elle a de plus celui d'augmenter le luxe des femmes dans un âge, où tout les sollicite à une dépense déséglée.

QUELQUES Auteurs ont paru douter, si les loix naturelles décident ou non sur l'ordre de la succession à la propriété. Il est clair cependant qu'il doit exister un ordre, le plus avantageux à la Société & à ses membres, qui ne laisse rien d'arbitraire dans

un arrangement aussi intéressant à leur bien-être : il importe également à la prospérité de l'Etat d'assurer les propriétés, & d'y attacher de plus en plus les Citoyens.

Le mort n'a plus, sans doute, ses propriétés ; mais il en a disposé, ou il est censé d'en avoir disposé, pendant sa vie. Le droit à l'hérédité est acquis par une donation tacite ; donation qui, si elle n'est pas expresse, doit être censée faite en faveur de ceux qui ont le droit le mieux fondé à l'affection du mourant. C'est donc nécessairement aux plus proches parens, que l'hérédité doit appartenir. A l'égard des enfans du mort, leur droit à la succession ne dépend pas seulement de l'affection présumée, mais encore d'un devoir de leur Pere. Ce Pere est obligé par tous les devoirs de la Nature, de courrir au plus grand bien-être de ses enfans : à plus forte raison il sera obligé de leur laisser une propriété, dont il n'a plus à faire, & qui peut augmenter le bonheur de sa famille. La succession des Enfans à la propriété de leur Pere &c, au défaut des Enfans, la succession des plus proches à leur Parent, est ordonnée par les loix immuables de la Nature.

Tous les fils d'un même Pere ont un droit égal à ses soins & à son affection : ce Pere est donc supposé avoir fait une donation égale à chacun de ses fils, qui doivent partager la succession par portions égales. Le droit d'aînesse, qui l'accorde en-

tiere à l'aîné des fils, & qui n'en laisse aux cadets qu'une très petite partie, dépend encore du préjugé absurde de la nécessité de conserver dans la splendeur, en faveur d'un vain nom, une seule famille, aux dépens de plusieurs qui en pourroient devenir des branches. Ce préjugé, reste barbare d'un préjugé barbare, est la source de plusieurs loix injustes. Telle est celle qui établit ce droit d'aînessé, qui, bien loin d'être avantageux à la Société, lui cause des dommages réels. Il est visiblement contraire à la population, & il augmente, sans aucune nécessité, l'inégalité, qui, quoique fondée jusqu'à un certain point dans la Nature, occasionne, si elle est excessive, de grands inconvénients, en accumulant les propriétés sur un trop petit nombre de têtes.

La justice n'exige pas la même égalité de partage entre les fils & les filles; & il n'est pas à présumer que le Pere ait la volonté ou l'obligation de ne faire aucune distinction entre ses enfans mâles ou femelles. Suivant nos rapports avec la Nature & la Société, le mari forme & soutient la famille; c'est à lui qu'on doit fournir les moyens d'obtenir le but auquel il est destiné. Les filles entrent dans une autre famille, que leur mari est obligé de soutenir par sa part de la succession de son Pere. Etant étrangères d'une certaine manière à leur propre famille, ou pouvant le devenir à chaque moment, elles ne peuvent attendre de droit de leur famille,

que la sustentation jusqu'à ce qu'elles cessent d'en faire partie , c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elles se marient. Tout rentre alors dans le juste équilibre ; elles trouvent leur part dans celle de leur mari , qui n'avoit rien non plus à partager avec ses sœurs.

A cette considération de la justice du droit exclusif des mâles à la succession du chef de la famille , se joint encore celle de l'intérêt de la Société , qui demande cet ordre dans la succession. Des mariages nombreux & bien assortis , sont sûrement une des causes principales de la prospérité d'un Etat. Mais comment les mariages seroient-ils heureux , si l'intérêt en ferre les noeuds , & si l'on préfere les tristes héritières , communément aussi disgraciées par la Nature qu'elles sont favorisées par la fortune , aux personnes les plus accomplies , mais dénuées de biens ? Si au contraire il est impossible que les richesses déterminent le choix , quand aucune femme n'offre de la fortune , ce seront les qualités personnelles de l'épouse qui la feront rechercher. Les filles peu dignes d'être les compagnes d'un homme , ou peu faites pour avoir une postérité bien constituée , seront entretenues par leur famille , & les autres seront placées à proportion de leur mérite. Par ce choix libre & désintéressé des mariés , les mariages deviendront plus unis & plus stables : les femmes plus modestes auront des mœurs plus pures ; & leurs prétentions , manquant de l'aliment

de la fortune , ne troubleront pas si aisément l'ordre de la Société Domestique. Pour sentir cette vérité , il faut avoir vu les mariages dans les pays où les richesses ou les convenances les forment , & dans les pays où les loix féodales , n'accordant pas aux filles la succession des fiefs , laissent aux hommes la liberté de suivre uniquement leur inclination.

Le droit de tester semble moins fondé dans l'ordre de la Nature , & l'on pourroit douter du droit d'un homme de disposer de sa propriété après sa mort. Mais les testamens ne sont que les déclarations d'une donation conditionnelle , qui doit avoir son effet plénier dans un tems marqué. Si j'ai le droit de céder pour le présent gratuitement ma propriété , j'ai le droit aussi d'en faire don dans un tems à venir , tel que l'époque du décès du testateur.

IL est de l'intérêt de la Société de ne point gêner ce droit , ou de n'y point mettre des limites trop étroites. La propriété est si essentielle à la prospérité d'un Etat , qu'on ne peut pas trop encourager les hommes à acquérir des propriétés , en leur assurant la jouissance plénire de tout ce qui leur appartient légitimement. Un homme qui ne pourroit disposer librement de son bien , ne se croiroit jamais vrai propriétaire de ce qu'il lui est défendu de donner suivant les mouvemens de son affection ; & l'ardeur pour acquérir , & par conséquent l'industrie aussi , seront rallentées. La défense de tester seroit contraire à l'esprit de propriété & à l'industrie.

CETTE faculté de tester cependant ne peut pas être indéfinie, & elle ne doit pas choquer les règles de la justice. Les enfans ayant un droit réel à la succession de leur Pere, il seroit injuste de lézé leur droit, en accordant aux Peres le pouvoir de faire des testamens par lesquels ils priveroient leurs enfans d'une partie de leur héritage. Il est déjà contre l'ordre & l'union des familles, de permettre au Pere de favoriser un de ses Enfans préférablement aux autres par les dispositions d'un testament. L'exhérédation est une idée dure, tirée des mœurs des anciens Romains, qui, en accordant aux Peres un pouvoir désordonné sur leurs enfans, avoient changé la tendresse paternelle en tyrannie despotique.

On objecte un autre inconveniēnt contre la faculté de tester, en l'accusant de troubler la paix de la Société. Plus de la moitié des procès, dit-on, doivent leur origine aux testamens, dont l'interprétation est toujours si difficile. Il est aisē cependant au donateur de manifester clairement sa volonté ; & les difficultés viennent de la part de ceux qui sont intéressés à ne la pas comprendre : il est aisē aussi de constater la réalité de la volonté du testateur par des formes simples & décisives. Mais en voulant prendre trop de précautions, & en multipliant à cet effet les formalités requises pour rendre un testament valide, le Législateur lui-même fournit le ferment qui fait éclore les procès & les disputes.

En simplifiant ces formalités, en abolissant les clauses inventées par la subtilité de Rome ancienne ou moderne, enfin en déterminant nettement à quoi on reconnoitra la volonté du testateur, la faculté légitime de tester ne peut occasionner aucun désordre dans la Société.

CHAPITRE X.

Des Coutumes contraires à toutes les Propriétés.

EN abolissant des loix injustes, on a souvent laissé subsister leur esprit, & l'on a conservé des coutumes pernicieuses, qui découlent des mœurs des siècles les plus reculés. Quand on affranchit les serfs de la Glebe, c'étoit, sans doute, dans le dessein de réhabiliter l'homme dégradé, & de ranimer son industrie, en lui accordant des droits à la propriété. Mais dans quelques pays il est arrivé, par une de ces contradictions si communes & si inexplicables, qu'en rendant au serf sa Liberté Personnelle, on a soumis sa propriété à la plus dure servitude. Une coutume barbare nomme le seigneur, & même quelquefois un seigneur ecclésiastique, unique héritier de ses vassaux, ou lui donne au moins le droit de partager avec les enfans du défunt. Il suffit de nommer une coutume aussi absurde, & qui semble

ne pouvoir exister que parmi les Malays, pour sentir tous les dommages qu'elle cause à la Société, en affoiblissant l'esprit de propriété, & en détruisant par conséquent toute émulation & toute industrie.

L'ESPRIT de propriété est attaqué aussi dans les pays, où le Souverain se porte pour unique héritier des étrangers, morts sans postérité dans l'enceinte de ses Etats, & où il n'est pas permis à ces étrangers de disposer de leurs biens par testament. Ce droit prétendu du Souverain, appellé droit d'aubaine, est encore un effet des mœurs des siècles barbares, où tout étranger, réputé ennemi de la nation, étoit en cette qualité destiné d'avance à être pillé & rançonné par la puissance qui auroit dû le protéger. Les étrangers qui craignent de souffrir de cette coutume, ne seront nullement empressés à habiter un pays où ils sont traités en ennemis, sans jamais pouvoir jouir des droits de Citoyens de la Société universelle; & ceux qui dans ce pays auront acquis quelque fortune, se hâteront de transporter leurs biens dans un endroit où ils osent en disposer librement. Le Souverain qui exerce le droit d'aubaine, empêche l'augmentation du nombre de ses sujets, & diminue également l'industrie & la masse des richesses de ses Etats.

CE qui a été dit plus haut des incrédules de la défense de s'expatrier, ou de se défaire des fonds de terre, s'applique avec la même certitude à la dé-

défense de sortir d'un pays ses biens en général. La loi générale détruit la jouissance légitime de la Propriété, comme le font les particulières; & elle est encore plus injuste, plus inutile, & plus nuisible. Elle n'a qu'une raison spécieuse, qui repose sur un vain préjugé à l'égard de la maniere dont la Société peut tirer parti des richesses de ses membres; préjugé que nous examinerons en traitant des richesses & des forces de la Société.

Le même préjugé a conseillé à quelques gouvernemens, de ne point laisser échapper leur proie putative, sans en avoir retenu une part du pillage; de ne point souffrir la sortie d'une propriété de l'enceinte de leur fort, sans l'avoir dépouillée. Cette espece d'impôt mal assis s'appelle dans les termes de cet art gothique des droits, la traite foraine. La liberté imprescriptible de l'homme de disposer de sa propriété, est bien dégradée, si elle doit être achetée par la cession d'une partie de cette propriété: cession qui n'est avantageuse à personne, & qui est au fisc même d'une utilité imaginaire, comme l'est tout impôt indirect. Ce droit, né dans les tems d'anarchie, ressemble assez à celui de rançonner les passans; exercé dans le même esprit par les possesseurs de chaque donjon fortifié.

DISONS en général, que l'erreur du fisc, qui croit tirer du profit de toutes les actions des sujets, est entièrement contraire à son intérêt, & la prof-

périté de l'Etat. Que cette erreur provienne de l'ignorance, ou d'une avidité mal entendue, elle est également destructive. L'empressement pour les confiscations, & pour les amendes pécuniaires, fait envisager le Souverain par ses Sujets, non pas comme un Pere attentif à les corriger de leurs défauts, mais comme un Despote, qui se fait un patrimoine de leurs fautes. Une nation perd son caractere, & tombe dans le mépris, si le fisc appelle encore les délateurs au partage, en leur promettant un intérêt dans l'amende ; c'est anéantir l'union & la confiance entre les Citoyens, & introduire l'espionnage, si odieux sous la tyrannie même, au sein de la liberté.

TOUT impôt sur une action, est nécessairement une lézion de la Propriété, puisque, suivant l'ordre de la Nature, cet impôt doit être assis à la source des richesses. Il est également contraire à la liberté, puisqu'il prive l'homme de la jouissance de sa Propriété, en le gênant dans ses dispositions. Ainsi tous les droits sur les contrats, sur les donations & sur les testamens, qu'on paie ces droits simplement ou en achetant du papier timbré, sont toujours contraires aux intérêts du Souverain & du Peuple. Ce sont des impôts indirects, levés sans nécessité, placés à contre-sens, & exigés d'une manière plus choquante encore que n'est l'impôt même.

PRINCIPES DE LA LÉGISLATION UNIVERSELLE.

L I V R E IV.

Des Biens en général.

C H A P I T R E I.

Des Biens en général.

Nos rapports avec la Nature nous donnent un droit légitime à tout ce qui est nécessaire à notre bonheur & à notre conservation. Ces rapports nous imposent en même tems le devoir d'user de nos droits en conformité des vues de la Nature.

EN proposant ce but, elle nous offre aussi les moyens requis pour y atteindre. Nous appellons Biens, tous ces moyens propres à nous faciliter l'observation du devoir de nous conserver, & d'augmen-

ter notre bonheur. Cette dénomination leur convient à juste titre, puisque ces moyens comprennent tout ce qui compose notre véritable bien-être.

ON peut compter, sans doute, parmi les Biens, les facultés de notre esprit & de notre volonté ; comme aussi les résultats de l'exercice bien réglé de nos affections & de notre intelligence. Mais la considération des biens de cette classe, comme aussi de ceux qui servent uniquement à notre amusement, trouvera sa place quand il s'agira de trouver le degré de félicité dont l'homme peut jouir dans une Société policiée. Il est question, pour le présent, d'examiner la nature de ces biens qui déterminent plusieurs rapports de l'organisation de la Société, & de l'état de ses membres : biens qui, pour la plupart, sont des êtres physiques, produits par la Nature seule, ou par le concours de l'action de l'être intelligent.

C'est un spectacle bien satisfaisant, que la contemplation de cette foule innombrable de Biens de toute espèce, qui s'offrent à nous de toutes parts, & par lesquels la bonté de l'Etre Suprême excite notre activité, & nous met en état de nous acquitter de nos devoirs. Tantôt ce sont des éléments bienfaisans, qui, en remontant le jeu de notre machine, conservent notre santé ; tantôt des productions de la terre, dont l'usage soutient notre vie ; tantôt des ouvrages de l'art, fruits de notre intelligence,

qui rendent notre existence plus commode & plus agréable. Toute la Nature paroît le patrimoine de l'homme , tant elle est empressée à satisfaire nos besoins & à nous combler de plaisirs.

EN considérant cette quantité & cette diversité de Biens, on observera aisément une gradation marquée dans les rapports qu'ils ont avec notre manière d'exister. Ceux qui sont indispensables à notre conservation, occupent le premier rang, comme étant d'une utilité nécessaire : au second rang sont ceux qui servent à la commodité , ou qui facilitent notre conservation: les derniers , à l'égard de notre devoir de les acquérir, sont ceux qui nous causent des sensations agréables, sans être d'une nécessité absolue à notre existence. Cette distinction entre les Biens purement utiles, commodes, ou agréables, établit un ordre dans leur acquisition , dont l'observation , comme nous verrons , influe sur plusieurs institutions de la Société , & détermine les règles de conduite de ses membres.

LE point de séparation cependant , qui distingue ces classes de Biens, n'est pas assez fixe pour que ces classes ne se confondent le plus souvent. Les Biens censés purement agréables sont toujours utiles; & le plaisir , joint communément à la jouissance des Biens de première nécessité , les rend agréables. Il n'y a que les Biens d'opinion qui sont réputés tels par une erreur produite par l'inobservation de

l'ordre naturel dans la Société ; Biens dont la fausse utilité, ou l'agrément imaginaire, ne peuvent contribuer en rien à notre bien-être. Fondés sur les chimères de la vanité ou de l'enthousiasme, ces Biens puratifs ne méritent notre attention, qu'en tant que leur poursuite fait négliger les Biens réels.

De quelle classe que soient ces Biens réels, le plaisir qui y est attaché nous les fait désirer vivement. Ce plaisir est la récompense de l'observation, comme la douleur résultante de la privation de ces Biens, est le châtiment de la transgression de la Loi éternelle, qui nous ordonne de nous conserver & de faire notre bonheur. Par cette sanction de ses loix, la Nature surmonte notre penchant à la paresse, & nous oblige à suivre notre destination, qui est de seconder ses opérations.

Ces loix inviolables de la Nature, qui nous nécessitent à l'acquisition des Biens, nous manifestent aussi le devoir des chefs de la Société, à diriger toutes leurs institutions au but de faciliter aux membres de cette Société l'acquisition, & de leur assurer la jouissance de ces Biens. Diminuer par une mauvaise administration la masse de ces Biens, sera un crime irrémissible ; & ne pas l'augmenter au possible, est déjà pécher contre l'ordre de la Nature.

Les mêmes devoirs sont prescrits aux particuliers entre eux : ils doivent être justes en ne troubant pas leurs concitoyens dans la jouissance de leurs Biens,

& ils sont obligés d'être bienfaisans en augmentant de tout leur pouvoir la masse des Biens, qui font le bonheur de tous.

C H A P I T R E II.

Des Richesses.

IL est des Biens dont un individu peut jouir exclusivement à tout autre individu, & qui par conséquent forment une Propriété: il en est d'autres qu'il est impossible de s'approprier, & qui restent nécessairement en commun. Personne n'a été encore assez insensé pour vouloir s'emparer d'une portion d'air ou de lumière, en prétendant jouir seul de cette portion, & en privr ses semblables.

PARMI ce nombre immense de Biens répandus sur la surface de la terre, il en est qui ne proviennent pas également dans tous les climats: il en est qui ne sont pas également désirés en tout lieu, & par tous les individus, nécessités à ne les désirer qu'à proportion de leurs besoins. Les forêts, qui surchargent inutilement des plaines désertes, n'excent pas les désirs des Sauvages; une source pure coule négligée dans un pays bien arrosé. Transportez ces bois, ces sources, dans des pays secs & arides, qui manquent ou d'eau ou de chauffage; &

Ces Biens méprisés seront d'une grande valeur.

Si deux hommes possèdent des Biens dont ils peuvent se passer, & si de l'autre côté chacun a besoin du bien dont l'autre a envie de se défaire, ils sont portés naturellement à les échanger. Ces Biens dont on peut faire une échange contre d'autres Biens, prennent alors le nom de Richesses. Pour qu'un Bien devienne Richesse, il est donc nécessaire qu'il soit une Propriété, & que le besoin d'un autre individu l'engage à souhaiter d'acquérir cette Propriété, en cédant en échange une autre de ses Propriétés. Comme ces transports des Propriétés s'exécutent ordinairement par des achats & par des ventes, on a défini aussi les Richesses par des Biens qui ont une valeur vénale.

EN parlant suivant la rigueur des termes, il faudroit dire qu'il y a autant de classes de Richesses qu'il y a de classes de Propriétés. Quoiqu'il ne soit pas usité de compter les facultés intellectuelles & corporelles parmi les Richesses d'un homme, il est clair cependant qu'il peut échanger l'exercice de ses facultés contre d'autres Biens, & recevoir des salaires pour compenser ses talents & son travail. Mais comme l'exercice de ces facultés se fait toujours par l'intervention de quelques êtres physiques, & que ces facultés ne se fourrissent que par la consommation d'êtres physiques, cette Richesse personnelle pourroit causer quelque confusion dans l'examen des

rapports des Richesses en général. Il sera plus conforme à la netteté des recherches, de ne considérer, pour le présent, que les êtres physiques, qui sont des Biens, qui ont une valeur, & qui peuvent être échangés.

LES Richesses mobiliaires ne sont que la Propriété mobiliaire, entant que les Biens qui la composent sont envisagés comme ayant une valeur vénale. Il en est de-même des Richesses foncieres, où les fonds de terre sont considérés eu égard à leur possibilité d'être échangés contre d'autres Biens. Ce qui a été prouvé de la nature de ces Propriétés ; de la manière de les acquérir, & du droit de les transporter, s'applique avec la plus grande facilité aux Richesses de ces deux Classes. Il seroit inutile de répéter les résultats des recherches précédentes ; mais il sera indispensable de considérer ces Richesses dans leur influence sur l'ordre de la Société.

P ARMI les Richesses mobiliaires il se trouve une différence, qui, bien observée, sert à expliquer l'origine & la dispensation des Richesses en général. Toutes les Richesses mobilières sont destinées, il est vrai, à être consommées, ou à être détruites par l'usage que nous en faisons. Il en est cependant dont la destruction est subite, & d'autres qui ne s'usent & ne se détruisent que lentement, & quelquesfois pendant le cours de plusieurs siècles. Les Richesses de la première espèce, telles que les den-

rées ou les subsistances, sont pour l'ordinaire des dons de la Nature, qui, secondée par l'homme, les réproduit sans interruption: celles de la seconde espece sont des ouvrages de l'art, pour lesquels la Nature fournit les matières premières, & la subsistance des hommes qui emploient leurs facultés personnelles pour perfectionner ou pour changer la forme de ces matières brutes. Les Richesses de la première espece s'appellent communément des denrées, & celles de la seconde, des ouvrages de l'art.

C'est exercer la bienfaisance, quand nous contribuons à augmenter la masse des Richesses, qui sont des biens d'autant plus estimables, que par leur échange nous pouvons acquérir à notre choix les Biens les plus analogues à nos besoins. La production & l'acquisition des Richesses est donc un devoir imposé à chaque particulier. Le Souverain est obligé de faciliter & de favoriser l'observation de ce devoir: son intérêt est d'accord avec cette obligation, puisqu'il cimente sa puissance en multipliant les richesses de ses Sujets.

Il est des maximes généralement répandues, qui vantent le mépris des richesses comme une vertu, & qui exaltent le mérite d'une pauvreté volontaire; qui taxent de vice le désir d'acquérir des Biens, & qui accusent les protecteurs de l'industrie d'avilir l'homme en excitant sa cupidité. Quoiqu'il soit permis de passer sous silence des opinions contrai-

res à une vérité prouvée, il ne sera pas hors de propos de jeter un coup d'œil sur l'origine & sur les conséquences des préjugés adoptés à cet égard.

Ces maximes austères & timides nous viennent de quelques nations où les hommes, énervés par le climat, ou découragés par un gouvernement tyannique, mettent leur plus grand bonheur dans l'inaction. Mais c'est précisément pour contrebalancer ce penchant à la paresse & à l'inaction, que la Nature nous donne l'amour du plaisir, & par conséquent le désir des richesses, propres à nous procurer les sensations agréables. L'homme doit perfectionner ses facultés ; ce qu'il ne pourra effectuer qu'en produisant continuellement des Biens qui contribuent à sa perfection. Prêcher le mépris des Richesses, est donc contrarier les desseins de l'Etre Suprême, & éloigner l'homme de sa destination.

QUELQUES inconveniens attachés à l'acquisition, à la possession & à la jouissance des Richesses, ajoutent à la prévention des esprits noirs & rigides contre le devoir de nous mettre dans l'aisance. Dans les siecles corrompus la cupidité emploie les moyens les plus bas, les plus honteux, & souvent les plus criminels, pour amasser des Biens, & pour se parer de la distinction de l'opulence, la seule à laquelle les gens corrompus puissent aspirer. Les Riches, dans d'autres tems, devenus timides, & par conséquent avares, enfouissent des Biens, & en les détournant de leur cours naturel, en font tarir

la source , & répandent la langueur sur toute la Société. Quand au contraire l'estime du public n'est que pour les distinctions frivoles , la cupidité fastueuse prodigue à des objets indignes ce qu'elle a ravi aux classes les plus respectables.

Ces inconvénients cependant ne sont pas l'effet direct de l'amour des Richesses : ils sont les suites de l'ignorance , des mauvaises loix , & d'un Gouvernement mal constitué . Si la soif de l'or s'empare d'une Nation au point de lui faire négliger tous les devoirs civils , les ressorts du gouvernement sont usés , la connoissance & l'amour de l'ordre sont éteints , & les loix sont ou mauvaises , ou les bonnes sont sans vigueur. Si les richesses foncieres perdent leur prix , & si les mobiliaires sortent de la circulation , les avares craignent de paroître opulens : la liberté de la nation se trouve alors anéantie.

A Athenes les Riches étoient les esclaves d'une Démocratie turbulente , qui , ne respectant aucune propriété , les taxoit suivant son caprice ou son envie ; ils le sont de-même dans un Etat despotique , où leurs Biens font le gage de leur servitude. Si des Riches se livrent à des fantaisies fastueuses , ou la constitution n'est pas favorable à l'ordre naturel des dépenses , ou cet ordre est interverti par des loix mal combinées.

LE desir bien réglé des Richesses , & une aisance générale qui en résulte , sont des indices certains d'un bon gouvernement , & de l'état florissant d'une

nation. Les hommes ne restent dans la pauvreté, que par le même motif qui engagea tant de gens, dans les siecles du moyen âge, à s'enfermer dans des couvents, pour éviter la cruauté & les vexations de leurs vainqueurs barbares. Il est sage quelquefois de se réfugier dans la médiocrité, pour se mettre à couvert de l'injustice & de la corruption.

C H A P I T R E III.

De la Source des Richesses.

EN considérant l'essence des Biens, qui sont des êtres physiques propres à nos jouissances, on appercvrira tout de suite le lieu de l'origine des Richesses. Ces êtres physiques doivent nécessairement faire partie de notre Globe, ou des productions de la Nature. Les Richesses foncieres étant formées par la Propriété d'une parcelle déterminée de la surface du Globe, sont inhérentes à la terre & ne subsistent que par elle.

Les denrées, ou les Richesses mobiliaries de consommation subite, sont visiblement des productions de la terre, dont la fécondité inépuisable fait renaître annuellement ces Richesses, à mesure que celles de l'année précédente ont été détruites par la consommation.

ENTRE les Richesses de durée, ou les productions de l'art, il n'y en a point dont la matière première n'appartienne à un des trois règnes de la Nature, & qui ne sorte ou directement ou indirectement du sein de la terre. Les minéraux en sont tirés sans intervention d'un autre agent, & les végétaux en pompent leur nourriture. Parmi les animaux, ceux qui se nourrissent de végétaux composent leur substance de sucs de la terre: & les animaux carnassiers sont formés, quelquefois par un assez grand circuit, de la substance des animaux qui à la fin ne consomment que des matières végétales. Tout le fond des ouvrages de l'art, est donc une production de la terre.

UNE erreur a fait méconnoître la source de l'accroissement des Richesses mobiliaires de durée, dans la valeur ajoutée aux matières brutes par la main-d'œuvre. On a cru voir dans cette valeur ajoutée, une nouvelle valeur créée par le travail de l'ouvrier; & on a regardé ce travail comme une vraie source de richesses, distincte de celle qui découle des productions de la terre. Cette erreur provient de ce que dans une Société policée, les échanges des Biens ne se font pas en Nature, mais par l'entremise des signes des richesses: par cette opération on s'accoutume à envisager ces signes comme des Richesses réelles; & l'on perd de vue les Biens que ces signes représentent. L'ouvrier est

payé en argent ; & cet argent paroît une Richesse produite par l'industrie.

PAR quelle raison l'ouvrier peut-il vendre plus cher une matière façonnée, qu'il n'auroit pu la vendre dans son état brut ? Pendant qu'il est occupé à donner une autre forme à une matière brute, il ne peut pas travailler à la terre, pour en tirer sa part de subsistances nécessaires à son bien-être & à sa conservation. Cependant il faut qu'il vive, & qu'il consomme ; il est donc juste que ses subsistances lui soient fournies par ceux qui jouissent de son travail, c'est-à-dire, par ceux qui achètent son ouvrage & qui lui donnent en échange des signes de richesses, avec lesquels il peut rembourser ses consommations. La valeur d'un ouvrage de l'art, au-dessus de la valeur de la matière première, n'est que la valeur des subsistances consommées par l'ouvrier pendant le temps de son travail ; & cette valeur reçue par l'ouvrier, représente toutes les subsistances détruites par sa consommation. Si la valeur de la matière façonnée surpassoit même cent fois ou mille fois la valeur de la matière brute, cette valeur augmentée, au lieu de montrer une nouvelle richesse, prouve uniquement que la façon a couté beaucoup de temps & de subsistances à l'ouvrier. Une petite quantité de fil occupe une faiseuse de dentelles des années entières.

La proportion inégale entre ces valeurs montre déjà leur origine. Quelle différence énorme entre

la valeur d'un morceau de toile & de quelques couleurs acquise par le moyen d'un manufacturier en petites étoffes, & entre la valeur de la même toile & des mêmes couleurs acquise par leur emploi, par un habile Peintre dans un tableau ! La raison de cette différence est fondée sur la différence de la valeur des subsistances d'un simple ouvrier, & d'un artiste. Chaque homme peut travailler en étoffes, dont la fabrication ne demande ni beaucoup de tems, ni des talents supérieurs : cet ouvrier consomme peu, & des subsistances communes ; mais un artiste, suivant son état, est censé consommer davantage, & des subsistances d'une espece plus relevée. L'exercice de son art exigeant les talents les plus rares, il n'a pas à craindre la concurrence, & il peut mettre à son ouvrage un prix, qui ne lui rembourse pas seulement ses consommations, mais qui lui paie encore d'avance des subsistances abondantes, quand il voudra se reposer de son travail.

ON s'est trompé également, en croyant trouver dans les profits du trafiquant un accroissement réel des Richesses de la Nation. Une marchandise se vend plus cher dans le lieu de sa consommation, qu'elle ne se vend dans le lieu de sa production, parce qu'elle coûte des frais de transport, & du travail à ceux qui soignent le transport, les achats, & les ventes. Le trafiquant ajoute la valeur de ces frais, & le salaire qu'il peut exiger, suivant la concurrence,

ce,

ce, pour ses peines, à la valeur primitive de la marchandise. Cette augmentation de valeur représente la valeur des subsistances consommées par les voituriers & par le trafiquant, dans le tems qu'ils étoient occupés à faire ce négoce. Le profit est toujours dépensé, ou le sera pour des productions de la terre, & les représente après leur destruction.

Si le trafiquant vend ses marchandises à ses concitoyens, son profit est clairement le produit du sol de sa patrie. Mais on a cru ce profit uniquement créé par le commerce, s'il provient par la vente des marchandises à l'étranger. Sans entrer, pour le présent, dans la discussion de la réalité d'une création de richesses par le moyen du commerce étranger, il suffit de remarquer, que la valeur offerte par les étrangers, en échange de nos marchandises, doit nécessairement être le produit de leur sol, ou de celui de leurs voisins. Ils ne pourront acheter de nous sans vendre à d'autres, & ils ne peuvent vendre que les productions de leur sol ou de leur industrie, qui sont les mêmes. En supposant qu'ils nous offrent une valeur gagnée sur leurs voisins, cette valeur est le produit du sol de leurs voisins. Quelque cercle que décrivent ces valeurs, quelque route tortueuse qu'elles parcourent d'une nation à l'autre, elles ne peuvent jamais être que les représentations des productions de la terre, ou existantes, ou consomées.

La terre est donc l'unique source des richesses, & ses productions si variées sont les seules richesses réelles. Parmi ces richesses que la Nature nous offre de tout côté, il en est cependant qui sont plus précieuses que les autres, & qui contribuent plus directement à notre prospérité. Celles qui sont produites par la Nature sans le concours de l'être intelligent, ne sont pas susceptibles d'augmentation, & ne pouvant s'accroître à mesure de nos besoins, elles n'encouragent pas la population. Les richesses, au contraire, que l'homme tire de la terre, en excitant sa fécondité par son travail, se multiplient à proportion du nombre des mains laborieuses qui les cherchent & qui en ont besoin. Annuellement renaissantes, elles nous rassurent contre la crainte de succomber à nos besoins, & elles nous promettent une source de jouissances, qui ne tarit que par l'interruption de notre travail.

Ces considérations nous montrent l'importance de l'agriculture en général, regardée comme l'art par lequel l'homme sollicite la terre à continuer & à multiplier ses productions. Sans l'état florissant de la Culture, aucune Nation n'a été ni heureuse, ni riche, ni puissante. Si en négligeant la culture de son sol, un peuple paroît prospérer par le produit de ses conquêtes, ou par les profits d'un commerce d'économie, son état de bonheur est toujours précaire, & ses voisins, restés dans l'inaction par foi-

blesse ou par ignorance, reprennent leurs droits en renversant ce colosse à pieds d'argille. La prospérité d'un Etat n'est fondée que sur des richesses réelles, qui peuvent être multipliées suivant les besoins des habitans.

IL suffit de faire attention à la marche naturelle des occupations de l'homme, pour voir à quel point on doit accorder la préférence à l'art de la culture, au dessus des autres arts. Sans avoir une subsistance assurée, personne n'a ni le tems ni la volonté de travailler à la façon des matières premières, ni à rapprocher les marchandises du consommateur. Tout le mouvement de la Société reçoit sa première impulsion par la surabondance des substances. Si ces substances sont suffisantes pour entretenir un plus grand nombre d'hommes que ceux qui sont nécessaires à les produire, tout ce surplus des habitans s'appliquera aux arts & au commerce. C'est donc ce premier ressort que le gouvernement doit remonter sans cesse : en abandonnant la machine de la Société à son mouvement, & en accordant une liberté plénière à l'industrie, tout ira au mieux par son propre mécanisme.

TOUTES les institutions fondamentales de la Société sont bonnes, si elles visent à donner la plus grande activité à la culture : toutes les loix sont conformes à l'ordre, si elles favorisent cette activité. Ces institutions & ces loix ont pour but,

dans une Société bien organisée, d'opérer le plus grand bonheur du plus grand nombre de ses membres. Si les productions de la culture sont abondantes, les hommes ne sont pas réduits à se contenter d'une subsistance modique, & uniquement suffisante à la conservation de leur existence: ils peuvent consommer d'avantage & ajouter le commode au nécessaire; ils feront plus forts, plus vigoureux, moins accablés de fatigues, & par conséquent ils feront plus heureux. Supposé même que la population n'augmente pas en proportion de l'accroissement des subsistances, l'Etat riche sera toujours plus puissant qu'un Etat pauvre plus peuplé, parce que le premier contient des sujets plus robustes, & plus propres au travail. Une agriculture florissante est donc en tout tems la base du bonheur des peuples, & un indice certain de leur félicité.

PLUSIEURS loix & plusieurs institutions sociales, ont, comme nous verrons, une influence directe, ou au moins indirecte sur la prospérité de l'agriculture. Contentons nous de remarquer pour le présent, combien il est pernicieux de conserver les restes de la barbarie féodale dans ces institutions absurdes, qui avilissent le cultivateur, & qui réduisent à la misère & au mépris la classe la plus utile, & la plus estimable de la Nation. Dans les pays infectés de ces préjugés inhumains, le cultivateur humilié, vexé & dégradé, se dégoute de son état, & aban-

donne le sein d'une terre , qui , au lieu de le rendre heureux , ne lui attire que des chagrins: il tâche de porter dans les villes son industrie , pour se mettre à l'abri des humiliations ; & la terre se venge par la stérilité , du mépris dont on accable ses favoris.

Si le Souverain , au contraire , fait aimer au cultivateur sa profession , si les loix mettent le colon à l'abri des vexations , & si les mœurs attachent de la considération au noble travail de produire les subsistances des Citoyens , le cultivateur , content de son état , n'est pas tenté d'en changer & d'employer à une autre entreprise son savoir & ses richesses . Sensible aux distinctions , s'il n'est pas entièrement abruti , il s'adonnera avec une nouvelle ardeur à une occupation qu'il verra honorée , & qui fait également son bonheur & sa fortune . Pour preuve de la possibilité , & des avantages des loix & des institutions de cette espece , il sera permis de citer l'exemple de la Chine ; & l'Empire le plus ancien & le plus florissant du Globe pourra bien servir de modèle à des Etats demi barbares encore .

CHAPITRE IV.

Des dépenses nécessaires à la production des Richesses.

Les productions de la terre étant les seules richesses réelles, pour qu'une Nation soit dans l'aisance il faut qu'elle jouisse d'une grande quantité de ces productions. Mais les productions spontanées de la terre sont en petit nombre; & pour que les richesses répondent aux besoins de la population augmentée, le concours de l'homme aux opérations de la Nature est indispensable. Pour avoir des moissons, il faut défricher, préparer le sol; il faut le remuer, le labourer, pour le rendre propre à recevoir la semence; il faut lui communiquer tous les principes de fécondité connus par l'expérience, & propres à hâter la végétation.

CELCI qui travaille, a besoin de subsistances pendant son travail; & de quelque manière qu'il ait acquis ces subsistances, il est nécessaire qu'il les consomme, en attendant les productions du sol qu'il sollicite à lui donner de nouvelles subsistances. Cet homme pourroit consommer les subsistances dont il est possesseur, & rester en repos: il travaille, il consomme dans le dessein de produire de nouvelles richesses, & il emploie à cet effet ses richesses person-

nelles & mobiliaires. C'est donc en faisant des dépenses que nous produisons des richesses, & c'est par des dépenses que commence tout le mouvement de notre économie. Le premier Sauvage qui cultiva la terre, dépensa au moins, pendant son travail, les fruits spontanés de la terre, qu'il avait acquis par ses recherches.

Il faut dépenser avant de recueillir; il est reçu d'appeler ces avancées les dépenses faites dans le but de produire de nouvelles richesses. Ces avances sont différentes, suivant la différence des objets pour lesquels on dépense; celles qui sont destinées à mettre le sol en état de produire, s'incorporent d'une certaine manière avec le fonds pour lequel elles sont employées, & par cette raison elles sont nommées avances foncieres. Telles sont les dépenses pour défricher, pour faire écouler les eaux, pour construire les bâtimens économiques, & tant d'autres qu'il seroit inutile de détailler. Il est indifférent que le possesseur actuel d'un fond ait fait lui-même le premier ces dépenses, ou qu'il les ait, en achetant un fonds, remboursées à celui auquel le droit à ces dépenses a été transmis par des possesseurs antécédents.

A mesure de la multiplication de l'espèce humaine, les bras du cultivateur ne suffirent plus pour produire les subsistances d'un peuple nombreux. On inventa des instrumens pour faciliter le travail, &

248 PRINCIPES DE LA

L'homme appella à son secours le travail des animaux domestiques, dont l'entretien fournit encore des matières propres à réparer la fertilité de la terre, épuisée par de fréquentes récoltes. L'agriculture devint un art, qui demande des talents, & de plus fortes dépenses, en promettant des produits plus abondants. Ces dépenses ne se renouvellent pas toutes les années: faites longtems d'avance, elles ne reviennent que successivement & ne demandent à être remplacées qu'à mesure qu'elles déperissent. Les avances en instrumens, en bétail, & en tout ce qui est requis pour exercer l'art de la culture, se nomment les Avances Primitives.

IL en est, au contraire, qui se font chaque année régulièrement, & qui précédent les récoltes annuelles. Telles sont les subsistances du cultivateur & de son bétail, comme aussi les salaires de tous les ouvriers, dont le travail est nécessaire à l'exploitation de la terre, ou à l'entretien des avances primitives. Ces dépenses appellées Avances Annuelles, sont la cause immédiate des productions.

ON ne regardera pas ces distinctions comme une vaine subtilité, ou comme des spéculations métaphysiques. Les différens rapports de ces trois espèces d'avances avec les institutions sociales, montreront que la clarté requise à leur examen exige ces distinctions.

La culture, comme la source des richesses, mé-

rite la plus grande attention de la part du Législateur ; mais la culture ne peut pas subsister , ni parvenir à un certain degré de prospérité sans les secours des avances. Il est donc indispensable au bien-être d'une nation , que les loix & les institutions excitent les hommes à confier à la terre leurs richesses mobiliaires. Si l'état du propriétaire foncier est le meilleur parmi les différens états des classes de la Société , si la profession du cultivateur n'est pas avilie , si enfin les avances de la culture ne sont pas exposées à des vexations ; on sera porté naturellement à placer les richesses de la maniere la plus solide & la plus lucrative , en augmentant les avances , que la fécondité de la terre double toutes les années , sans que le fonds en soit jamais anéanti. Toutes les loix , toutes les courumes , au contraire , qui occasionnent une diminution de ces avances , ou qui détruisent la sûreté de leur emploi , diminuent la prospérité de la nation , en empêchant la réproduction des subsistances. Quand de cette maniere on étouffe les richesses dans leur naissance , la nation la plus riche s'appauvrit , & les progrès , quoique lents , de cet appauvrissement , vont jusqu'à rendre désertes les contrées les plus fertiles. Par l'impuissance du cultivateur , la plus belle partie de l'Europe n'est qu'un amas de friches , qui détruisent leurs habitans au lieu de les nourrir.

IL est clair , par ces considérations , combien on

250 PRINCIPES DE LA

se trompe souvent sur le choix des moyens pour peupler un pays, ou pour établir des colonies. On croit faire assez en ramassant des troupes de misérables, qui, sans ressource dans leur patrie, quittent leurs foyers dans l'espérance de trouver un meilleur sort dans une contrée éloignée. On se contente de jeter cet amas d'hommes dénués de tout patrimoine sur la surface de la terre, & on les abandonne à leur impuissance. Il résulte de cet empressement imprudent de hâter la population, que ces pauvres colons, incapables de forcer la terre à leur fournir leurs subsistances, se dispersent, en périssant de misère, & par les maladies causées par la disette. Au lieu d'intervenir la marche de la Nature en voulant la précipiter, il seroit plus sage de secourir un petit nombre de nouveaux colons, en leur prêtant toutes les avances nécessaires: la Nature seroit le reste, & travailleroit plus efficacement à augmenter la population, que ne font les soins inquiets d'un gouvernement qui ne veut rien attendre du temps. C'est une erreur des plus funestes, que de ne demander que des bras; c'est demander pour l'ordinaire de faire beaucoup de malheureux: mais demander des bras vigoureux, des hommes aisés, ou tâcher de les rendre tels, s'ils ne le sont pas déjà, c'est peupler solidement une contrée, & faire le bonheur de ses habitans.

CHAPITRE V.

De la proportion des Dépenses productives.

LA perfection & l'état florissant d'un art consiste, sans doute, dans la possibilité de faire le plus d'ouvrages, en employant le moins de tems, de forces, & de Dépenses. On parvient à épargner le tems, les Dépenses, & les forces des hommes, en se servant des forces des animaux, ou des êtres inanimés; & cette épargne est d'autant plus grande, si l'on augmente ces forces par le moyen des machines. Tous les arts nous fournissent des exemples de la maniere dont l'homme fait abréger son travail, &, en ménageant ses forces, multiplier ses ouvrages encore. Dans beaucoup d'entreprises, un petit nombre d'ouvriers, dirigés par un chef intelligent, produit autant d'ouvrages en peu de tems, que dix fois, & souvent cent fois ce nombre d'ouvriers, isolés ou abandonnés à leurs forces brutes, n'en produroient en employant un tems considérable. Ce seroit une étude également agréable & instructive, que celle de suivre, dans la perfection successive des arts, les progrès de la perfectibilité de l'homme.

IL en est de l'art de la culture comme du reste des arts: par le moyen des nouvelles inventions, fruits d'une expérience lente, & par le moyen des

forces de toute espece, l'agriculture est devenue un art compliqué, & une vraie manufacture. Quelle différence entre le savoir & les procédés d'un pauvre laboureur, qui à force de bras, ou tout au plus avec l'aide de quelque bête étrique, remue un peu la surface du sol; & entre le savoir, & les procédés d'un riche fermier d'un pays agricole qui, avec des animaux bien entretenus, avec les machines nécessaires, avec un petit nombre d'ouvriers bien dirigés, & avec des avances de toute espece, met en action tous les principes de la fécondité de la terre! La différence est aussi grande entre le produit de ces deux manières de cultiver: le pauvre laboureur tire de ses champs à peine sa propre chétive subsistance, pendant que le fermier opulent produit une surabondance de subsistances, propre à entretenir une multitude d'hommes, employés à des occupations profitables à la Société. C'est donc avec raison qu'on appelle la dernière manière de cultiver, la Grande Culture, pendant que la première se nomme la Petite Culture.

CETTE Grande Culture a visiblement deux avantages très importans pour la prospérité de la Société: elle fournit plus de subsistances, & elle épargne le travail des hommes. Il suffiroit de comparer l'état d'un pays où la grande culture est établie, avec l'état de ces pays où la petite est en usage; pour juger de la différence du produit de ces cultures.

Dans le premier de ces pays, toutes les terres sont mises en valeur; les villages se touchent; l'aisance regne dans les villes florissantes qui sont en grand nombre; un air d'opulence, de bonheur, & de vie, est répandu partout. Dans le second de ces pays, au contraire, les villages rares, dispersés parmi des terrains abandonnés, contiennent des habitants, qui, jouissant à peine du premier nécessaire, manquent des commodités; de petites villes languissantes, habitées par des amphibies entre le laboureur & l'artisan, dénuées de toute industrie, vivent aussi peu la Campagne; qu'elles n'en sont nourries; tout se ressent de l'impuissance du laboureur & de la modicité des récoltes. Un calcul simple achève de prouver l'avantage de la Grande Culture: on n'a qu'à examiner le produit d'un arpent de terre cultivé dans une grosse ferme, avec un arpent de terre de la même qualité, exploité par un pauvre laboureur; & l'on sera étonné de la différence du revenu.

DANS la Grande Culture, l'épargne des hommes est plus considérable qu'elle ne paraît. Par la Petite, cent hommes ne produisent pas plus de subsistances, qu'il n'en faut pour nourrir cent & dix personnes: il n'y auroit donc que dix hommes sur cent, qui pourroient s'appliquer aux autres occupations dont la Société a besoin. Par la Grande Culture, au contraire, cent hommes avec le secours des avances,

CHAPITRE IV.

Des dépenses nécessaires à la production des Richesses.

Les productions de la terre étant les seules richesses réelles, pour qu'une Nation soit dans l'aisance il faut qu'elle jouisse d'une grande quantité de ces productions. Mais les productions spontanées de la terre sont en petit nombre; & pour que les richesses répondent aux besoins de la population augmentée, le concours de l'homme aux opérations de la Nature est indispensable. Pour avoir des moissons, il faut défricher, préparer le sol; il faut le remuer, le labourer, pour le rendre propre à recevoir la semence; il faut lui communiquer tous les principes de fécondité connus par l'expérience, & propres à hâter la végétation.

CELCI qui travaille, a besoin de subsistances pendant son travail; & de quelque manière qu'il ait acquis ces subsistances, il est nécessaire qu'il les consomme, en attendant les productions du sol qu'il sollicite à lui donner de nouvelles substances. Cet homme pourroit consommer les substances dont il est possesseur, & rester en repos: il travaille, il consomme dans le dessein de produire de nouvelles richesses, & il emploie à cet effet ses richesses person-

nelles & mobiliaires. C'est donc en faisant des dépenses que nous produisons des richesses, & c'est par des dépenses que commence tout le mouvement de notre économie. Le premier Sauvage qui cultiva la terre, dépensa au moins, pendant son travail, les fruits spontanés de la terre, qu'il avait acquis par ses recherches.

Il faut dépenser avant de recueillir; il est reçu d'appeler ces avances les dépenses faites dans le but de produire de nouvelles richesses. Ces avances sont différentes, suivant la différence des objets pour lesquels on dépense; celles qui sont destinées à mettre le sol en état de produire, s'incorporent d'une certaine maniere avec le fonds pour lequel elles sont employées, & par cette raison elles sont nommées avances foncieres. Telles sont les dépenses pour défricher, pour faire écouler les eaux, pour construire les bâtimens économiques, & tant d'autres qu'il seroit inutile de détailler. Il est indifférent que le possesseur actuel d'un fond ait fait lui-même le premier ces dépenses, ou qu'il les ait, en achetant un fonds, remboursées à celui auquel le droit à ces dépenses a été transmis par des possesseurs antécédents.

A mesure de la multiplication de l'espèce humaine, les bras du cultivateur ne suffirent plus pour produire les subsistances d'un peuple nombreux. On inventa des instrumens pour faciliter le travail, &

248 PRINCIPES DE LA

l'homme appella à son secours le travail des animaux domestiques, dont l'entretien fournit encore des matières propres à réparer la fertilité de la terre, épuisée par de fréquentes récoltes. L'agriculture devint un art, qui demande des talens, & de plus fortes dépenses, en promettant des produits plus abondants. Ces dépenses ne se renouvellent pas toutes les années: faites longtems d'avance, elles ne reviennent que successivement & ne demandent à être remplacées qu'à mesure qu'elles dépérissent. Les avances en instruments, en bétail, & en tout ce qui est requis pour exercer l'art de la culture, se nomment les Avances Primitives.

Il en est, au contraire, qui se font chaque année régulièrement, & qui précèdent les récoltes annuelles. Telles sont les subsistances du cultivateur & de son bétail, comme aussi les salaires de tous les ouvriers, dont le travail est nécessaire à l'exploitation de la terre, ou à l'entretien des avances primitives. Ces dépenses appellées Avances Annuelles, sont la cause immédiate des productions.

On ne regardera pas ces distinctions comme une vaine subtilité, ou comme des spéculations métaphysiques. Les différens rapports de ces trois espèces d'avances avec les institutions sociales, montreront que la clarté requise à leur examen exige ces distinctions.

La culture, comme la source des richesses, mé-

rite la plus grande attention de la part du Législateur ; mais la culture ne peut pas subsister , ni parvenir à un certain degré de prospérité sans les secours des avances. Il est donc indispensable au bien-être d'une nation , que les loix & les institutions excitent les hommes à confier à la terre leurs richesses mobilières. Si l'état du propriétaire foncier est le meilleur parmi les différens états des classes de la Société , si la profession du cultivateur n'est pas avilie , si enfin les avances de la culture ne sont pas exposées à des vexations ; on sera porté naturellement à placer les richesses de la maniere la plus solide & la plus lucrative , en augmentant les avances , que la fécondité de la terre double toutes les années , sans que le fonds en soit jamais anéanti. Toutes les loix , toutes les coutumes , au contraire , qui occasionnent une diminution de ces avances , ou qui détruisent la sûreté de leur emploi , diminuent la prospérité de la nation , en empêchant la réproduction des subsistances. Quand de cette maniere on étouffe les richesses dans leur naissance , la nation la plus riche s'appauvrit , & les progrès , quoique lents , de cet appauvrissement , vont jusqu'à rendre désertes les contrées les plus fertiles. Par l'impuissance du cultivateur , la plus belle partie de l'Europe n'est qu'un amas de friches , qui détruisent leurs habitans au lieu de les nourrir.

IL est clair , par ces considérations , combien on

250 PRINCIPES DE LA

se trompe souvent sur le choix des moyens pour peupler un pays, ou pour établir des colonies. On croit faire assez en ramassant des troupes de misérables, qui, sans ressource dans leur patrie, quittent leurs foyers dans l'espérance de trouver un meilleur sort dans une contrée éloignée. On se contente de jeter cet amas d'hommes dénués de tout patrimoine sur la surface de la terre, & on les abandonne à leur impuissance. Il résulte de cet empressement imprudent de hâter la population, que ces pauvres colons, incapables de forcer la terre à leur fournir leurs subsistances, se dispersent, en périssant de misère, & par les maladies causées par la disette. Au lieu d'intervenir la marche de la Nature en voulant la précipiter, il seroit plus sage de secourir un petit nombre de nouveaux colons, en leur prêtant toutes les avances nécessaires: la Nature feroit le reste, & travailleroit plus efficacement à augmenter la population, que ne font les soins inquiets d'un gouvernement qui ne veut rien attendre du tems. C'est une erreur des plus funestes, que de ne demander que des bras; c'est demander pour l'ordinaire de faire beaucoup de malheureux: mais demander des bras vigoureux, des hommes aisés, ou tâcher de les rendre tels, s'ils ne le sont pas déjà, c'est peupler solidement une contrée, & faire le bonheur de ses habitans.

CHAPITRE V.

De la proportion des Dépenses productives.

LA perfection & l'état florissant d'un art consistent, sans doute, dans la possibilité de faire le plus d'ouvrages, en employant le moins de tems, de forces, & de Dépenses. On parvient à épargner le tems, les Dépenses, & les forces des hommes, en se servant des forces des animaux, ou des êtres inanimés; & cette épargne est d'autant plus grande, si l'on augmente ces forces par le moyen des machines. Tous les arts nous fournissent des exemples de la manière dont l'homme fait abréger son travail, &, en ménageant ses forces, multiplier ses ouvrages encore. Dans beaucoup d'entreprises, un petit nombre d'ouvriers, dirigés par un chef intelligent, produit autant d'ouvrages en peu de tems, que dix fois, & souvent cent fois ce nombre d'ouvriers, isolés ou abandonnés à leurs forces brutes, n'en produiroient en employant un tems considérable. Ce seroit une étude également agréable & instructive, que celle de suivre, dans la perfection successive des arts, les progrès de la perfectibilité de l'homme.

IL en est de l'art de la culture comme du reste des arts: par le moyen des nouvelles inventions, fruits d'une expérience lente, & par le moyen des

forces de toute espece, l'agriculture est devenue un art compliqué, & une vraie manufacture. Quelle différence entre le savoir & les procédés d'un pauvre laboureur, qui à force de bras, ou tout au plus avec l'aide de quelque bête étoique, remue un peu la surface du sol; & entre le savoir, & les procédés d'un riche fermier d'un pays agricole qui, avec des animaux bien entretenus, avec les machines nécessaires, avec un petit nombre d'ouvriers bien dirigés, & avec des avances de toute espece, met en action tous les principes de la fécondité de la terre! La différence est aussi grande entre le produit de ces deux manières de cultiver: le pauvre laboureur tire de ses champs à peine sa propre chétive subsistance, pendant que le fermier opulent produit une surabondance de subsistances, propre à entretenir une multitude d'hommes, employés à des occupations profitables à la Société. C'est donc avec raison qu'on appelle la dernière manière de cultiver, là Grande Culture, pendant que la première se nomme la Petite Culture.

CETTE Grande Culture a visiblement deux avantages très importans pour la prospérité de la Société: elle fournit plus de subsistances, & elle épargne le travail des hommes. Il suffiroit de comparer l'état d'un pays où la grande culture est établie, avec l'état de ces pays où la petite est en usage; pour juger de la différence du produit de ces cultures.

Dans le premier de ces pays, toutes les terres sont mises en valeur ; les villages se touchent ; l'aisance regne dans les villes florissantes qui sont en grand nombre ; un air d'opulence, de bonheur, & de vie, est répandu partout. Dans le second de ces pays, au contraire, les villages rares, dispersés parmi des terrains abandonnés, contiennent des habitans, qui, jouissant à peine du premier nécessaire, manquent des commodités ; de petites villes languissantes, habitées par des amphibies entre le laboureur & l'artisan, dénuées de toute industrie, vivent aussi peu la Campagne ; qu'elles n'en sont nourries ; tout se ressent de l'impuissance du laboureur & de la modicité des récoltes. Un calcul simple achève de prouver l'avantage de la Grande Culture : on n'a qu'à examiner le produit d'un arpent de terre cultivé dans une grosse ferme, avec un arpent de terre de la même qualité, exploité par un pauvre laboureur ; & l'on sera étonné de la différence du revenu.

DANS la Grande Culture, l'épargne des hommes est plus considérable qu'elle ne paroît. Par la Petite, cent hommes ne produisent pas plus de subsistances, qu'il n'en faut pour nourrir cent & dix personnes : il n'y auroit donc que dix hommes sur cent, qui pourroient s'appliquer aux autres occupations dont la Société a besoin. Par la Grande Culture, au contraire, cent hommes avec le secours des avances,

254 PRINCIPES DE LA

des machines, & des bêtes de labour, tirent de la terre assez de productions pour fournir la subsistance à quatre cents, & peut-être six cents hommes; il seroit donc possible à un pays, assez heureux pour avoir adopté cette maniere de cultiver, d'employer aux arts six ou dix fois plus de ses habitans, que n'en pourroit employer un pays réduit à la Petite Culture. Le premier de ces pays sera donc nécessairement plus riche & plus puissant; & ses habitans, pouvant consommer davantage, & varier leur journées, seront plus vigoureux & plus heureux.

OBSERVONS en général, que dans les pays de Petite Culture, presque toute la nation doit être composée de laboureurs. Il sera difficile de trouver dans cette supposition cet excédent de population, qui forme le militaire, la marine, & toute la classe industrielle d'une nation. La marche naturelle des peuples vers l'état policé, paroit être de commencer par la coutume des barbares, où chaque individu laboure sa portion de terre: à mesure que les lumineux gagnent la masse de ce peuple, les arts enlèvent à la terre une partie de bras occupés à la cultiver, & ces bras sont remplacés par l'invention des machines, & par le secours du bétail: parvenu à l'état parfaitement policé, ce peuple s'adonne à la Grande Culture, comme à la source unique de ses subsistances & de ses richesses. La Petite Culture

est toujours un indice des restes de la barbarie, dont un peuple ne s'est pas encore défait.

IL est assez singulier de voir des gens, éclairés, d'ailleurs, applaudir à la perfection des arts en général, & blâmer celle de l'art de la culture. Cette contradiction tire son origine de la fausse idée, qu'on se forme de la nature & des avantages de la population. On ne cherche la nation que dans les campagnes, & on compte pour trop peu de chose les villes si peuplées & si florissantes: on croit suffire à la prospérité d'un pays, s'il contient un grand nombre d'habitans, sans faire attention à l'aisance, & à l'entretien de ces habitans. Cependant, comme nous avons vu, un Etat moins peuplé, mais où le peuple est heureux, est plus puissant & plus riche, que l'Etat surchargé d'une foule de misérables.

MALGRÉ cette vérité, on accuse la Grande Culture de diminuer la population. Comme elle emploie moins de bras que n'en occupe la petite, on craint que ce surplus d'hommes, manquant de travail, ne déserte sa patrie, & ne périsse de misère. De tout temps on a opposé cette difficulté aux inventions les plus utiles, aussitôt qu'elles ont servi à simplifier le travail, & à diminuer le nombre des employés à un art: on a fait ces objections à l'imprimerie, comme on l'a fait à la Grande Culture. Ces inventions cependant n'ont pas occasionné less

inconvénients qu'on avoit craint; & les hommes, dont l'occupation accoutumée étoit suspendue, ont trouvé aisément de l'emploi dans les autres branches de l'industrie. Il en est de même des laboureurs dans les tems où la Petite Culture se change en grande: une partie de ces laboureurs reste à la campagne, & sert les fermiers en qualité de manœuvres: l'autre partie désœuvrée trouve de l'occupation dans les arts, dans le militaire, ou dans la navigation. La Société y gagne de tout côté: elle acquiert plus de productions, plus de richesses; elle augmente le nombre de ses défenseurs, & multiplie ses jouissances en les variant.

POUR prouver combien ces craintes sont fondées, & combien la grande culture est préjudiciable à la population, on cite l'exemple de quelques cantons des provinces occidentales de l'Angleterre, où la réunion de plusieurs possessions médiocres en grandes fermes a dépeuplé des villages. On y trouve, en effet, le nombre des habitans de ces villages diminué, & des maisons tombées en ruine. Mais dans tous les pays bien cultivés, il est possible de rencontrer de petits villages détruits sans que la population en souffre. C'est une suite naturelle de la culture perfectionnée; & avant de désapprouver l'effet, il faudroit démontrer les désavantages de sa cause: il faudroit faire voir que le produit des terres s'est affoibli & en faisant ce calcul; on trou-

trouvera ce produit plutôt augmenté. Les Anglois paroissent toujours occupés à calomnier leur population présente, & à vanter celle des tems passés dans des siecles de barbarie, qui surement ne font pas favorables à la multiplication de l'espece. Si ces laboureurs devenus inutiles à la Campagne, n'eussent pas quitté leurs villages, de quelle maniere l'Angleterre eût-elle peuplé ses villes, soutenu ses immenses manufactures, & armé ses flottes nombreuses, guerrieres & marchandes?

TELLE est au moins la proportion entre les dépenses productives, que non seulement les grandes avances donnent en général d'abondantes productions, mais encore que dans la Petite Culture de grandes avances en subsistances font naître des subsistances modiques; au lieu que dans la Grande Culture beaucoup d'avances en richesses mobiliaires, & des avances médiocres en subsistances, produisent des subsistances si abondantes, qu'elles suffisent à l'entretien d'un peuple nombreux. Pour la prospérité de l'Agriculture, & par conséquent pour celle de l'Etat, il ne faut pas tant de bras faibles; mais il faut un petit nombre de bras vigoureux, & une grande quantité de richesses mobiliaires.

ON voit, par l'exposition des effets de ces différentes cultures, qu'il n'est pas de l'intérêt de la Société d'accorder à tous les laboureurs la Propriété des fonds. Si tous sont propriétaires, il ne se for-

méra pas de grandes Propriétés, & la Petite Culture continuera à retenir l'Etat dans la médiocrité. C'est le préjugé d'une prétendue égalité entre les fortunes, qui ne peut jamais exister, & l'opinion du zèle pour la culture, augmenté par l'esprit de Propriété, qui trompent les Gouvernemens dans leur désir d'avoir tous les laboureurs propriétaires. Le fermier à long bail acquiert une espece de Propriété de sa ferme, & s'y attache comme si elle lui appartennoit en toute Propriété. Ce sont donc les baux à longs termes qui doivent être favorisés, au lieu de la défense de les prolonger, donnée dans l'esprit du fisc pour tirer quelques minces droits seigneuriaux.

La même erreur, sur les avantages des laboureurs propriétaires, occasionne un arrangement préjudiciable à l'Etat dans les pays où l'on commence à affranchir le payfan de la servitude de la glebe: on lui accorde trop aisément, contre une redevance, la Propriété du champ qu'il avoit cultivé pour son Seigneur, sans faire attention si ce payfan possède les avances nécessaires pour entreprendre la bonne culture sur son compte. Il seroit plus profitable, pour la Société & pour les autres intérêts, si le seigneur gardoit la Propriété de ses fonds, en employant ses richesses mobilières pour mettre son serf en état d'embrasser la profession d'un bon fermier. Sans cette précaution on fait la même faute, que

celle d'envoyer des colons pauvres & sans ressources pour peupler un pays désert : l'affranchi, dénué des avances suffisantes, languit, néglige nécessairement sa nouvelle Propriété, & il est plus malheureux, peut-être, qu'il n'étoit dans la servitude.

PAR les mêmes raisons, il sera d'une utilité reconnue de prévenir par les loix les partages trop fréquens des fonds de terre. Les Propriétés morcelées & dispersées, ne sont jamais mises en valeur comme sont celles d'une certaine étendue, rassemblées dans un enclos, & continuellement présentes à l'œil & à la main du cultivateur. Une espece de fiefs indivisibles, & assujettis à un ordre fixe de succession entre les mâles, seroit plus nécessaire peut-être à la prospérité du laboureur & de la culture, que les fiefs ordinaires ne sont utiles au soutien de la noblesse. Le droit des filles de partager également avec leurs frères un héritage rural, est au moins un abus, dont l'abolition seroit favorable à la culture.

IL importe, sans doute ; à la Société, de conserver à la campagne les bras nécessaires à son exploitation. Mais les défenses de changer d'état, faites au laboureur, ou les coutumes qui mettent une séparation trop marquée entre le paysan & l'habitanc des villes, ne contribuent en rien à conserver la population des villages. Si l'habitant de la campagne est heureux, il ne sera jamais tenté d'abandonner si

260 PRINCIPES DE LA

profession libre & tranquille, pour la servitude & la vie précaire des villes: si, au contraire, sa situation le rend malheureux, aucune défense, aucune coutume, ne l'empêchera de se dérober à la misère & à l'oppression, & de chercher un meilleur sort. Mais si le laboureur quitte la campagne faute d'occasion d'y placer son travail, qui est devenu superflu, il est avantageux pour lui & pour la Société qu'il change d'état & de profession: ce déplacement est alors un indice certain de la perfection du grand art de cultiver la terre.

C H A P I T R E VI

Du produit de la terre cultivée.

Tout ce que l'homme tire de la terre en richesses, ou nées sans l'intervention de l'être intelligent qui n'a que la peine de les recueillir, ou créées par le secours du travail & des dépenses, forme une masse qu'on appelle produit brut de la terre. Ce produit brut est, sans doute, destiné pour notre usage, & pour être consommé: mais sa consommation est réglée par un ordre constant & physique.

La plus grande partie de ces richesses est de l'espèce de celles qui sont reproduites toutes les années, & dont la réproduction exige toujours les

mêmes dépenses. Si nous désirons de recevoir l'année prochaine un produit brut, égal en quantité à celui de l'année passée, il est nécessaire que les dépenses pour l'année à venir égalent les dépenses de l'année précédente. En augmentant ces dépenses ou ces avances, nous pouvons espérer d'augmenter ce produit brut; mais en les diminuant, ce produit doit nécessairement diminuer à son tour. Ces avances ne peuvent être prises qu'à la source des richesses, dans ce produit brut même qui vient de naître. Une partie de ce produit brut est donc nécessairement destinée à fournir les nouvelles avances, & ne peut être détournée de cet emploi, sans que les richesses ne soient détruites, & sans que tout l'ordre de la reproduction ne soit interverti. La partie du produit brut, destinée à renouveler les avances, s'appelle les reprises du cultivateur; & ce qui reste de la masse entière du produit, les reprises du cultivateur déduites, est le produit net ou le revenu.

C'est uniquement de ce produit net, de ce surplus de productions qui est un pur don de la Nature, dont nous pouvons disposer à notre volonté: les reprises sont un dépôt sacré que nous devons restituer à la terre, sous peine de souffrir la pauvreté dans les tems à venir, pour avoir abusé d'une abondance présente. En négligeant l'entretien des avances foncieres & primitives, & en prenant sur les avances

262 PRINCIPES DE LA

annuelles, nous dégradons visiblement les récoltes futures. Les progrès de cette dégradation sont si marqués, qu'ils peuvent être soumis au calcul; ils seroient très rapides, si les ressources inconnues de la Nature ne compensoient l'inconduite de l'homme, & ne retardoient la destruction entière des Richesses. Ils deviennent cependant sensibles, ces progrès, à un observateur attentif, qui y découvre les premiers symptômes de la décadence d'une nation. Si les historiens, au lieu de leur récit éternel de guerres & d'autres horreurs de toute espèce, nous eussent transmis le détail de l'économie intérieure des Etats, nous verrions, dans les fautes contre l'ordre économique, les causes de la ruine de beaucoup d'empires; causes que nous cherchons, avec trop de subtilité, & en vain, dans des fautes contre la Morale.

La distinction entre le produit brut & le produit net est essentielle, & son usage est très étendu: sa nécessité se montrera surtout dans l'examen des rapports réciproques des dépenses, & dans celui des rapports de la Force publique avec les Richesses des particuliers. Pour avoir méconnu cette distinction, & pour avoir cru pouvoir disposer arbitrairement de toute la masse du produit brut, les Gouvernemens se sont mis dans de cruels embarras, & ont affoibli leur puissance, en altérant le bonheur de leurs sujets.

POUR que la masse du produit devienne Riches-

qe, il faut qu'elle se consomme; car c'est dans le but de la consommation qu'on achete les productions, & c'est par ce moyen qu'elles acquierent une valeur vénale. Sans les consommateurs les denrées les plus nécessaires seroient plutôt une charge incommode qu'une richesse, & elles périrroient méprisées, sans que le cultivateur eût la volonté ou le pouvoir d'en reproduire à l'avenir. La concurrence d'un grand nombre de consommateurs, donne aux denrées une valeur qu'on appelle le bon prix, c'est à dire un prix suffisant pour faire face aux avances nécessaires.

CETTE concurrence des consommateurs n'a lieu, que quand les habitans d'un pays dépensent leur revenu: c'est par les dépenses que se soutient le mouvement de la machine de la Société, & il y a peu de cas où l'épargne n'arrête ce mouvement & ne dérange l'aisance de la nation. Sous ce point de vue, l'avarice est un délit contre la justice & contre la bienfaisance.

MAIS pour exciter cette concurrence des consommateurs, & pour établir le vrai bon prix des denrées, il est indispensable d'accorder une liberté entière de vendre, d'acheter, de transporter, & de consommer les productions de toute espece suivant la convenance ou le besoin de ceux qui les produisent ou qui les consomment, qui sont les seuls juges de ce qui est relatif à leurs intérêts, & qui sont

seuls les maîtres de disposer à leur gré de leur Propriété. Tout Gouvernement qui veut régler le cours de la consommation du produit, est un aveugle qui prétend conduire ceux qui ont l'usage de leurs yeux.

C H A P I T R E V I L

Des Arts & de l'Industrie.

LA plus grande partie du produit brut comprend des matières, qui, pour devenir propres à notre usage, ont besoin d'être préparées, & de subir des changemens dans leur forme. C'est par le secours des Arts & de l'Industrie que nous donnons aux matières brutes, les formes analogues à nos besoins, & convenables à nos jouissances. Les Richesses de consommation subite exigent déjà cette préparation, & les formes des Richesses de durée sont entièrement une production des Arts, & n'existent que par le moyen de l'Industrie.

PAR ces façons, ajoutées aux matières premières, les Richesses naturelles acquièrent une nouvelle valeur. C'est cette nouvelle valeur, provenante du travail de l'ouvrier, qui a donné lieu à l'opinion, que ces ouvriers de l'industrie produissoient par leur travail de nouvelles Richesses. Mais nous avons vu,

en examinant la source des Richesses, que cette nouvelle valeur, acquise aux matières premières par les façons, n'est que la représentation des valeurs de toutes les Richesses consommées pour la subsistance de l'ouvrier pendant son travail.

Si cet ouvrier ne produit pas lui-même des Richesses, il concourt néanmoins à les assurer, & à faire haussier la valeur des Richesses naturelles. Les productions annuellement renaissantes de la terre, sont d'une nature passagère, & elles périssent inutilement si elles ne sont pas consommées. Par la consommation de l'ouvrier d'industrie, elles s'incorporent dans son ouvrage, & deviennent durables, en se confondant avec les Richesses de durée. Leur valeur persiste, & augmente l'opulence de la nation.

Dans tout pays où la culture n'est même que médiocre, les subsistances sont plus abondantes que les besoins des hommes occupés à la culture des terres. Le surplus de ces subsistances ne peut avoir une valeur qu'en trouvant des consommateurs qui les achètent. Les voisins n'ont pas toujours besoin d'acheter ce surplus de nos subsistances, qui alors, faute d'acheteurs, reste sans valeur. Il est donc avantageux d'avoir, dans le sein de notre propre nation, des consommateurs en état d'acheter le superflu des denrées, & de les convertir en Richesses en leur donnant une valeur vénale. Ces consommateurs sont nos ouvriers en industrie, qui échan-

gent les ouvrages des Arts contre les subsistances, & qui par cet échange occasionnent le bon prix des denrées.

SUPPOSONS à nos voisins le pouvoir & la volonté d'acheter nos subsistances superflues, il sera néanmoins souvent plus avantageux de faire consommer ce superflu dans notre territoire. Les denrées, pour être vendues à l'étranger, exigent des transports, & ces transports des frais. Ces frais tombent toujours sur le vendeur, auquel on paie moins pour sa denrée, qui dans le lieu de la consommation doit avoir le même prix pour l'acheteur, qu'elle arrive de près ou de loin. Si l'on approche le consommateur du lieu de la production, ces frais sont nuls & le cultivateur tire de sa denrée un meilleur prix. On anime ainsi la consommation, & l'on procure le bon prix de ces denrées au cultivateur, en augmentant le nombre des ouvriers d'industrie qui consomment les productions, dans les lieux qui les ont vus naître.

L'OUVRIER qui façonne les matières brutes, les achète du cultivateur, dont les soins ont opéré la production de ces matières. Tout art, pour être exercé avec succès, demande le secours des instruments qui augmentent les forces, & qui abrègent le temps requis au travail: l'ouvrier achète ces instruments d'un autre ouvrier, occupé à leur fabrication. Il faut un certain temps, quelquefois considérable,

pour produire les ouvrages de l'art; & l'ouvrier est obligé d'avancer, en attendant, ses subsistances, dont il ne peut être remboursé qu'après la vente de son ouvrage. Ainsi dans les Arts, comme dans la Culture, tout le mouvement commence par les dépenses; & l'ouvrier a besoin de faire des avances en matières premières, en instrumens, & en subsistances. Pour ne point troubler l'ouvrier dans ses opérations, & pour ne point le mettre dans une impuissance totale de vaquer à son travail, il est nécessaire de respecter l'emploi des Richesses mobiliaries, destinées au soutien de l'industrie, & de ne point diminuer, par des frais inutiles, les avances de l'ouvrier. Nous verrons en son lieu l'application de ce principe, à l'impôt & aux réglements.

TOUTES les connaissances humaines sont liées par un chaîne continue, quoique peu sensible; & les procédés des métiers les plus vils en apparence, dépendent souvent des vérités enseignées dans les sciences les plus sublimes. Il ne feroit pas convenable, sans doute, de communiquer à l'artisan des lumières trop étendues, qui le dégoutteroient de ses occupations mécaniques: mais il est aussi peu convenable de l'abandonner entièrement à la routine aveugle de sa profession. Avec plus de lumières, il ajoutera à ses ouvrages un degré de perfection inconnu à l'ouvrier ignorant: il se tirera mieux de l'embarras des procédés difficiles de son art, & il

pourra même s'élever au rôle d'inventeur. Il importe donc à la prospérité des Arts, que le Gouvernement veille à l'instruction de cette classe, comme à celle de la nation en général, & qu'il fournisse au peuple les moyens pour recevoir une meilleure éducation.

L'INDUSTRIE est dans un état florissant, si ses ouvriers fournissent des ouvrages plus parfaits, & à un prix plus modique. On obtient ce but par les grandes entreprises d'industrie, appellées Fabriques ou Manufactures, par lesquelles une quantité d'ouvriers, dirigés par un chef qui fait les avances nécessaires, concourent au même travail, en partageant entre eux les différentes occupations requises à produire un ouvrage. L'ouvrier qui ne s'occupe que d'une seule partie du travail général, y acquiert une habileté & une adresse, propres à rendre son ouvrage plus parfait, & à le faire exécuter en moins de tems. De grandes avances, faites à propos, en matières premières, en machines, en instrumens, épargnent encore les frais de la fabrication. Tous ces avantages conseillent donc d'encon-rager ces établissemens avantageux, & d'engager, par une protection déclarée, les Citoyens opulens à mettre dans des entreprises de cette nature les Richesses mobiliaires, qui ne trouvent pas leur em-ploi dans les avances de la culture.

Ces considérations préliminaires pourroient suffi-

re pour répondre aux déclamations des détracteurs de l'industrie, qui crient à la corruption des mœurs, quand les arts sont mieux cultivés qu'ils ne l'étoient du temps de nos barbares ancêtres. Il est difficile à comprendre comment les mœurs peuvent se corrompre en s'adoucissant, & quand les hommes deviennent plus heureux en augmentant & en variant les jouissances agréables. C'est méconnoître la nature de l'homme, que de prétendre le mener au bonheur par la voie des privations, au lieu de le rapprocher de sa destination si bien marquée pour des sensations délicieuses de toute espèce, auxquelles il est nécessité par l'amour inné du plaisir. Il est plus difficile encore de concevoir, comment les hommes peuvent jouir de la félicité, qui doit être leur partage, dans un Etat pauvre & languissant, comme le seroit celui, où, par le défaut d'industrie, les denrées manqueroient de consommateurs & de valeur, & où le superflu de la population ne trouveroit ni travail, ni subsistance.

Si la culture des Arts, poussée même à un excès dont nous sommes bien éloignés encore, ne produisoit d'autre effet que celui de changer la manière fastueuse de vivre, usitée parmi les peuples ignorans, elle feroit un bien sensible à l'humanité. Ce faste sans goût contribue, il est vrai, par l'entretien d'un grand nombre de domestiques & d'animaux inutiles, à la consommation des productions

270 PRINCIPES DE LA :

de la terre: mais en nourrissant cette quantité d'êtres oisifs, il nourrit aussi leur paix, & diminue la partie du travail d'une nation. Nous ne sommes heureux cependant, qu'en donnant l'effort à notre activité; &, nous plonger dans l'oisiveté, c'est faire notre propre malheur comme celui de la Société. C'est alors dans les bras de l'ignorance & de la faiméancie, que les mœurs se corrompent plus qu'elles ne l'ont jamais fait parmi les peuples polis, où les Arts font en honneur.

CETTE culture des Arts pourroit, il est vrai, dégénérer en excès qui, en donnant à un Etat un air de prospérité apparente, finiroit par le précipiter dans une pauvreté réelle. Un événement semblable arrive si le Gouvernement, ébloui par les avantages de l'industrie, la favorise aux dépens de la culture des terres, & détourne aux Arts les avances nécessaires à la reproduction. Mais cet effet ne peut pas être attribué aux Arts: il provient, comme nous verrons, de l'ignorance ou de l'oubli des rapports naturels & nécessaires entre les différentes dépenses, qui donnent l'impulsion au mouvement de la machine politique.

CHAPITRE VIII.

Du Commerce & du Trafic.

Les productions de la terre sont si variées, & les qualités du sol sont si différentes, qu'une petite portion de la surface du Globe ne peut pas suffire pour faire naître toutes les espèces de Richesses requises pour satisfaire aux besoins de l'homme. Le propriétaire d'un fond, se prêtant à la disposition du sol, produit une denrée en plus grande quantité qu'il n'en peut consommer; & ce surplus lui devient inutile, pendant qu'il manque d'une denrée nécessaire à sa subsistance, dont son voisin abonde à son tour. Si ce voisin à besoin de la denrée superflue du premier propriétaire, rien de plus naturel que l'idée qui vient à tous les deux de troquer ce qui est devenu superflu à chacun, contre ce qui leur devient réciproquement un besoin. C'est cet échange des Richesses qu'on appelle Commerce.

Le Commerce proprement dit se fait donc uniquement entre ceux qui échangent les Richesses naturelles, entre le producteur & entre le consommateur, entre le premier vendeur & entre le dernier acheteur. Il ne peut avoir lieu qu'entre celui qui se désalt de son superflu, ou au moins d'une pro-

duction dont il peut se passer, & qui la vend; & entre celui qui a besoin de cette production, & qui l'achète pour la consommer, ou pour en faire usage. Cet échange est le but unique du commerce, qui ne se fait par conséquent que par ceux qui peuvent obtenir ce but, en vendant leurs productions, ou en achetant leurs consommations.

Si les échanges se font en nature & sur le lieu de la production des Richesses échangées, le commerce est simple, & sa marche se conçoit aisément: mais comme ces échanges simples ne peuvent pas toujours s'exécuter, la marche du commerce devient plus compliquée, & en se compliquant, elle occasionne des préjugés nuisibles. Le consommateur est souvent très-éloigné du lieu de la production de la Richesse dont il a besoin, & cet éloignement le met dans l'impossibilité de l'acquerir: une troisième personne vient alors à son secours, qui par ses soins, en achetant & en transportant ses Richesses, les rapproche & les met à portée du consommateur. Cette manière de faire les échanges, en achetant des Richesses du producteur pour les revendre au consommateur, est nommée le Trafic ou le Négoce.

POUR faire ces achats, pour transporter les marchandises achetées, pour les garder jusqu'au temps des ventes, enfin pour les subsistances du trafiquant, voué uniquement à ce genre d'occupations, il faut des

des avances considérables en Richesses mobilières. Cette partie de l'organisation de la Société reçoit, comme les autres parties, par les dépenses sa première impulsion.

Nous avons vu déjà, que le trafic ne produisait point de nouvelles Richesses. Cette vérité paraîtra encore plus claire, si l'on fait attention à l'origine & à la nature du profit du trafiquant. Il vend plus cher qu'il n'a acheté, parce que ces échanges lui ont causé des dépenses qui lui doivent être remboursées. Son Bénéfice est donc composé de la valeur des frais du transport des marchandises, de celle de l'intérêt usité de ses avances, & de celle des subsistances requises à son entretien, ou de ce qu'on appelle son salaire. Le trafiquant est un agent du commerce, salarié par le premier vendeur & le dernier acheteur pour faciliter leurs échanges: il fert le commerce, & ne le fait pas.

CETTE distinction entre le commerce & le trafic est de la plus grande importance. En confondant les idées de deux êtres si différens par leur essence, on confond aussi les intérêts du trafic avec ceux du commerce, qui sont pour l'ordinaire entièrement opposés; & cette confusion occasionne les erreurs les plus dangereuses. Le bonheur de la Société consiste dans le bonheur de la plus grande partie de ses membres; & le bonheur des particuliers dépend du plus grand nombre de jouissances utiles &

agrables qu'ils peuvent obtenir. Il importe à la Société que le plus grand nombre de ses membres retire de ses productions la plus grande valeur vénale, pour recevoir en échange la plus grande quantité d'objets de ses jouissances. L'intérêt de la Société est le même que celui de ceux qui font le commerce; mais il est différent de celui du traſiquant.

L'intérêt du premier vendeur est d'obtenir de sa Richesse la plus grande valeur vénale, pour pouvoir acquérir par cet échange le plus de jouissances possibles: l'intérêt du dernier acheteur est de donner en échange, contre les Richesses du premier vendeur, le moins possible de ses propres Richesses, & de conserver le plus des objets de ses jouissances. Mais si le traſiquant, ou l'agent du commerce, charge de trop de fraix les Richesses échangées, il ne peut le faire qu'en diminuant la valeur de celle du premier vendeur, & en augmentant la valeur qu'il demande au dernier acheteur. Les profits du traſiquant sont toujours aux dépens de ceux qui font le commerce; & son intérêt est d'augmenter les fraix, qui font son bénéfice; comme l'intérêt du premier vendeur & du dernier acheteur, est de diminuer ces mêmes fraix, qui diminuent leurs jouissances. Favoriser le commerce, c'est concourir à la diminution des fraix du commerce, pour augmenter le bien-être de la Société

en général; & pour fertiliser la source des Richesses : favoriser le négoce , c'est concourir à l'augmentation de ces mêmes fraîx , aux dépens de la Culture & du bien de la totalité de la nation , pour multiplier le gain de quelques agens particuliers.

Le seul vrai intérêt de la Société à l'égard du trafiquant , c'est de l'engager , par un profit convenable & suffisant pour le récompenser de ses risques & de ses peines , à continuer son service , utile à l'échange des Richesses. Ce profit , s'il ne doit causer aucun tort à personne , se détermine naturellement par la concurrence. Un seul acheteur se présente à plusieurs vendeurs ; il pourra les forcer à lui livrer leurs marchandises pour le prix modique qu'il offre : un seul vendeur peut profiter de l'empressement de plusieurs acheteurs , pour hausser le prix de sa marchandise au-delà de toute proportion ; si au contraire plusieurs acheteurs ou plusieurs vendeurs débattent entre eux les valeurs vénérables , les prix se régleront suivant la nature de la chose , c'est - à - dire suivant les besoins réciproques. Il en arrivera de même par la concurrence des trafiquants ; leurs risques seront évalués ; les intérêts de leurs avances seront conformes à l'usage ; leurs salaires seront proportionnés à leur entretien , & leurs profits seront réduits à leurs justes bornes.

Ces effets avantageux de la concurrence font voir à quel point les monopoles sont pernicieux.

Si par la force, ou par la ruse, quelques trafiquans parviennent au privilege d'acheter ou de vendre seuls une marchandise, ils sont les maîtres d'extorquer les prix au reste de la nation, & d'anéantir les proportions de la vraie valeur vénale, Ils la diminuent au moins, & font perdre au producteur des Richesses le fruit qui devroit lui revenir de son travail. Tout le profit des monopoleurs se prend sur la valeur des productions du sol de l'Etat, qui sont payées moins cher en raison du bénéfice de ce trafic. C'est un impôt pesant, dont des particuliers, souvent oisifs & inutiles, chargent la culture, l'industrie, & même toute la nation.

EN confondant les intérêts du commerce avec ceux du trafiquant, on s'est trompé encore sur les indices de la prospérité du commerce & du négoce. On s'imagine voir cette prospérité, quand les Négocians gagnent beaucoup & font de grandes fortunes ; mais si les gains du Négociant soat trop considérables, il ne peut les acquérir qu'aux dépens de l'acheteur & du consommateur, & par conséquent sans affoiblir le commerce. La Nation perd tout ce que le trafiquant gagne de trop ; & les Richesses immenses de la classe des agens du commerce, sont un augure certain de la pauvreté prochaine des autres classes du peuple. Si ces profits sont le fruit du trafic avec les étrangers, leur influence sur l'Etat, dans lequel ils entrent, ne change pas, comme

nous verrons en examinant les rapports des Sociétés entre elles.

EN général, les gains du négoce qui passent la proportion naturellement établie entre les bénéfices de différentes occupations des classes du peuple, annoncent toujours l'ignorance & la barbarie des nations qui trafiquent ensemble. Ils sont une preuve de l'ignorance des vrais principes du Commerce, d'un dérangement dans l'industrie, & du défaut total de concurrence.

TOUT ce que le Gouvernement peut faire en faveur du commerce & du négoce, c'est de leur laisser suivre leur marche naturelle & nécessaire, sans jamais prétendre de le diriger.. L'inquiétude, qui engtige à régler les échanges, ne fert qu'à les troubler, & à rallentir la circulation des Richesses. Suivant l'ordre de la Nature, il ne reste rien à faire à l'administration qu'à faciliter l'instruction du traquant, & à lui accorder toute la protection nécessaire contre les entreprises de l'injustice, de la fraude, & de la violence.

DANS ces vues, toutes les Nations policiées soumettent les affaires de commerce à un Code particulier, & à une procédure plus simple & plus expéditive que le reste des affaires civiles. Les loix sur les banqueroutes frauduleuses, qui ébranlent la confiance publique & qui détournent les citoyens opulens à destiner leurs Richesses pour augmenter

les avances du trafic , sont un article également important & épineux du code mercantile. Il est difficile de constater les confins du malheur & du crime d'un Négociant , & de concilier la justice exigée par un créancier , avec l'indulgence due souvent à un débiteur infortuné. Il paraît que tous ceux qui confient leurs Richesses à un Négociant , consentent tacitement à partager les risques attachés au trafic , & qu'ils devroient en partager aussi les bénéfices.

A l'égard de ces loix mercantiles , se montre encore la nécessité de la marche naturelle du négoce , & son indépendance de tout règlement. Plus de contestations se décident par le consentement paisible des parties , & plus de coutumes utiles s'établissent par l'accord unanime des intéressés , qu'on n'en peut terminer par les loix , ou introduire par des ordonnances. Il est assez conforme à l'ordre des choses , de laisser à l'arbitrage des trafiquans , & à la convenance qu'ils trouvent dans leurs intérêts , tous les cas qui n'impliquent pas directement le bien - être de la Société en général , & qui ne sont pas essentiellement contraires au reste des loix civiles.

CHAPITRE IX.

De l'Argent & des signes des Richesses.

PAR l'éloignement du consommateur, du lieu de la production, & par la diversité des besoins réciproques du vendeur & de l'acheteur, il devient impossible d'échanger toujours les Richesses en nature. Il étoit nécessaire d'employer un gage intermédiaire de ces échanges, & de convenir d'un signe universel des Richesses, aisé à transporter & à conserver.

ON fait que toutes les nations policiées, par un consentement tacite & unanime, ont adopté, pour les signes de leurs Richesses, des métaux qui, par leur rareté & par leur incorruptibilité, ont paru les plus propres à cette destination. Un petit volume d'un métal, à cause de sa rareté, suffit pour désigner une grande valeur, qui sans peine se transporte en tout lieu; & l'incorruptibilité de ce métal met ces signes à l'abri de tout accident, qui souvent détruisent les Richesses naturelles. Pour constater la quantité & la qualité des parcelles d'un de ces métaux, le Gouvernement a la coutume d'y apposer le sceau de son autorité, & ces parcelles munies alors de l'empreinte du Souverain, deviennent monnaies, ou argent. Cette invention est sans doute des plus com-

modes, pour faciliter & pour animer l'échange des Richesses.

Ces vérités sont claires & communes. Mais ce qui paroît moins connu, & moins observé, c'est que cette invention, si simple & si commode, occasionne les erreurs les plus dangereuses. Il arrive aux hommes à l'égard des Richesses, ce qui leur est arrivé en tout tems à l'égard des objets de leur culte. Pour rendre plus sensible au peuple l'idée des êtres spirituels, on les représente sous des images : bientôt ces images sont adorées sans qu'on se souvienne des Etres représentés. Le vulgaire des administrateurs oublie de - même les vraies richesses, représentées par les métaux, & n'encense que leurs images. Séduits par le pouvoirs de ces signes, ils croient, en amassant uniquement de l'or & de l'argent, travailler efficacement à l'opulence & au bien-être de l'Etat, & emploient à cet effet souvent des moyens destructifs pour la culture, l'unique source des richesses. De cette erreur générale proviennent tant d'erreurs particulières ; la prédilection pour les Mines, la terreur panique sur la sortie des espèces ; l'avidité d'obtenir une solde en argent dans la balance du commerce ; le fantôme du bénéfice de la circulation de l'argent, & tant d'autres qu'il feroit inutile d'indiquer en détail. Toutes les Nations, si elles ne sont pas infatigées

des chimères de la pierre philosophale, semblent au moins adopter le gout des Alchimistes.

Quoique ces métaux aient une valeur vénale, indépendamment de leur qualité de signes, & que, employés dans les ouvrages de l'art, ils soient des Richesses, ils ne peuvent pas entrer en parallèle avec l'utilité des autres productions de la terre. Leur valeur vénale diminue sans cesse, pendant que celle des autres productions augmente. Une Nation qui s'applique à l'exploitation des Mines, en négligeant l'agriculture & l'industrie, tombera nécessairement dans la misère, & s'appauvrira en entassant ces richesses d'opinion. Le profit des Mines s'anéantit avec le temps, puisque la même quantité d'or ou d'argent, gagnée annuellement, perd de sa valeur relative à mesure que la masse de ces métaux augmente parmi les peuples policiés; pendant que le prix de la main-d'œuvre & tous les frais d'exploitation augmentent en même temps, & diminuent par conséquent le profit. Cette double perte obligera d'abandonner à la longue, comme il est déjà arrivé en Europe & en Amérique, toutes les Mines dont le rapport médiocre ne peut pas rembourser les frais.

Il est donc plus naturel d'envisager l'argent, non comme une Richesse, mais comme un gage universel, qui assure à son possesseur la possibilité d'acquérir les Richesses dont il a besoin, en échange des

Richesses dont il s'est défaît pour acheter ce gage intermédiaire. L'Argent est une espèce de créance sur une partie de la masse des Richesses, qui est payée quand le possesseur la présente au vendeur, mais que le premier n'a pu acquérir qu'en cédant de ses propres Richesses à un acheteur qui lui a donné en échange cette créance.

QUAND il est question de raisonner sur les rapports des Richesses avec le bien-être de la Société, c'est simplifier les idées que de faire abstraction des signes, & de substituer, dans le raisonnement, les Richesses réelles à l'argent. Par cette méthode on découvre avec plus de clarté ces rapports, & l'on évite les méprises, causées par la complication des idées résultantes de la substitution des signes à la place des choses représentées.

L'ARGENT qui représente les Richesses, peut être représenté à son tour par des billets. Le volume des métaux rend leur transport dans le lointain incommodé & dispendieux, & ce transport est accompagné de risques, à cause des voleurs & de tant d'accidens imprévus. Un papier, désignant la plus grande somme, est envoyé sans inconvenient d'un bout du monde à l'autre; & le voleur tenté de s'en emparer, résiste à la tentation par la difficulté de faire usage d'un billet qui peut décéler le vol. De ces papiers usités, les plus utiles sont, sans doute, les lettres de change, qui facilitent infini-

ment toutes les opérations du négoce. Leur police intéresse donc le Gouvernement, à moins que les trafiquans, comme ils font à l'ordinaire, ne s'accordent entre eux pour régler par la coutume la forme & les droits de ces instrumens de leur profession.

MALGRÉ toute la prévention favorable qu'on a pour les avantages singuliers d'une Banque, son utilité se réduit aussi à la facilité qu'elle donne à transporter de grandes sommes sans fraix & sans risques, & à la sûreté qu'elle offre pour déposer de telles sommes, qui embarrasseroient dans une maison particulière, dans un lieu garanti par l'autorité publique. Si la Banque fait d'autres bénéfices, elle dénature sa destination, & elle devient la place d'une grande entreprise, qui fournit aux entrepreneurs susbalternes des avances de toute espece. Il est souvent convenable de former un dépôt semblable, où les prêteurs mettent leur argent, afin que les emprunteurs y puissent trouver les sommes dont ils ont besoin. L'entremise du public facilite & assure ces contracts.

LES papiers qui énoncent les contrats entre le prêteur & l'emprunteur d'une somme d'argent, sont encore les signes des signes des Richesses, cédés pour toujours ou pour un tems limité. Suivant l'usage des peuples polisés, l'emprunteur paie au possesseur d'un contract semblable, annuellement.

une somme convenue, appellée l'intérêt de l'argent prêté.

IL est presqu'incroyable qu'on ait disputé tant sur la justice ou sur la légitimité de l'intérêt de l'argent, pendant que rien n'est plus juste, & plus naturel. Celui qui prête son argent, auroit pu réaliser ce gage des Richesses en l'échangeant contre des objets de jouissances agréables ou utiles: il auroit pu l'employer à l'achat d'un revenu en fonds de terres, & à l'acquisition d'un autre revenu dans les avances de culture, d'industrie & de négoce. Mais il cede l'usage de son argent à un autre, & il perd par cette cession le profit qu'il auroit tiré, en faisant usage lui-même de son argent. Quelques nécessiteux ou quelques dissipateurs exceptés, qui consomment l'emprunt sans profit, & dont le petit nombre ne peut pas faire règle, les emprunteurs ne louent l'argent que pour en profiter, pour acheter des fonds de terre, où pour faire face aux avances de leurs entreprises de trafic, d'industrie, & de culture. Toutes ces opérations procurent à l'emprunteur un revenu, qu'il gagne par le moyen de l'argent du prêteur: le premier gagne pendant que le dernier perd. Mais un contract, où une des parties a tout l'avantage, est entièrement injuste; & l'équité exige que la perte du prêteur soit compensée par une partie du profit de l'emprunteur; compensation qui constitue l'intérêt de l'argent. Je suis

en droit, sans être taxé d'injustice, de louer contre une rédevance, ma terre ou ma maison; & je ne pourrois pas louer mon argent, en stipulant un dédommagement de la perte que je fais en me privant de son usage! Par cet intérêt, le prêteur tire sa part des productions de la terre, qu'il auroit tirée directement, si ses circonstances lui eussent permis d'acquérir des richesses foncieres; il la reçoit indirectement par la rente payée par les propriétaires des fonds, ou par les entrepreneurs de l'industrie, de la culture, & du trafic.

ON appelle usure un intérêt plus fort que celui qui est déterminé par les loix, ou que celui qui est proportionné aux profits de l'emprunteur. La première notion de ce terme montre combien il est vague & vuide de sens, & à quel point il est impossible de statuer ce qui est usure ou intérêt légitime. Cet intérêt légitime est réglé par les besoins de l'emprunteur, par le nombre des emprunteurs & des prêteurs, & par les risques qu'on court en prêtant. Ces données variant sans cesse, l'intérêt de l'argent doit varier de - même, & l'on ne pourra savoir jamais ce que c'est que l'usure, si ce n'est, que c'est un fantôme inventé par l'ignorance. Les contrats appelés à la grosse paroissent une usure énorme; rien de plus juste cependant qu'un arrangement où celui qui partage le péril, partage aussi les avantages, &

par lequel il tire un intérêt proportionné à la grandeur de ses risques.

L'impossibilité d'assigner les limites de l'usure, se montrera encore plus en observant l'absurdité de l'idée d'un intérêt de l'argent déterminé par une loi positive. La loi peut ordonner aussi peu le prix du louage de mon argent, qu'elle peut ordonner celui du louage de ma terre ou de ma maison; l'intérêt légal de l'argent est aussi contradictoire que le feroit le prix légal de toute autre marchandise, qui ne se règle jamais par les ordonnances de l'Autorité Publique, si l'ordre des choses est observé, mais par la concurrence des vendeurs & des acheteurs. En voulant fixer par des loix l'intérêt de l'argent, le Gouvernement ne feroit qu'assoirblir le crédit, troubler la marche des échanges, & arrêter la circulation libre des Richesses, sans parvenir à son but: les loix, contraires à la nature de ces contracts, seront toujours éludées par des conventions secrètes. Le seul cas, où le juge pourroit adopter l'idée d'un intérêt réputé légal, feroit dans des conventions douteuses, auxquelles on adjoingt un intérêt égal au revenu d'un fond de terre, d'une valeur égale à la somme prêtée; mais ce cas unique n'est pas exempt d'une espèce d'injustice pour le prêteur, qui pour une somme risquée doit avoir un intérêt plus considérable que ne donne un fond de terre, dont le revenu est si assuré.

C'ETOIT donc une vraie chimere, que l'idée d'augmenter l'opulence d'une nation en baissant par les loix l'intérêt de l'argent : chimere enfantée par l'erreur, qui confond l'effet avec la cause. Quand, dans l'état de prospérité d'une nation, les Richesses mobiliaires sont plus abondantes, plus de prêteurs les offrent aux emprunteurs, & l'intérêt baisse naturellement par cette concurrence. Le bas intérêt est donc un effet de l'opulence, & nullement la cause de l'augmentation des richesses : il est un indice de la prospérité, mais il ne la produit pas. Si l'intérêt est haut, la nation sera au contraire pauvre, ou au moins ignorante, & dénuée d'industrie. L'expérience de tous les siècles nous montre ces vicissitudes dans le prix de l'intérêt de l'argent, suivant le plus ou moins de progrès des peuples dans les arts, & par conséquent suivant la quantité des richesses mobiliaires. Dans les pays barbares, & dans des tems d'ignorance, cet intérêt est énorme ; il diminue à mesure de l'avancement des connaissances & de l'aisance, sans que l'Administration puisse ou doive le régler.

QUELQUES Auteurs appellent ces contrats de toute espèce, par lesquels on prête des Richesses mobiliaires, les Richesses artificielles de la Société ; dénomination impropre, qui peut induire en erreur. Ces contracts, bien loin d'être des Richesses, ne sont, comme nous avons vu, que les gages des Ri-

richesses, & une créance qui donne droit à une partie de la masse des productions ; & ces Richesses, dont les contrats sont les gages, n'ont rien d'artificiel, mais tirent leur origine de la terre, de la maniere la plus naturelle. Par cette distinction cependant, on s'autorise pour dépriser cet emploi des Richesses mobiliaires, comme inférieur à l'emploi immédiat de la culture. On perd de vue les différentes destinations des classes de la Société ; il seroit aussi ridicule d'exiger de tous ses membres d'embrasser l'état de possesseurs de fonds de terre, que d'obliger tous ces possesseurs à cultiver leurs champs eux-mêmes, & de chasser les fermiers.

Il pourroit paroître indifférent, qu'une plus grande ou une plus petite portion de métal représente telle partie des richesses, & désigne une de ces monnoies idéales, dont on se sert pour régler les prix. Il est cependant plus avantageux à l'ordre dans les échanges, & plus conforme à la justice qui doit régner dans les contrats, que la valeur des monnoies reste invariable. Le tems, il est vrai, amene naturellement quelques variations dans ces valeurs, si les métaux deviennent plus communs & plus abondans. Mais si le Gouvernement hausse, par des loix, la valeur relative des monnoies, il trouble, au moins pour un tems, toutes les opérations du commerce, & il ébranle le crédit sans aucune utilité réelle. Des Etats obérés ont tâché de

se

se libérer en haussant les monnoies, & en payant de cette maniere moins de signes des richesses, pour la même somme stipulée en monnoies idéales. Ce moyen injuste, quoique profitable pour le moment, est ruineux pour l'avenir; car si l'Etat gagne dans le paiement de ses dettes, il perd après dans la perception de ses revenus, qui, imposés en monnoies idéales, sont acquittés par le peuple par une plus petite quantité de signes. Personne ne gagne par ces changemens dans les monnoies, que les débiteurs des anciens contracts, qui paient leurs dettes aux dépens de leurs créanciers.

UN inconveniēnt d'une autre espece est inévitable à une nation qui étend son Négoce au-delà des bornes prescrites par la concurrence universelle de tous les peuples. C'est la trop grande abondance de l'argent, & de tous les signes des richesses. Après une époque brillante, une Nation s'appercera qu'elle a embrassé l'ombre pour la réalité, en préférant l'or aux richesses naturelles. Si elle conserve quelque industrie, bientôt la cherté de la main-d'œuvre de ses ouvriers, qui augmente à proportion de l'abondance de l'argent, la mettra hors d'état de vendre aux étrangers, & mêmes à ses propres citoyens. La commodité & la facilité d'acquérir à meilleur marché les productions des pays plus pauvres, fera négliger au peuple le travail nécessaire pour produire des denrées, ou des ouvrages de l'art, qui lui couteroient plus cher que les productions étran-

geres ; il dépensera les signes superflus des richesses pour se livrer à la paresse ; & si ces signes ont disparu pour suivre le niveau naturel entre les masses de ces signes dans les pays circonvoisins, la nation se trouvera sans argent, sans culture & sans industrie. C'est dans ce sens qu'il faut entendre l'axiome, que l'excès des richesses devient pauvreté.

RIEN donc de plus absurde & de plus injuste, que la défense de la sortie des métaux en lingots ou en espèces. Si les métaux sont trop abondans, & surtout si leur abundance vient du produit des mines appartenantes à la nation, le Gouvernement devrait favoriser l'écoulement de cette surabondance, jusqu'à ce qu'elle parvienne à ce niveau, propre à ranimer l'activité d'un peuple quand il ne trouvera plus son compte à acheter ses subsistances de l'étranger. Jusqu'à cette époque, ce seroit rendre le peuple malheureux que de lui défendre d'échanger les métaux, sa seule denrée, contre des objets de ses jouissances qu'il ne peut trouver que chez les nations voisines ; & s'il a été forcé par ses besoins d'acheter, ce seroit le comble de l'injustice de lui défendre de payer ses dettes par l'unique moyen qui lui reste, par le solde en espèces.

PENDANT longtems on s'est beaucoup occupé des avantages prétendus de la circulation rapide de l'argent, qui devoit produire continuellement de nouvelles richesses. Ce seroit calomnier les lumie-

res de notre siècle que de s'arrêter à combattre un tel fantôme. Personne ne s'imaginera qu'un homme s'enrichit, en faisant changer sans cesse ses pieces d'argent en pieces d'or, ou son or en argent. Tout le bénéfice de cette circulation se réduit à nous fournir un indice de la prospérité d'un Etat. Si les signes des richesses circulent librement, c'est une preuve qu'il se fait un grand nombre d'échanges: ces échanges multipliés prouvent la quantité de Richesses existantes; & ces Richesses indiquent une abondante production. Dire, la circulation enrichit une nation, c'est dire une absurdité, qui, ramenée à quelque chose de sensé, signifie, une grande quantité de Richesses rend riche une nation: vérité qui sûrement n'est ni neuve ni profonde.

C H A P I T R E X.

Des Richesses publiques.

Il est une espece de Biens, qui, sans avoir directement une valeur véritable, sont comptés parmi les Richesses, à cause de la nécessité de leur concours aux productions de la culture & de l'industrie. Ce sont les grandes propriétés, qui, ne pouvant appartenir à des particuliers, font le patrimoine commun de la Société, & qui s'appellent, par cette raison, des

Richesses publiques. Telles sont les Mers, les Lacs, les Rivieres; tous les terrains employés pour les communications & pour les Bâtimens destinés à l'usage du public; enfin tous les ouvrages entrepris pour l'utilité, & exécutés par les forces combinées de la Société.

POUR que ces propriétés publiques deviennent de vraies Richesses, il est nécessaire de les mettre en valeur, en les préparant à l'usage auquel elles font destinées. Les Mers & les Lacs sont utiles à la Société, si par la construction des ports la navigation est assurée, & si par des jetées on enchaîne leur fureur: les rivieres répondent au but de l'Etat intelligent, si elles sont débarrassées des obstacles qui s'opposent à leur cours naturel, & si, de l'autre côté, des digues leur défendent de submerger une contrée qu'elles doivent arroser. Les terrains publics sont employés utilement, si des chemins solides & commodes facilitent les communications; si, pour augmenter ces facilités & la fertilité de la terre, on creuse des canaux; si enfin des bâtimens destinés à la sûreté du cultivateur, à la commodité du trafiquant, & à l'exécution de toutes les opérations publiques, sont répandus sur toute la surface de l'Etat suivant l'exigence des besoins des habitans.

● SANS ces établissements pour la sûreté & pour la commodité de la culture & de l'industrie, la source

du revenu tariroit, & les Richesses ne pourroient exister. Si la sûreté manque, personne ne voudroit mettre à profit ni ses bras, ni ses talens, ni ses avances; & toute activité, qui est la suite de la conviction de pouvoir jouir du fruit de son travail, seroit anéantie. Si les communications sont difficiles ou impossibles, si la navigation est interrompue, si les chemins sont impraticables, les échanges deviennent rares, ou les frais du transport absorbent tout le bénéfice de la production. Pour animer la culture & l'industrie, il faut ménager des débouchés aux denrées & aux ouvrages de l'art, & rendre ces débouchés aussi peu dispendieux que possible. Ces Richesses publiques sont donc une des causes principales de la production des Richesses particulières.

Si la raison ne montrait pas aussi nettement cette vérité, l'expérience de tous les siècles suffiroit pour la prouver. Quelle énorme différence entre un pays policé où ces ouvrages publics abondent, & entre un pays dont les habitans ne secondent pas la nature! On a remarqué déjà, quels récits, tenant presque du prodige, l'histoire ancienne nous fait des Richesses & de la population de quelques contrées orientales. Sans les ruines étonnantes de ces ouvrages qui subsistent en Mésopotamie, en Egypte, en Perse, ouvrages également propres à faciliter le trafic & l'arrosement des terres; sans ces

ruines, on pourroit, en comparant l'état présent de ces pays incultes avec l'état florissant dont parlent les anciens Auteurs, soupçonner ces historiens d'exagération. Mais la sûreté en a été chassée par les tyrans despotiques, & les ouvrages publics ont été négligés par leur féroce ignorance ; les peuples ont disparu, l'opulence s'est évanouie, & il ne reste plus que des déserts fablonneux.

Sous nos yeux, sans consulter l'antiquité, nous avons des exemples de l'efficacité du bon emploi des Richesses publiques pour faire naître l'opulence & la félicité d'une Nation. La Chine & la Hollande doivent leur prospérité à la douceur de leur Gouvernement, à la sûreté des propriétés, & au soin extrême de construire & d'entretenir des ouvrages magnifiques, propres à faciliter, à assurer & à perfectionner la culture, l'industrie & le négoce.

La construction & l'entretien de ces ouvrages demandent des frais considérables. Leur utilité étant commune, c'est à la Société en corps qu'il appartient à faire ces dépenses, qui surpasseroient d'ailleurs les facultés des particuliers. Comme ces dépenses se font dans le but d'augmenter le produit des terres, & qu'elles obtiennent ce but en effet, il est naturel de puiser aussi ces dépenses à la source des Richesses. Rien n'est plus juste que de charger d'une dépense, celui en faveur de qui elle est employée, & qui en tire tout le profit. La Société

acquiert donc, par l'entretien des Richesses publiques, un droit rigide à une partie du produit des terres; partie qui peut être envisagée comme une des avances les plus nécessaires pour faire prospérer la culture, & pour exciter la reproduction.

IL est clair par ces considérations, que la dépense la plus juste & la plus avantageuse que puisse faire un Gouvernement, est celle pour augmenter & entretenir ces Richesses publiques. La Société lui confie une partie du revenu net total pour l'employer à cet usage, & la justice exige que cette partie soit consacrée à sa destination. Par cet emploi le Gouvernement augmente d'ailleurs son propre revenu, qui s'accroît à proportion de l'augmentation du revenu total de la Nation. Dépenser pour ces ouvrages publics, est, à l'égard du Gouvernement, semer un peu de grains pour gagner une abondante récolte.

C H A P I T R E XI.

De l'inégalité des Fortunes.

DEPUIS longtems on agite une question vague & oiseuse, sur l'égalité parfaite & naturelle entre les hommes. Dans tous les siècles l'imagination de quelques enthousiastes s'enflamme par l'opinion de

cette égalité; & quelques fourbes s'en servent pour troubler la Société, ou pour forger des établissements conformes à leurs intérêts & contraires au bonheur de l'humanité. De nos jours on a tâché de réchauffer cette opinion, en l'étayant par les sophismes les plus singuliers, ornés par des déclamations remplies de cette chaleur, si vanrée par le vulgaire, & si peu digne de faire impression sur les esprits sensés.

EN considérant cette question du côté des conséquences que l'on en tire, elle se réduit à un abus des termes, à un faux raisonnement du particulier à l'universel. De ce que les hommes ont la même nature, on a inféré qu'ils avoient les facultés égales, & qu'ils étoient parfaitement égaux. C'est par l'égalité de leur nature, il est vrai, que les hommes sont frères; mais cette fraternité n'implique pas une égalité entière des facultés & de leur usage. Les Sauvages de l'Amérique reconnoissent les hommes imberbes pour frères, & refusent ce titre aux Européens barbus. Leur raisonnement est plus juste que celui de quelques-uns de nos prétenus sages.

M A I S il faudroit n'avoir jamais observé les hommes, pour confondre cette égalité des qualités essentielles de l'homme, avec celle des forces & des facultés des individus. Les enfans montrent de si bonne heure de si grandes différences dans leur in-

telligence, dans leurs passions, dans leurs forces corporelles, que, quand l'éducation achieve de fortifier cette diversité, devenus hommes faits ils ne se ressemblent presque plus entre eux. Alors l'homme intelligent, adroit, actif & robuste, fait en moins de tems une plus grande quantité de meilleurs ouvrages, ou il laboure une étendue plus considérable du sol, que ne pourra faire un homme foible, borné & indolent. Le premier doit nécessairement acquérir plus de Richesses que n'en pourra gagner le dernier. Rien de plus juste que de laisser jouir celui, qui travaille plus, du fruit de son travail, & de lui permettre d'en transférer la propriété aux personnes qui lui sont les plus chères, à ses enfans. Si sa postérité marche sur ses traces, avec les avances qu'elle a déjà en main elle augmentera continuellement la masse de ses Richesses. L'inégalité des fortunes, qui de cette manière s'établit naturellement, devient utile à l'homme, en animant son activité, & en l'empêchant de se livrer à l'inertie qui seroit son malheur.

LES événemens fortuits, qui amènent des circonstances plus favorables à un homme qu'à un autre pour l'acquisition des Richesses, contribuent à leur tour à mettre de l'inégalité dans les fortunes. Un sol plus fertile tombe en partage à un homme ; il trouve plus de moyens d'échanger ses ouvrages, ou ces échanges sont plus heureux ; son opulence

penses précédentes que consiste le dommage causé à la nation. La même inversion dans l'ordre des dépenses suivantes, dans l'abus de l'emploi de ces Richesses, produit les effets nuisibles dont on accuse les grandes fortunes, sans faire attention à la conduite de leurs possesseurs: conduite qui est uniquement réglée par l'opinion, ou par les moeurs. Dans ce cas seul les déclamateurs, qui crient que la Richesse d'un seul fait la pauvreté d'une multitude de citoyens, ont une apparence de raison. Il se fait cependant plus sensé de dire, que ce sont les mauvaises loix ou la foibleſſe de l'administration, qui causent la pauvreté du grand nombre en fournissant au petit nombre des moyens, contraires à l'ordre de la Société, pour amasser des Richesses inutiles. Les Richesses en elles-mêmes, dans quelles mains qu'elles se trouvent accumulées, bien loin d'occuper la misere d'une partie de la nation, répandent, si elles sont dépensées suivant les vrais rapports, l'aisance sur tous les citoyens.

Il est de ce reproche comme de celui, fait aux Richesses par les mêmes déclamateurs, de nourrir l'oisiveté & l'inutilité d'une classe aux dépens du travail des autres. Un riche qui dispose de sa fortune, & qui gouverne ses biens en conformité des regles prescrites par les rapports nécessaires, est sûrement un homme très laborieux; & travaillant, par ces occupations au bonheur de la Société, il

ne peut être taxé d'oisiveté, ni être regardé comme inutile à l'Etat. Mais si les loix ou les mœurs le dispensent de l'observation de ses devoirs, ou la lui rendent impossible, ce sont les loix & les mœurs, & non les Richesses, qui condamnent l'opulent à l'inutilité, & qui le font devenir à charge à la Société comme à lui-même.

Ce qui est singulier, c'est de voir des gens qui parlent sans cesse contre l'inégalité des fortunes, approuver en même tems des loix destinées au but de concentrer toutes les Richesses dans une seule classe de la nation; loix qui cherchent à éterniser ces possessions dans les mêmes mains, à empêcher la subdivision des amas de Richesses, & à retenir leur pente à rentrer dans la circulation. Si des loix mal combinées n'altèrent pas la liberté requise à l'exercice des forces & des facultés des citoyens, ou ne ralentissent pas le mouvement nécessaire des Richesses dans les échanges par des règlements inutiles, toutes les fortunes se mettront dans le niveau déterminé par l'ordre des choses, & leur inégalité ne pourra jamais être dangereuse, que quand elle sera forcée par les mœurs ou par les loix.

Si l'égalité parfaite des fortunes est impossible & même nuisible à la Société, on jugera aisément de quelle absurdité est le système de la communauté des Biens. Cette idée monacale, réchanfnée de tems en tems, ne peut être enfantée que par l'en-

enthousiasme républicain, ou par le fanatisme religieux. Comme les sentiments, produits par ces passions factices, sont nécessairement de courte durée aussitôt que la réflexion ramène à la vérité les imaginations égarées; le zèle pour un bien public putatif se ralentit, & les intérêts se séparent ou sont négligés. Si quelques petites Républiques par le moyen d'une constitution surnaturelle, ou quelque communauté à l'aide d'un excès d'imbécillité superstitieuse, pouvoit conserver les Richesses en commun, ces Sociétés resteraient toujours languissantes & dans la médiocrité. Il est contre la nature de l'homme de s'appliquer avec ardeur & longtemps à un travail dont il ne profite pas directement pour multiplier ses joies, & pour augmenter son bonheur. Sans ce mobile universel il retombe dans l'indolence & dans l'inaction.

CHAPITRE XII.

Des rapports des Dépenses.

POUR entretenir la vie du corps social, & pour lui conserver sa prospérité, il est nécessaire que les productions soient consommées, & que le revenu soit dépensé. Sans ces dépenses la reproduction est

arrêtée, & l'homme se prive des jouissances requises pour constituer son bien-être. Mais ces dépenses sont avantageuses, si elles répondent aux rapports avec leur but; & elles deviennent nuisibles, si elles se font d'une maniere contraire aux rapports avec leur destination.

LES dépenses répondent donc à leurs rapports naturels & essentiels, si elles concourent à la multiplication de la reproduction, si elles augmentent le vrai bonheur de l'homme, & si elles sont conformes aux devoirs qui nous sont imposés. Toute dépense qui peche contre ces rapports, est une dépense destructive du bien-être du particulier qui la fait, & de la Société, qui souffre des fautes de ses membres.

PARMI les dépenses, la plus indispensable est celle des avances de toute espece sans lesquelles il n'existe ni reproduction, ni Richesses. Ce ne sont que des ignorans qui méconnoissent les loix invariables de la reproduction, ou des insensés, qui, envirés par la passion du moment, perdent de vue l'avenir, qui puissent être tentés de divertir de leur usage cette partie des Richesses, en la dépensant pour acquérir les objets de leurs jouissances ordinaires. Les avances sont sacrées, & leur emploi est ordonné sous peine d'une misère future.

Le produit net, quoique disponible à la volonté du propriétaire, ne laisse pas d'être sujet, à l'égard

thouiasme républiqueain, ou par le fanatisme religieux. Comme les sentimens, produits par ces passions factices, sont nécessairement de courte durée aussitôt que la réflexion ramène à la vérité les imaginations égarées; le zèle pour un bien public putatif se rallentit, & les intérêts se séparent ou sont négligés. Si quelques petites Républiques par le moyen d'une constitution naturelle, ou quelque communauté à l'aide d'un excès d'imbécillité supersticieuse, pouvoit conserver les Richesses en commun, ces Sociétés resteraient toujours languissantes & dans la médiocrité. Il est contre la nature de l'homme de s'appliquer avec ardeur & longtems à un travail dont il ne profite pas directement pour multiplier ses joysances, & pour augmenter son bonheur. Sans ce mobile universel il retombe dans l'indolence & dans l'inaction.

CHAPITRE XII.

Des rapports des Dépenses.

POUR entretenir la vie du corps social, & pour lui conserver sa prospérité, il est nécessaire que les productions soient consommées, & que le revenu soit dépensé. Sans ces dépenses la reproduction est

mes, si le revenu ne doit pas diminuer; & si ces avances ne doivent pas être dérangées, il est nécessaire que le produit, dont elles sont formées annuellement, retourne aussi annuellement à la terre, ou que son retour ne soit, au moins, pas assez retardé, pour mettre le cultivateur dans l'impossibilité de tirer de la valeur de ce produit les avances indispensables de la culture. Il est également nécessaire, pour soutenir le revenu formé par la valeur vénale des productions, que ces productions, pour être consommées, ne soient pas chargées aux dépens du premier vendeur.

Si les propriétaires des fonds de ma nation dépensent la plus grande partie de leur revenu pour acheter des marchandises étrangères, dont le lieu de production ou de fabrication est très éloigné, ces rapports sont troublés. Cette dépense, il est vrai, retourne tôt ou tard à ma patrie, puisqu'il est impossible que nous achetions longtemps des étrangers, sans que ces étrangers achètent à leur tour de nous, & sans que nous remplaçons par nos ventes les valeurs nécessaires pour faire nos achats. Que nos ventes se fassent directement à la nation qui produit les marchandises que nous achetons, ou indirectement à une autre nation qui achète continuellement pour revendre; le même cercle de ventes & d'achats doit exister entre nous & les nations voisines. Mais quoique ces dépenses reviennent à nous,

de la maniere de dépenser, à quelques rapports avec la reproduction. Si les possesseurs des fonds n'entretiennent ou n'entretiennent pas les avances foncieres, leurs possessions se dégradent imperceptiblement; & leur revenu s'assouplit. Rarement un fonds se trouve dans un état où sa valeur, par des avances foncieres bien placées, ne puisse être haussée; si le propriétaire est assez prudent pour donner la préférence à cette maniere de disposer de son revenu. Il en est de même du cultivateur, qui, en employant ses profits pour augmenter les avances primitives & annuelles, peut multiplier continuellement ses bénéfices, desquels il seroit privé en tournant sa dépense du côté des jouissances dont il peut se passer. C'est observer les loix de l'ordre de la Nature; si le propriétaire des fonds & le cultivateur placent préférablement leur dépense de maniere à renforcer les avances, dont eux-mêmes & la Société profitent également.

Quoique les limites de la fécondité de la terre soient inconnues; & que nous ne puissions jamais parvenir à l'épuiser, supposons cependant la culture dans un état de perfection qui refuse tout emploi des Richesses pour les avances. Dans ce cas-là même, il existe des rapports avec la reproduction; quand il est question de dépenser le revenu net uniquement en ouvrages d'industrie, ou à la consommer en nature. Les avances doivent rester les mêmes,

dans la circulation, des valeurs qui s'amasseroient dans les ouvrages de longue durée. En parlant de cette préférence, il ne s'agit pas de se priver entièrement de l'industrie étrangère, ou des merveilles des beaux arts; privations, qui, comme nous verrons en son lieu, seroient contraires à notre bien-être.

Les propriétaires pourroient; il est vrai, approcher plus encore la dépense de la consommation, en consommant leur revenu en nature. Une dépense de cette espece faisoit le faste des siecles d'ignorance, quand l'entretien d'un nombre énorme de domestiques & d'animaux inutiles absorboit le revenu des seigneurs du Gouvernement féodal. Quelques personnes frappées uniquement des avantages de la culture, précisément parce qu'elle est négligée, paroissent regretter ce faste barbare. Mais cette maniere d'employer le revenu seroit de la plus dangereuse conséquence. L'entretien de tant d'animaux, sans aucune utilité pour la Société, empêtre les subsistances destinées à l'homme: tant de domestiques, retenus dans une honteuseoisiveté, sont perdus pour la masse du travail de la nation, & consomment les denrées dues à l'ouvrier industrieux. Ces causes réunies nourrissent la paresse & l'ignorance du peuple, & arrêtent les progrès de la population. En dépensant le revenu en nature, les propriétaires se priveroient eux-mêmes, comme la nation

elles font tant de détours, & ces valeurs restent si longtemps en chemin, qu'il se forme nécessairement un vuide dans les avances, en attendant le retour du revenu dépensé.

Qui plus est, dans ce long circuit les échanges de ces Richesses ont besoin du concours de beaucoup d'agents intermédiaires, dont les salaires sont payés par le premier vendeur ; par conséquent par nous qui vendons nos productions à l'étranger, pour pouvoir acheter de lui à notre tour. Si donc par des achats excessifs de l'étranger, nous nous mettons dans la nécessité de lui vendre nos productions au lieu de les consommer nous-mêmes, nos productions perdent de leur valeur primitive, & la diminution de leur prix diminue les avances & le revenu.

Il est donc plus conforme aux loix de l'ordre, que nous tournions nos dépenses du côté des productions de notre sol, & des ouvrages de l'industrie nationale ; & préférablement du côté des ouvrages d'industrie qui ne demandent pas des façons trop recherchées, ou qui n'exigent pas trop de tems. Par ce moyen, nous augmentons le nombre des ouvriers consommateurs, la population, & les forces de l'Etat ; nous soutenons, par une consommation rapprochée, le bon prix de nos productions, & par conséquent le revenu & les avances ; nous procurons enfin la subsistance à une multitude d'ouvriers doués de talents médiocres, & nous faisons rentrer

un Pere ou une Mere de famille disposent, pour des objets friyoles, des sommes requises pour l'entretien où pour l'éducation de leurs enfans, une dépense semblable est contraire à toutes les loix de l'ordre. La Société, qu'on charge de citoyens peu propres à concourir à l'utilité publique, est lézée, comme les enfans, par cette inconduite des parens.

Les mêmes rapports, qui se trouvent entre les dépenses des particuliers, se rencontrent encore à l'égard des dépenses publiques. Un Gouvernement sage & prudent observe la même subordination entre les dépenses nécessaires, utiles, agréables, ou de simple fantaisie. La prospérité de l'Etat sera la suite infaillible de l'observation de cet ordre ; mais tout déperit si le Gouvernement, au lieu des dépenses nécessaires & utiles en avances souveraines, prodigue son revenu par le faste de la cour & du militaire, où même si ce revenu s'anéantit dans les fantaisies des guerres & des conquêtes.

La connoissance des loix de la formation du revenu & des rapports des dépenses, jointe à la pratique des règles qui en découlent, constitue l'Economie publique & particulière.

CHAPITRE XIII.

Du Luxe.

LES principes sur les rapports des dépenses, dont nous venons de voir l'enchaînement, seront suffisants, peut-être, pour nous guider dans le développement de l'idée réelle attachée à un terme des plus vagues & des plus indéterminés, à celui du Luxe. Les mêmes principes serviront pour décider des avantages ou des désavantages prétendus du Luxe, ou à éclaircir au moins une question compliquée par sa nature, où les données nécessaires à la solution manquent, ou sont altérées par les erreurs de l'opinion.

TOUTES les disputes sur le Luxe ont été & sont encore de pures logomachies: chaque combattant attaché à ce terme une notion répondante à ses lumières, à son penchant, à ses préjugés, & tire alors d'un faux principe des conséquences pas-sablement justes. On tombe toujours dans une telle méprise, quand il s'agit d'employer dans le raisonnement un mot tiré du langage ordinaire, & dont, malgré les progrès dans les sciences, on n'a pas fixé encore la signification. Les langues ont été formées par des ignorans; il est rare d'y trouver

des mots parfaitement répondants à des idées abstraites, compliquées, ou trop étendues.

QUAND on examine les raisonnemens des partisans du Luxe, on découvre aisément qu'ils entendent par ce terme le superflu, les commodités, les plaisirs, & même la magnificence. Si les dépenses pour ces objets sont conformes à leurs rapports, bien loin d'être blâmables elles contribuent à la prospérité de l'Etat & au bonheur de ses habitans; il étoit inutile, dans ce cas-là, de discuter une vérité aussi claire & aussi simple. Mais en soutenant une proposition vraie, ces panégyristes se rendent coupables d'un abus dans les termes. Le mot de Luxe, ou celui qui lui répond dans toutes les langues, dénote dans son origine, quoique d'une maniere obscure, un excès ou un désordre dans les dépenses, & il est toujours pris dans une mauvaise acceptation. En traitant des dépenses innocentes pour les joissances agréables, il eût été préférable d'employer un terme moins sujet à une interprétation désavantageuse.

Les ennemis du Luxe pechent d'un autre côté dans leurs raisonnemens, en méconnoissant les avantages des dépenses pour le superflu, les commodités & la magnificence. Des esprits durs & grises, séduits par l'opinion, désapprouvent toutes les joissances qui ne sont pas conformes à leur goût ou à leurs préjugés austères. Souvent l'ignorance

S¹² PRINCIPES DE LA

des rapports de l'emploi des Richesses avec le bien-être de la Société, inspire des maximes d'une frugalité monacale, incompatible avec la prospérité d'un grand Etat. Quelquefois ces esprits noirs entrevoient confusément les effets du vrai désordre dans les dépenses provenu de la corruption des mœurs, & ils confondent alors la cause, qui sont les mœurs, avec l'effet qui se montre dans les dépenses déréglementées. Ces méprises ont produit des raisonnemens pardonnables à un Capucin, mais indignes d'un homme d'Etat; & des déclamations empoulées, à peine permises dans un prône de village, sorties cependant de la plume de gens qui osent s'annoncer sous le titre de sages.

EN derqier lieu on a défini le Luxe, par l'excès en dépenses stériles. Cette définition contient des caractères vrais du Luxe: mais elle ne paroît ni assez claire, ni assez complète. On n'explique pas en quoi consiste cet excès, & l'on n'assigne pas le point de séparation entre les dépenses modérées ou trop sortes. Ce point est difficile, ou même impossible à déterminer; mais il auroit fallu donner au moins quelque indice pour distinguer les limites approchantes où les dépenses de nature différente se touchent. En ne parlant d'ailleurs que de dépenses stériles, on paroît mettre des bornes trop étroites aux dépenses licites: on semble taxer de Luxe, toute dépense qui ne fert pas directement à

la reproduction. Dans un Etat bien florissant, il est impossible cependant d'appliquer toujours une partie du produit net aux avances de la reproduction; & les propriétaires sont forcés souvent de faire retourner le revenu de la terre d'une manière indirecte, en dépensant pour les ouvrages d'industrie. Cette définition ne contient pas non plus une idée accessoire, qui a toujours été jointe au Luxe, la considération des devoirs respectifs de ceux qui dépensent.

IL eût été plus convenable de raisonner sur la nature & sur les effets des dépenses sans nommer le Luxe; & sans employer un mot si exposé aux méprises & aux équivoques. Mais si l'on juge indispensable de se servir d'un terme générique, il ne semble pas possible d'attacher une autre idée à ce mot de Luxe, que celle d'une dépense contrarié aux rapports essentiels des dépenses entre elles. Cette idée sera regardée peut-être comme trop abstraite, trop métaphysique, & peu propre à l'usage de la vie civile. Mais on remarquera l'impossibilité de concevoir une idée compliquée, sans se représenter en même tems toutes les idées particulières qui la composent; & l'on conviendra de l'impossibilité de se former une notion claire & nette du Luxe, sans se rappeler dans la mémoire toute la doctrine de l'ordre & des rapports des dépenses.

Tout ce qu'on peut dire sur le Luxe, revient

donc à un développement des rapports des dépenses, & à une application des Loix, résultantes de ces rapports, à quelques cas particuliers. On appelle donc Luxe, toute dépense qui diminue les avances foncieres, productives, ou nécessaires aux entreprises d'industrie; qui occasionne un retour trop tardif de la partie du revenu destinée à refluer au lieu de la reproduction; qui, exposant cette partie du revenu à de grands détours, est cause que cette partie, par des frais dont elle se charge en chemin, diminue de valeur avant son retour à la terre; qui enfin renverse la subordination dans l'emploi des Richesses, exigée par les devoirs personnels de celui qui dépense.

EN distinguant le Luxe de faste & de consommation de celui de décoration, on blâme ce dernier, en approuvant les dépenses excessives pour le faste. Cependant nous avons vu quels effets nuisibles produit la dépense en conformations pour l'entretien de tant d'êtres inutiles, retenus dans l'oisiveté, & dont l'exemple nourrit encore l'oisiveté des autres classes du peuple. Le goût pour la parure, pour les décorations, est au contraire un indice de l'activité du peuple, des progrès de son industrie, & de l'adoucissement de ses moeurs. Une forte dépense, que son excès soit réel ou imaginaire, pour des ouvrages d'industrie, pour ce prétendu Luxe de décoration, ne peut avoir lieu que parmi une na-

tion polie & éclairée, qui a poussé les arts à un haut degré de perfection, & qui connaît les plaisirs de l'esprit & les douceurs de la Société. La dernière classe du peuple, pouvant goûter ces avantages à proportion de ses progrès dans les connaissances, annoncée ces progrès par son goût pour un superflu, qui anime son travail & qui ajoute à son bonheur. Le Luxe fastueux est plus commun dans les siècles d'ignorance, & il se trouve plutôt chez des peuples grossiers que parmi les nations policiées.

Ces distinctions sont au reste d'une petite utilité, & n'indiquent guères la nature du Luxe. Il seroit également inutile, & même impossible, de parcourir en détail toutes les dépenses qui pourroient être taxées de Luxe, où qui troubleront les rapports de l'emploi des Richesses. On appliquera mieux les principes de ces rapports à des cas particuliers, en cherchant la cause de ces dépenses déréglées, & en considérant leurs effets. En trouvant la source du Luxe, & en observant son influence sur l'état de la Société, on aura peut-être des marques caractéristiques, suffisantes pour le distinguer d'une dépense forte mais innocente.

Les vrais besoins de l'homme sont simples, peu nombreux, & aisés à satisfaire : les commodités sont en plus grand nombre, & exigent plus de fraix. Mais ce sont les objets des sensations agréables, appellées vulgairement des Plaisirs, qui ou-

donc à un développement des rapports des dépenses, & à une application des Loix, résultantes de ces rapports, à quelques cas particuliers. On appelle donc Luxe, toute dépense qui diminue les avances foncières, productives, ou nécessaires aux entreprises d'industrie; qui occasionne un retour trop tardif de la partie du revenu destinée à refluer au lieu de la reproduction; qui, exposant cette partie du revenu à de grands détours, est cause que cette partie, par des frais dont elle se charge en chemin, diminue de valeur avant son retour à la terre; qui enfin renverse la subordination dans l'emploi des Richesses, exigée par les devoirs personnels de celui qui dépense.

EN distinguant le Luxe de faste & de consommation de celui de décoration, on blâme ce dernier, en approuvant les dépenses excessives pour le faste. Cependant nous avons vu quels effets nuisibles produit la dépense en consommations pour l'entretien de tant d'êtres inutiles, retenus dans l'oisiveté, & dont l'exemple nourrit encore l'oisiveté des autres classes du peuple. Le goût pour la parure, pour les décorations, est au contraire un indice de l'activité du peuple, des progrès de son industrie, & de l'adoucissement de ses mœurs. Une forte dépense, que son excès soit réel ou imaginaire, pour les ouvrages d'industrie, pour ce prétendu Luxe de décoration, ne peut avoir lieu que parmi une na-

goût factice, dans le désœuvrement d'une vie efféminée; on négligera ce qui plaît pour ce qui distingue, & on sacrifiera l'utile & l'agréable au brillant; on recherchera ce qui est éloigné, rare, & difficile à acquérir; on n'appréciera pas les objets suivant la satisfaction qu'ils procurent, mais suivant le prix qu'ils coûtent, & suivant qu'ils sont censés annoncer la puissance de celui qui les possède; les talens les plus frivoles & les plus méprisables, n'étant faits que pour remplir le vuide de l'âme & pour charmer l'ennui des puissans oisifs, seront dès lors mieux récompensés que les occupations les plus utiles, & récompensés précisément parce qu'ils sont inutiles au public, & propres uniquement à bercer des enfans adultes dans un doux assoupiissement. Il n'est permis non plus qu'aux puissants d'avoir des fantaisies sans se rendre ridicules; ils se serviront de leur privilege exclusif, & bientôt ils ne seront plus maîtres de leur imagination: il est de la nature des fantaisies, qu'une seule, entrée dans une tête, y fasse pulluler des essaims de nouvelles fantaisies. Toutes les dépenses se dénaturent alors; on prend sur le nécessaire, sur l'utile, & sur l'agréable, pour satisfaire des besoins factices, & pour surpayer des plaisirs d'opinion: les Richesses stagnantes dans des canaux impurs, ou détournées de leur cours naturel, se dégradent ou s'anéantissent.

vrent le plus vaste champ aux dépenses de toute espèce. Parmi ces objets, il en est qui augmentent réellement notre bien-être, en nous comblant d'impressions délicieuses, en réjouissant notre imagination, ou en éclairant notre esprit. Ces plaisirs réels ne dépendent ni de la rareté, ni de la cherté des objets qui les causent; & l'homme sensible les trouve richement répandus autour de lui. En les acquérant il ne peut pas déranger l'ordre de ses dépenses, qui se portent naturellement vers des objets prochains, dont le prix, réglé suivant leur mérite intrinsèque par la concurrence nationale, n'est pas assujetti au caprice du vendeur, & dont la valeur, sans passer par un labyrinthe d'échanges superflus, revient en peu de tems à sa destination séconde. Cet homme ne connoissant que les vrais plaisirs, les subordonne à ses commodités, & ses commodités à ses besoins.

IL n'en est pas de-même des esprits bornés, & des ames faibles, dont le peuple des Grands & des Petits est composé. Les ames de cette trempe sont gouvernées par les impulsions subites du moment, ou par des fantaisies; & elles obéissent surtout à la passion dominante des petites ames, à la vanité; ou au désir des distinctions frivoles. Si l'opinion d'une nation, peu éclairée ou mal-gouvernée, place ces distinctions dans l'étalage des Richesses, dans la pompe du rang, dans l'élégance minutieuse d'un

le Luxe remette de l'égalité dans les Richesses des citoyens. Si des loix contraires à l'ordre ne fixent pas irrévocablement l'opulence dans une seule classe de la nation, les grandes fortunes se dissipent toujours avec le tems, & plus vite par le concours du Luxe, qui de cette maniere remet le niveau entre les Richesses des particuliers, en les faisant couler dans plusieurs mains. Le Luxe peut se rencontrer même chez un peuple pauvre, qui, par une oisiveté orgueilleuse, dépense son revenu en nonvaleurs. Le Sauvage perd son tems & son travail en se barbouillant & en brodant son corps, pour se distinguer de ses semblables : un paresseux vain laisse croître ses ongles, pour attester son désoeuvrement & pour prouver, par ce Luxe barbare, qu'il est assez riche pour dédaigner de provoquer un revenu par des occupations lucratives.

EN faisant attention à la source du Luxe, on ne le confondra plus avec la forte dépense, qui anime la circulation, & qui répand la vie dans la production des Richesses. Le revenu, pour renaitre, doit être dépensé, & la frugalité tant vantée convient à peine à une petite ville, enclavée dans un grand Etat, dénuée de la culture & de l'industrie, & qui n'a que l'épargne pour ressource contre la misere. Mais les loix de l'ordre des Sociétés ne sont pas applicables à un avorton de Société, qui peche déjà contre toutes ces Loix par

Les mœurs d'un peuple consistent dans l'habitude de régler les actions suivant l'opinion; que cette opinion soit vraie ou fausse, elle est toujours la règle unique des actions du peuple, qui ne peut connoître la vérité que sur la parole d'autrui. Ce sont donc uniquement les mœurs qui déterminent la manière de dépenser: si elles sont bonnes, c'est à dire, si l'opinion, qui règle les actions, est conforme aux conséquences tirées des rapports de l'homme, les dépenses seront nécessairement conformes à leurs rapports aussi: si les mœurs sont corrompues, ou si l'opinion est contraire aux loix fondées sur les rapports essentiels, la dépense sera déréglée, & deviendra Luxe. Il est donc contre la nature de la chose, d'adopter la maxime vulgaire, que le Luxe corrompt les mœurs; ce sont au contraire les mœurs qui corrompent les dépenses.

ON attribue souvent l'origine du Luxe à l'inégalité des fortunes. Cette inégalité cependant est plutôt le moyen de faire des dépenses défondonnées, qu'elle n'est la cause de ces dépenses. Avec la plus grande fortune, un homme peut employer ses Richesses de la manière la plus avantageuse pour soi-même & pour la Société; & il le fera, si les mœurs de sa nation lui promettent une distinction flatteuse quand il dépense son revenu pour l'ornement de l'Etat & pour l'utilité publique. Bien loin que l'inégalité produise le Luxe, il arrive plutôt que

plongées dans le Luxe, n'avoient pas encore altéré leurs mœurs, & que leur dépense étoit encore éloignée du Luxe.

Le seul effet direct du Luxe, c'est d'anéantir, ou d'affoiblir au moins, les forces de l'Etat, en troubant l'ordre dans la reproduction des richesses; suivant la maxime, vraie dans ce sens, que l'excès des richesses, ou plutôt leur abus, mene à la pauvreté. Si les mœurs causent les dépenses dérégées, ces dépenses causent alors la misère. En anéantissant les richesses, le Luxe traîne après soi tous les malheurs résultans du défaut des avances: la culture négligée force à négliger aussi les arts, qui n'ont joui que d'une prospérité apparente & passagere: le peuple, ne trouvant plus assez de subsistances, disparaît, ou la partie restante tombe dans le découragement, & s'abandonne à la paresse: la chute des arts, & la rareté des hommes disponibles, replongent la nation dans l'ignorance, & la rendent l'objet du mépris & des insultes de ses voisins. Sortir de la barbarie & de l'indigence pour se policer, & pour acquérir de l'opulence; corrompre ses mœurs dans la prospérité, & abuser, par cette corruption, de ses richesses; & rentrer alors, par le Luxe, dans l'état primitif d'où ils étoient sortis, pour recommencer ce cercle de nouveau, avant de trouver les loix éternnelles propres à fixer pour jamais l'état flo-

missant d'une nation : tel est le cercle que tant de peuples ont parcouru.

Ce qui a été dit du Luxe des Particuliers , n'est malheureusement que trop vrai encore à l'égard du Luxe public. Les rapports des dépenses publiques sont les mêmes que ceux des dépenses des Citoyens ; & l'emploi du revenu de l'Etat est soumis aux mêmes Loix , qui ordonnent de la manière de dispenser le revenu en général. Il est aussi nécessaire d'entretenir & d'augmenter les avances souveraines , qu'il est indispensable de le faire pour les avances d'une autre espèce. Le reste des dépenses publiques regarde la sûreté de l'Etat ; & ces dépenses seront en proportion du danger réel qui menace cette sûreté. Si le Gouvernement intervertisse cet ordre , si , au lieu de dépenser pour l'utilité de la Nation , il dépense pour ses propres fantaisies , il tombe dans un Luxe d'autant plus pernicieux , qu'en prodigant une partie des Richesses des Sujets il ne leur donne rien en échange , & les prive de leurs jouissances , sans les remplacer par celles que le Luxe particulier leur offre pour les dédommager de leurs pertes. Ce Luxe public est donc doublement malfaisant , en ruinant l'Etat & les Particuliers , & en rendant encore ces derniers malheureux par des privations forcées , pour lesquelles ils ne reçoivent aucun équivalent.

Le Gouvernement peut se livrer de différente manière à ce Luxe dangereux. Si, au lieu d'employer le revenu de l'Etat à des ouvrages utiles au public, il le prodigue à la construction de bâtimens inutilement superbes; ou à l'entretien d'une Cour fastueuse, ou à l'étalage d'une vaine pompe, non seulement il dérange les rapports des dépenses, il détourne encore l'attention des sujets à des objets frivoles, & il corrompt, par son exemple, l'opinion publique. Le même dérangement se met dans les dépenses, si le Gouvernement, au lieu d'un nombre proportionné de défenseurs de la sûreté, entretient une armée trop nombreuse, dont il fait un jouet pour amuser ses fantaisies, ou un épouvantail pour effrayer ses voisins, ou une enseigne orgueilleuse pour annoncer une puissance imaginaire. Il enlève, par cette bravade, une quantité de bras à la culture & aux arts, & il laisse croupir une partie de la nation dans une oisiveté, qui devient souvent préjudiciable à la sûreté de l'Etat. Mais l'époque du Luxe public le plus pernicieux, c'est si le Gouvernement écoute les suggestions de la plus funeste des fantaisies, de celle des guerres & des conquêtes. Les effets de cette espèce de Luxe, sont si importants & si érendus, qu'il n'est gueres possible de les examiner qu'en traitant des rapports des Sociétés entre elles.

rifiant d'une nation : tel est le cercle que tant de peuples ont parcouru.

Ce qui a été dit du Luxe des Particuliers , n'est malheureusement que trop vrai encore à l'égard du Luxe public. Les rapports des dépenses publiques sont les mêmes que ceux des dépenses des Citoyens ; & l'emploi du revenu de l'Etat est soumis aux mêmes Loix , qui ordonnent de la maniere de dispenser le revenu en général. Il est aussi nécessaire d'entretenir & d'augmenter les avances souveraines , qu'il est indispensable de le faire pour les avances d'une autre espece. Le reste des dépenses publiques regarde la sûreté de l'Etat ; & ces dépenses seront en proportion du danger réel qui menace cette sûreté. Si le Gouvernement intervertisse cet ordre , si , au lieu de dépenser pour l'utilité de la Nation , il dépense pour ses propres fantaisies , il tombe dans un Luxe d'autant plus pernicieux , qu'en prodigant une partie des Richesses des Sujets il ne leur donne rien en échange , & les prive de leurs jouissances , sans les remplacer par celles que le Luxe particulier leur offre pour les dédommager de leurs pertes. Ce Luxe public est donc doublement malfaisant , en ruinant l'Etat & les Particuliers , & en rendant encore ces derniers malheureux par des privations forcées , pour lesquelles ils ne reçoivent aucun équivalent.

QUE juger donc de ces loix somptuaires , si généralement adoptées , si multipliées , & si vantées par de prétendus hommes d'Etat & par de prétendus Sages ? Il est humiliant d'avouer qu'elles sont absurdes , inutiles , & même nuisibles : il est triste de soupçonner qu'elles ne sont pas toujours dictées par l'amour éclairé du bien public , mais plutôt par le penchant singulier de la plupart des gens en place à régler toutes les actions des citoyens ; penchant qui leur fait regarder les hommes comme des enfans qu'il faut conduire par la bâtiere , au lieu de les traiter comme des Etres intelligens qu'on gouverne par les lumières de la raison .

IL est impossible de ne pas reconnoître de l'absurdité dans ces Loix , quand on fait attention à l'extrême difficulté de distinguer les dépenses qui sont vraiment du Luxe , de celles qui n'en ont que l'apparence . Les objets du Luxe n'ont d'ailleurs rien de fixe , & doivent varier comme l'opinion de ce qui distingue , ou comme la mode . Ces objets , qui plus est , varient par leur propre nature , indépendamment de l'opinion : une production rare , apportée à grands frais d'un pays avec lequel ma patrie n'a aucune liaison de commerce , payée avec une somme dont je pouvois disposer sans incommoder , est un Luxe pour moi : la même production devient plus commune , se rapproche de ma patrie ,

des connexions plus étendues avec les pays voisins me fournissent, par nos échanges réciproques, la valeur requise pour cette acquisition, & je puis disposer de cette valeur sans blesser l'ordre: ce qui étoit Luxe hier, est aujourd'hui une dépense innocente. Chaque Préposé d'un village peut afficher un patriotisme aveugle, & défendre à ses paysans des jouissances qui sont un Luxe suivant ses idées rustiques: mais il n'est donné qu'à la sagacité des gens instruits de l'organisation entière de la Société, de distinguer ce qui est Luxe, de ce qui ne l'est pas.

ON voit déjà l'inutilité des Loix somptuaires, en remarquant qu'elles ne frappent jamais sur un objet fixe & déterminé: leur inutilité se montre encore plus par la grande facilité de les éviter, aussi long-tems que les fantaisies de la nation ne sont pas redressées par la rectitude de l'opinion. Une dépense est défendue, aussi-tôt l'imagination inquiète cherche une autre dépense, qui n'a pas été prévue par la Loi, pour se distinguer & pour briller aux yeux du vulgaire. Au lieu de loix, il faudroit des ordonnances arbitraires, renouvelantes à chaque instant: mais le Souverain dérogeroit alors à l'emploi sublime de Législateur, qui, à l'exemple de la Divinité, gouverne par des loix générales & conformes à l'ordre; & il s'abaisseroit au rôle d'un Pédagogue minutieux, qui, la férule levée, fatigue sans cesse ses écoliers par des ordres contradictoires.

Ces Loix dévientent d'ailleurs très dangereuses, en attaquant sans raison suffisante la liberté du Citoyen. Leur exécution n'est guères possible sans l'établissement d'une espèce d'inquisition domestique, la plus odieuse de toutes, & qui corrompt les moeurs du peuple, en ouvrant un vaste champ à la bassesse des délateurs. La nation sent obscurément l'atteinte portée à sa liberté, sans qu'elle en tire aucun avantage; & la confiance pour ses supérieurs en est altérée. Dans ce conflit de sentiments cachés, le Gouvernement s'agit sans objet réel, & il tourmente les Sujets pour un fantôme qu'il a forgé lui-même pour avoir la peine de le combattre. Qui plus est, les erreurs commises dans les Loix somptuaires à l'égard des objets du Luxe apparent, sont de la plus pernicieuse conséquence. Par des défenses mal combinées un Etat ruine pour l'ordinaire sa propre industrie & son propre commerce, en troubant mal à propos les connexions de son économie avec celle de ses voisins. On s'est trompé si lourdement à cet égard, que les défenses ont été quelquefois équivalentes à celles qui défendroient à un peuple de consommer ses propres productions. Ces exemples sont trop fréquens & trop connus.

CONCLUONS, que la prudence exige de ne se servir jamais, pour combattre le Luxe, d'une arme aussi dangereuse que le sont les Loix somptuaires.

tuaire, qui manque son but, & qui blesse la main qui la manie. Un sage Gouvernement préviendra sûrement le Luxe, ou en arrêtera les progrès, en rectifiant, par les moyens allégués, l'opinion de ses Sujets, qui, connoissant alors leurs vrais intérêts, obéiront aux loix de l'ordre, & régleront leurs dépenses suivant les rapports naturels.



PRINCIPES DE LA LÉGISLATION UNIVERSELLE.

L I V R E V.

De la Subordination dans la Société.

C H A P I T R E L

De la nature de la Subordination dans la Société.

LA réunion des forces de plusieurs individus pour obtenir un but commun, constitue la Société, & ce but commun est la sûreté & le bien-être général des Membres dont elle est composée. Sous ce point de vue d'une association volontaire, & d'un droit égal au bonheur, qui en doit résulter, les individus paraissent jouir d'une égalité qui exclut la subordination.

Mais les forces réunies par la Société n'agissent

pas par elles-mêmes, & sans être mises en mouvement par une volonté unique. Il est nécessaire de les confier à des mains qui leur donnent l'impulsion, & qui dirigent leur action vers le but qu'on s'est proposé en se réunissant: il est nécessaire qu'un ou plusieurs individus en commun commandent, & que le reste obéisse. Cet ordre indispensable dans l'emploi & dans la direction des forces de la Société, établit la subordination la plus frappante, qui, par une gradation suivie, remonte, depuis le dernier mandataire de l'Art Social, jusqu'à l'Autorité Souveraine; pendant que la partie de la Société qui n'est pas occupée de la direction de ces forces, forme un ordre séparé.

L'ETENDUE de l'importance de cette direction des forces de la Société exige qu'on traite à part de la subordination qui en résulte. Nous tournerons nos réflexions sur l'Autorité Souveraine, après avoir considéré les forces dont elle tient le dépôt. & après avoir examiné la subordination qui existe entre les individus, dont les forces combinées forment la Société. Celle-ci ne peut pas être étendue. Cette subordination entre les individus, en tant qu'ils sont membres de la Société, dépend de la diversité de leurs talents, de l'inégalité de leurs forces, & de la différence dans leurs occupations. Les besoins si variés de la Société déterminent aussi ces distinctions, & divisent naturellement la

nation en différentes classes ; dont la connoissance facilite l'examen des rapports entre toutes les parties de l'Etat. Il s'agira, pour le présent, de condenser cette espèce d'ordre parmi les Citoyens, qui, établissant une dépendance réciproque, les faï concourir au bien général.

Puisque les hommes sont heureux à proportion du nombre des jouissances utiles ou agréables par lesquelles ils satisfont les besoins sans cesse renouvellement, il est clair que le bonheur de la Société exige une grande quantité de professions différentes, occupées à fournir les objets de ces jouissances. La diversité des occupations est indiquée aussi par la nature, qui inspire à la plupart des individus une inclination marquée pour un genre de travail, & qui gratifie ordinairement cet individu, d'une aptitude déterminée pour le travail auquel il est destiné. Mais cette aptitude est restreinte ; & les talents d'un homme, qui veut arriver à un certain degré d'habileté dans son art, doivent se borner à l'exercice d'une seule profession, par laquelle il gomme aux autres des objets de leurs jouissances, qui alors en échange lui communiquent aussi le fruit de leur travail. Si cet homme, en s'isolant, prétendoit suffire par son propre travail à tous ses besoins, il y perdroit le Société aussi ; il produiroit des ouvrages mal faisons & en petite quantité ; il privoient ses Consoc-
taires de son industrie, & il seroit privé aussi à

son tour du produit de leurs talents. Voilà l'origine, en partie, de ce nombre infini d'états de vie qui distinguent les Membres de la Société.

• L'INÉGALITÉ des fortunes introduit une autre espèce de Subordination. Nous avons vu à quel point cette inégalité est naturelle à l'homme, & combien elle est même nécessaire à la prospérité de l'Etat. C'est la proportion de l'influence des Richesses sur cette prospérité, qui établit un nouvel ordre parmi les Citoyens, & qui leur assigne un rang, suivant leur utilité ou leur importance. La nature & la quantité des propriétés achieve donc de déterminer les gradations de la dépendance entre les membres de la Société, qui s'est réunie pour profiter de ces secours mutuels & subordonnés.

• Ce partage inégal des propriétés, joint à la diversité des talents & des occupations, augmente encore considérablement la diversité des positions des Citoyens, & rend leur nombre presque infini. Parmi ces nombreuses combinaisons de circonstances si différentes, il en est cependant qui se ressemblent, & qui ont des points de réunion bien marqués. Cette ressemblance dans les positions & dans les occupations des habitans forme les Classes, dans les quelles on range un peuple, pour simplifier, par un coup d'œil plus élevé, l'examen de l'organisation de la Société.

Ces classes, malgré l'attention à les généraliser,

sont encore bien nombreuses, puisque la quantité des combinaisons, dont dépend la classification, est si considérable. Des ressemblances cependant plus frappantes & plus étendues donnent des classes plus générales, dans lesquelles on peut diviser toute une nation. La considération de ces classes générales jettera de la clarté dans la recherche de plusieurs rapports essentiels de la Société.

ON pourra mettre dans la première, ou dans la Classe Propriétaire, tous ceux qui possèdent des fonds: dans la seconde, ou dans la productive, tous ceux qui s'occupent de la reproduction: dans la troisième, ou dans la stérile, comme on l'appelle aujourd'hui, ceux des habitans, qui façonnent les productions, ou qui rendent des services qui ne visent pas directement à la production des substances.

C H A P I T R E II.

De la Classe Propriétaire.

PARMI ces divisions d'un peuple, la première place est due, sans doute, à la Classe des Propriétaires fonciers. Sans l'établissement de la propriété des fonds, une nation ne seroit qu'une horde de sauvages vagabonds; il n'y auroit ni culture ni in-

justice, & les autres classes ne pourroient jamais
exister. Le reste de la nation est donc dans une
dépendance directe de la classe propriétaire.

Cette Classe possédant l'unique source des Richesses, contient d'ailleurs les seuls vrais riches, ou qui le sont d'une manière également solide & avan-
tageuse pour l'Etat. L'influence de ces Richesses sur la prospérité de la nation est si grande, que les possesseurs & les dispensateurs des productions de la terre méritent bien une distinction particulière de la part de leurs Concitoyens.

ON n'est pas généralement d'accord sur les distinctions dues aux Riches : la diversité des sentiments à ce sujet paroît provenir d'une inattention, qui ne sépare pas assez le mérite personnel du mérite de la chose. Les talents & les lumières sont sans doute plus personnels, que ne sont les dons de la fortune ; & les facultés de l'ame exigent plus l'estime du public, que la possession inutile de grands biens. Mais, à mérite personnel égal, on accordera aisément la préférence à celui qui joint au pouvoir que lui donne l'esprit, le pouvoir que lui donnent les moyens physiques des Richesses. Ce qui previent avec raison contre la plupart des Riches, c'est l'orgueil stupide avec lequel ils se préfèrent à tout, & la sotte présomption avec laquelle ils méprisent ce qui ne porte pas la livrée de l'opulence. Ces méprises de l'ignorance & de l'in-

bécillité sont cependant plutôt l'effet de la corruption des mœurs, qu'une suite nécessaire des Richesses, qui, si l'opinion publique est vraie, sont appréciées à leur juste valeur. Un sage dispensateur de l'opulence sera alors estimé de ses compatriotes autant qu'il le mérite.

Mais supposons le Riche personnellement méprisable ; le pouvoit qu'il a de faire du bien, doit lui attirer des distinctions, aussitôt qu'il n'abuse pas de ce pouvoir pour faire du mal, ou au moins pour être inutile. Ses Richesses seront toujours un objet intéressant pour la Société : si l'on néglige un vaisseau verrouillé, on peut néanmoins faire cas de sa cargaison. Les Riches peuvent bien ressembler aux Grands, qu'on est obligé tant de fois de respecter & de mépriser en même tems.

UNE présomption encore en faveur des Riches, c'est que, jouissant de plus de loisir pour cultiver leur esprit, & ayant plus de moyens pour soigner l'éducation de leurs enfans, ils sont censés mieux élevés & plus instruits, que ne sont les Membres des autres classes. Si tous les grands Propriétaires ne répondent pas à l'attente du public à cet égard, ce sont les erreurs de l'opinion, & le renversement des mœurs, qui les détournent de l'acquisition des talents & des lumières qu'on présume annexés à leur situation.

Les Propriétaires des fonds de terre possèdent

des seules Richesses fixes, & qu'on ne peut pas transporter hors de l'enceinte d'un Etat. Cette possession les attache à l'Etat d'une maniere intime, & les fait participer plus immédiatement aux malheurs & au bien-être de la Société. Ils s'intéressent par conséquent plus vivement au bon ordre du pays, dont ils possèdent une partie; & en vertu de cet intérêt, ce sont ces Propriétaires qui composent principalement la nation.

Le revenu du Souverain, comme nous verrons, est toujours tiré, quelque détour qu'il parcoure, du produit net des terres, qui sans les besoins de l'Etat appartiendroit en entier aux Propriétaires fonciers. Cette source commune du revenu rend le Souverain associé des Propriétaires fonciers, avec lesquels il partage le produit net. Si les affaires de ses associés prospèrent, si le produit net augmente, sa part, & par conséquent sa puissance, augmentera aussi. L'intérêt du Souverain est donc l'intérêt des Propriétaires, & leur bien-être est le bien-être de l'Etat.

Tous ces avantages réunis font de cette classe l'objet le plus digne de l'attention de la Société, & des soins du Gouvernement. Si les loix & l'opinion publique sont telles, que l'Etat de propriétaire foncier devienne l'état le plus désirable, & que l'emploi des Richesses mobiliaires pour des avances foncières

cieres soit en effet la dépense la plus avantageuse, la Société sera nécessairement florissante.

Ce but cependant ne s'obtient pas par des priviléges donnés à cette Classe, ou par des exemptions odieuses, qui sont toujours à charge au reste de la nation. Le Législateur fait assez pour la prospérité des Propriétaires, si par de bonnes Loix il assure la liberté de leurs possessions & des échanges des productions de la terre, & si, en réglant l'opinion du public par son exemple, il leur accorde les distinctions convenables à leur position.

Ces distinctions, attachées à la possession des fonds de terre, paroissent une des notions principales qui entrent dans la composition de l'idée plus générale qu'on se forme de la Noblesse: terme un peu vague, dont la signification varie avec les formes du Gouvernement & avec l'opinion des peuples; terme enfin, dont le sens peu déterminé a donné naissance à une foule d'erreurs & de préjugés. On paroît s'accorder cependant à entendre par la Noblesse une Classe entièrement distincte des autres Classes de la nation, mais sans expliquer sur quels objets, ou réels ou putatifs, cette distinction est fondée. Il ne sera pas hors de propos d'examiner, quels rapports peuvent établir une distinction semblable à celle qui est usitée dans quelques Gouvernemens modernes, & si la Noblesse forme en effet une Classe séparée dans une nation soumise aux Loix de l'ordre.

CHAPITRE III.

De la Noblesse.

IL ne s'agit pas ici de la Noblesse en tant qu'elle est une suite du Gouvernement féodal, ou en tant qu'elle entre, comme un corps participant à l'autorité, dans la constitution d'un Etat. Il sera uniquement question de l'envisager dans ses rapports avec la Société, qui accorde à une partie de ses membres une prééminence, dont les causes ne sont pas fondées directement sur les besoins de la nation.

Le respect avec lequel on traite un homme, & les honneurs qu'on lui rend, dépendent de l'opinion qu'on a de son pouvoir à faire le bien. Pour l'ordinaire il est assez indifférent qu'il exerce actuellement ce pouvoir, ou qu'il ait la faculté de l'exercer par le moyen de ses talents, de ses emplois, ou de ses richesses. Cependant ceux, qui par leurs lumières ont été utiles au public, ou qui par de grandes actions, en administrant les charges les plus élevées, se sont rendus les bienfaiteurs de la Société, ont préférablement le droit le plus légitime à la vénération de leurs concitoyens. Les hom-

imes sentent si bien la justice de ce droit, qu'ils respectent même le simulacre du mérite, & qu'ils honorent les fantômes des grands hommes qui devroient occuper les emplois.

La reconnaissance du public pour ses bienfaiteurs ne se borne pas à leur personne : elle s'étend encore à leur postérité. La gloire due aux belles actions & aux services rendus à la Société, paroît un patrimoine appartenant à ces grands hommes à si juste titre, qu'il doit être transmis à ceux qui sont censés les représenter. Nous sommes portés naturellement à respecter les descendants des hommes illustres ; & dans ce sens l'éclat des peres devient l'héritage des enfans. Cette distinction, accordée à des familles respectables, pourroit être appellée la Noblesse de naissance.

Mais ces honneurs, rendus à une postérité illustrée par la vertu de ses ancêtres, sont par leur nature un hommage volontaire, indépendant des loix, & qui n'emporte ni des priviléges particuliers, ni une séparation marquée du reste de la Nation. Aussi les peuples où la Noblesse proprement dite n'étoit pas établie, connoissoient celle de la Naissance. Parmi les Romains, chez lesquels les Patriciens n'étoient pas la Noblesse, mais les débris de la constitution Aristocratique, les familles nobles étoient celles qui, par la quantité d'images de leurs

ancêtres illustres, prouvoient leur droit à la considération: un homme nouveau, ou obscur, n'étoit pas ce que nous appellons un roturier; c'étoit un homme dont les ancêtres n'étoient connus ni par leurs actions, ni par leurs emplois. A la Chine, où regne une égalité parfaite parmi les habitans, on honore la postérité de Confucius & de quelques autres grands hommes: les descendans des familles Impériales des Dynasties précédentes, quoique dénuées de tout privilege, & réduits, par la pauvreté, aux états les plus vils, s'attirent néanmoins les respects de la nation. Les Turcs, ignorant le nom même de la Noblesse, considerent cependant singulièrement les familles de quelques Visirs & de quelques Muftis, qui avoient rendu des services signalés à l'Empire.

L'idée d'une filiation d'hommes illustres n'entre qu'en petite partie dans l'idée de la Noblesse, telle qu'on l'envisage dans la plupart des gouvernemens modernes. On a vu un pays où l'on a disputé si les petits-fils d'un Citoyen des plus illustres, & qui avoit été le plus grand bienfaiteur de sa patrie, seroient censés nobles, & où l'on a décidé pour la négative. Qui plus est, dans beaucoup de pays la Noblesse la plus estimée est celle dont l'origine se perd dans les ténèbres des siecles barbares. Par cette opinion on avoue tacitement, que le mérite du chef

d'une génération , est indifférent , & que celle-ci jouit de prérogatives usurpées , puisque son chef inconnu doit avoir été , parce qu'il est inconnu , un homme médiocre ou inutile. La belle gloire de descendre d'un Brigand obscur , ou d'un homme plus méprisable encore , pendant que la postérité des héros languit peut-être dans la bassesse , confinée dans quelque coin ignoré ?

Si ce n'est pas dans une succession de Citoyens distingués par leur mérite qu'on fait consister la Noblesse , il faut , puisque les hommes ne font rien sans quelque motif d'une utilité apparente , que son établissement se rapporte à quelque autre but. Quand on cherche sa source , en remontant des coutumes qui en découlent , on ne découvre rien qui pût occasionner cette distinction , excepté le service militaire. Chez un peuple tel que ces féroces déstructeurs de l'Empire Romain , qui n'estime que la force & le brigandage , & qui regarde toute autre occupation avec le dernier mépris , les talens militaires donnent l'unique considération. Bientôt cette profession honorée devient héréditaire ; & ceux qui s'y vouent de pere en fils , tracent une ligne de séparation entre eux & les autres classes de la nation. Les Egyptiens avoient déjà des Loix qui , en forçant les fils d'embrasser le métier de leur pere , affoiblissaient les liens qui doivent unir les Citoyens. Nous avons eu occasion de

voir combien l'hérité des professions est contrarie à l'ordre de la Société.

UNE telle Noblesse est donc une institution d'un peuple ignorant & sauvage, conservée par habitude dans des tems plus éclairés. Elle ressemble à celle des Tartares d'aujourd'hui, qui, comme les Tartares nos ancêtres, ont une Noblesse incommuniquable à l'homme du plus grand mérite, si le hazard de la naissance ne l'a pas mis dans la classe des anciens guerriers : elle ressemble encore à celle de plusieurs pays des Indes, où, parmi ce grand nombre de Castes isolées, il s'en trouve qui sont dans l'impossibilité de se vouer à une autre occupation qu'à celle de porter les armes. Cette espece de Noblesse ne dépend pas même du gouvernement féodal : il y a des pays qui, comme la Russie, ont une Noblesse sans fiefs ; & il y a des peuples, comme les Turcs, qui ont des fiefs sans connoître un corps de Noblesse.

AUSSI TOT que le Militaire compose une Classe entièrement distincte, il est nécessaire de lui fournir les moyens de soutenir cette distinction. En partie cette nécessité, en partie la force dont des hommes armés continuellement auront abusé, sont les sources de ces priviléges, de ces prérogatives, de ces coutumes, de ces loix, dont les codes des peuples modernes regorgent, & qui paroissent avoir uniquement en vue d'affermir ce mur de séparation

entre la nation & la classe militaire. Quand les mœurs grossières des peuples, & les constitutions informes des Etats naissants, ont paru demander l'établissement d'une Classe semblable, il étoit naturel de favoriser un corps dont on ne pouvoit se passer dans ces tems d'une turbulence féroce, où tout respiroit la fureur des combats. Mais aujourd'hui, où la connoissance plus nette des droits de l'humanité & des rappers de la Société universelle nous fait entrevoir l'espérance d'une vie plus tranquille, où la maniere de faire la guerre, si elle est indispensable, est entierement changée, & est devenue une machine dont peu de têtes dirigent les ressorts, où enfin le gros des Armées est tiré du rebut de la nation ; aujourd'hui, dis-je, cette distinction d'un corps de Noblesse paroît superflue ; & l'on ne fait pourquoi on conserve des Loix relatives à un établissement dont on ne fait plus usage.

ON ne peut faire durer une telle division dans un corps comme l'Etat, dont l'harmonie fait la force, si ce n'est dans le but de quelque utilité pour le public, ou dans le desssein de garantir à une partie du peuple des avantages héréditaires, dont on ne pourroit la dépouiller sans injustice. Mais la Noblesse, comme elle est établie parmi nous, est fort éloignée de répondre au but d'aucune utilité publique ou d'aucun avantage particulier : au contraire, les intérêts séparés de la partie d'avec les intérêts du

tout affoiblissent la Société : les priviléges troublent son bien-être ; & tant de gens, destinés uniquement aux emplois militaires, mettent en danger sa tranquillité : qui plus est, les prérogatives dont jouit ce corps, au lieu de contribuer à son bonheur, le gênent continuellement, & le rendent éclat de sa fausse prééminence.

QUAND il a été question des Loix & des coutumes défavorables à la propriété foncière, nous avons vu quel mal font à la Société toutes les institutions qui tendent à nourrir le faste & à satisfaire la vanité de quelques familles, en empêchant la circulation des fonds, ou en la resserrant au moins dans le corps de la Noblesse. Si ces fonds, négligés le plus souvent par d'anciens possesseurs gênés par leurs priviléges, sont rendus au cours ordinaire des richesses ; ils tombent en des mains plus industrieuses, qui les remettent en valeur. L'espérance de pouvoir acquérir librement ces Propriétés distinguées, fert déjà d'aiguillon à l'industrie de toutes les classes de la nation. Soustraire ces propriétés au commerce, ou hérisser leur échange de difficultés, c'est attenter à la liberté du peuple, & étouffer les richesses de l'Etat dans leur naissance. On se plaint de la trop grande inégalité des fortunes, & on l'établit par les Loix en faveur de la Noblesse héréditaire.

UNE connaissance médiocre de la force des ja-

loufies de l'amour-propre, & de ce qu'on appelle l'esprit d'un corps, suffit pour juger de l'influence d'une classe purement militaire sur la tranquillité publique. Chaque corps n'estime que les occupations qui lui sont spécialement affectées, & désire d'exercer les talents sur lesquels se fondent les distinctions dont il jouit. La Noblesse héréditaire souhaitera nécessairement la guerre; & comme beaucoup de ses membres se trouvent dans une position favorable pour s'emparer de l'oreille du Souverain, elle fera naître continuellement des troubles avec les voisins, pour pouvoir satisfaire ses désirs aux dépens de la prospérité de la nation, qui exige la paix. Si par des guerres étrangères elle ne peut pas évaporer son humeur turbulente, elle est tentée de la tourner contre ses Concitoyens, en excitant des factions civiles. L'histoire ne nous offre que trop d'exemples de guerres pernicieuses entreprises pour contenter une Noblesse inquiète; & si ces exemples sont moins fréquens dans quelques constitutions, des causes particulières retiennent ce feu caché, mais toujours prêt à exciter un incendie.

IL est contraire au vrai intérêt d'une Société bien réglée, d'accorder à un corps entier des distinctions, qui ne sont dues qu'à l'individu pour les services rendus au public. Une récompense anticipée détruit toute émulation. Pour encourager les hommes à bien faire, il faut que chacun soit fils de

346 PRINCIPES DE LA

ses propres œuvres, sans qu'il puisse espérer de profiter des avantages de son corps, quand il ne les mérite pas personnellement,

Qui plus est, ces distinctions héréditaires d'un corps sont directement contraires à la justice, qui doit faire la base des institutions sociales. Quand les hommes se sont réunis en Société, ils étoient tous égaux; & ils n'ont renoncé à cette égalité parfaite que sous condition d'être dédommagés, par des avantages réels, d'une inégalité devenue nécessaire. Si les Loix établissent une inégalité, qui, bien loin d'être utile aux autres membres de la Société, leur est entièrement désavantageuse, elles sont visiblement injustes, & d'autant plus que cette inégalité, au lieu d'être nécessaire, est superflue & fondée uniquement sur de vains préjugés.

Ces priviléges si recherchés ne contribuent en rien au bien-être des Nobles, qui par leur moyen se croient si fort au-dessus du reste de la nation. Les petites satisfactions de la vanité exceptées, les autres avantages, dont ils s'imaginent de jouir, sont plutôt des entraves qu'ils mettent eux-mêmes à leur liberté, & des obstacles qu'ils opposent à leurs progrès vers le vrai mérite.

Nous avons vu à l'occasion des fiefs, combien les institutions, tendantes à perpétuer la possession des fonds dans une même famille, sont à charge aux possesseurs actuels de ces propriétés précaires.

Ces possesseurs usufruictiers, n'étant jamais en droit d'engager leurs fonds, manquent de crédit pour avoir les avances nécessaires à l'état florissant de leurs terres, & pour se procurer des commodités qui exigent un déplacement dans les biens. L'homme le plus riche n'est pas le maître de disposer de ses richesses suivant son inclination; & il est obligé de les abandonner à des gens qui lui sont entièrement indifférens, & qui ne tiennent à lui que par la ressemblance des syllabes d'un nom qu'ils sont le plus souvent indignes de porter. Un Noble héritaire a donc le droit de propriété beaucoup plus imparfait, que le dernier homme du peuple,

IL en est de-même du droit à la Propriété personnelle, dont l'exercice consiste dans le libre emploi de nos forces physiques & intellectuelles. La Noblesse, forcée d'embrasser un seul état, une seule profession, sans oser consulter ni ses goûts, ni ses talens, ni ses facultés, ne jouit sûrement pas de la liberté naturelle de l'homme. C'est dans une telle servitude que tombent les Nobles héréditaires, en suivant exactement l'esprit de leur corps, & en soutenant leurs dangereuses prérogatives: pendant que les individus des autres classes de la nation choisissent librement des occupations utiles de toute espèce, qui étant conformes à leurs forces & à leurs penchants, font leur bonheur, en même tems qu'elles leur fournissent des ressources contre les vicissitudes

de la fortune ; ressources dont est privée la Noblesse indigente , qui , dédaignant de s'occuper à ces travaux utiles , devient à charge à elle-même & à la Société . Enfin , par cette séparation indestructible du reste du peuple , & par la servitude personnelle , la Noblesse ressemble plutôt à une troupe esclave de Malais féroces , ou à une Caste Indienne , qu'à une institution d'une Société vraiment policée .

ELLE risque continuellement encore de se jeter dans la servitude civile . Par sa nature elle doit être tôt ou tard l'instrument du pouvoir arbitraire , entre les mains d'un Souverain qui méconnoît ses intérêts ; elle aidera à mettre le peuple sous le joug , & elle tombera nécessairement elle-même dans l'esclavage , par une suite immédiate du gouvernement militaire . En augmentant sans cesse le nombre des Nobles héréditaires , & en conservant cet institut gothique dans toute sa vigueur , nous redeviendrons Tartares , comme l'ont été originairement nos ancêtres .

L'INTÉRÊT de la Société , quand pour encourager le mérite elle ouvre un vaste champ à l'émulation , est d'accord avec l'intérêt de tous ses membres . A côté de l'utilité commune qui résulte des talens universellement répandus dans la nation , chaque individu doit désirer d'en voir dans sa famille . C'est un spectacle affligeant pour un Pere , que celui de ses enfans sans mérite . Cependant , en leur

présentant de bonne heure la perspective des honneurs & des distinctions attachés au hazard de leur naissance dans un corps, & dont l'acquisition ne leur coûte aucune peine, il ralentit nécessairement leurs efforts pour devenir de grands hommes, ou au moins des Citoyens utiles. Un chef de famille sensible ne peut pas ambitionner ces prérogatives héréditaires, qui condamnent ses descendants à la médiocrité.

La Noblesse héréditaire blesse donc les rapports réciproques de l'homme & de la Société. Elle ne peut subsister que parmi un peuple barbare, ou luttant contre des Loix, faites dans des siècles d'ignorance, & conservées par habitude. Aussi les prétentions des Nobles les plus vains de l'Europe, ne sont rien en comparaison des chimères orgueilleuses dont sont infatués les Gentilshommes Negres & Malays. Un corps de Nobles privilégiés ne peut jamais entrer dans une constitution conforme à l'ordre ; & il est impossible d'envisager un tel corps comme une classe distincte dans la subordination de la Société, qui doit poser sur des rapports réels, & point sur des imaginations. C'est une vérité incontestable que les distinctions sont dues à l'individu qui les mérite, & jamais à un corps qui ne peut pas les mériter.

Si un tel corps se trouve enlacé dans la constitution, de maniere à ne pouvoir en être ôté sans des

350 PRINCIPES DE LA

secousses, le Souverain à des moyens pour adoucir les inconveniens qui en résultent, & pour affoiblir ces barrières odieuses qui séparent la nation en deux parties ennemis. Il peut rendre les fonds à la circulation, & rétablir l'équilibre naturel des fortunes, en convertissant tous les fiefs en alleux, & en abolissant tous les droits onéreux aux échanges: il peut ramener les nobles dans le chemin du bonheur & au rôle utile de Citoyens, en leur permettant, en leur enjoignant même, de choisir indifféremment tous les états de vie auxquels ils sont propres par leurs talens ou par leur inclination: il peut appaiser leur esprit inquiet, & diminuer le danger de leur turbulence, en ne recevant parmi les défenseurs de la patrie que ceux qui, dans toutes les classes du peuple, sont appellés à cette profession par un corps robuste & par une ame forte. La seule distinction réelle, celle d'une filiation d'hommes illustres, subsistera sans prérogatives nuisibles à la Société, & elle suffira pour entretenir le feu sacré de l'émulation.

CHAPITRE IV.

De la Classe Productive.

EN cherchant la vraie source des Richesses, nous avons vu la raison du nom de productive, imposé à cette classe qui, occupée à l'exploitation de la terre, produit en effet par son travail les seules richesses réelles. Nous avons vu encore, en traitant du produit de la culture, quelques rapports essentiels de cette classe avec le reste de la nation. Il ne sera question que d'examiner aussi ceux qui regardent sa place déterminée dans la subordination de la Société.

MALGRÉ la conformité des occupations de tous les individus de cette classe, il est une diversité dans la manière d'employer le travail, qui cause une diversité dans leur état. Nous trouverons des Cultivateurs propriétaires des fonds, des fermiers ou des entrepreneurs de la culture des fonds d'autrui, & de simples manouvriers louant leurs bras aux cultivateurs en chef. On tomberoit dans des méprises considérables en confondant ces subdivisions dans le nom général de Paysans, & en les envisageant sous le même point de vue.

Si le cultivateur propriétaire est un homme, qui, faute d'emploi dans l'Etat, ou faute de talents

pour en remplir un , quitte l'oisiveté des villes pour cultiver en paix l'héritage de ses peres , cet homme devient respectable à ses Concitoyens par son désir de se rendre utile. Le plus souvent ce cultivateur propriétaire est un laboureur aisé , qui , en exerçant la plus nécessaire des professions , mérite tous les égards de la Société. Mais les avantages de la grande culture sont si sensibles , qu'un gouvernement bien éclairé ne favorise pas ces petits propriétaires fonciers , comme il fait à l'égard des grands , & qu'il ne désire pas d'en augmenter trop le nombre.

Tous les grands propriétaires fonciers ne peuvent pas également se mettre à la tête de la culture de leurs fonds ; ils sont souvent retenus dans les villes par les places dont ils sont revêtus par le gouvernement , où ils sont ordinairement éloignés d'une partie de leurs possessions : débarrassés même des liens qui les attachent à la ville , ils manquent , pour la plupart , des lumières & de l'expérience nécessaires à l'exploitation fructueuse d'une terre. Ne pouvant pas vaquer à la direction de la culture , ils sont obligés de faire administrer leurs fonds par des agens , ou de les louer à des fermiers. Le premier de ces partis est sujet à tant d'inconvénients , qu'on préfère ordinairement le dernier , qui d'ailleurs , par l'introduction de la grande culture par des fermiers riches & intelligents , est le plus avantageux à l'Etat.

C'est

C'EST cette race de Fermiers, qui, parmi les divisions de la classe productive, doit attirer préférablement l'attention & la faveur du gouvernement. Si leur profession est honorée autant qu'elle le mérite; si les richesses mobiliaires confiées à la terre sont à l'abri de toute vexation, si les batiments des fermes sont assez longs pour que le fermier puisse s'attacher au sol & faire des avances pour l'avenir sans craindre de les perdre; le nombre de ces entrepreneurs augmentera; & la culture sera dans un état florissant. Tous les pays qui se sont élevés à un haut degré de prospérité, tant antérieurement qu'aujourd'hui, doivent leur force & leurs richesses à la grande culture.

Si au contraire l'état de fermier est dédaigné, ou si les Loix & les coutumes n'en garantissent pas des inconveniens auxquels est sujette cette possession hazardeuse; ceux de ces entrepreneurs qui ont fait quelque fortune se hâtent de quitter un métier peu honorable & dangereux, pour embrasser un état qui leur promet plus de distinctions pour leurs personnes; & plus de sûreté pour leurs richesses mobiliaires. La culture est abandonnée alors à de pauvres métayers, qui, marquant également d'avances & de savoir, dégradent les terres, & les font retomber dans la petite culture. Sans connoître l'intérieur d'un pays, on pourroit juger à peu près du degré de la perfection de sa culture;

en sachant si elle est exécutée par des fermiers ou par des métayers.

Le simple manouvrier, n'aspirant à aucune distinction, est content s'il jouit de toute la protection & de toutes les immunités dues à son métier pénible & nécessaire. Pourvu que cette classe soit libre, & qu'elle puisse disposer de ses bras sans être détournée de son travail, & de ses salaires sans être vexée par des impôts, elle multipliera toujours assez pour être au niveau du travail exigé par la culture. La perspective de la possibilité de parvenir par son économie & par son intelligence à l'état de fermier, adoucit son sort, entretient son émulation, & anime son industrie. Mais si les métiers les plus vils & les occupations les plus basses offrent des avantages bien supérieurs à ceux de la profession de simple cultivateur, le paysan déserte la campagne, & le fermier est forcé, faute d'ouvriers qui le secondent, de laisser la terre en friche.

UNE autre considération encore devroit rendre cette dernière classe du peuple précieuse à la Société: c'étoit un mot d'un grand sens, quand Swift disoit que l'Angleterre manquera plutôt de Laboureurs que de Lords. Il est en effet dans la nature de l'homme, de désirer continuellement une situation plus élevée, & de faire des efforts plutôt pour monter, que de se résoudre à descendre vo-

lontairement. Quand les classes supérieures de la nation disparaissent par les vicissitudes des événemens qui les détruisent nécessairement, leur perte se trouve tout de suite remplacée par les individus des classes inférieures, qui s'élèvent aussi nécessairement à leur tour. Si au contraire les classes supérieures ont été augmentées hors de proportion, elles ne rempliront jamais le vuide de l'ordre des paysans. C'est donc la dernière des classes, la pépiniere de toutes les autres, qu'il importe le plus de multiplier, & de lui conserver, en la mettant dans l'aisance, une constitution propre à ne point faire dégénérer les classes supérieures auxquelles la nature la destine. Un grand devroit regarder avec intérêt, & avec respect, une assemblée des paysans de sa province : il y trouve des parens & des égaux de ses ancêtres; & il y trouve encore des égaux de ses descendants, ou des hommes dont les descendants remplaceront sa propre postérité, qui avec le tems disparaîtra nécessairement.

Le peu d'estime que l'on fait de la classe productive, & l'avilissement dans lequel on la retient dans quelques pays, sont des marques sûres d'une Société en enfance. Ce mépris tient à une barbarie guerriere, & revient à l'opinion de ces sauvages féroces, qui croient la plus grande humiliation attachée à la nécessité de cultiver la terre : leur plus grande imprécation contre leurs ennemis,

de les menacer de cette nécessité. Quelquefois la frivolité , par un excès de délicatesse mal-entendue , dédaigne tout ce qui se rapporte à l'agriculture , & qui lui semble rustique : c'est l'effet de l'ignorance d'un peuple léger , qui n'a pas acquis encoté assez de lumières , pour voir qu'il n'y a rien de bas ni de rebutant dans les travaux champêtres.

QUAND on dispute sur la considération due à cette classe du peuple , on ne s'entend pas à l'ordinaire , & on confond les différentes especes de l'estime , dispensées par le public avec assez de justice en proportion des objets de cette estime. Le cultivateur , dont la profession ne demande que des talens très communs , ne peut pas prétendre , sans doute , à cette estime , née de l'admiration des talens rares , qui produit la gloire. Mais il a un droit fondé à cette espece d'estime , qu'on ne peut refuser à ceux qui exercent l'art le plus utile , le plus nécessaire , & le plus favorable à l'innocence des mœurs. Les ignorans frivoles déprisent le Laboureur : les enthousiaſtes d'une mode passagere nous-orient de le respecter à l'égal d'un grand homme : les sages nous exhortent de le chérir , de le protéger , & de lui marquer tous les égards convenables à sa situation.

C'EST un avantage infini pour un Etat , si les institutions & les mœurs inspirent du goût pour

le séjour de la campagne à ces classes de la nation, dont les circonstances leur permettent d'habiter leurs terres pour toujours, ou au moins pendant une partie de l'année. L'homme dissipé ou plongé dans la mollesse, familiarisé alors avec les occupations & la vie du Laboureur, déposera ses préjugés, connoîtra l'importance des travaux de la culture, & ouvrira son cœur aux sentiments de bienveillance pour ceux qui les exercent: le cultivateur, par cette familiarité avec son maître, gagnera une protection nécessaire, & sentira renaître son courage. La dépense, rapprochée de la source des avances, répandra une nouvelle vie, une nouvelle vigueur, sur toute la campagne. Les capitales enfin, accablées sous le poids d'une population inutile & enlevée aux provinces, feront débarrassées de cette foule d'oisifs, qui, à charge aux autres comme à eux-mêmes, infectent la Société de la contagion de leur ennui, & des vices qui en tirent l'origine.

Il est un reproche singulier qu'on entend faire à ceux qui démontrent l'importance de l'agriculture, & qui souhaitent de la voir parvenir au plus haut degré possible de prospérité. On les accuse de ramener la barbarie en voulant rendre laboureurs tous les individus d'une nation; pendant que tous leurs efforts tendent précisément à diminuer le nombre des bras requis pour la culture, & à aug-

mener celui des ouvriers d'industrie. C'est visiblement le but de la grande culture, qui, en épargnant le travail des manouvrières & en produisant plus de subsistances, ménage à l'usage des Arts utiles & agréables une quantité d'hommes disponibles, qui sans une culture florissante n'eussent pas existé, & n'eussent pas eu de quoi se nourrir ; ou ceux, qui auraient existé d'une manière précaire, auraient été obligés de s'employer uniquement pour arracher à la terre leur propre subsistance, sans avoir le superflu requis pour fournir à celle des autres classes de la nation.

C H A P I T R E V.

De la Classe stérile.

RIEN de plus indifférent que le choix des termes génériques, pourvu qu'ils puissent désigner une idée complexe dans toute son étendue, & qu'ils ne choquent pas l'usage de la Langue. On a blâmé la dénomination de cette classe, comme injurieuse aux arts ; & on a cru devoir substituer le mot industrieux à celui de stérile. Mais cette classe contient plus d'individus que ceux qui s'occupent de l'industrie proprement dite : le terme stérile ne signifie pas d'ailleurs inutile, il dénote uni-

quement ce qui ne produit pas ; & comme la culture est l'unique source des richesses, tous les hommes, dont le travail n'est pas employé aux productions de la terre, peuvent être regardés comme non produisants, ou comme stériles.

C E T T E classe comprend donc tous les individus de la Société, les Propriétaires fonciers & les Mandataires du Souverain exceptés, qui ne travaillent pas directement à la reproduction des richesses de la terre. Tels sont les ouvriers des métiers & des arts de toute espèce, tous ceux qui sont occupés à faciliter les échanges des matières brutes ou façonnées, & tous ceux qui louent leur argent ou leurs services contre un salaire pris sur la masse du produit.

P A R tout ce qui a été dit de l'obligation de l'homme à se procurer les commodités de la vie, & de l'influence des plaisirs réels sur notre bien-être, on jugera quel cas nous devons faire des hommes exerçant les arts qui nous fournissent l'utile & l'agréable. Si l'état de ces hommes précieux est tel qu'ils peuvent le désirer, la prospérité des arts fera celle de la culture ; & ces deux moyens de notre bonheur combinés, produiront la force & la félicité de la nation. Il n'est pas nécessaire, ni convenable même, que le gouvernement se mêle de la proportion entre le nombre des individus de ces deux Classes; proportion cherchée en vain

par les détracteurs des Arts, & par les déclamateurs contre un Luxe imaginaire. Si l'Art productif & les Arts stériles sont également libres & protégés, l'équilibre entre ces deux classes se formera naturellement, & de la manière la plus avantageuse à l'Etat.

Il regne, parmi les différentes branches de la Classe stérile, un ordre relatif à la nécessité, à l'utilité, & aux agréments des arts dont chaque branche s'occupe. Cet ordre se rapporte encore au degré & à l'espèce de l'estime due aux talens des Artisans ou des Artistes. Les ouvriers des Arts de première nécessité & de première utilité méritent des regards particuliers, puisque sans leur entremise les individus de toutes les classes ne pourroient trouver ni les subsistances ni les commodités. Mais la médiocrité des talens, requis à l'exercice de ces professions, empêche la Société d'accorder aux artisans cette espèce d'estime dont on honore les hommes supérieurs dans des Arts peu utiles & superflus.

DANS cette classe cependant, comme dans la classe productive, il ne faut pas confondre les chefs des grandes entreprises des Arts avec les simples ouvriers. Un Entrepreneur ou un Directeur d'une Manufacture a besoin ordinairement d'une habileté, qui lui donne le droit à l'estime publique, égale à celle dont jouissent tous ceux qui se distinguent par leurs talens. Il est de l'intérêt de la

Société, de marquer de la considération à ces Entrepreneurs, qui font parvenir les Arts à leur perfection & à l'état le plus florissant, & qui, confondues dans la foule des ouvriers mécaniques, se dégoûteroient de leur situation, & abandonneroient leurs entreprises pour embrasser un genre de vie plus honorable,

De tout temps on n'a été que trop porté à combler de distinctions les habiles Artistes ; & les beaux Arts n'ont jamais manqué d'encouragement chez les peuples polis : on les a favorisés à cause de leur concours au faste des Grands, à la pompe du culte public, & à l'expression des idées religieuses. En reconnoissant tout le mérite de ces Arts pour faciliter l'instruction, pour multiplier les sensations agréables, & pour exalter les plaisirs de l'imagination, on ne peut pas se dissimuler que les honneurs outrés qu'on prodigue aux artistes ne nuisent à l'ordre de la Société. Ces honneurs séduisent un grand nombre de bons sujets, & enlevent aux Arts utiles des hommes nécessaires. Le goût trop vif pour ces arts inspire d'ailleurs à l'ame une certaine mollesse, qui fait trouver insipide l'austérité de la raison, & qui mene à la négligence des grands objets. Ce seroit une question à examiner, si les beaux Arts, au lieu d'être les enfans du luxe, n'en sont pas plutôt les peres. Les grandes dépenses en ouvrages publics précédent, au moins, tou-

562 PRINCIPES DE LA

jours la naissance des beaux Arts: c'est après la culture de ces Arts, & principalement pour leurs productions, que les dépenses se dénaturent & sortent de leurs rapports naturels.

Quoiqu'il en soit de l'influence des beaux Arts sur le luxe, on ne pourra disconvenir du renversement de la subordination dans la Société, causé par l'estime excessive pour les talens frivoles. Ces talens, uniquement faits pour remplir d'idées puériles des têtes vides de sens, pour bercer les grands dans leur molle indolence, & pour décharger les riches oisifs du poids insupportable du tems, ne contribuent en rien ni à la gloire ni au bonheur de l'Etat. Les individus-mêmes, amusés pour un moment par le spectacle de ces jouets, rentrant en eux-mêmes, sentant alors un plus grand vuide, & retombant dans un plus grand ennui, ne jouissent pas, dans ces intervalles si courts, d'un bien-être réel. Malgré le peu de valeur de ces arts frivoles, ceux qui les exercent sont souvent mieux récompensés & plus recherchés, que ne sont les hommes les plus utiles & les plus estimables. A ce symptome on reconnoît que la contagion des mœurs corrompues gagne la nation, que les dépenses la pervertissent, & que le luxe approche de son comble. Rien de plus digne des soins du gouvernement, que de rectifier l'opinion du public à l'égard de ces talens méprisables, &, en

dispensant d'une maniere juste l'estime nationale, de faire rentrer toute la race des bateleurs dans le rang qui lui est assigné par son ineptie & par son inutilité.

Les Négocians, instrumens des échanges des productions des arts, occupent dans la classe stérile une place plus ou moins distinguée, suivant les degrés de leur habilité, ou de l'utilité qu'ils procurent à l'Etat. Un détaillleur, borné à la routine aveugle du jour & vivant des salaires payés par ses voisins, ne peut pas espérer la même considération qu'un Négociant qui sert de lien à des nations, qui, muni de connaissances supérieures, invente de nouvelles branches de commerce, qui fait donner une valeur vénale au superflu de sa patrie, & qui y fait couler les richesses des pays les plus lointains. Cette séparation des marchands en détail, qui servent uniquement à une petite commodité de l'acheteur, d'avec les Négociants en gros, est d'autant plus nécessaire, que le nombre des premiers, devenant universellement trop grand à proportion des besoins des citoyens, provoque les fantaisies du peuple, & réveille son penchant au luxe. Au lieu d'applaudir au fantôme d'un commerce animé dans une ville farcie de boutiques, on devroit, par des moyens insensibles, en diminuer la quantité, qui absorbe des hommes propres au

travail, & qui les voue à une oisiveté inquiète, souvoyée par des acheteurs séduits.

CETTE estime accordée aux Négociants a varié continuellement suivant les siècles, les mœurs & l'esprit du gouvernement. Dans des tems d'ignorance & de barbarie, où des peuples féroces dédaignèrent tous les arts paisibles, le commerce fut un objet de mépris. Le Négociant est encore vilipendé, là où les institutions gothiques sont en vigueur. Il ne jouit pas d'une plus grande considération dans les gouvernemens arbitraires, où l'instabilité des fortunes avilit toutes les professions, dont la prospérité dépend d'une propriété bien assurée. Il n'est à sa place naturelle que dans des Sociétés heureuses, où l'autorité souveraine, modérée par ses propres lumières, laisse toutes les classes, qui se balancent à proportion de leur utilité, se mettre dans le juste équilibre auquel elles tendent sans intervention d'une force étrangère.

QUAND le Négociant joue un des premiers rôles dans l'Etat, & quand l'administration sacrifie les intérêts du vrai commerce en faveur du trafic, la Société est mal organisée, & les mœurs s'avancent vers la corruption. Ces honneurs rendus au Négociant sont l'effet de l'admiration pour l'argent, de l'ardeur pour le lucre, qui s'emparent de tous les esprits : une nation dont le caractère consiste dans cette avidité pour la fortune, & dans cette vénéra-

tion pour les idoles d'or, sera stérile en talents, & deviendra le jouet de ses voisins. L'argent est la récompense des hommes qui ne s'occupent que de l'argent; & la gloire, accompagnée de l'amour du public, est la récompense des grands hommes qui emploient leurs talents à faire le bonheur de leurs Concitoyens.

De nos jours il s'est élevé une dispute singulière, que notre postérité mettra à coté de la querelle des capucins sur la forme de leur barbe & de leur habillement. On a discuté longuement & sérieusement, si un noble pouvoit ou estoit susceptible au Négoce, & si le bien de l'Etat ne s'opposoit pas à une dégradation aussi monstrueuse de la noblesse: comme s'il importoit à la Société que ses membres fussent décidés par un autre motif, que celui de l'aptitude & du goût, pour embrasser une profession. Tout ce qui s'est dit de part & d'autre dans cette mémorable discussion, c'est que les uns raisonnant à la moderne, trouvent l'argent préférable à tout, & que les autres, conservant les préjugés antiques, croient la plus belle chose d'établir une Caste de Rasbouts au milieu des nations éclairées. En se rappelant ce que nous avons vu des rapports de la subordination de la Société, on sentira combien cette question est oiseuse; & l'on en jugera mieux encore quand on aura senti l'inutilité

travail, & qui les voulent à uneoisiveté inquiète, soudoyée par des acheteurs séduits.

CETTE estime accordée aux Négociants a varié continuellement suivant les siecles, les mœurs & l'esprit du gouvernement. Dans des tems d'ignorance & de barbarie, où des peuples féroces dédaignèrent tous les arts paisibles, le commerce fut un objet de mépris. Le Négociant est encore vilipendé, là où les institutions gothiques sont en vigueur. Il ne jouit pas d'une plus grande considération dans les gouvernemens arbitraires, où l'instabilité des fortunes avilit toutes les professions, dont la prospérité dépend d'une propriété bien assurée. Il n'est à sa place naturelle que dans des Sociétés heureuses, où l'autorité souveraine, modérée par ses propres lumières, laisse toutes les classes, qui se balancent à proportion de leur utilité, se mettre dans le juste équilibre auquel elles tendent sans intervention d'une force étrangère.

QUAND le Négociant joue un des premiers rôles dans l'Etat, & quand l'administration sacrifie les intérêts du vrai commerce en faveur du trafic, la Société est mal organisée, & les mœurs s'avancent vers la corruption. Ces honneurs rendus au Négociant sont l'effet de l'admiration pour l'argent, de l'ardeur pour le lucre, qui s'emparent de tous les esprits : une nation dont le caractère consiste dans cette avidité pour la fortune, & dans cette vénéra-

branche si variée & si nombreuse des Domestiques de toute espece. Depuis l'abolissement de l'esclavage, cette institution d'un service d'hommes libres salariés est devenue indispensable pour les besoins & pour la commodité des gens aisés. Mais on abuse souvent de cette institution utile & nécessaire, en augmentant le nombre des Domestiques hors de la proportion requise par les besoins du Maître, & uniquement pour satisfaire une vanité puérile dans l'étalage des richesses. Cette vanité engage encore les riches à entretenir des gens tirés de la lie du peuple, dans un faste & dans une mollesse directement contraires à leur état. Quoiqu'il soit conforme aux sentiments d'humanité de traiter bien les Domestiques, c'est cependant les rendre malheureux à l'avenir, que de les accoutumer à un genre de vie qu'ils ne pourront pas continuer hors de la servitude.

PAR l'entretien de cette foule de désœuvrés, non seulement on prive la culture & les arts d'une multitude de bras; mais on diminue encore la population par les difficultés qui s'opposent aux mariages des Domestiques, & on contribue à la corruption des moeurs du peuple. Dans une maison médiocre, où tout peut être sous l'inspection immédiate du Maître, les moeurs se conservent: mais dans une grande maison les Domestiques se corrompent mutuellement, & ils portent alors la con-

de la noblesse héréditaire pour constituer un contre-poids dans les gouvernemens Monarchiques.

ON a prétendu qu'en conservant une distance entre le Noble & le Négociant, c'étoit offrir à ce dernier un objet d'encouragement, dans la possibilité de parvenir par ses richesses à un état plus relevé. Mais l'ennoblissement est un appas, que le gouvernement ne devroit jamais présenter à des sujets occupés à des professions utiles, & qui, par cette grâce dangereuse, sont obligés, ou tentés au moins, d'abandonner leurs occupations. Le droit de Noblesse des nouveaux Nobles est ordinairement le droit qu'ils acquierent de jeter leur postérité dans l'oisiveté & dans l'indigence : acquisition, par conséquent, qu'un pere de famille ne devroit faire qu'en tremblant, & qui devroit l'erc rayer au lieu de qui servir d'aiguillon. Il est indifférent sans doute à la Société dans quelles familles se conservent les richesses, pourvu qu'elles circulent librement : mais la pauvreté des Nobles héréditaires a le grand inconveniēt qu'ils manquent de ressources honnêtes pour en sortir, & que leur mendicité est doulement à charge à l'Etat.

P A R M I les individus de la classe stérile, qui, sans s'appliquer à aucun des arts, vivent uniquement de leurs salaires, il en est qui louent leur service personnel à des particulieurs, & qui composent le

des travaux utiles à la Société, ont acquis un droit légitime aux secours de cette Société, si des malheurs, des maladies ou l'âge avancé les mettent hors d'état de subvenir à leurs besoins. Dans tous les pays polisés on est attentif à soulager les indigens de cette espèce : mais on n'est pas également attentif à réprimer l'importunité des mendians de profession, qui par paresse & par libertinage fuient le travail en mettant à contribution celui des autres. La multiplicité de ces fainéans indique un vice intérieur de l'administration, qui dérange la proportion entre les Classes, ou qui décourage l'industrie en l'opprimant. En diminuant le nombre des victimes oisives du faste, en obligeant tous les individus du bas peuple à embrasser une profession, en leur facilitant les moyens de travailler, & en leur permettant de profiter de ce travail, on fera disparaître la vermine qui s'attache aux riches pour en tirer une subsistance précaire.

DANS les Sociétés polisées les besoins si multipliés, & les plaisirs si variés de ses membres, engagent une partie de la nation à s'appliquer aux sciences pratiques ou spéculatives. L'instruction de la masse entière du peuple devient même avec le temps un vrai besoin, comme nous verrons en son lieu. Une partie de ces hommes, voués à l'instruction ou à la pratique des sciences, quelque élevée que paroisse sa vocation, vend cependant, contre un

566 PRINCIPES DE LA

gion de leurs vices dans la classe du peuple, qui contient leurs amis ou leurs parents. Supposé que ces gens sans mœurs, sans ordre & sans économie, se marient encore, ils sont hors d'état d'élever leur famille ; qui, par la pauvreté ou le mauvais exemple des peres, devient communément une pépinière de fripons ou de mendians.

Si les loix soimpitaires sont de quelque usage, elles pourroient l'être à l'égard du nombre des Domestiques, dont la diminution n'intéresse ni la liberté ni le vrai bien-être du Citoyen. Il ne seroit pas juste de régler les salaires, qui dépendent de la concurrence libre de ceux qui offrent leurs services : il ne seroit guere convenable de statuer par des Loix la maniere d'entretenir ces salariés, qui suit les mœurs & l'opinion, en tant qu'elle fait partie du Luxe. Mais en botnant cette foule de Domestiques au nombre nécessaire au service des particuliers, le gouvrneinent n'attaqué pas tant le luxe, qu'il remet dans leur classe des sujets déplacés, & qu'il prévient les crimes & la mendicité.

Les mendians, le rebut du peuple, qui n'appartiennent à aucune classe, & qui sont à charge à toutes, sont en effet un si grand fléau de la Société, qu'un des soins les plus importans du Souverain, c'est d'en arrêter la multiplication. Il ne s'agit pas de ces pauvres respectables, qui, après avoir employé leurs forces & leur jeunesse dans des

toient des hommes publics, il y auroit moins de procès & moins de malades.

DANS la classe stérile il se trouve encore un ordre de particuliers, contre lequel on a marqué dans ces derniers temps une prévention extrême: c'est l'ordre des rentiers, qui cependant n'est pas aussi dangereux, ni aussi inutile, que des raisonneurs superficiels ont voulu nous persuader. Il faudroit à souhaiter sans doute, que tous les membres de la Société fussent occupés à quelque profession utile au public: mais il n'est pas convenable de les y obliger, & d'attaquer par cette obligation la liberté personnelle. Il est d'ailleurs des hommes employés aux fonctions sociales, à l'instruction, ou à l'étude des sciences, qui ne pourront jamais placer leurs richesses mobiliaires dans les entreprises de culture ou d'industrie, & difficilement dans l'acquisition des fonds de terre. Tout le monde ne peut pas être propriétaire foncier ou entrepreneur des Arts; & il y a des circonstances qui défendent absolument tout emploi des richesses mobiliaires, sans l'entremise d'autrui.

Les hommes placés dans ces circonstances, sont obligés à dépenser, ou à ferrer, ou à louer leurs richesses. En les enfermant, ou en les enterrant comme font les Indiens, ces richesses deviennent nulles pour la Société: en les dépensant, en consumant le capital, les possesseurs se jettent dans la

370 PRINCIPES DE LA

salaire, ses services à ses Concitoyens. Tels sont les Ecclésiastiques enseignant la morale, les Instructeurs de la première jeunesse, les Avocats défenseurs des droits, & les Médecins gardiens de la santé du Citoyen. Les honoraires, dont on récompense leurs soins, sont une dépense prise à la source des richesses, sur la classe productive; dépense qui ne contribue rien à la reproduction.

QUELQUES-unes de ces professions utiles sont entretenues du revenu public & soutenues par le gouvernement. Il paye les salaires du Clergé, & de la plupart de ceux qui sont employés à l'éducation publique: mais dans presque tous les pays on a laissé jusqu'ici le soin de donner les salaires des Médecins & des Avocats, aux particuliers qui se servent du ministère de ceux qui exercent ces professions. Il semble cependant plus naturel que le gouvernement se charge aussi, au nom du public, d'une dépense destinée à récompenser des services rendus au public. La conservation de la santé des sujets, & la défense de leurs droits, sont sans doute des devoirs essentiels de l'autorité tutélaire de la Société. Dépendantes uniquement de cette autorité, ces professions gagneroient une supériorité & une noblesse, auxquelles elles ne parviendront jamais dans leur état actuel, qui tient trop d'un métier mercenaire. Si l'Avocat & le Médecin é-

richesses mobiliaries ne surabondent pas, on a négligé de rendre l'état du propriétaire foncier préférable à toute autre situation. La première cause de la multiplication des rentiers, ne doit pas effrayer : signe d'une grande prospérité, elle égalera en durée cette prospérité, & s'évanouira avec elle. Si au contraire les vexations & les contraintes qu'on fait essuyer aux possesseurs des terres, & aux entrepreneurs d'industrie, produisent pour un temps une foule de rentiers, le gouvernement a en main le remede pour guérir le mal.

DANS un cas cependant les rentiers semblent être à charge à la nation, c'est quand ils vivent de l'intérêt des fonds publics, pris sur le revenu de l'Etat. La question sur les inconveniens d'un pareil corps de rentiers, revient à celle qu'on agite sur les avantages ou sur les désavantages de la méthode, adoptée par plusieurs nations modernes, de faire avancer, par des emprunts, tout à la fois, des contributions dont la nation ne s'acquitte que successivement. Tout le mal qui se dit de ces rentiers doit se dire aussi de la dette nationale. Certe dette n'est pas peut-être un aussi grand mal qu'en se l'imagine ordinairement ; mais cette matiere, à cause de son importance & de son étendue, exige un ouvrage uniquement destiné à la discuter à fond.

CHAPITRE VI.

Des Mandataires de l'Autorité Souveraine.

DANS la classe stérile se trouve encore un ordre de Citoyens, uniquement occupé à seconder le Souverain dans l'exercice de son autorité, & dans le maintien de la sûreté publique. Le Souverain communique à ces instrumens de son pouvoir quelque chose de l'éclat qui l'environne ; & les mandataires de son autorité occupent, par l'importance de leurs fonctions, le premier rang parmi les membres de la Société.

ON ne peut gueres traiter de ces employés du pouvoir suprême, qu'après avoir considéré la nature, l'étendue & l'exercice de la Souveraineté. Sans avoir posé ces principes, il seroit trop difficile de comprendre l'institution & les gradations de tous les emplois d'un gouvernement bien organisé. En remettant cet examen à sa place, il suffira pour le présent de voir quels sont les rapports du nombre de ces mandataires avec celui des autres classes de la nation.

Sous prétexte de perfectionner l'administration, les hommes d'Etat se sont éloignés de la nature, & ils ont transformé les gouvernements, si simples par leur essence & dans leur origine, dans des ma-

chines excessivement compliquées. Pour rendre la marche de ces machines plus régulière, on a multiplié sans raison les rouages, dont le nombre, au lieu de régler le mouvement, ne sert qu'à le déranger ou à l'arrêter. On est effrayé par la quantité énorme de dignités, de charges, d'emplois, dont sont encombrés la plupart des gouvernements modernes. Tel pays, de médiocre étendue, contient plus de mandataires de l'autorité de tout nom, de toute couleur, de toute espèce, que n'en ont employé autrefois les maîtres du Monde pour gouverner l'Empire Romain. Il est même des pays, où l'état gouvernant est presque aussi nombreux que l'état gouverné, & où les maîtres n'ont de sujets qu'eux-mêmes,

UNE telle abondance d'employés superflus dans l'administration, est sujette aux plus grands inconveniens. Ces hommes, entretenus dans une superbeoisiveté, ne deviennent pas seulement inutiles à la Société, en ne contribuant en rien ni à sa commodité ni à la production des richesses; ils lui sont encore à charge en consommant en vain les richesses publiques. Les sujets cedent au Souverain une partie de leur revenu, dans l'intention de lui donner les moyens de faire les dépenses nécessaires pour soutenir l'ordre & la sûreté de l'Etat; il seroit donc injuste de prodiguer les richesses publiques à un essaim de despotes subalternes, qui, en tourmen-

tant le peuple , dévorent sa subsistance , sans lui procurer en échange le moindre avantage.

A côté de l'injustice de dépenser le revenu public pour des gens , qui rendent si peu de service à la Société , il résulte de cette foule de Mandataires du Souverain un inconvenient , auquel on ne fait pas assez d'attention. Les hommes vulgaires ont malheureusement un penchant si décidé pour le despotisme , qu'ils sont toujours tentés d'abuser du pouvoir & de l'autorité , à proportion de la petitesse de la part qu'on leur en confie. Si d'ailleurs leurs occupations ne répondent pas à l'opinion publique de l'importance de leur place , ils se reprochent intérieurement une inutilité dont ils tâchent de se laver aux yeux du Souverain & du peuple. Ces deux motifs réunis engagent chaque petit subalterne à s'arroger tout le pouvoir dont on le laisse s'emparer , & à étendre au possible les prérogatives de sa petite charge. En remontant jusqu'aux premières places , cette sollicitude de se faire valoir agite toute l'administration , & donne naissance au désir inquiet de se mêler des affaires des Citoyens , & de diriger les mouvemens du corps social , qui ne demandent aucune direction. De cette source découlent ces ordonnances , ces reglemens , ces Loix , qui mettent sans nécessité des entraves aux actions les plus indifférentes , qui dérangent l'ordre , & qui troublent le bonheur de la Société. Nous

avons remarqué, & nous remarquerons encore, combien ces attentats contre la liberté & la propriété sont pernicieux à ceux-mêmes qui s'en rendent coupables. Les Etats trop gouvernés sont toujours les plus mal gouvernés.

Les membres du Clergé, auquel on confie le soin d'instruire le peuple & de célébrer les cérémonies du culte public, peuvent être regardés aussi comme des hommes exerçant leurs fonctions au nom de l'autorité souveraine. Ce qui a été dit de l'excédent des employés dans l'état purement civil, s'applique parfaitement aussi à ceux de l'état ecclésiastique. Si les derniers sont trop nombreux à proportion de l'exigence des besoins du peuple, la Société perd des bras ou des têtes, qui eussent été occupés plus avantageusement à des travaux d'une autre espèce. Qui plus est, la multitude désordonnée des Ecclésiastiques est directement contraire au but de leur institution. Multipliés sans mesure, ils ne pourront soutenir leur crédit & leur pouvoir que par le moyen de l'ignorance & de la superstition, qui paroissent rendre leur ministère sacré & indispensable. Ainsi, au lieu de suivre leur destination en éclairant le peuple, ils feront intéressés à le plonger dans les ténèbres ou dans le labyrinthe d'une fausse Science, & à l'abrutir par la crainte religieuse, ou par des pratiques superstitieuses. Une

Religion pure & simple demande peu de Ministres ;
mais des Ministres qui lui ressemblent.

IL est donc de la plus grande importance pour tout gouvernement, de diminuer au possible le nombre de ses mandataires, & de soulager le peuple du fardeau de l'entretien de ces oisifs, qui l'apauvrisseut par leur dépense & par leur manie de faire des reglemens. Le Souverain, image de la Divinité, doit imiter l'Être suprême, qui avec peu de Loix simples, & avec peu d'agents, produit les effets les plus sublimes, & gouverne l'univers en conservant l'ordre éternel de la nature.

C H A P I T R E VII.

De la liberté respective des classes de la Société.

EN traitant de la liberté en général, nous avons vu combien il est indispensable, pour la prospérité de l'Etat & des sujets, d'en maintenir la jouissance dans toute son étendue, & combien les reglements trop fréquens & trop minutieux sont contraires aux principes d'une bonne Législation. Ces vérités paroîtront sous un nouveau jour en les appliquant aux rapports des membres de la Société, qui résultent de leur partage en différentes classes.

Si ce desir aveugle de régler tout par des Ordonnances provient de l'inquiétude des subalternes trop multipliés, le remede est facile dans la diminution de leur nombre. Mais ce desir s'empare souvent des hommes placés dans les premiers emplois; & ses effets sont alors d'autant plus pernicieux. Si ces hommes élevés en dignité, qui devroient vouloir être de grands hommes, considerent que la fureur de commander sans cesse & en détail est l'apanage des petites ames, & que par cette raison les êtres les plus foibles sont les plus avides de domination; ils se contenteront d'instruire & de diriger les peuples par des volontés générales, sans leur faire sentir à tout moment leur sujettion par des ordres superflus & souvent arbitraires. A l'exemple d'un habile écuyer, ils s'applaudiront de leur savoir à dresser assez bien un cheval pour qu'il exécute tous ses mouvemens sans aides, & sans qu'on ait besoin de lui faire sentir ni la bride ni l'éperon.

ON reviendra d'autant plutôt de cette foibleſſe, en faisant attention que ces ordonnances, données sur l'opinion ou sous le prétexte du bien public, sont ordinairement aussi absurdes qu'injustes. Elles sont absurdes, puisqu'elles vont directement contre leur but, qu'elles détruisent l'émulation au lieu de l'exciter, & qu'elles reculent la perfection des Arts au lieu de l'avancer. Elles sont injustes, puisqu'elles attaquent également la liberté & la propriété du

producteur & du consommateur, en les gênant l'un & l'autre dans l'emploi de leur travail & de leurs richesses suivant leur intérêt & leur plaisir, sans que cette gêne procure aucun avantage à la Société.

Tous les règlements faits pour diriger la culture sont contraires à l'intérêt du cultivateur, & par conséquent à celui de l'Etat. Il est impossible que l'administration connoisse, comme le cultivateur, tout l'enchaînement de l'économie champêtre, & distingue les productions qui méritent d'être cultivées par préférence. C'est au cultivateur à juger, par le débit de ses denrées, ce qui est le plus avantageux pour lui à produire, & ce qui est le plus convenable à confier à la terre, suivant la nature du sol. En prétendant guider ses opérations on les trouble, & on lui cause des pertes qui retombent sur l'Etat, en diminuant la quantité des subsistances. On n'alléguera pas l'obligation du gouvernement à empêcher les sujets de négliger la production des denrées de première nécessité : car ce n'est pas par des ordres, ni par des défenses, qu'on engagera le laboureur à s'appliquer plutôt à une culture qu'à une autre ; la demande des consommateurs, & par conséquent le bon prix d'une denrée, sera toujours l'unique motif de son choix. Supposé même qu'il préfère la production d'une denrée moins nécessaire, sa préférence est une

preuve du bon prix de cette denrée , par le moyen duquel , si le commerce n'est pas chargé d'entraves , la nation peut faire un échange avantageux avec ses voisins contre des substances de premier besoin . Ce sont les priviléges , les prohibitions , les gênes de toute espèce , qui préparent les disettes , & qui , au lieu de les éloigner , les appellent & les fixent dans un pays .

Le tort causé par les réglemens aux Arts , & à l'industrie , n'est pas moins visible . Ceux qui sont chargés de l'administration ne dévineront jamais quelles qualités & quelles formes sont les plus avantageuses à donner aux ouvrages des Arts : les entrepreneurs en peuvent juger uniquement par la demande qu'on leur en fait ; & ils choisiront naturellement celles de ces qualités & de ces formes qui leur promettent le plus grand profit . Si l'acheteur cherche le bon marché & se contente d'une marchandise médiocre , il sera impossible de le forcer à choisir une marchandise de meilleure qualité dont le prix ne lui convient pas . Ce serait au contraire perdre les fabriques , que d'obliger les ouvriers à travailler à des ouvrages parfaits , puisque ces ouvrages ne trouvent leur débit qu'en se prêtant aux fantaisies ou aux facultés de l'acheteur . La raison alléguée en faveur des réglemens , pour soutenir le crédit des manufactures , n'est d'aucun poids : c'est à l'acheteur à examiner la me-

sûre ou la qualité des marchandises qu'on lui offre, & à se déterminer suivant ces connaissances & suivant ses besoins. La plupart des précautions, prises pour prévenir la prétendue mauvaise foi dans la fabrication, ne servent ordinairement qu'à faciliter les fraudes, en les couvrant du sceau de l'autorité publique. Enfin, comme c'est l'intérêt réciproque, du vendeur & de l'acheteur, qui décide la façon des ouvrages & leurs échanges, le gouvernement ne peut s'en mêler sans marcher à tâtons, & sans faire beaucoup de mal en croyant faire un peu de bien. Si on lui demande des reglemens, il peut être assuré que c'est l'intérêt particulier d'une espèce d'ouvriers qui tâche de les extorquer.

CET intérêt particulier de quelques ouvriers, opposé au bien général de tous, se montre à découvert dans les prohibitions & dans les priviléges exclusifs. Permettre un certain travail à quelques individus de la nation, & le défendre aux autres, est un attentat manifeste contre la liberté des sujets, qui doivent jouir du droit de disposer de leurs facultés pour tout emploi qui ne contrarie pas l'intérêt public. Mais il est précisément de l'intérêt de la nation, que la concurrence illimitée des ouvriers lui fournisse les meilleures marchandises au prix le plus modique: c'est mettre par conséquent un impôt sur le reste du peuple, pour récompenser la mal-façon des privilégiés, & pour les payer du tort.

qu'ils font à l'Etat en empêchant la multiplication des ventes à l'Etranger.

Le privilege exclusif, pernicieux en toute occasion, se présente dans les corps de maîtrise sous un aspect également odieux & indigne. Il seroit réjouissant, par sa singularité, de lire tous les beaux statuts à l'égard de l'apprentissage, du compagnonnage, des jurandes, des conflits de juridiction, de séparation de travail, &c. dans lesquels quelques Législateurs modernes ont épuié leur génie; si à ce sentiment de pitié, pour tant de peine sacrifiée à des minuties méprisables, ne se joignoit nécessairement aussi un sentiment d'indignation pour le mal réel que ces puérilités font à la Société. Ces corporations, inventées dans les siècles d'ignorance sous le prétexte d'avancer les Arts, produisent précisément un effet opposé à leur but: il n'étoit pas possible d'imaginer des institutions plus propres à retenir les Arts dans leur enfance, & à détruire toute émulation. Suivant l'esprit de ces corps il n'est pas permis à un homme actif & intelligent d'étendre ses vues & son travail, sans avoir subi des épreuves inutiles & dégoûtantes, sans avoir été assujetti à des formalités dispendieuses & à des taxes injustes: on borne un tel homme pour le genre de son travail, & pour le nombre des ouvriers qu'il en peut occuper. De cette maniere il ne se forme dans ces Arts aucune de ces entreprises en grand, qui sont si

avantageuses pour la perfection de l'ouvrage & pour l'épargne des frais : le mauvais ouvrier met à contribution ses concitoyens par sa maladresse, & les force, vu l'impossibilité où se trouve le bon ouvrier d'augmenter son travail, à récompenser son ignorance : l'habile homme, incapable de remplir les absurdes conditions des formalités, ou de payer les taxes, est obligé de languir dans l'inaction, & le public est privé de son savoir-faire. Tout objet d'émulation est enlevé, puisque le plus ignorant est aussi sûr de placer son ouvrage que le plus habile. L'expérience prouve, que dans les pays où les villes gémissent sous ce fatras de Loix tyranniques, les manufactures les plus importantes, cherchant la liberté qui leur est essentielle, se réfugient dans des bourgs & des villages, qui, en se débarrassant d'une police destructive, égalent & surpassent bientôt en richesses & en population les villes esclaves. Le premier soin d'un gouvernement attentif à la prospérité des Arts, sera d'abattre ces restes d'un bâtiment gothique, d'abolir les corps de maîtrise & leurs ridicules statuts, & d'ouvrir la carrière à l'industrie, en la rendant aussi libre que l'air où ces ouvriers respirent.

Ces priviléges exclusifs, dans quelque profession qu'ils se trouvent, sont de vrais monopoles, c'est à dire, des procédés qui diminuent le nombre & la concurrence des vendeurs & des acheteurs. Souvent

vent ce monopole est caché sous une forme qui le rend difficile à reconnoître: mais il se montre à découvert dans les affaires de trafic, quand les prohibitions directes ou indirectes ne permettent qu'à un certain nombre de particuliers de faire les échanges de certaines marchandises. Il est indifférent qu'on accorde des priviléges à des personnes, ou à des villes, ou qu'on empêche une partie de la nation d'exercer librement son droit de vendre & d'acheter où & quand il lui plait; le monopole existe également.

QUAND il a été question de fixer l'idée qui doit être attachée au mot de trafic, nous avons vu quelle perte le monopole cause à la nation, & quel impôt pesant les monopoleurs mettent sur leurs concitoyens: nous avons vu que la source de tous les reglemens pernicieux, qui jettent le trafic entre les mains d'un petit nombre d'individus, est la méprise, si ordinaire, qui confond l'intérêt du trafiguant avec l'intérêt du commerce. Il suffira d'ajouter que le monopole, en ruinant le commerce & le trafic, se détruit lui-même en éloignant par des prix disproportionnés les acheteurs, & en rendant avec le temps les échanges impossibles.

DANS une nation, opprimée par le monopole, non seulement il y aura moins de productions, moins d'échanges, moins de consommations; mais il y aura aussi moins de trafiguans & moins de for-

tunes mercantiles. Tous les motifs possibles courrent à engager le Souverain à laisser jouir la classe stérile de toute la liberté & de toute l'immunité imaginables à se contenter de la protéger contre toute vexation, de la délivrer de toutes les entraves des prohibitions ou des ordonnances, & de la laisser faire, sans se mêler en aucune manière de la direction de ses opérations.

IL est encore des institutions qui gênent la liberté, & qui bornent l'industrie de toutes les classes. Telles sont les fêtes trop multipliées ou trop rigidement observées, qui, sans avoir aucune influence avantageuse sur les mœurs du peuple, ne font que nourrir son penchant à la débauche, & entretenir sonoisiveté. En calculant le produit du travail d'un jour dans une nation nombreuse, on est effrayé par la grandeur de la perte causée à la Société par une seule fête qui anéantit ce travail. Outre cette perte considérable quand le travail cesse entièrement, il en résulte, par l'interruption du travail, une autre aussi réelle, quoique moins appréciable. On fait de quelle importance il est dans la culture, de saisir les occasions favorables, & combien un seul jour négligé ou perdu peut reculer les travaux champêtres, ou endommager les récoltes. Qui plus est, tous les entrepreneurs des travaux en grand remarquent trop bien, à quel point la simple interruption du travail des ouvriers nuit à la

perfection & à l'expédition de leur ouvrage, & qu'un seul jour passé dans la fainéantise dérange le travail de toute la semaine. Aussi l'observation nous fait voir, combien les peuples qui ne sont pas surchargés de dogmes indolens, ou de fêtes superflues, sont plus actifs & plus riches que ceux où les préjugés religieux ordonnent la paresse.

Toutes ces fêtes cependant sont d'institution humaine, &, ne pouvant former l'essence du culte, elles font uniquement partie de la discipline ecclésiastique: le Dimanche - même des Chrétiens, substitué au Sabbat par le bon plaisir de quelques Empereurs, n'est pas ordonné directement par la révélation. L'Etre suprême ne change pas les rapports immuables qui obligent les hommes, s'ils veulent être heureux, à agir continuellement sur la nature: il ne peut être honoré par l'inaction, mais par le travail, auquel, par ses décrets éternels, il a destiné l'homme. Ce seroit d'ailleurs rendre un hommage injurieux à la Divinité, que d'établir un culte propre à divertir les hommes des observations des premiers devoirs qu'elle leur a imposés. Les fêtes, en détournant du travail & en favorisant la crapule & la fainéantise, font oublier & négliger ces devoirs. Qu'on ne replique pas que ces désordres sont un abus, & non une suite des jours consacrés au repos: il est de l'essence des fêtes de corrompre les mœurs, en suspendant le travail. L'hom-

me, créé pour l'action, ne peut rester oisif sans tourner son activité vers des choses défendues; & le peuple sur-tout, n'ayant rien à faire, est nécessité presque, par le peu de ressources qu'il a du côté des plaisirs intellectuels, à faire le mal. L'ignorance & l'oisiveté sont les deux sources fécondes de tous les crimes; & les fêtes, trop multipliées, n'en laissent tarir ni l'une ni l'autre. Il n'est donc pas seulement de la compétence du Législateur d'abolir ces monumens d'une dévotion mal entendue: il est de son devoir encore de soustraire au peuple ces amorce de la crapule & de la fainéantise.

Si une dévotion superstitieuse fait passer les fonds & les richesses de la nation dans les mains des Ministres du culte public, ces biens sont enlevés à la circulation, & restent dans une famille qui ne s'éteint jamais. Il est nécessaire alors que les Loix bornent la facilité qu'a cette famille immortelle de faire des amas de richesses, qui détruisent l'industrie & l'émulation. Les membres du clergé, étant des hommes publics, doivent être salariés du revenu public; & il est contre l'ordre des choses, que l'Eglise jouisse de propriétés séparées de celle du reste des Citoyens.

Deux institutions gothiques, conservées par un respect aveugle pour les mœurs de nos ancêtres, blessent sensiblement la liberté & la prospérité des classes du peuple qui en sont tourmentées: ce sont

les corvées & la milice. Tous les individus de la Société n'ayant ni le temps ni les dispositions requises pour le métier de soldat, ce métier doit être entièrement libre ; & des Citoyens industriels & pacifiques ne peuvent être enrôlés par force sans les plus grands inconvénients. Les corvées sont un espece d'impôt indirect, & même de l'espece la plus nuisible, à cause du déplacement & de l'interruption du travail de la campagne. Ces deux objets seront considérés quand il s'agira des forces de la Société, tant à l'égard de l'arrangement d'un corps militaire, qu'à l'égard de la formation du revenu public destiné à l'entretien de ces forces.

IL est évident, par ces considérations, que le Législateur ne peut entamer la liberté du peuple à l'égard des occupations qui forment la différence des classes d'une nation, sans renverser l'ordre de la Société.

FIN DU TOME I.

T A B L E D E S C H A P I T R E S.

I N T R O D U C T I O N.

L I V R E I.

Des Rapports de l'Homme avec la Nature.

C H A P. I.	Pag.
De la Nature en général.	1
De la Nature de notre Globe.	6
De la Nature de l'Homme.	20
De l'influence des Etres physiques sur l'Etat de l'Homme.	45
De l'influence de l'Etre intelligent sur la Nature.	63
De l'ordre dans la conservation de l'Individu.	74
De l'ordre dans la conservation & dans la multiplication de l'Espece.	83
De la place de l'Homme dans l'ordre de la Nature.	89

L I V R E II.

Des Rapports de l'Homme avec la Société.

C H A P. II.	Pag.
De l'état de la Nature.	103
De l'origine de la Société.	111
De la Société universelle.	113
De la Société domestique.	125

TABLE DES CHAPITRES.

C H A P. V. <i>De la Société civile.</i>	PAG. 142
— VI. <i>Des droits de l'Homme en Société.</i>	143
— VII. <i>Des devoirs de l'Homme en Société.</i>	149

L I V R E III.

De la Propriété & de la Liberté.

C H A P. I. <i>De la Propriété personnelle.</i>	163
— II. <i>De la Liberté.</i>	172
— III. <i>De l'Eslavage.</i>	185
— IV. <i>De quelques autres lésions de la Propriété personnelle.</i>	191
— V. <i>De la Propriété mobiliaire.</i>	196
— VI. <i>Des lésions de la Propriété mobiliaire.</i>	198
— VII. <i>De la Propriété foncière.</i>	202
— VIII. <i>Des Loix contraires à la Propriété foncière.</i>	207
— IX. <i>Du transport des Propriétés.</i>	216
— X. <i>Des coutumes contraires à toutes les Propriétés.</i>	223

L I V R E IV.

Des Biens & des Richesses.

C H A P. I. <i>Des Biens en général.</i>	227
— II. <i>Des Richesses.</i>	233
— III. <i>De la source des Richesses.</i>	237
— IV. <i>Des dépenses nécessaires à la production des Richesses.</i>	246
— V. <i>De la proportion des dépenses productives.</i>	251
— VI. <i>Du produit de la terre cultivée.</i>	260
— VII. <i>Des Arts & de l'Industrie.</i>	264
— VIII. <i>Du Commerce & du Trafic.</i>	272

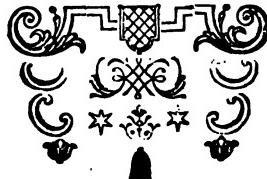
TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. IX. <i>De l'argent & des signes des Richesses.</i>	Pag. 279
— X. Des Richesses publiques.	291
— XI. De l'inégalité des Fortunes.	295
— XII. Des rapports des Dépenses.	302
— XIII. Du Luxe.	310

L I V R E V.

De la Subordination dans la Société.

CHAP. I. <i>De la nature de la Subordination.</i>	329
— II. <i>De la Classe propriétaire.</i>	333
— III. <i>De la Noblesse.</i>	338
— IV. <i>De la Classe productive.</i>	351
— V. <i>De la Classe stérile, ou industrielle.</i>	353
— VI. <i>Des Mandataires de l'Autorité souveraine.</i>	374
— VII. <i>De la Liberté respective des Classes de la Société.</i>	378



a 43







**THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT**

This book is under no circumstances to be taken from the Building



